



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries janvier 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 janvier 2017

### CAUSERIE

Contrairement au 24 décembre qui dut foiré, j'ai passé une excellente soirée le 31 décembre, les filles avaient enregistré la leçon de la semaine précédente, du coup je les ai gâtées, oui comme des petites filles, outre un excellent repas indien et une glace en dessert, j'ai offert une nouvelle boucle de nez à Adi et un sari à Selvi ainsi que du tissu pour faire deux corsages, ici ils sont faits uniquement sur mesure. Le tout en musique (vidéos de concerts) avec Def Leppard et Aerosmith, elles adorent !

J'ai reçu un nouveau courriel d'un militant. Il mettait l'accent sur les raisons économiques à l'origine de la guerre en Syrie que je n'ai pas rappelées dans mes dernières causeries, estimant que les lecteurs devaient les avoir à l'esprit depuis longtemps.

Comme beaucoup de militants qui ont dépassé la soixantaine, il m'a indiqué qu'il n'avait plus l'intention de militer, ce qu'on peut comprendre sans avoir à porter de jugement. Quand on a consacré toute sa vie ou des décennies au militantisme, et qu'on s'aperçoit qu'à l'arrivée cela n'aura servi à rien, puisque le parti n'existe pas et rien n'indique qu'on parviendra à le construire un jour au regard du degré de décomposition politique actuel de l'avant-garde du mouvement ouvrier, on peut comprendre ce genre de réactions et l'amertume qui doit habiter ces générations de militants qui ont tout donné loyalement pour des prunes.

C'est dur à supporter de faire quelque chose en pure perte, de consacrer l'essentiel de son temps, les meilleures années de son existence à une activité qui finalement se traduira par du vent, ne débouchera sur aucune réalisation concrète, quelle frustration ou déception ! Pour moi qui suis encore un ouvrier, donc avant tout pragmatique, c'est intolérable, c'est choquant, cela n'a aucun sens, en un mot, c'est con.

Bien sûr on a pu tirer des satisfactions de notre militantisme, on s'est aussi et surtout beaucoup illusionné, mais on a du mal à se l'avouer, d'ailleurs c'est bien simple on trouvera toujours les mots qu'il faut pour le justifier ou embellir le passé qui ne le méritait pas tant que cela au regard du néant politique auquel nous sommes parvenus, non ? De préférence on évitera d'aborder cette question sous cet angle-là car cela fait trop mal. Cela pose trop de questions auxquelles on n'a jamais pris la peine de penser ou qui ne nous étaient jamais venues à l'esprit quand elles se posaient, et évidemment auxquelles on est toujours incapable de répondre, dans ce cas-là il vaut mieux arrêter là.

Je ne partage pas l'interprétation de la lutte des classes depuis les années 40 que font les militants en général, j'y vois plutôt l'origine des problèmes qu'on n'a jamais réussi à résoudre et qui nous ont conduit à la situation actuelle. Des analyses foireuses ont débouché sur des théories foireuses qui se sont traduites par des stratégies tout aussi foireuses pour un résultat quasiment nul, ne pas l'admettre, c'est s'interdire d'aller de l'avant.

Ou alors il reste à invoquer la fatalité, d'ailleurs quelque part cela revient un peu au même. Le capitalisme était décidément trop puissant, tout était contre nous, nous luttions à armes inégales, voués à l'impuissance, à l'échec, nous nous avouons vaincus au crépuscule de notre vie.

Quand on a tout donné dans ce combat, on est épuisé, usé, vidé, parfois écoeuré, dégoûté au dernier degré, on n'a plus la force ni l'envie de tout reprendre à zéro face à l'opportunisme qui a envahi, pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde, on se sent impuissant à inverser cette tendance, personne ne nous écoute, alors quitte à pisser dans un violon, autant profiter tranquillement des quelques années qui nous restent encore à vivre et qu'on a bien méritées, donc sans avoir à se justifier ou avoir de compte à rendre à personne, ce qu'on admet volontiers.

J'ignore encore si je n'emprunterai pas aussi cette voie un jour. En attendant je me dis qu'on pourrait peut-être réfléchir ensemble aux nombreuses questions que j'ai soulevées, et dans quelle mesure au lieu de demeurer isolés chacun dans notre coin, on pourrait peut-être créer une structure politique souple et fraternelle qui accueillerait tous les militants inorganisés parmi lesquels nos vieux, qui par la richesse de leurs expériences peuvent aider les plus jeunes générations à continuer le combat politique, à assurer la relève en renouant avec le marxisme, qui sait, peut-être réussiront-elles là où nous avons échoué, ayons la modestie de le reconnaître. Mon idée est de briser notre isolement, de briser la crainte de s'exprimer librement, de rassembler le meilleur de l'avant-garde, ensuite on verrait quelle forme et quelle contenance pourrait prendre cette association ou ce regroupement politique, de quelle manière il pourrait jouer un rôle même très modeste dans la lutte de classes.

Quand on observe que nos dirigeants osent encore affirmer que l'évolution de la situation avait été conforme à leurs analyses ou prévisions, alors qu'en réalité ils en avaient été totalement incapables ou la situation actuelle ne correspond pas du tout à celle qu'ils avaient décrite, on croit rêver, leur comportement suffit à lui seul à justifier la nécessité de rejeter pratiquement toutes leurs analyses passées, et particulièrement l'orientation, la stratégie, les conclusions pratiques qu'ils en avaient déduites. Ils n'assument pas leurs erreurs ou leur incurie, leur faillite politique, ils les justifient à leur manière.

Pour revenir à cette proposition d'association, elle pourrait à partir d'un exemple, d'une question ou d'un sujet, d'un évènement, déterminer comment il fut présenté ou analysé, chacun donnant sa propre explication et tous réfléchissant à la manière dont elles ont été construites pour vérifier quelle place ou quel traitement a été accordé à chaque facteur ou rapport, quelles étaient leurs faiblesses ou lacunes pour qu'on parvienne à un bilan qui serait en quelque sorte la correction des erreurs commises dans le passé ou la confirmation d'analyses en admettant que certaines avaient été correctes jusqu'à un certain point seulement. Toutes les hypothèses seraient prises en compte et traitées sérieusement pour arriver à un diagnostic le plus précis possible, évacuant évidemment tout argument ou affirmation à l'emporte-pièce, absolument tout devant être vérifié, étayé ou validé par des faits une fois remonté à l'origine de chaque facteur examiné, etc. reprenant minutieusement la méthode de Marx et Engels en somme pour interpréter le monde et son évolution.

Aucun d'entre nous ne pouvant se prévaloir être de la trempe de ces penseurs géniaux ou les égaux, ce travail collectif pourrait être utile à notre cause et accessible à nos plus vieux camarades qui ne souhaitent plus s'investir dans le militantisme.

### [Comment fonctionne la dialectique appliquée à l'homme ?](#)

Tout homme est appelé à se développer, c'est une loi naturelle générale. Mais il peut très bien ne jamais se développer au-delà du primate voué à survivre par mimétisme inconscient et à subir la condition que lui impose la société.

Car pour qu'il se développe, il faut qu'il rencontre des conditions favorables à son développement, conditions qui proviendront du monde extérieur, mais pas seulement, car il faut aussi qu'il soit en mesure de les saisir ou de saisir cette occasion. Donc, il existe également des conditions qui lui sont propres ou intérieures à chaque homme, qui seront déterminées essentiellement par l'environnement social dans lequel ils auront évolué depuis leur naissance et les expériences qu'ils auront vécues, qui forgeront leur personnalité et détermineront le développement de leurs facultés intellectuelles ou leur niveau de conscience, en fonction des enseignements qu'ils auront su en tirer ou non.

C'est l'ensemble de ces facteurs qui se résument à des rapports sociaux et individuels exerçant une influence mutuelle dès sa naissance, qui détermineront de quelle manière l'homme interprétera le monde extérieur et sa propre condition (et comment, dans quelle direction s'orientera la société...).

A partir de là, rien n'est écrit d'avance ou personne ne peut dire à l'avance si un homme évoluera ou non, quel niveau de conscience il atteindra au cours de son existence, sachant qu'à l'origine ou lorsqu'il vient au monde il est totalement inconscient.

La vie ou le sens qu'on peut lui donner consiste donc à s'élever de cet état d'inconscience totale à un niveau de conscience supérieur. On pourrait ajouter que cela devrait être la vocation de l'école, qui malheureusement est dévoyée ou détournée au profit d'un conditionnement qui a pour objectif de l'empêcher d'accéder à un niveau de conscience supérieur, parce qu'il constituerait une menace pour l'ordre établi qui justement ne peut se maintenir en place que grâce notamment à la faiblesse du niveau de conscience des hommes, dont celle de classe ou de leur condition concernant les exploités et les opprimés.

Dorénavant on connaît beaucoup de choses sur l'homme.

On sait que son espèce s'est distinguée des autres espèces animales à la suite d'une évolution qui a duré des millions d'années, et au cours de laquelle la reproduction de son ADN a connu des imperfections se traduisant par une modification irréversible de son génome sans qu'on puisse établir exactement quand ni dire pourquoi, en rapport semble-il avec sa propre activité et les transformations que devaient subir son environnement ou notre planète.

Sautons quelques millions d'années pour en arriver à l'homme que nous connaissons depuis le paléolithique.

Cet animal, ce mammifère primate a montré un sens aigu de l'observation des manifestations de la nature, y compris la sienne, allant jusqu'à les reproduire plus ou moins adroitement ou avec plus ou moins de bonheur, et ces expériences transmises de génération en génération qu'il allait reproduire des millions de fois devaient contribuer à aiguïser ses cinq sens (le goût, l'odorat, l'ouïe, le toucher et la vue) relié à son cerveau, qui a son tour allait se transformer ou se développer, pour en arriver au stade où il parviendrait à être en mesure de modifier son environnement pour assurer sa subsistance et garantir la pérennité de son espèce.

A cette étape, il allait inventer les premiers outils et inaugurer un mode de production et le développement des forces productives. Inutile d'aller plus loin puisque l'homme en est encore à cette période (préhistorique) en quelque sorte. A l'origine il allait produire ou reproduire sa propre espèce, mais laissons cela de côté.

Venons-en à la lutte des classes et au XXe siècle pour ne considérer que les générations qui existent de nos jours.

C'est un fait que la société et le monde ont subi de profondes transformations au cours du XXe siècle. Du coup les différentes générations ne se sont pas développées exactement dans le même environnement dans tous les domaines et pas seulement sur le plan social ou politique. La manière dont ils appréhenderont le monde extérieur ou la société sera forcément différente. Et si les rapports sociaux de production sont demeurés inchangés quant à leurs fondements basés sur l'inégalité entre les classes, les rapports et la composition ou la répartition de chacune des couches à l'intérieur de chaque classe ont connu également de profondes modifications en fonction de l'évolution des différents secteurs économiques (Les services ont supplanté l'industrie et l'agriculture n'emploie plus que 4% environ de la main d'oeuvre.).

Jusque dans les années 80, les rapports qui présidaient à l'orientation de la société et au développement du capitalisme ainsi que la lutte des classes étaient liés, ou chacun de ces facteurs avaient une influence sur les autres, de sorte qu'il était relativement facile de percevoir ces liens ou d'en prendre conscience pour ensuite tenter d'agir dessus pour modifier leur orientation ou ces rapports, comprendre comment fonctionnait la société capitaliste ne présentait aucune difficulté insurmontable dès lors qu'on ne s'écartait pas du processus dialectique qui se déroulait sous nos yeux, afin de changer la société. Tel fut l'environnement dans lequel évoluèrent les générations des années 20 à 60.

Evidemment, il faut intégrer dans ces facteurs leurs représentations politiques, qu'il était plus facile de saisir que de nos jours, puisqu'elles étaient directement reliées au développement de la lutte de classe ou du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle. Bien que la lutte pour le socialisme fut rapidement dévoyée par la social-démocratie et le stalinisme, l'existence d'une puissante classe ouvrière, nombreuse et concentrée, confrontée à des conditions d'exploitation et d'existence encore dignes des maîtres des forges ou épouvantables, contribuaient à forger une conscience de classe chez chaque ouvrier, qui favorisait leur compréhension des fondements et du fonctionnement de la société, au point que le discours envisageant de la changer rencontrait un puissant écho dans la classe ouvrière.

Les générations suivantes allaient évoluer alors que tous ces rapports allaient être bouleversés, hormis les fondements du capitalisme, du coup, il leur est beaucoup plus difficile de comprendre dans quelle société elles vivent et dans quelle direction elle est orientée actuellement, et quant à envisager de la changer de fond en comble, elles n'y pensent pratiquement plus, tellement elles baignent dans une confusion inextricable.

Les générations précédentes avaient bénéficié de l'offensive du mouvement ouvrier à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, qui s'était traduite par d'importantes améliorations de la condition ouvrière, mais qui malheureusement n'avaient pas été acquies dans la perspective d'en finir avec le capitalisme abandonnée par les partis et les syndicats qui représentaient la classe ouvrière, malgré elles, elles se laissèrent ainsi corrompre par le capitalisme auquel elles allaient finir par s'adapter pour le meilleur et pour le pire, le pire étant réservé aux générations suivantes.

Elles allaient être victimes de l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale, qui petit à petit n'épargnerait aucun des acquis que les générations précédentes étaient censées leur léguer. Les nouvelles profondes transformations qu'allaient connaître la société et l'ensemble des rapports que nous avons mentionnés plus haut, allaient les laisser totalement démunies pour affronter la situation qui les attendait, et malgré leur résistance, elles n'allaient pas être en mesure de se dresser contre le régime, afin d'éviter de subir le sort qu'il leur avait réservé en l'absence d'une alternative crédible au capitalisme, puisqu'elles en sont arrivées au point où elles ignorent tout du socialisme, quand elles n'en ont pas un a priori négatif.

Le rapport de cause à effet entre le développement du capitalisme et la lutte des classes, qui se traduisait par davantage de profits et des augmentations de salaire, des réformes sociales ou progressistes, n'existe plus, en partie du fait que des pans entiers de la production industrielle ont été délocalisée, de la modification intervenue dans la répartition de la main d'oeuvre au sein des différents secteurs économiques, et de la corruption généralisée du mouvement ouvrier, les partis traditionnels de la classe ouvrière étant devenus des partis bourgeois ou de droite tout en ayant conservé leurs anciennes étiquettes.

Il faut ajouter que l'état de crise permanent du capitalisme ou sa faillite, et la financiarisation à outrance de l'économie qui en est le pendant, ont conduit leurs représentants à remettre en cause l'ensemble des rapports sociaux qui existaient à tous les niveaux de la société et qui traversaient toutes les classes, de manière à ce que toutes leurs couches s'affrontent pendant que l'oligarchie procède à une profonde et ultime transformation de la société destinée à leur être entièrement soumise sous la forme d'un régime implacable, corporatiste, policier, dictatorial, de sorte que l'idée de changer la société que les exploités avaient déjà abandonnée ne puisse jamais plus germer dans leurs têtes tant la tâche s'avèrerait titanesque, puisqu'ils passeraient leur temps à se déchirer entre eux ou à se haïr sur fond de régression sociale sans fin et de chaos minutieusement entretenu en créant un climat de terreur ou délétère.

Autrefois l'industrialisation avait alimenté la lutte de classe, elle avait débouché sur les congés payés dont devenait profiter le transport ferroviaire, puis le développement de l'automobile, ensuite le transport aérien de masse, de nos jours les ouvriers sont appelés à partir en vacances en car ou à rester chez eux, mieux encore, a continué de travailler...

Autrefois l'électrification avait permis l'expansion du secteur de l'électroménager, de satisfaire certains besoins, d'en créer de nouveaux, de nos jours de plus en plus de familles ouvrières peinent à payer leurs factures d'électricité et se passent de certains articles électroménagers ou biens d'équipement...

Autrefois l'augmentation de la production de pétrole entraîna le développement de l'automobile pour le consommer, qui entraîna le développement du réseau routier, de nos jours des pans entiers ne sont plus entretenus.

Autrefois ils construisaient de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux, etc. de nos jours ils les ferment...

Autrefois le capitalisme produisait, ce qui permettait de satisfaire certains besoins, de nos jours il produit toujours plus, mais de moins en moins de besoins sont satisfaits...

Autrefois la baisse du temps de travail permit le développement de l'industrie culturelle, des arts, du loisir, des sports, dorénavant elle sert à occuper un second emploi pour tout juste pouvoir survivre. Etc. etc. etc.

Comme on le voit, le rapport de cause à effet qui existait autrefois a été rompu entre le travail et ce qu'on était en droit d'en attendre, je n'irai pas jusqu'à dire que cela donnait un sens à la vie ou justifiait l'existence du régime, disons qu'il existait un lien logique entre ces facteurs que les masses exploitées pouvaient saisir, sans que pour autant elles soient satisfaites de leur condition, pour en arriver à une situation où plus rien n'a réellement de sens, où plus rien ne trouve de justification, sans qu'on puisse expliquer pourquoi, encore moins le comprendre, comme s'il n'existait plus aucune issue pour en sortir, ce qui explique aussi pourquoi toutes les valeurs que la civilisation humaine avait mis tant de siècles à se forger sont aussi malmenées, menacées ou progressivement abandonnées au profit du nihilisme ou d'un individualisme forcené, cynique, nauséabond.

Tout cela pour arriver à la conclusion qu'on ne peut pas aborder toutes les générations avec un même ou unique discours qui plus est datant d'un demi-siècle ou davantage encore, et qu'on doit prendre soin d'intégrer l'ensemble des facteurs et des rapports auxquels elles ont été soumises si on veut vraiment les aider à élever leur niveau de conscience et les organiser. A suivre

### Parole d'internaute.

Commentaire suite à un article du portail néolibéral Slate, dont "*le patron est Jacob Weisberg, qui est démocrate et soutien de Hillary Clinton.*"

- "*C'est plutôt la puissance militaire et économique US qui est très surévaluée avec la très grande complicité des pays qui rampent devant eux, et de leurs journalistes toujours prêts à mentir sans complexe.*

*Les quelques autocrates des pays atlantistes, tels que Rothschild et Rockefeller, qui depuis de nombreuses décennies font continuellement disparaître par l'intimidation, les arrestations arbitraires, les assassinats et le contrôle des médias toute opposition intérieure, semble irrésistible. Mais cette analyse est sommaire et trompeuse. La puissance réelle des USA géopolitique, économique, militaire et technologique est très exagérée. Sans l'OTAN les USA n'ont plus de puissance militaire. Sans la Chine il ne sont plus rien non plus économiquement : les USA sont hyper endettés, auprès de la Chine en particulier, leur argent ne repose plus que sur du vent. Enfin, sans leur NSA qui espionne tout le monde, le niveau technologique des USA serait réduit à zéro : ils ne font qu'exploiter toutes les inventions mondiales avant qu'elles ne soient brevetées par leurs vrais inventeurs.*



*"Il faut dire que les hackers russes lui ont facilité la tâche" des hackers qui n'existent que dans la tête des complotistes, qui n'ont évidemment pas le moindre soupçon de preuve de leurs accusations. par contre qu'en est-il des "hackers" de la NSA qui surveillent quasiment toute la planète et décryptent toutes communications chiffrées? Slate n'est aujourd'hui plus qu'un magazine de décérébrés collabos qui n'ont rien compris à la réalité... ou font mine de ne rien comprendre, pour conserver leurs comptes en banque".*

Votre analyse était correcte, mais à la fin vous vous méprenez sur ce que sont les administrateurs de Slate qui comprennent mieux la réalité que ce que vous croyez...

## Nouvelles d'Inde.

- Inde : la jupe déconseillée aux touristes - Francetv info

Pourtant, elle ne devrait pas s'habiller ainsi, selon le ministre indien du Tourisme.

Pas de jupe, pas de short, il l'a annoncé sur les télévisions locales. Ses services distribueront bientôt un guide dans ce sens dans les aéroports. Des conseils avec comme objectif, selon lui, de lutter contre les crimes sexuels qui secouent le pays. Pour les associations de défense des droits des femmes, ce sont les mentalités qu'il faut changer. Et les propos du ministre sont rétrogrades. " *Ce ne sont pas les vêtements des femmes qui posent problème, c'est la façon dont les femmes sont traitées comme des objets et prises pour cibles par les hommes*", explique Ranjana Kumatri, directrice du Centre for social research. Francetv info 29.12

Commentaire d'un internaute.

- *"Je pense que ce Monsieur voulait juste sensibiliser les étrangères en donnant un simple conseil, connaissant bien son pays et les pervers sexuels il a juste conseillée aux femmes de ne pas se mettre en jupe pour leur bien et pour justement qu'elles évitent d'être offensée moi je comprends son message dans ce sens là après certains le voient comme une atteinte à la femme, chacun son interprétation."*

La question est de savoir pourquoi les hommes ont-ils de tels rapports envers les femmes. Parce que la société est très inégalitaire et continue de véhiculer les rapports entre les hommes et les femmes qui existaient sous l'ancien régime de type féodal.

Elle est très inégalitaire entre les classes dans la mesure où jusqu'à une époque récente, disons le début des années 90 qui constitua une nouvelle étape dans l'industrialisation du pays et le développement de ses infrastructures, l'immense majorité des Indiens étaient exclus du marché ou du progrès social réservé exclusivement à l'élite qui administrait le pays ainsi que les classes moyennes encore peu développées ou dont les conditions étaient proches de celle du prolétariat des villes et des campagnes.

Jusqu'au début des années 90 peu de femmes travaillaient, hormis dans le secteur de l'agriculture qui concentrait encore environ 70% de la main d'oeuvre. La majorité des jeunes filles n'étaient pas scolarisées, et lorsqu'elles l'étaient, leurs parents leur imposaient de quitter l'école parvenues à l'âge de la puberté, les cloîtraient à la maison, puis les mariaient rapidement sans leur demander leur consentement.

Si dorénavant la majorité des femmes travaillent dans l'industrie, elles sont surexploitées, leur salaire se situe entre 4 et 5.000 roupies nets par mois (55 à 68 euros), alors que celui des hommes est le double. Cela dit les mentalités n'ont pas évolué pour autant ou n'évolueront que très lentement. Cela a peu d'influence sur l'éducation qu'elles ont reçue ou celle de leurs parents, qui considéraient que les femmes étaient inférieures aux hommes ou plus exactement que les hommes décidaient de leur sort, chaque sexe étant confiné dans un rôle auquel il devait se tenir et qui n'avait pas lieu de changer. Bien entendu cela se traduit par des conflits entre homme et femme dans chaque foyer où les femmes continuent de subir des châtiments corporels, quand elles ne sont pas violées par leurs époux.

La femme qui travaille remet son salaire à son époux, ici il n'existe pratiquement pas de familles monoparentales ou de femmes vivant seules, elles restent chez leurs parents et sous leur autorité, puis elles passent sous celle de leur époux. Et une femme qui travaille devra se taper toutes les tâches ménagères en rentrant de son boulot, il est humiliant pour un homme de tenir à la main un balais, de faire la vaisselle ou de laver le linge (à la main), et ils sont incapables de faire cuire un oeuf. Elles ne disposent donc d'aucune liberté, elles sont doublement exploitées et elles subissent des mauvais traitements, en fait elles sont sans cesse humiliées et accablées de fatigue.

C'est dans ce cadre pour le moins despotique que doivent s'épanouir leurs besoins sentimentaux et leurs désirs sexuels, et les hommes sur ce plan-là sont logés à la même enseigne. Leurs déclarations d'amour sont purement conventionnelles ou marquées du sceau de l'hypocrisie, à moins qu'elles aient le caractère d'un vœux pieux qui ne se réalisera jamais, sauf parfois à travers des relations extraconjugales qui ne sont pas rares puisque finalement les liens qui unissent les deux époux ressortent davantage de la contrainte plutôt que du consentement ou de la complicité mutuelle. On n'osera pas se demander si

dans ces conditions ils sont épanouis ou respirent la joie de vivre, c'est bien triste.

De nombreuses femmes se sont élevées au plus haut de la société tout en perpétuant ces relations de type féodal puisque la classe dominante y trouvait son compte, les classes moyennes déjà moins, bien qu'elles en tirent profit également plus hypocritement encore puisqu'elles exploitent de la même manière les femmes qu'elles emploient comme domestiques sans pour cela remettre en cause les fondements économiques de la société et donc les rapports sociaux établis.

Elles préfèrent s'attaquer au comportement ou à la mentalité archaïque des membres masculins du prolétariat, plutôt que s'en prendre au régime auquel elles doivent leur situation privilégiée. Ce qu'elles n'avouent pas, c'est qu'avec les classes dominantes elles sont les classes les plus perverses de la société, profitant de la prostitution ou se prostituant elles-mêmes.

Les femmes comme les hommes des classes moyennes qui travaillent passent très peu de temps dans leur foyer. Ils sont soumis aux mêmes cadences de travail infernales que les ouvriers et ouvrières si ce n'est pire la plupart du temps, mais en compensation ils disposent de quelques aménagements qui leur permettent d'avoir un peu de temps libre qu'ils ou qu'elles passeront avec un ou une collègue de travail marié ou non, un amant ou une maîtresse, ce qui est beaucoup plus difficile sur le plan matériel pour un ouvrier ou une ouvrière.

Changer les hommes ou leur mentalité, leur comportement sans changer la société, sous la contrainte du législateur, n'a jamais conduit à rien d'autre qu'à déplacer les problèmes auxquels étaient confrontés les différentes couches sociales de la société sans jamais les résoudre véritablement. Ils évolueront lentement au grès de la lutte des classes et du développement économique qui une fois parvenu à une nouvelle crise révélera qu'aucun rapport n'avait véritablement changé ou que tout restait à faire, changer les fondements sociaux de la société ou changer de régime.

### [Comment légitimer les institutions antidémocratiques et le régime oligarchique.](#)

- Listes électorales: grand rush pour s'inscrire avant la présidentielle - AFP

- Présidentielle. Pas si fâchés avec la politique, les Français ! - LeParisien.fr

Aux urnes citoyens ! Au-delà du rush pour s'inscrire sur les listes électorales, de nombreux indices laissent transparaître un véritable engouement des Français pour la politique, à moins de cinq mois de la présidentielle. LeParisien.fr 28.12

L'histrion du régime à leur chevet s'adresse à son monarque.

- Inscription sur les listes électorales : Mélenchon demande un délai à Hollande - M6info

"Je forme le vœu de pouvoir être entendu. Vous pouvez si simplement décider cette prolongation! Elle est d'un haut intérêt civique", argumente le candidat de "la France insoumise" dans une lettre ouverte à M. Hollande et à son Premier ministre Bernard Cazeneuve.

Il "appelle le gouvernement à prolonger de manière exceptionnelle le délai d'inscription sur les listes électorales jusqu'au 15 janvier au moins", comme le permet, assure-t-il, "l'article L16 du code électoral". Ce délai permettrait selon lui de "sensibiliser plus fortement les personnes mal inscrites suite à un déménagement et celles qui ont encore oublié de s'inscrire".

Constatant l'afflux de fin d'année pour s'inscrire sur les listes Jean-Luc Mélenchon rappelle que "malheureusement environ 9 millions de Français en âge de voter risquent encore de ne pouvoir participer au scrutin" faute d'être "inscrits régulièrement" sur les listes, dont "6 millions" de "mal inscrits". M6info 29.12

### [Le Conseil monarchique porte-parole des multinationales.](#)

- Le Conseil constitutionnel ne censure pas le prélèvement de l'impôt à la source - LeMonde.fr

Sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, réforme majeure de ce texte budgétaire qui doit entrer en vigueur au 1er janvier 2018, les conseillers ne se sont prononcés que sur quatre points de la mesure, et ne les ont pas censurés.

Le Conseil constitutionnel a censuré la « taxe Google » relative aux bénéfices de multinationales exerçant des activités en France. Les conseillers ont rejeté cette disposition au motif que l'administration fiscale ne peut avoir « le pouvoir de choisir les contribuables qui doivent ou non entrer dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés ». LeMonde.fr 29.12

Commentaire d'un internaute.

- "Etrange argumentaire du rejet de la "axe Google", puisque l'amendement portait non sur le choix des contributeurs mais sur l'assiette de l'impôt. Amendement à revoir. Merci à la droite de préférer augmenter la TVA et ou la CSG que d'imposer l'évasion fiscale qui représente le montant du déficit à elle seule."

Votre remarque manque de profondeur, allez jusqu'au bout de votre analyse et dites merci à ce que vous appelez sans doute la gauche pour se soumettre au Conseil constitutionnel ou à la Constitution antidémocratique de la Ve République.

### LR. C'était déjà l'extrême droite.

Chut, ne dites surtout pas qu'ils sont sionistes, des militants vont vous accuser d'antisémitisme !

- Un voyage d'Estrosi en Israël pour soutenir Netanyahu suscite la controverse - AFP

Le président (LR) de la métropole niçoise Christian Estrosi essayait vendredi des critiques pour un voyage en Israël, durant lequel il a apporté son soutien au premier ministre Benjamin Netanyahu après la résolution de l'Onu condamnant la politique de colonisation.

M. Estrosi, également président de la région PACA, a expliqué le 25 décembre sur Twitter partir en Israël pour y "témoigner (son) soutien" à M. Netanyahu après le vote d'une résolution "dangereuse qui attaque la seule démocratie de la région".

Lors de son voyage, M. Estrosi a annoncé un don de 50.000 euros, de la part de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour un projet de reforestation du Fonds national juif (KKL), organisme paragouvernemental. Selon son site internet, le KKL est actif en Israël, à Jérusalem-Est annexé et sur le plateau du Golan annexé. AFP 31.12

### Dossier sur la Syrie

Enfin, la gauche a trouvé son Pierre-André Taguieff ou Rudy Reichstadt en la personne de Vincent Presumey.

- Alep, le XXI<sup>e</sup> siècle et la gauche du XX<sup>e</sup> siècle, par Vincent Presumey - anti-k.org 31.12.2016

Avant-propos.

Cet article est disponible sur le blog Anti-K du NPA que je ne connaissais pas. Je tiens à préciser que je n'ai jamais envoyé le moindre article à ce blog qui par le passé a reproduit certains de mes articles, d'ailleurs je crois bien n'en avoir jamais envoyés en 12 ans à aucun blog ou portail, hormis à des militants.

Quand on s'écarte des faits, on se condamne à les fabriquer. Quand on s'écarte de la réalité, on se condamne à lui substituer la réalité qu'on aura fabriquée. Quand on cesse d'être honnête, on se condamne à la déchéance morale. Et pour finir quand on est devenu un imposteur, un misérable faussaire perfide et cynique, on est prêt à tout pour le justifier. En voici une démonstration.

- Presumey avait manifestement tablé sur la victoire des barbares à Alep et en Syrie, cette perspective ayant été contrariée provisoirement, il s'agissait maintenant pour lui d'en trouver les coupables au sein du mouvement ouvrier ou éventuellement de les inventer, c'est dans l'air du temps.

Pour ce faire, il ne trouvera rien de mieux que reprendre la rhétorique officielle, mais pour s'en distinguer il l'adaptera à sa manière en recourant à la méthode de l'amalgame entre les différents courants du mouvement ouvrier qui étaient sur des positions contradictoires et inconciliables, vous m'excusez d'y faire figurer le courant que je prétends incarner, puisqu'il n'a pas été capable de citer un seul courant du mouvement ouvrier ayant été sur une autre position que celle qui consistait à diaboliser le chef d'Etat et le gouvernement syrien ainsi que leurs alliés, mais peut-être qu'il n'en existait pas d'autres après tout, je n'en sais rien, entreprise scélérate particulièrement maladroite, en vain.

Il ira jusqu'à déplorer "*la chute d'Alep Est*" ou "*la prise d'Alep Est*" par l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, qui selon lui fut un grand malheur pour les Syriens concernés qui auraient préféré demeurer quelques années de plus sous la coupe des barbares d'Al-Nosra, allant jusqu'à nier le coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine réalisé en recourant à des milices fascistes et maquillé ici en "*une crise révolutionnaire*" et regretter avec Hollande, BHL, Caroline Fourest, etc. que "*la révolution était ici traitée de réaction fasciste*", face à "*la contre-révolution armée des milices payées par le premier capitaliste du pays, Rinat Akhmetov, et armées par la Russie*", leur ennemi commun. Pitoyable, n'est-ce pas ?

Confusion extrême ou ignominie, toujours est-il qu'il a publié son article plusieurs jours après la libération d'Alep-Est et qu'aient été découverts les premiers charniers de dizaines d'hommes, femmes et enfants, torturés puis exécutés, ainsi qu'une centaine de soldats syriens ayant subi le même sort, auxquels s'ajoutent les témoignages des habitants d'Alep-Est, etc. je pencherais donc volontiers pour un acte délibéré et désespéré consistant à manipuler délibérément les faits. Ainsi il a signé sa propre

"faillite intellectuelle et morale" et il est loin d'être le seul dans ce cas-là, hélas !

Avant d'aborder en détail comment il a opéré, on aurait pu parvenir à la même conclusion sans même avoir besoin de lire la suite, puisque dès la 7e ligne de son article il reprenait la version officielle du 11 septembre 2001 : "*11 septembre 2001, les crimes de masses de la multinationale islamiste al-Qaida à New York et Washington...*" ou dès la 15e ligne dénonçant le "*22 décembre 2016, l'écrasement et la déportation des habitants d'Alep Est par les forces russo-iraniennes...*", le comble de la désinformation était franchi allègrement non sans cynisme. Le cap de l'abjection sans recours ou sans retour a été franchi ici.

Voyons comment il a procédé.

Il a fustigé "*la conscience ordinaire de trop de militants de gauche et d'extrême-gauche*" qui s'est traduite par "*une faillite intellectuelle et morale de couches assez larges*" qui auraient une "*vision du monde fétichiste et figée*" du monde, jusque là nous sommes d'accord, encore qu'il aurait fallu préciser que cela concernait plutôt la quasi-totalité des militants de gauche et d'extrême-gauche organisés, tous les partis ayant tenu le même discours, avec des nuances à la marge comme d'habitude.

Il faudrait donc en déduire que monsieur Presumey ne serait pas atteint par cette défaillance "*intellectuelle et morale*", or il fait ici la démonstration du contraire, mais pas n'importe comment, en procédant à des amalgames dignes des néoconservateurs Pierre-André Taguieff ou Rudy Reichstadt dans une confusion dont on se demandera si elle était voulue ou inconsciente tant la ficelle est grosse et confine au ridicule.

Ils prêtent aux militants de gauche et d'extrême-gauche en général un ensemble de convictions ou de positions qu'en réalité ils ne partagent pas. Par exemple, les admirateurs de Chavez ou de Castro auraient soutenu les "*dictatures arabes*" sous prétexte qu'elles étaient "*laïques*" parmi lesquelles celle d'Assad en Syrie, or c'est absolument faux, niant au passage qu'elles "*résistent à l'impérialisme*", sans préciser lequel ou lesquels, de sorte que subrepticement il peut ainsi placer dans le même panier de crabes sans distinction l'ensemble des militants de gauche ou d'extrême gauche, ce qui permet de faire passer à la trappe l'existence de militants ouvriers qui ne se reconnaissent ni dans Chavez ni dans Castro, qui ne vouaient aucun culte envers la Russie ou la Chine, et qui avaient développé une autre analyse que la sienne sur la Syrie et plus généralement sur la situation mondiale.

Lorsqu'il fait référence au mouvement ouvrier ou à la lutte des classes, c'est uniquement pour s'en servir de caution "*intellectuelle et morale*" pour finalement ne retenir qu'un aspect de la situation ou un seul facteur ou plutôt sa propre interprétation de la nature de ces régimes sans tenir compte de leurs rapports aux différents impérialistes et des différents facteurs qui déterminaient leur existence, dans quel cadre historique ils se présentaient, occultant au passage les contradictions que ces régimes incarnaient, et on comprend tout de suite pourquoi, car elles permettaient différentes interprétations de la situation en Syrie que la sienne calquée sur celle de l'OTAN ou des dirigeants des puissances occidentales qu'il légitimait ainsi.

Pour parvenir à ce tour de passe-passe, il devait évidemment nier la formidable opération de désinformation et de conditionnement des peuples auxquelles se livrent les Américains et leurs alliés depuis 2011, comment, en procédant à nouveau à un amalgame en opposant "*la croyance dans la manipulation et la méfiance envers les masses*", alors qu'en réalité parmi ceux qui dénoncent cette manipulation, il s'en trouve qui ne manifestent aucune "*méfiance envers les masses*" tandis que d'autres les ignorent tout simplement. Vous aurez constaté que sa démarche consistait à exclure l'existence au sein du mouvement ouvrier d'un courant politique honnête et qui ait des positions conformes aux intérêts des exploités et des opprimés.

L'avantage de ce procédé, c'est qu'il fait l'économie de l'analyse de la situation sociale et politique réelle en Syrie, des rapports entre les classes et de leur composition, de sorte qu'on ne s'interrogera pas sur l'état de conscience politique exact du peuple syrien et des rapports des différentes classes à l'Etat, aux institutions, puisqu'on devrait s'en tenir à l'interprétation qui en a été donnée à travers la propagande officielle que Presumey nous invite à partager, et qui naturellement ne relèverait pas d'une manipulation ou ne devrait inspirer aucune méfiance : l'horrible dictateur de Damas est responsable de la situation actuelle de la Syrie, il n'a aucune légitimité, la majorité des Syriens exigent son départ pour mettre à la place les rebelles modérés armés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, le Qatar, etc. qui sont des modèles de démocratie...

De dénis à répétition en falsifications en chaîne des faits, il en arrive logiquement à défaut de pouvoir l'assumer, à reprendre à son compte l'argumentation selon lequel tous les faits et témoignages qui ne cadrent pas avec la version officielle de la situation en Syrie (notamment) seraient le fait de militants qui verraient « *derrière Facebook, Washington* », « *un coup de la CIA (ou du Mossad)* » dans la déstabilisation de certains Etats, des adeptes de la théorie du complot qui seraient sous influence, bref de dangereux écerclés dont les autres militants devraient se méfier comme la peste, méthode ignoble que les chiens de garde du régime emploient quotidiennement depuis des années pour discréditer et censurer ses opposants, dignes de "*défiler derrière un Fillon, un Orban, un Trump*" pour avoir "*raconté partout que la population d'Alep n'était plus composée que d'islamistes armés, était otage des islamistes, aspirait à être libérée par cet Etat certes un peu brutal, mais laïque, etc.*", se livrant à un énième et ultime amalgame mêlant vérités et contrevérités qu'il attribue aux militants qui ont le malheur de ne pas croire aveuglément le discours officiel, de s'informer à d'autres sources que les médias propriétaires des va-t-en-guerre et subventionnés par l'Etat du parti de la guerre contre le peuple syrien.



La décomposition politique sans fin s'accompagne d'une déchéance morale vile, sinistre, méprisable.

Personnellement je m'en suis tenu aux faits. Pour un complément je vous renvoie à la causerie du 27 décembre.

Commentaire d'internautes connectés au portail Le Grand Soir :

1- "Les quinquagénaires aleppins se souviennent bien de l'écrasement de l'insurrection de 1979-1982, lorsque des fanatiques islamistes des régions du nord et d'Alep menaient des actes terroristes quasi quotidiennement, en posant des bombes dans des gares, des restaurants, des services publics, assassinaient des militants du parti Baas, des communistes, des syndicalistes, visant les chrétiens et les alaouites tout particulièrement. Trempait alors dans ce bain de sang, à l'époque, Ali Sadreddine al-Bayanouni, vieux responsables des Frères musulmans de Syrie, à leur tête entre 1999 et 2010, exilé depuis à Londres, et son successeur Mohammed Riyad Al Chaqfeh qui sert encore aujourd'hui d'autorité morale à tout ce petit monde, directement d'Istanbul !"

LVOG - Et personnellement, depuis 2011 j'ai eu l'occasion de constater au moins une fois qu'Informations ouvrières avait reproduit la version frauduleuse colportée par l'impérialisme américain et son vassal français et reprise en chœur par leurs larbins de gauche et d'extrême gauche depuis 1982, qui avait consisté à expliquer qu'Hafez al-Assad avait réprimé dans le sang une insurrection "ouvrière", alors qu'en réalité il s'agissait d'un soulèvement orchestré par des djihadistes fanatiques armés à la solde du Qatar.

En 2011, le PT fut tenté de présenter de la même manière les événements en Syrie, avant de faire rapidement (partiellement) machine arrière, ses dirigeants ayant sans doute compris qu'on n'était plus dans les années 80, et que dorénavant avec Internet les travailleurs et militants étaient en mesure de vérifier facilement auprès de différentes sources la véracité de leurs informations, et que le temps où ils pouvaient leur raconter n'importe quoi était définitivement révolu.

2- "Un autre détail que nos médias oublient de préciser quand ils évoquent l'armée de Bachar el Assad... L'Armée syrienne puisqu'il faut l'appeler par son nom est une armée de conscription, donc issue de la population qu'elle massacrerait à tour de bras depuis plus de 5 ans ! Cherchez l'erreur..."

LVOG - Effectivement, cet argument était grotesque.

3- Syrie : quand la NVO-CGT reprend le récit néo-conservateur ! - Front syndical de classe - legrandsoir.info 29.12

Extrait publié par un internaute.

"Questions d'autant plus nécessaires que même un organe de la CGT se fait l'écho de la version UE-OTAN :

Le 14 décembre dernier la NVO, organe de la CGT sur L'information sociale, juridique et syndicale, a publié un article intitulé : « Alep, l'agonie en direct » sous la plume d'Isabelle Avran.

On y trouve à propos de la situation en Syrie tous les poncifs du récit occidental, ceux de la droite et du gouvernement Hollande - Valls, comme ceux de tous les défenseurs du droit d'ingérence humanitaire (Gluksman, l'inévitable BHL, Nicolas Hénin, E. Guigou, Cohn-Bendit ...), sans oublier les néo-conservateurs états-uniens et autres faucons masqués du parti dit "Démocrate" :

La « communauté internationale » est inerte face au martyr d'Alep, Le veto de Moscou et Pékin au Conseil de sécurité empêche tout projet de trêve, les forces « rebelles » qui contrôlent Alep-est sont en gros des forces démocratiques que la répression du régime d'Assad dès 2011 a contraint à se militariser, le régime s'est livré à des bombardements chimiques en 2013 et a libéré des criminels des prisons afin de pourchasser les militants ...(...) le rôle d'une organisation comme la CGT en charge de la solidarité internationale et de la lutte pour la paix est-il d'enfourcher tous les clichés de la propagande médiatique qui permettent de justifier les interventions étrangères dont celle de notre pays, hors de tout mandat, ni du pouvoir légitime syrien, ni de l'ONU, en violation quotidienne des règles les plus basiques des traités internationaux, en délégitimant tout travail diplomatique nécessaire à un règlement politique permettant d'éviter la violence de la guerre."

LVOG - Cet article de la CGT est disponible dans le blog du Front syndical de classe (<http://www.frontsyndical-classe.org/2016/12/le-14-decembre-dernier-la-nvo-organe-de-la-cgt-sur-l-information-sociale-juridique-et-syndicale-a-publie-un-article-intitule-alep-l>)

Front syndical de classe subordonné à l'ONU comme ils l'écrivent eux-mêmes, qui ne trouverait rien à redire à une "interventions étrangères", entendez des puissances occidentales sous mandat de l'ONU qu'ils légitiment au passage, réclamant le respect des "règles les plus basiques des traités internationaux" que les Américains et l'Etat sioniste n'ont cessé de violer depuis 70 ans ou qui n'ont servi qu'à justifier leurs guerres et la création d'Israël... Que voulez-vous, ce sont des staliniens, on ne se refait pas.

4- "De l'autre côté, le NPA déraile complètement, par la bouche d'un de ses porte-parole les plus actifs : NPA Hérault (relayé par rézocitoyen)

Dossier Syrie. Alep, le massacre d'une population, la mise à mort d'une révolution, la faillite politique d'une partie de la "gauche radicale" ! Des textes de Julien Salingue, Philippe Marlière, Vincent Presumey...

Faute d'une analyse géopolitique sérieuse, la situation en Syrie est ainsi instrumentalisée par le NPA, comme par les autres partis présentant des candidats, au service des prochains échéances électorales. C'est à se demander si cette collusion du NPA et du PS n'aurait pas quelque motif moins avouable que le soutien aux "révolutionnaires" syriens."

LVOG - Non, c'est davantage en rapport avec sa véritable nature qu'il a eu l'occasion de révéler dans une multitude d'occasions tout comme la LCR, contre-révolutionnaire, réactionnaire, ni de gauche, ni d'extrême gauche, ni centriste dans le sens où il pourrait évoluer vers le socialisme, il y est étranger en réalité, ce qu'on a du mal à admettre semble-t-il, et ce dont on refuse de tenir compte par conséquent. On s'en tient aux apparences trompeuses en temps normal, on se contente de discours radicaux ou d'analyses aux relents marxistes qui ne servent qu'à cautionner une pratique opportuniste. C'est valable pour LO.

5- Personnellement, c'est l'interdiction faite par le gouvernement français aux ressortissants syriens de voter à leur ambassade pour les présidentielles de leur pays, en 2014, qui m'a grand ouvert les yeux. <https://www.voltairenet.org/article183859.html>

Soi : pourquoi cette interdiction puisqu'on nous rabâche que le peuple vomit ce tyran de Bachar ? Il va voter contre, n'est-ce pas ? Donc, ça convient parfaitement à notre gouvernement, non ?

A présent, la vérité est en marche. Les médias aux ordres sont totalement discrédités."

LVOG - Plus un conflit ou une guerre dure, plus il devient difficile d'en camoufler la véritable nature, les intentions et le rôle des différents protagonistes, la vérité finit par transpercer le ligne de front de la propagande officielle et par parvenir aux oreilles des peuples qui dès lors cherchent à en connaître les véritables responsables contre lesquels ils se retournent ensuite, ici, l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux et du Golfe, sans épargner tous les partis, syndicats, ONG, médias, etc.

6- "Petit rappel : Bachar al-Assad réélu avec 88,7% des voix avec plus de 73% de participation, élection reconnue par la communauté internationale..."

LVOG - Dans deux précédentes causeries j'avais indiqué qu'une organisation opposé à Assad avait organisé un sondage en Syrie qui s'était soldé par des résultats similaires qu'avait dû relayer amèrement les médias américains et l'ONU.

Les administrateurs du portail Le Grand Soir ont précisé:

- "Il serait bon de rétablir une certaine chronologie des événements : Manifestations —> concessions de la part du gouvernement —> tirs contre les forces de l'ordre —> réaction (répression) —> invasion (à moins d'une erreur)."

LVOG - Des lecteurs pourraient penser qu'il existerait des staliniens corrects. Détrompez-vous, c'est un oxymore. Certains colportent la propagande officielle que d'autres vont dénoncer, dans pratiquement tous les courants politiques du mouvement ouvrier (y compris dans les syndicats et les partis officiels de droite) on retrouve ce partage des rôles qui reflète les contradictions qu'ils doivent affronter en les assumant sous des angles différents, tandis que sur le fond ils sont tous liés au régime, cela apparaîtra plus clairement chez les uns que chez les autres. Tous les courants du mouvement ouvrier ou qui prétendent en faire partie se déclinent sous la forme d'un parti sur lesquels viennent se greffer un ou plusieurs satellites qui en sont issus, mais leur nature est identique à la maison mère

C'est cet aspect qu'on a totalement négligé ou sous-estimé dans notre lutte contre l'opportunisme en tentant de concilier l'inconciliable, le résultat est à la hauteur de cette illusion dramatique.

Prenons l'exemple d'Alep bien argumenté dans un article.

- Premièrement, Alep, deuxième ville du pays, où le soufisme est très présent, n'est jamais tombé entre les mains des rebelles. Il n'y a jamais eu de soulèvement populaire massif dans la ville contre Al Assad et les autorités locales.

LVOG - Pas vraiment un soulèvement populaire.

- La bataille d'Alep a débuté le 19 juillet 2012 par une offensive rebelle venant du nord, des frontières turques, et de groupes paramilitaires divers dont le plus important est le Liwa al-Tawhid, groupe proche des Frères musulmans, probablement armé et financé rapidement par la Turquie...

LVOG - Il s'agissait donc d'une provocation armée menée par une infime minorité de Syriens fanatisés encadrés par des mercenaires extérieurs à la Syrie.

Quelques éléments concrets et vérifiables qui le prouvent.

- ... si Alep-Ouest voyait encore sa population compter 1,6 millions d'habitants (sur 2,3 millions d'habitants au total. - ndlr), il est surprenant de s'apercevoir que les 50% de la ville contrôlée par les rebelles n'avaient que 250 000 habitants maximum. L'état de siège entre 2012 et 2015, c'est Alep-Ouest qui a dû le subir...avec une majorité de sa population, et des milliers de réfugiés qui fuyaient les zones de combat. L'ONU a reconnu ces derniers mois que près de 50 000 habitants avaient rejoint Alep-Ouest, et que la prise par les loyalistes des quartiers permettaient à d'autres syriens de ne plus être en zones de conflit.

LVOG - Donc plus de 70% de la population d'Alep vivait ou s'était réfugié dans les quartiers ouest de la ville ne craignant pas la féroce répression de l'"horrible dictateur" syrien.

Dans un article du Réseau Voltaire Thierry Meyssan avait indiqué qu'en mars 2011 l'opposition "démocratique à Bachar al-Assad ne dépassait pas 10%, elle était donc insignifiante ou ne constituait pas une menace pour le régime, surtout sachant que parmi cette opposition figurait le parti communiste syrien et qu'il n'existait aucun parti de type bolchevik, tous étant des partis bourgeois ou petits-bourgeois n'ayant nullement l'intention de s'orienter vers le socialisme, dans ces conditions cette opposition était vouée à se disloquer dès le début de cette guerre et à aucun moment elle ne pourrait constituer un pôle de regroupement de forces "progressistes ou démocratiques" susceptible de rallier à elle la majorité des Syriens.

On doit admettre qu'il existait une opposition ultra minoritaire à Assad qui fut rapidement marginalisée en 2011, et qui n'eut d'autre choix que rejoindre le camp des principaux belligérants en fonction des sensibilités de ses membres, et que parmi eux peu ont dû conserver leurs convictions intactes sachant qu'au départ elles étaient minées par leurs faiblesses théoriques, de sorte que cette opposition hétéroclite et divisée, sans réelle perspective politique hormis participer aux institutions pour en tirer parti sans vraiment se préoccuper du sort du peuple et particulièrement du prolétariat, était vouée à végéter ou à se disloquer sans même "l'ingérence des puissances de l'OTAN".

L'argument ci-dessous tombe à l'eau

- Quoi qu'il en soit, l'ingérence des puissances de l'OTAN, alliées des islamistes pour l'occasion, aura eu comme conséquence pratique de totalement détruire l'opposition laïque et démocratique syrienne.

D'autant plus que les Syriens savent compter... leurs morts, et qu'ils savent qui a tué qui. C'est con à dire, mais ils étaient les mieux placés !

- Et si les bombardements et combats ont fait plus de 1 500 tués civils, que le massacre supposé de 82 civils n'a pas pu être retenu par les organisations internationales comme relevant de crimes de guerre imputables aux armées d'Al Assad (l'ONU a même explicitement dit que rien ne pouvait prouver cette assertion...), il n'en reste pas moins qu'on est loin du « massacre » et du « génocide » dénoncé par les partisans de l'ingérence diplomatique, militaire et politique, la France en tête.

Et bien malgré tous ces éléments qui jusqu'à présent permettaient de rétablir la réalité des faits et de se faire une idée assez précise du rôle et de la responsabilité des différents acteurs engagés dans cette guerre, l'auteur du même article a trouvé le moyen d'en glisser un qui remet en cause ce que nous avons cru comprendre et nous ramène à la version officielle, à savoir que c'est Assad qui aurait déclenché le mécanisme infernal de cette guerre, ajoutons que dans ces conditions il mérite largement les qualificatifs de despote ou tyran que les représentants des puissances occidentales ont employés à son égard, que l'auteur de cet article s'était employé à dénoncer, lisez plutôt on y reviendra tout de suite après.

- Si le premier problème syrien a été effectivement l'écrasement brutal et sanglant des manifestations du Printemps syrien, il n'en reste pas moins que les forces opposées au régime étaient multiples et aux intérêts contradictoires...

Tout cela pour en arriver à une telle confusion quand on n'est pas capable de prendre en compte la totalité des facteurs qui composent une situation, dont fait partie l'Etat, les institutions, le chef d'Etat, etc. qui prendra certes des décisions politiques pour assurer la stabilité du régime, mais également pour garantir l'intégrité et la souveraineté de son pays quand il estime qu'elles sont gravement menacées, ce que les faits ont amplement confirmé, plutôt que s'en remettre à une interprétation romantique ou sentimentale pour faire face à la situation.

Dès lors on ne peut pas lui imputer ce chaos et cette guerre ayant conduit à la destruction d'une grande partie de la Syrie et causé la mort de plusieurs centaines de milliers de Syriens, et l'accusé d'avoir pris des mesures pour essayer d'éviter ce drame, sous prétexte qu'il aurait recouru à la violence pour répondre à des actes d'une violence inouïe, puisqu'aussi bien des manifestants que des membres des forces de l'ordre avaient été la cible de snipers ou de djihadistes armés et des bâtiments

publics avaient été attaqués.

L'auteur de cet article a commis une erreur chronologique ou de cause à effet, fatale.

Car c'est cette violence déclenchée lors de manifestations qui a motivé la réponse violente du chef de l'Etat syrien. On peut toujours estimer que sa réponse fut disproportionnée, je n'en suis pas du tout certain, dans la mesure où il devait posséder des informations précises que nous ne possédions pas pour porter un jugement portant sur l'infiltration depuis des mois de mercenaires armés en Syrie pour déstabiliser le régime et entraîner sa chute selon un plan concocté à Washington, Londres et Paris notamment, et que par conséquent il devait tenter par n'importe quel moyen de mettre un terme rapidement à ces manifestations par crainte que le pays ne s'enflamme et qu'il perde le contrôle de la situation, ce qui s'est effectivement produit par la suite et qui justifie les mesures répressives qu'il avait prises.

On a pu lire dans des dizaines d'articles qu'Assad était à la tête d'un Etat policier, que le pays était quadrillé par des agents ou indices à la solde du ministère de l'Intérieur, après coup on est en droit de se demander si c'était vraiment exact ou pourquoi dans ce cas-là il n'a pas pris la décision d'employer les moyens à sa disposition pour faire avorter ce complot, renforcer le contrôle aux frontières de la Syrie, procéder à l'arrestation des dirigeants des différents groupes terroristes, confisquer leurs armes, fermer leurs comptes bancaires, saisir leurs publications, bref, les neutraliser avant qu'ils passent à l'action. Le même argument avait été avancé sur la Libye de Kadhafi si vous vous souvenez.

Et l'argument consistant à dire qu'il était impopulaire ne tient pas puisque des millions de Syriens étaient descendus dans la rue pour le soutenir, au regard des 23 millions d'habitants de la Syrie comparé à la France c'est comme si plus de 10 millions de manifestants étaient descendus dans la rue contre la loi Travail, Hollande aurait dû abandonner son projet de loi ou il aurait démissionné, tandis que l'opposition ne rassemblera qu'une centaine de milliers de manifestants ou guère plus dans tous le pays.

- Cessez-le-feu global en Syrie sous l'égide de Moscou et Ankara AFP

Un cessez-le-feu global en Syrie entre régime et rebelles est entré en vigueur jeudi à minuit (22H00 GMT), en vertu d'un accord conclu sous l'égide de la Russie et de la Turquie qui pourrait marquer un tournant après plus de cinq ans de conflit. AFP 29.12

- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU soutient à l'unanimité le cessez-le-feu porté par la Russie et la Turquie - franceinfo

Le cessez-le-feu en vigueur en Syrie depuis la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 décembre a été approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU, samedi 31 décembre. Celui-ci a adopté à l'unanimité une résolution soutenant l'initiative de la Russie et la Turquie qui a mené à cette trêve, et doit conduire à des négociations entre le régime et les rebelles.

Le Conseil de sécurité "accueille avec satisfaction et soutient les efforts" pour la paix de Moscou et Ankara, et "prend note" de l'accord de cessez-le-feu conclu le 29 décembre. Le texte ne dit en revanche rien des modalités de la trêve et des négociations à venir. Plusieurs pays membres du Conseil de sécurité avaient demandé des précisions sur la surveillance du cessez-le-feu, le rôle de l'ONU et l'accès humanitaire.

Les groupes jihadistes Etat islamique et Fateh al-Cham (l'ex front Al-Nosra, émanation d'Al-Qaïda) sont exclus de cet accord de cessez-le-feu.

L'accord doit ouvrir la voie à des négociations de paix prévues fin janvier au Kazakhstan sous l'égide de Moscou et de Téhéran, parrains du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. C'est la première fois, depuis le début de la guerre en Syrie, que les Etats-Unis sont écartés des discussions sur un cessez-le-feu. franceinfo 31.12

### [Dossier guerre inter-impérialistes Russie - Etats-Unis](#)

Le "**Ministère de la vérité**" à l'oeuvre.

- Les Etats-Unis expulsent 35 diplomates russes - Reuters

Les Etats-Unis ont expulsé jeudi 35 diplomates russes à Washington et San Francisco et fermé deux centres russes à New York et dans le Maryland en réponse à une campagne de harcèlement des diplomates américains à Moscou, a déclaré jeudi un haut responsable américain.

Ces mesures visant les diplomates de l'ambassade de Russie à Washington et du consulat russe à San Francisco s'inscrivent dans une série de sanctions annoncées par la Maison blanche pour punir une campagne d'intimidation des diplomates américains



en Russie et l'interférence de la Russie dans les élections américaines, a dit ce responsable.

Les 35 diplomates russes ont 72 heures pour quitter le territoire américain, a précisé le haut responsable de Washington. L'accès aux deux centres sera interdit à tout responsable russe à partir de vendredi midi, a-t-il ajouté.

Les sanctions ne s'arrêteront pas là, a précisé le président américain, prévenant que les Etats-Unis prendront d'autres mesures "au moment que nous choisirons", y compris des opérations secrètes dont le public ne sera pas informé.

Dans sa déclaration, Barack Obama a également lancé un appel à une sorte d'union sacrée internationale pour faire revenir Moscou dans le droit chemin et l'empêcher de mener des mesures de déstabilisation dans des pays étrangers.

Les "amis et alliés" des Etats-Unis doivent "travailler ensemble pour contrer les efforts de la Russie visant à saper les bonnes pratiques internationales et à s'ingérer dans le processus démocratique", a déclaré le président américain. ("Bonnes pratiques internationales" et "processus démocratique" qui consistent à déstabiliser, bombarder, détruire les pays qui refusent de subir l'hégémonie américaine... - LVOG)

Les sanctions décidées par Barack Obama moins d'un mois avant son départ de la Maison Blanche sont une pierre dans le jardin de Donald Trump, qui ne croit pas à l'ingérence de Moscou et veut réchauffer les relations américano-russes.

Mais M. Obama sait aussi que beaucoup de responsables républicains ne partagent pas l'analyse de son successeur et sont favorables à des sanctions contre Moscou.

Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants, s'est ainsi félicité des mesures annoncées, estimant qu'elles "n'avaient que trop tardé".

C'est "une manière appropriée de mettre fin à huit ans de politique étrangère ratée avec la Russie (...), qui a affaibli l'Amérique aux yeux du monde", a-t-il déclaré.

John McCain et Lindsey Graham, deux "faucons" républicains du Sénat, ont estimé que Moscou s'en tirait bien et ont promis "de mener l'offensive dans le nouveau Congrès pour imposer des sanctions plus fortes". Reuters et AFP 29.12

Commentaires d'internautes

1- "Étonnant que l'AFP fasse mention de l'ingérence russe sans mettre entre guillemet : "ingérence" ou ne précise "ingérence supposée".

Comme elle le fait systématiquement pour les informations en provenance de pays qui ne sont pas des caniches des USA.

En effet l'AFP n'a aucune preuve de l'ingérence, et n'en aura jamais puisqu'elle n'existe pas.

L'AFP se considère-t-elle comme un média sérieux, objectif et indépendant ?

Evidemment, pourquoi devrait-elle affirmer le contraire ? Question stupide qui dénote au passage votre soumission au régime, passons.

2- "De la poudre aux yeux, nous faire croire que c'est Poutine qui a 'élu' Trump, c'est nous prendre pour des gogos. Par contre, les Américains qui espionnent le monde entier (n'est ce pas Angela Merkel), c'est juste un mirage !

3- Les "amis et alliés" des Etats-Unis doivent "travailler ensemble pour contrer les efforts de la Russie visant à saper les bonnes pratiques internationales et à s'ingérer dans le processus démocratique" : des "bonnes pratiques" comme celles consistant à mettre les gouvernants des pays amis sur écoute ?

Mais comment peuvent-ils continuer ainsi à nous prendre pour des buses ?

4- Et si en Amérique Latine par exemple on sanctionnait les USA à chaque fois que ce pays s'ingérait dans des élections ?

- Moscou fatigué des mensonges US sur les hackers russes - Sputnik

« À vrai dire, nous sommes fatigués des mensonges sur les "hackers russes", qui sont déversé par des hauts-fonctionnaires des États-Unis. Cela fait déjà six mois que l'administration Obama a lancé cette désinformation visant à donner des armes à un candidat

à la présidence qui lui était utile » a déploré Maria Zakharova, la porte-parole de la diplomatie russe, dans un communiqué publié sur le site officiel du ministère.

Selon elle, après l'échec de cette initiative, l'équipe du président sortant cherche à se justifier face à un tel couac, se vengeant sur le partenariat entre Washington et Moscou.

« À l'aide de fuites volontaires d'informations vers des médias américains, ils s'efforcent de nous faire peur d'une amplification des sanctions antirusses, par le recours à des mesures "diplomatiques" jusqu'à des piratages de nos systèmes informatiques », a indiqué la porte-parole.

« Par contre, la vérité sur cette provocation, orchestrée par la Maison Blanche, verra bientôt le jour. C'est même le cas maintenant », a prévenu Maria Zakharova, rappelant les paroles de Brian Kemp, secrétaire de l'État de Géorgie qui avait affirmé le 8 décembre dernier que les cyberattaques sur le système de dépouillement du scrutin étaient venues depuis une adresse électronique du ministère américain pour la Sécurité intérieure.

Cette révélation a été vite mise au second plan par des accusations arbitraires contre Moscou.

Plusieurs des 17 services de renseignement américains avaient antérieurement affirmé que des hackers russes avaient attaqué les sites d'organisations politiques américaines pendant la campagne présidentielle aux États-Unis pour aider le milliardaire Donald Trump à remporter l'élection.

Le directeur du FBI James Comey n'a pas soutenu ces accusations. Sputnik 29.12

- Des hackers russes piratent un fournisseur américain d'électricité - latribune.fr

Des hackers russes ont piraté un ordinateur d'un fournisseur d'électricité de l'Est américain, une cyber-attaque sans conséquence sur les opérations de cette entreprise mais qui a pu révéler les "vulnérabilités" du réseau électrique des États-Unis, a rapporté vendredi le Washington Post.

"Un code associé à l'opération de piratage informatique baptisée Grizzly Steppe par l'administration Obama a été détecté à l'intérieur du système d'un fournisseur d'électricité du Vermont", écrit le quotidien sur son site internet, sans indiquer de date et en citant des sources anonymes.

Le journal précise que ce si code "n'a pas été activement utilisé pour perturber les opérations du fournisseur (...), la découverte souligne les vulnérabilités du réseau électrique national".

"Et cela attise les craintes au sein du gouvernement américain que les pirates informatiques du gouvernement russe tentent activement de pénétrer dans le réseau pour perpétrer d'éventuelles attaques" informatiques, ajoute le Washington Post.

Les autorités américaines ignorent à ce stade quelles étaient les intentions des Russes, poursuit le journal, supputant qu'ils pourraient avoir tenté de porter atteinte aux activités du fournisseur, Burlington Electric latribune.fr 01.01

Commentaire d'un internaute

- "Ce qu'il faut trouver sympa est que les pirates laissent la photocopie de leurs papiers d'identité avec le virus. Histoire que l'on sache tout de même qu'ils sont Russes... Les "victimes" ne doivent pas avoir fréquenté de vrais pirates. Voire, même, s'y connaître en info... Amusant cette période de propagande style guerre froide. "

Poutine tourne en dérision les sanctions d'Obama - lefigaro.fr

Le président russe a refusé d'appliquer la réciprocité habituelle et d'expulser à son tour des diplomates américains. Il a au contraire invité leurs enfants au Noël du Kremlin.

Ne voulant pas passer pour l'ogre moscovite, Vladimir Poutine laisse le soin à ses lieutenants de répondre «au niveau des cuisines». Dès jeudi soir, le compte officiel de l'ambassade de Russie à Londres employait un ton fort peu diplomatique dans un tweet représentant graphiquement Obama en «canard boiteux»: «Tout le monde, le peuple américain compris, est ravi de voir en cela le dernier acte de cette Administration incapable.»

Sur un ton franchement venimeux, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, accuse les officiels américains d'avoir répandu un canular selon lequel Moscou souhaitait fermer l'école anglo-américaine de Moscou par mesure de rétorsion. «C'est un mensonge, écrit-elle sur sa page Facebook. La Maison-Blanche a perdu la tête et s'est mise à

imaginer des sanctions contre ses propres enfants.»

Or, les choses ne vont pas en rester là, prédit le politologue Gleb Pavlovsky: «D'ici à février, Obama va encore dévisser des lampes à la Maison-Blanche et balancer un rat crevé sous la baignoire de Trump.» Ces scandales ne seraient pas pour déplaire au Kremlin, si l'on en croit un autre politologue, Mikhaïl Vinogradov: «2016 a été une année très réussie pour la diplomatie russe. Le principal objectif a été atteint: s'incruster dans l'ordre du jour des Américains.»

«Poutine confirme qu'il est un homme politique capable, peut-être le plus capable du monde», s'enflamme, dithyrambique, Sergueï Markov. Pour cet expert des relations internationales qui épouse fidèlement la ligne officielle, la décision présidentielle de ne pas expulser les diplomates américains et de ne pas leur ôter leur datcha et à la place d'inviter leurs enfants au Kremlin «va faire la une des médias internationaux. Quel soufflet pour Obama! C'est une manœuvre à la fois adroite, noble et puissante. Un miracle de Noël! Personne n'avait encore à ce point humilié Obama. Répondre au mal par la bonté, voilà bien l'esprit chrétien, l'esprit de Noël». Les diplomates américains peuvent être certains que leurs enfants auront droit à la plus grande attention des chaînes de télévision russes s'ils acceptent l'invitation de Vladimir Poutine. lefigaro.fr 30.12

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro

1- "Faut-il rappeler qu'à ce jour, AUCUNE preuve n'a été fournie par la CIA du supposé hacking russe. Ca ne les dérange pas, ils ont bien envahi l'Irak en mentant à l'ONU, et nos journalistes de l'époque s'étaient empressés d'applaudir cette mascarade. Aujourd'hui on fait de même: accusations et sanctions sans même une preuve ou un embryon de procès. Quand les US veulent agresser un pays, ils trouvent toujours un prétexte, la méthode est rodée depuis longtemps."

2- "La méthode de départ adoptée par Obama (après moi le chaos) est tout simplement honteuse. Je ne suis plus du tout étonné que les lecteurs aient décidé de se débarrasser de tout ce qui avait lien, de près comme de loin, avec cette administration. "

3- "La fin de mandat d'Obama est absolument pitoyable, inutile d'être un admirateur éperdu de l'autocrate du kremlin pour s'en rendre compte. Le problème c'est que l'insuffisance du prix Nobel en carton adulé des média et de sa politique étrangère de gribouille couplées à l'aveuglement et au suivisme stupide des autres leaders occidentaux, vis à vis desquels Chirac apparaît rétrospectivement comme encore plus clairvoyant et digne, signent un abaissement de l'influence occidentale assez inédit. Après Bush, les Etats-Unis étaient détestés mais encore craints, après Obama, ils ne comptent plus, sont toujours détestés mais sont de plus devenus une source de plaisanterie et de dédain dans les chancelleries du monde entier et risquent d'entraîner leurs partenaires-vassaux occidentaux dans leur dégringolade.

J'ignore si la fantasque Trump sur qui tous les grands et beaux esprits adorent cracher, sera de taille à sauver les meubles, mais le ferait-il qu'ils viendrait définitivement piétiner le cadavre du mythe et de l'escroquerie politique que fut Obama, déjà salement amoché par l'échec et mat final au Moyen Orient que viennent de lui infliger russes et iraniens."

Trump salue l'"intelligence" de Poutine après les représailles américaines - francetvinfo.fr

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a salué dans un tweet, vendredi 30 décembre, "l'intelligence" du président russe Vladimir Poutine moins de 24 heures après une longue série de sanctions prises contre Moscou par le président sortant Barack Obama.

Donald Trump faisait référence à la décision du président russe de ne pas répondre pour l'instant aux sanctions prises par Washington, qui accuse Moscou d'ingérence dans la campagne présidentielle américaine. Le président Vladimir Poutine a créé la surprise vendredi en décidant de "n'expulser personne", ne répondant ainsi pas à l'expulsion par Washington de 35 agents russes, contrairement à ce que proposait son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

La Russie se réserve toutefois "le droit de prendre des mesures de rétorsion" et "restaurera les relations russo-américaines au vu de ce que sera la politique du président américain élu Donald Trump", avait ajouté Vladimir Poutine. francetvinfo.fr 30.12

- Les États-Unis se dotent d'un centre de « lutte contre la propagande étrangère » Réseau Voltaire

Le 23 décembre 2016, le président Barack Obama a signé la Loi fiscale de Défense 2017. Dans sa section 1287, ce texte institue un Centre d'engagement global (Global Engagement Center), dont la fonction est de lutter contre la propagande et la désinformation ennemies [1].

Ce Centre, qui s'ajoute au Centre de communication stratégique de l'Otan et à l'Unité de communication stratégique l'Union européenne [2], dispose d'un budget de 140 millions de dollars abondé par ceux de la Défense et du secrétariat d'État.

Le Centre états-unien est placé sous la responsabilité du secrétaire d'État qui estimera ce qui doit être considéré comme de la « propagande étrangère ». Il peut utiliser ses fonds pour sous-traiter son travail à des prestataires privés (société civile, médias,

ONG, centres de recherche, sociétés privées, universités). Réseau Voltaire 27.12

[1] "Global Engagement Center", Voltaire Network, 23 December 2016.

[2] « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

- Chicago avec 750 meurtres en 2016 est minée par la violence - AFP

Pendant quelques jours en décembre, il n'y a eu aucun mort par armes à feu à Chicago. Un répit si rare qu'il a fait la une des journaux dans la métropole américaine où les meurtres ont été plus nombreux qu'à New York et Los Angeles en 2016.

Avec plus de 750 meurtres, contre 600 en additionnant les chiffres des deux villes les plus peuplées du pays précédemment citées, Chicago a connu sa pire année en près de deux décennies et les solutions semblent difficiles à trouver pour endiguer le fléau des armes à feu.

Les fusillades, concentrées dans des quartiers défavorisés où vivent une majorité d'habitants noirs et hispaniques, ont augmenté de près de 50% pour atteindre les 3.500 incidents au cours des douze derniers mois. AFP 01.01

---

## ACTUALITE EN TITRES

[France. De quoi vous plaignez-vous, franchement ?](#)

- 2016, très bon cru pour la fréquentation des salles obscures - AFP

La fréquentation dans les cinémas français a atteint son deuxième meilleur niveau depuis cinquante ans en 2016, une année marquée par un grand éclectisme dans les choix des spectateurs, avec une centaine de films qui ont engrangé plus de 500.000 entrées.

213 millions de billets ont été vendus au total en 2016, soit une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente, selon les chiffres du Centre national du cinéma (CNC). AFP 31.12

- Le marché auto a retrouvé des couleurs en 2016 - l'attribution.fr

Le marché automobile français a retrouvé sa bonne santé en 2016 en dépassant le seuil symbolique des deux millions d'immatriculations, une première depuis 2011, avec un fort bond du groupe Renault, selon les statistiques publiées dimanche.

La hausse des livraisons de voitures particulières neuves s'est établie l'an dernier à 5,1%, ce qui représente 2,015 millions d'unités, indique le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) dans un communiqué. l'attribution.fr et AFP 01.01

[Bienvenue chez les robo-lobotomisés.](#)

- Ces restaurants ont remplacé les serveurs par des robots - BFM Business

Aux États-Unis, au Japon, en Allemagne et même en France, des restaurants sans serveur tentent de séduire les consommateurs. Une nouvelle tendance "food tech" dans laquelle le service a été robotisé. BFM Business 01.01

---

## INFOS EN BREF

### **ECONOMIE**

France

- Le CAC 40 a gagné au final 4,86% en 2016. - lefigaro.fr



Les Bourses fêtent le retour de l'inflation et une économie qui accélère des deux côtés de l'Atlantique: autour de 2,5% attendus en 2017 aux États-Unis, de 1,5% dans la zone euro.

Yves Maillot, directeur actions européennes chez Natixis Asset Management, s'est fixé «un objectif très raisonnable de 5000-5050 points à fin 2017 sur l'indice phare de la Bourse de Paris», estimant que sur la base d'une progression de +7% des bénéfices par action et des multiples de valorisation inchangés le potentiel de hausse est limité.

Les belles surprises du CAC 40 en 2016

ArcelorMittal +80,40%  
Technip +48,27%  
Kering +35,04%  
Schneider Electric +25,78%  
LVMH +25,19%  
Sodexo +21,14%  
Michelin +20,25%  
Total +18,07%  
BNP Paribas +15,93%  
Valeo +14,92%  
Solvay +13,48%  
L'Oréal +11,65%  
Saint Gobain +11,05%  
Vinci +9,40%  
Société Générale +9,81%  
Crédit Agricole +8,27%  
Safran +7,79%  
LafargeHolcim +6,86%  
Publicis +6,79% lefigaro.fr 30.12

Russie

- Russie: une centaine de banques fermées en 2016 - AFP

Les autorités russes ont fermé jeudi deux banques, portant à 97 le nombre d'établissements devenus trop fragiles ou aux pratiques douteuses mis en faillite cette année dans le but de renforcer le pléthorique secteur financier.

Dans deux communiqués distincts, la banque centrale a annoncé avoir retiré la licence bancaire de la Bank na Krasnykh Vorotakh, 275e du pays par les actifs sur près de 600, au niveau de liquidités insuffisant, et de la NKB (527e), qui ne respectait pas la législation sur le blanchiment d'argent.

Depuis le 1er janvier, 97 établissements ont perdu leur autorisation d'exercer, a précisé la Banque de Russie à l'AFP.

La banque centrale procède depuis plusieurs années à un grand ménage parmi les centaines d'établissements hérités de la mise en place de l'économie de marché il y a 25 ans. Le processus, coûteux en termes d'indemnisation des déposants, s'est accéléré depuis la crise monétaire de fin 2014 et la récession en découlant.

Près de 300 banques ont disparu en trois ans.

Interrogé lors de sa conférence de presse annuelle sur les difficultés des entreprises clientes des banques fermées, non indemnisées contrairement aux particuliers, le président Vladimir Poutine a assuré que ce travail était "mené dans l'intérêt avant tout des déposants".

"Si sur le marché financier se maintiennent des établissements qui constituent des machines à laver pour argent sale, cela ne donnera rien de bon", a-t-il expliqué.

Le chef de l'Etat a estimé cependant que les exigences de capital pourraient être assouplies pour les banques régionales spécialisées dans le financement des petites et moyennes entreprises, réservant les normes dites de "Bâle 3" élaborées après la crise mondiale de 2008 aux établissements d'importance systémique.

La Banque de Russie travaille actuellement à un nouveau mécanisme de sauvetage des établissements en difficulté qui lui permettrait d'injecter directement des fonds au lieu d'en prêter à un repreneur sans contrôler réellement leur utilisation.

Elle s'est prononcée en faveur d'une loi permettant d'empêcher les banquiers soupçonnés de fraude de partir à l'étranger pour échapper à la justice. Le président a demandé au gouvernement et aux forces de l'ordre de réfléchir à un tel système.

Mercredi, la présidente de la banque centrale Elvira Nabioullina a demandé un renforcement des peines encourues par les dirigeants des banques publiant des comptes truqués, relevant que les jugements prononcés étaient actuellement cléments. AFP 29.12

## Chine

- Une usine Foxconn de LCD de 8,3 milliards d'euros en Chine Reuters

Une coentreprise entre le taiwanais Hon Hai Precision Industry, plus connu sous le nom de Foxconn, et le japonais Sharp prévoit de construire une usine de 61 milliards de yuans (8,3 milliards d'euros) en Chine pour produire des écrans à cristaux liquides LCD.

Le premier fabricant chinois d'écrans LCD, BOE Technology Group, a lancé l'an dernier la construction à Hefei d'une usine de production de génération 10.5 dont la mise en service est prévue en 2018.

En mai, Shenzhen China Optoelectronics Technology, filiale de TCL, a annoncé la construction d'une usine LCD de 50 milliards de yuans à Shenzhen. Reuters 31.12

## Libye

Les destructeurs et prédateurs de la Libye à son chevet.

Grille de lecture.

- Sous Kadhafi, la Libye était le pays le plus développé d'Afrique.
- L'essentiel des moyens de production avait été étatisés.
- La Libye n'était pas endettée, n'avait pas de déficit.
- La Libye disposait de réserves supérieures à 100 milliards de dollars
- La population bénéficiait du niveau de vie le plus élevé en Afrique.
- La population disposait d'avantages sociaux supérieurs (bon marchés ou gratuits, logement, santé, transports en commun, énergie, etc.) à ceux qui existent dans les puissances occidentales.
- Il n'y avait pas de chômage en Libye.
- Le taux de scolarisation était le plus élevé d'Afrique en incluant les études supérieures.
- Etc. etc. etc.

- Ils avouent dans cet article que 80% de la population travaille dans le secteur étatique, qu'il s'agit pour eux maintenant de démanteler et privatiser après l'avoir pillé et réduit en faillite.

- La France et l'Union européenne au chevet économique de la Libye - LePoint.fr

Les informations concernant la réduction de la poche de Daech à Syrte ont fait plus de bruit et, pourtant, l'initiative de la France et de l'Union européenne pour aider la Libye à repartir vaut qu'on s'y arrête. En effet, alors que la situation politique, économique et sécuritaire en Libye est toujours instable, l'Union européenne et la France ont lancé, le 28 novembre, le premier projet d'appui à la reprise économique dans ce pays. Dénommé Sleidse pour Support to Libya for Economic Integration, Diversification and Sustainable Employment, ce projet de 7,6 millions d'euros piloté, depuis Tunis, par l'agence de coopération technique internationale Expertise France. Il vise à diversifier l'économie libyenne et à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes.

« Ce projet est un signal fort pour la Libye, pour la jeune génération, en vue de tourner une page », a souligné l'ambassadrice de l'Union européenne à Tripoli, Bettina Muscheidt, lors du lancement du projet. Un geste de soutien au peuple libyen salué par le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, Moussa Al-Koni. « C'est la situation de la jeunesse qui nourrit aujourd'hui l'insécurité dans le pays. C'est cette même jeunesse qui construira la stabilité », a-t-il relevé. Une jeunesse privée d'emploi. « La situation économique libyenne est dramatique », a d'ailleurs reconnu Essam Garbaa, directeur de la coopération technique internationale au ministère libyen de la Planification. La chute drastique de la production et des exportations de pétrole, en raison du conflit, a mené au désastre économique. L'or noir constitue en effet plus de 80 % des revenus du pays. Conséquences : l'État libyen n'a plus guère de ressources, ses réserves en devises s'épuisent, il est incapable de financer sa reconstruction. Dans le pays, l'inflation tourne autour de 25 %. L'argent ne circule pas.

Dans un rapport le mois dernier, la Banque mondiale s'est ainsi alarmée du risque d'effondrement de l'économie libyenne. (Qu'elle a provoqué elle-même. - LVOG)

Surtout, « il y a un réel mouvement économique venant du secteur privé, qui investit à l'intérieur du pays, dans le secteur immobilier notamment. [...] Les jeunes brûlent de créer leur entreprise, ils ont de l'énergie, de l'ambition.

En Libye, la culture de l'entrepreneuriat est quasi absente. Près de 80 % de la population active travaille en effet dans le secteur étatique. « L'objectif sur quatre ans du projet Sleidse est d'accompagner 500 nouvelles entreprises, sur tout le territoire, pour la création ou le financement », a indiqué Alexandre Chatillon-Mounier, directeur de projet Appui au secteur privé chez Expertise France.

Selon une étude commanditée auprès du cabinet Altai Consulting, 50 % des jeunes Libyens ont un diplôme universitaire, niveau licence, master ou doctorat. Les jeunes Libyens sont bien éduqués, mais manquent d'employabilité.

Dans le pays, les effets tragiques du conflit se font aussi sentir au niveau des infrastructures de base. Tout est à refaire : adduction d'eau, gestion des eaux usées, réparation des centrales électriques, remise sur pied de l'éducation... Les besoins sont vastes. « Pour redémarrer, cela nécessitera des milliards de dinars », précise Essam Garbaa. Et dans ce domaine, les entreprises françaises sont sur le qui-vive. « Elles sont prêtes à revenir en Libye, sitôt que la sécurité le permettra », indique Brigitte Curmi, ambassadrice de France à Tripoli. LePoint.fr 29.12

Brésil

- Le réal brésilien a pris 21,5% en 2016, la Bourse 38,9% - Reuters

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 janvier 2017

## CAUSERIE

Hier nous n'avons pas eu d'électricité toute la journée pour cause d'entretien du réseau, cela arrive une fois par mois. Et je n'ai pas pu travailler parce que les deux batteries de secours sont HS, et j'hésite à puiser dans mon compte courant pour en racheter d'autres car il est très bas. Mais comme on subit à nouveau des coupures de courant à répétition pratiquement quotidiennement, je vais devoir m'y résoudre, en espérant ne pas avoir de grosses dépenses imprévues dans les mois qui viennent... J'ai passé la journée à jardiner.

Un vieux camarade (ex-PCI) m'a proposé de m'envoyer "quelques sous" de soutien financier, voici l'adresse où envoyer un chèque : Madame Tardieu Lise, 26 rue Diderot - 92500 Rueil, c'est ma vieille mère qui n'est plus en état de sortir, elle va avoir 84 ans, c'est ma soeur Solange qui me fera suivre ces "quelques sous" qui seront les bienvenus et nous aideront à tenir.

Tenez, j'ai dû avancer les frais de scolarité (5.000 roupies) du fils de ma compagne Selvi qui n'avait pas le sou pour les régler, bien qu'il travaille (et suit une formation) dans un cabinet comptable depuis 3 ans. J'ai aussi prêté 2.000 roupies à la fille de la soeur de Selvi (Adi) pour que son époux puisse changer le pneu arrière de sa petite moto qui lui sert pour aller travailler, bref, deux cas de force majeure, il faut bien s'entraider, et puis ce sont des jeunes, ils bossent, ils sont courageux. J'ai aussi prêté 6.000 roupies à Adi qui ne s'en sortait plus, elle me rendra cette somme en plusieurs parties, elle me doit aussi 25.000 roupies. Bref, j'aide des membres de ma nouvelle famille qui sont vraiment confrontés à de graves difficultés, plus graves que les miennes, entre nous, si je ne le faisais pas, j'en ferais des cauchemars et je m'en voudrais terriblement.

Quand on a des principes et une certaine morale, le moins que l'on puisse faire c'est de les mettre en pratique, c'est la moindre des choses, sinon à quoi bon, ce serait hypocrite d'agir autrement, quelque chose qui m'est étranger, y compris en politique évidemment. J'ai la conscience tranquille, c'est aussi le secret de mon équilibre mental et intellectuel.

Certains doivent croire que j'ai un état d'esprit belliqueux et j'en passe, ils se trompent lourdement ou ne comprennent rien. Au contraire, je me sens plutôt heureux et j'en suis gêné pour tout vous dire, j'estime que c'est indécent de le montrer quand on est entouré de gens qui souffrent tant, sauf quand on peut leur apporter un peu de bonheur pour les soulager ; comme je dis toujours en pareille occasion pour qu'on ne se méprenne pas sur mes réelles intentions, tout le plaisir est pour moi, j'essaie toujours d'être honnête ou sincère jusqu'au bout, je déteste les flatteries ou qu'on me prenne pour quelqu'un de bien. Je ne supporte aucun jugement d'où qu'il vienne, bien que je sois confronté à des gens qui ne cessent de juger les autres, je ne leur en tiens pas grief car ce serait les juger, je suis lucide et je comprends, c'est tout, je fais ce que je peux et je pense que chacun en est là finalement. Quant aux gens qui vous font des procès d'intention, ils se font du mal uniquement, qu'ils y réfléchissent, c'est leur problème.

Un dernier mot, les infos en bref ne seront pas actualisées aujourd'hui, je dois m'occuper de mon affaire de batterie en urgence cet après-midi.

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée à partir d'articles parus depuis une semaine, parmi des dizaines j'ai sélectionné ceux qui me paraissaient les plus intéressants, je n'ai pas le temps de commenter ceux qui le mériteraient parce que je ne partage pas leurs conclusions faites d'espoirs ou d'illusions dans l'ONU ou la nouvelle administration américaine qui à mon avis nous réserve le pire, au-delà de ce qu'on aurait pu imaginer, on verra par la suite si je me suis trompé (ou trimpé).

Maintenant il est vrai aussi, et je l'avais souligné il y a déjà quelques années, qu'avec les informations qui circulent sur le Net la conscience des masses et particulièrement des jeunes allaient mûrir plus rapidement pour arriver à un rejet en bloc de la société que les oligarques nous ont concoctée, processus auquel ne manque plus qu'une orientation politique correcte pour se traduire sur le plan politique (et organisationnel) et espérer parvenir au renversement de l'ordre établi, vaincre la barbarie et passer au socialisme.

Donc tout n'est pas négatif dans la situation actuelle, il faut être patient et croire dans les masses, c'est tout. Cela démontre aussi que le travail que je fais correspond bien à un besoin ou à une tâche politique que malheureusement aucun parti ouvrier n'a voulu adopté, car ils prétendent que cela ne sert à rien, les faits les contredisent manifestement, ce sont plutôt eux qui ne servent à rien ou à pas grand chose en la matière, pire encore après avoir observé comment ils avaient traité la question syrienne... Si vous avez des infos à ce sujet, je suis preneur, surtout sur la Syrie.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 janvier 2017

## CAUSERIE

Le règne du mensonge et de la terreur en guise de démocratie et de liberté.

Les multiples agences de renseignement états-uniennes (notamment) fabriquent quotidiennement de fausses nouvelles ou informations, de faux témoignages à une échelle planétaire, que les médias soumis à la dictature de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste diffusent sur la même échelle pour conditionner les peuples, les soumettre à leur politique ultra réactionnaire, obtenir leur consentement à leurs opérations militaires ou leur ingérence dans les affaires d'autres Etats...

Ils discréditent et criminalisent systématiquement tous ceux qui s'y opposent ou dénoncent leur imposture et leur dictature en les assimilant à des complotistes, des malades mentaux, des terroristes ou complices du terrorisme.

Il serait irresponsable et criminel de demeurer indifférent face à cette monstrueuse opération de propagande mondiale. Qui oserait encore affirmer que cela n'aurait rien à voir avec la lutte des classes, que cela n'en serait pas une des manifestations ?

Cette causerie et les infos en bref d'aujourd'hui n'ont pas pris en compte l'actualité d'hier.

La causerie de décembre est disponible au format pdf, 132 pages.

## Quelques réflexions politiques.

1- Quand le matin on prend connaissance des infos de la veille, on ne peut pas s'empêcher de se dire : mais quel monde de dingues ! Vous ne vous faites pas spontanément cette réflexion ? C'est que vous êtes plus gravement atteint que vous ne le croyiez jusqu'à présent ! Rassurez-vous, vous n'êtes pas les seuls !

Il est à peine 6 heures du matin, le soleil vient de se lever, la journée s'annonce radieuse, et pourtant tout va être fait pour vous la pourrir soigneusement. Vous vous dites alors, je profite de la vie parce que c'est amplement mérité ou je laisse filer cette occasion parce que d'autres n'ont pas cette chance et je vais partager leur destin.

J'ai déjà vécu les deux expériences. La première est plus égoïste, la seconde est plus amère, car finalement vous vous demandez si vous ne perdez pas votre temps à essayer de convaincre des gens qui n'ont pas envie de l'être ou qui se complaisent dans la situation actuelle, certains n'hésitant pas à l'assumer non sans cynisme sous de faux prétextes, ce n'est pas cela qui manque, sans compter qu'ils vous méprisent pour les mettre face à leurs responsabilités.

A mon âge on ne compte plus les désillusions ou les trahisons qu'on a dû subir. Du coup on se demande comment certains



peuvent être nostalgiques, à croire que cela ne leur a pas suffi et qu'ils en redemandent. Non merci comme dit la chanson, on a même eu ce qu'on ne voulait pas (Trust), l'addition a été suffisamment salée pour ne pas en réclamer davantage et pour le pourboire vous repasserez ! Traduisez cela comme vous voudrez, qu'on a hâte de tourner la page ou passer dans l'autre monde ne serait pas une épreuve plus pénible que celle qui nous attend quotidiennement dès lors qu'on partage le sort de tous les malheureux, ce serait même hypocritement un soulagement.

Qu'y a-t-il de pire que croire ? Etre convaincu que l'on a cessé de croire, alors qu'on ne sait rien ou presque et se comporter comme tel. En fait, on s'arrange avec sa conscience. Il faut bien vivre et au diable toute considération morale qui nous servira uniquement à juger les autres, on n'est pas à une incohérence près et on s'en fout.

Terminons par une note philosophique.

Si ce n'est pas la volonté qui guide le monde, l'absence de volonté consciente peut lui être fatale.

L'élément conscient que j'ai ajouté représente les conditions matérielles d'existence des hommes et leur évolution, qu'il faut mettre en rapport avec leurs besoins issus de leurs sensations et impressions au stade élémentaire, et qui les conduiront à transformer leur environnement pour les satisfaire.

Ce rapport ou l'ensemble de rapports que les hommes vont développer entre eux et le monde extérieur vont donner naissance à ce qu'on a appelé l'esprit, la pensée, les idées. Ils vont ainsi se dérouler selon un processus matérialiste dialectique dont les hommes n'auront pas conscience, pour ignorer qu'à l'origine c'était la transformation de la matière par l'homme qui allait le distinguer de l'animal ou engendrer le développement de la civilisation humaine. Ce qui demeure valable de nos jours évidemment...

- Le principe du monde est dans la volonté au sens large du terme. Née avec la vie même, elle s'épanouit et devient consciente avec l'homme pensant. (Schopenhauer, philosophe allemand du XIXe siècle)

- Ne craignons pas le froid non plus que les épreuves, c'est ainsi que l'on forge les volontés les plus viriles. (...) La maîtrise de soi est la grâce suprême. (...) Le plus mauvais service à rendre à un enfant c'est bien de le gâter. Il convient au contraire, de l'armer pour la lutte que la vie nous impose.

La moitié du succès est la confiance en soi, le vouloir compte plus que le savoir lui-même et que l'intelligence ; Partout où l'on travaille le succès se fait jour. (Emerson, philosophe américain du XIXe siècle)

- La sensibilité est l'élément passif, comme la volonté est l'élément actif. Vivre vraiment c'est donc vouloir et faire effort, regarder, écouter, ne pas se contenter de voir ou bien d'entendre, grâce à la volonté, nous cessons d'être des esclaves. (Maine de Biran, philosophe français du XIXe siècle)

Lorsqu'on vit relativement confortablement ou qu'on tire quelques satisfactions de sa condition, notre volonté à vouloir changer la société ou le monde à tendance à considérablement diminuer jusqu'à s'éteindre parfois.

2- Il existe plusieurs interprétations de la situation. Sous prétexte qu'elles ne se situeraient pas exclusivement ou au premier abord sur le terrain de la lutte des classes, on a tendance à exclure toutes celles qui s'en écartent, ce qui est une grave erreur, car en réalité toutes reflètent à des degrés divers la lutte des classes, hormis celles délirantes qui ont été conçues visiblement pour nous induire en erreur ou pour y associer les auteurs d'interprétations prenant en compte les faits que le pouvoir et les médias censurent, car trop dangereux et susceptibles de contredire leur version et de dévoiler ainsi leur imposture.

Le comportement qui nous conduit à écarter toute interprétation qui tend à privilégier des facteurs que l'on considère secondaire ou auxquels nous n'avons pas pensé, témoigne de l'influence de l'idéologie de la classe dominante que nous subissons ou que notre manque de discernement ne fait que traduire. Il revient à se conformer à celui que la classe dominante exige de nous, ajoutons, tout en étant convaincu du contraire évidemment, car on le nie.

On peut observer cela quotidiennement, et c'est lassant à la longue de voir tant de gens continuer encore et encore à se leurrer eux-mêmes. C'est aussi cela ce monde de dingues auquel je faisais référence plus haut.

3- Il aura fallu attendre plus d'un siècle que des dirigeants prétendument de gauche assument être de droite pour que nos vaillants dirigeants emploient le conditionnel ou utilisent des guillemets, autrement dit quand il était trop tard ou quand il n'était plus possible de couvrir cette imposture qui aura eu des conséquences désastreuses pour le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Pour rappel être de gauche signifiait autrefois souhaiter un changement de régime, un changement de mode de production et de distribution des richesses ou des rapports sociaux de production ou la liquidation du système économique capitaliste.

Cette définition avait l'avantage d'être claire, puisqu'elle sous-entendait qu'il ne pouvait exister de compromis ou de conciliation entre les deux principales classes de la société, celle des capitalistes et celle des ouvriers ou des producteurs, et que seule l'une des deux devaient détenir tous les pouvoirs.

Elle fut abandonnée, reniée, au profit d'une définition basée sur la collaboration de classes et le corporatisme (rampant et de plus en plus affirmé au fil du temps) au profit de la classe qui détenait le pouvoir auquel la classe des exploités devait définitivement renoncée. Dès lors que la lutte de classe du prolétariat ne se situait plus sur le terrain politique de son indépendance de classe, elle ne devait plus consister à l'instar des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie qu'à avancer des revendications démocratiques bourgeoises compatibles avec l'existence du régime et à se contenter de réformes sociales qui contribueraient à améliorer son sort et plus particulièrement celui de l'aristocratie ouvrière, ces couches que le capitalisme allaient corrompre, afin d'acheter la paix sociale et assurer la stabilité du régime.

Le prolétariat à des degrés divers et le mouvement ouvrier allaient s'embourgeoisés et lier leur sort à celui du capitalisme en crise, qui le moment venu leur ferait payer très cher le renoncement à leur idéal de liberté et au socialisme, sans qu'ils soient en mesure de lui résister une fois gangrenés par son idéologie et leurs organisations affaiblies, corrompues, disloquées, au point de ne plus être en mesure de mobiliser les travailleurs qui rejettent en bloc tous les partis dits ouvriers.

J'ai lu ce matin un article du courant du NPA *Démocratie révolutionnaire* consacré à Lutte ouvrière et plus particulièrement à l'interprétation de la situation que donnait LO, qui revenait à se demander comment on avait pu en arriver à une telle situation, sans que ni LO ni Démocratie révolutionnaire ne soient en mesure de répondre à cette question, puisqu'ils n'évoquaient nulle part l'embourgeoisement du prolétariat et du mouvement ouvrier qui est à l'origine de leur adaptation ou de leur soumission au capitalisme.

Ils nient le fait pourtant logique ou que chacun peut observer à l'oeil nu quotidiennement, qu'il suffit que les hommes tirent quelques satisfactions de leur condition pour avoir la faiblesse de supporter durant des décennies ou toute leur vie le destin qui leur a été réservé aussi médiocre soit-il.

Il suffit donc de faire en sorte qu'ils disposent d'un revenu qui leur permette de satisfaire leurs besoins élémentaires et au-delà, pour qu'ils acceptent toutes les contraintes que leur impose la société capitaliste, et lorsqu'il leur arrive de réagir, c'est uniquement pour desserrer un peu l'étau de ces contraintes qui les maintiennent en esclavage sans aller jusqu'à imaginer qu'ils pourraient s'en émanciper ou avoir une toute autre vie. Et quant à ceux que les machoires de cet étau broient déjà, ils sont trop préoccupés à assurer les moyens de leur subsistance quotidienne pour envisager voir un jour le bout de ce cauchemar.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans tous les partis dits ouvriers, c'est qu'à entendre leurs dirigeants, cadres ou militants ou ceux qui y avaient un jour adhéré, depuis les années 40 ils auraient tous produit des analyses correctes d'une profondeur incomparable, sans rire, leurs intentions auraient toutes été d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, sauf que voilà au lieu que cela se traduise concrètement et logiquement par la construction du parti, cela a abouti au résultat inverse, là on n'a plus du tout envie de se marrer car c'est dramatique quelque part, on se dit en entendant ce discours qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans leurs démonstrations.

Certains admettent que les intentions de leurs dirigeants auraient subitement changé, étrange, un peu comme si vous faisiez chauffer de l'eau dans une casserole et qu'elle passerait de 10 à 100°C ou de l'état liquide à l'état gazeux en une fraction de seconde sans l'action progressif de la chaleur, ce n'est pas sérieux. Mais ils arrivent à s'en convaincre puisqu'ils refusent d'envisager tout autre explication.

Ils sont comme tous ces gens dont le mode de pensée a été formé dans un moule et qui sont incapables de concevoir qu'il n'aurait pas été parfait. Ils pensent à la manière des philosophes enfermés dans le système qu'ils ont conçu et auquel le monde et son évolution devrait se conformer, or les choses ne se passent pas ainsi. Et lorsque l'évolution de la société entre fatalement en conflit avec leur système rigide de pensée ou la contraire, ils en déduisent que ce n'était pas leur système qui était défectueux, mais la société qui avait commis le péché impardonnable de refuser de s'y conformer, et c'est là qu'on s'aperçoit que le syllogisme qui leur servait de table de lois était en réalité un vulgaire sophisme.

Finalement quand ils en arrivent à la conclusion que les intentions de leurs dirigeants auraient changé soudainement ou qu'ils auraient trahi leur engagement politique, il ne leur viendrait pas à l'esprit que les analyses que leurs dirigeants avaient produites jusque là comportaient de graves lacunes et que leur orientation générale aussi juste fussent-elles n'avaient servi qu'à les masquer ainsi que leurs intentions inavouables qui s'évalaient dorénavant au grand jour. Le plus navrant, c'est de constater que leurs partis et leurs dirigeants se sont comportés exactement comme le PS, et qu'ils en soient encore à le réfuter, y compris pour le PS, ceci expliquant cela pour n'avoir jamais rompu le cordon ombilical avec l'opportunisme.

En 70 ans, la loyauté de leurs dirigeants envers les appareils du PS, du PCF et de FO ne fut jamais prise en défaut sans que personne ne s'en étonne ou ne se pose de questions, et quand ceux du PCI décidèrent de liquider leur parti dès 1981, ce fut parce qu'ils refusèrent d'affronter les appareils du PS et du PCF ainsi que ceux des syndicats, la suite ne fit que le confirmer. Ils allèrent jusqu'à faire croire à leurs militants que la social-démocratie aurait accepté de leur servir de marchepied sans

contreparties, sans reniements fondamentaux, jusqu'à leur offrir une rente à vie dans FO, quelle naïveté !

Là encore, l'effondrement de l'URSS et ses satellites se précisant, ils profitèrent de cette situation pour expliquer qu'une nouvelle période s'ouvrirait qui nécessitait un tournant stratégique, et ils s'en servirent comme prétexte pour camoufler leur soumission au régime qu'incarnait la majorité PS-PCF-MRG et se débarrasser du socialisme (ou du trotskysme).

Tout cela témoigne d'un manque manifeste de logique de la part des militants ou pire, car on en vient à se dire qu'ils ont cru par faiblesse ou corruption ce qui les arrangeait, et ils continuent de nos jours à jouer aux petits alchimistes, ce qui nous renvoie à un monde révolu depuis des lustres, au point de ce dire qu'on n'a pas vraiment vécu dans le même monde et que partant de là on ne peut pas se comprendre.

En conclusion. Il suffit d'être convaincu que seul un changement de régime permettrait de résoudre tous les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs pour être de gauche, sans pour autant avoir conscience de tout ce que cela implique ou être en mesure de s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste, ce qu'on n'exigera a priori d'aucun travailleur.

Et les faits ont démontré qu'il n'a jamais réellement existé de courant politique indépendant de la social-démocratie ou du stalinisme au sein du mouvement ouvrier depuis 1940. Maintenant on peut facilement se convaincre du contraire, en refusant de faire le lien tout au long des 70 dernières années entre les rapports qu'on entretenait les différents courants se réclamant du trotskysme avec le PS et le PCF auxquels étaient soumises leurs orientations politiques qu'il ne fallait pas réduire à des mots d'ordre. Qu'ils aient été amenés à connaître le même destin était dans l'ordre des choses qu'on l'admette ou non, c'est la réalité.

Un dernier mot, les militants se sont fait bernés parce que leurs dirigeants ont eu l'intelligence de tenir le discours qu'ils voulaient entendre, et au-delà ils ont pris la fâcheuse habitude d'attribuer à leur parti plus d'importance que ce qu'il avait au point de s'en persuader, et de croire qu'il se développerait inexorablement, pour finalement tomber de haut en s'apercevant qu'il se décomposait ou pire encore s'ils partagent nos conclusions. Au lieu d'essayer de comprendre ce qui s'était passé, ils se sont enfermés dans une logique autodestructrice ou suicidaire qui les a conduits à la dislocation actuelle ou les a réduits à l'impuissance.

On ne remet évidemment pas en cause leur sincère engagement, les sacrifices qu'ils ont pu consentir pendant des décennies. S'ils estiment qu'on peut indéfiniment reproduire les mêmes analyses erronées en conservant les mêmes dirigeants qui en sont à l'origine et qui les ont couverts, qu'ils en assument jusqu'au bout les conséquences.

### [Une vidéo](#)

Médias : pourquoi 10 milliardaires contrôlent notre information ?

<https://www.youtube.com/watch?v=411Ae0mgjjU>

Alors qu'ils pourraient très facilement s'en passer et les remplacer par des vidéos visionnées ou téléchargées sur le Net, films, pièces de théâtre, documentaires, musique, concerts, etc. d'autres sources d'informations dites alternatives, le tout en fonction de leurs sensibilités, leurs goûts, leurs besoins ou désirs, etc. de manière à en tirer profit ou plutôt satisfaction, prendre du plaisir, passer un bon moment, acquérir des connaissances...

- Pourquoi les travailleurs regardent-ils encore la télévision ?
- Pourquoi les travailleurs écoutent-ils encore la radio ?
- Pourquoi les travailleurs lisent-ils encore des journaux ou des magazines ?

Pour la même raison qu'ils subissent leur condition sans réagir ou si peu, à croire soit qu'ils en sont relativement satisfaits, soit qu'ils ne savent pas comment faire pour la changer, dans les deux cas parce qu'ils sont conditionnés et n'en ont pas conscience...

### [Lu dans un article .](#)

- Pourquoi je ne suis plus de gauche sans avoir jamais rien fait pour ça. - lesakerfrancophone.fr - Arrêt sur Info 12.2016)
- "S'il est clair que les anciens partis étaient aussi malhonnêtes et aussi hypocrites que ceux d'aujourd'hui"...

"La gauche gagnante est la gauche républicaine, libérale, jeune, décomplexée, bobo quoi ! Ses composantes seront atlantiste, capitaliste tendance finance et mondialiste tendance Soros. Ses combats se feront sous les couleurs des « minorités » (LGBT, immigrés sans papiers, femmes, etc.), sous celles de l'Union européenne et d'un intégrisme laïcard étroit... Pour cela, elle reprendra les cibles du mai 68 étudiant : contre la famille patriarcale, le couple hétéro, la patrie, les religions, les frontières... Aucun de ces axes n'appartient véritablement à l'ancienne gauche antilibérale. Me reconnaître dans ces combats

que je n'ai jamais vraiment ni approuvés ni menés est donc parfaitement sans objet."

On a envie de dire à l'auteur de cet article, que s'il n'est "plus de gauche sans avoir jamais rien fait pour ça", peut-être qu'il n'a jamais rien fait non plus pour savoir ce que signifiait réellement être de gauche ou qu'il s'est contenté de l'idée communément admise qui prévalait autrefois.

Or cette idée était largement surfaite puisqu'elle reposait essentiellement sur des apparences ou des intentions, des autoproclamations qui ne coûtaient rien et devaient mener nulle part, on a envie d'ajouter, évidemment tellement cela semblera naturel à tout esprit un peu rigoureux. Bref, elle ne signifiait rien en y regardant de plus près, par contre elle pouvait faire l'objet de bien des interprétations en rapport avec notre conception du monde en fonction de notre milieu ou statut social et de nos besoins, la manière dont on envisageait de les satisfaire, l'orientation ou le sens qu'on entendait donner à notre propre vie dans une société ou sous un régime donné.

Autrement dit, cette définition de la gauche était très approximative, flexible, élastique, éclectique, basée essentiellement sur des facteurs subjectifs, émotionnels, individuels, car correspondant davantage à une réaction face à la situation sur laquelle on entendait peser pour en infléchir l'orientation ou en tirer satisfaction sur le plan personnel, plutôt que sur des facteurs objectifs et leurs origines plus difficile à discerner ou à atteindre, qu'au mieux on effleurera (théoriquement) sans jamais tenter de les remettre en cause comme s'ils étaient trop éloignés de la réalité, alors que le déroulement des faits en était justement l'expression concrète qu'on a été incapable de saisir. C'était privilégier la forme au contenu et se comporter en opportuniste.

Ce dilettantisme devait conduire à s'accommoder de positions, rapports ou comportements qui n'avaient rien de gauche, qui seraient justifiés en expliquant qu'il était inévitable de se livrer à des compromis ou de composer avec des alliés qui nous étaient imposés sans que cela porte à conséquence. L'essentiel était de faire avancer nos idées ou de parvenir à imposer des réformes sociales qui profiteraient aux travailleurs, sans se soucier le moins du monde de la portée de ce processus qui s'inscrivait dans le cadre plus large de l'évolution du capitalisme mondial orienté dans une direction bien précise qu'on ne prendra pas davantage en compte, à la manière d'aventuriers ou d'apprentis sorciers ne se préoccupant guère du développement du processus dialectique historique à l'oeuvre et à venir, comme s'il serait toujours tant de traiter le moment venu les conséquences des contradictions qui ressortaient de notre stratégie, or cela allait s'avérer être une fatale erreur.

On allait faire passer au second plan le fait que les partis de gauche étaient en réalité des partis bourgeois, du capital, de droite, qui avaient trahi ou abandonné le socialisme qui seul pouvait incarner la gauche puisqu'il n'existait pas d'autres alternatives au capitalisme, en expliquant là encore que c'était les conditions extérieures où la situation qui nous imposaient cette caractérisation de gauche de ces partis ou d'entretenir ce genre de rapports avec le PS et le PCF, ainsi que leurs satellites respectifs, ce qui revenait à entretenir le plus longtemps possible l'illusion que ces partis étaient de gauche et pouvaient encore servir la cause du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, les faits prouveront le contraire sans qu'on en tienne davantage compte, on est donc en droit de se demander pourquoi nous nous sommes acharnés pendant encore des décennies à nous fourvoyer dans un tel déni.

En réalité, on adopta un comportement digne des moutons de Panurge sous le prétexte fallacieux de ne pas se couper des masses, du mouvement ouvrier, voilà à quel niveau fut ravalé le socialisme. Maintenant la question est de savoir pourquoi. On sait exactement comment un tel avilissement de notre cause s'est produit et quelles en ont été les conséquences qu'on peut mesurer quotidiennement, mais on refuse toujours d'en découvrir les origines et encore moins de l'admettre.

On a procédé comme s'il était possible de concilier l'inconciliable, soi-disant pour ne pas paraître sectaire ou dogmatique, or chacun aura pu observer qu'il n'y avait pas eu plus sectaires ou dogmatiques que ceux qui ont tenu ce genre de discours pendant plus d'un demi-siècle. Il aurait été plus honnête de reconnaître qu'on n'était pas capable ou qu'on n'avait pas la volonté de défendre le socialisme au lieu de le défigurer, et finir par l'abandonner parce qu'on n'y croyait plus.

Adopter une autre stratégie n'était pas forcément incompatible avec le front unique ouvrier, qu'il aurait fallu adapter en fonction de la nature de ces partis (PS et PCF) et de l'évolution prévisible du capitalisme. Mais nos dirigeants ont été incapables de développer une stratégie politique indépendante du PS et du PCF ou ils ne l'ont pas souhaité.

Le front unique ouvrier tel qu'il a été conçu pendant 70 ans n'a jamais servi à autre chose qu'à renforcer les appareils des différents partis, de tous les partis, et en aucun cas il n'aura servi le socialisme. On en veut pour preuve si besoin était que lorsque le PCI fut liquidé, ses dirigeants se tournèrent vers les appareils, les élus du PS et du PCF, et jusqu'à une date récente ou encore aujourd'hui, les mêmes dirigeants du POI ou du POID développent une ligne politique en direction des mêmes appareils, combien d'éditoriaux leur étaient directement adressés, personnellement.

Le front unique ouvrier tel qu'il a été conçu pendant 70 ans, n'a servi qu'à alimenter, colporter, faire naître des illusions dans le PS et le PCF chez les militants et les travailleurs. Comment a-t-on pu imaginer un instant qu'en associant le PS et le PCF au combat du mouvement ouvrier à travers leurs dirigeants ou leurs appareils, la tactique du front unique ouvrier pourrait exprimer une politique indépendante du capitalisme et ses institutions conforme aux besoins du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, tout en n'étant pas orienté vers l'émancipation du capitalisme ou vers le socialisme ?



Si on ne se contente pas d'observer le cours de l'histoire de la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette, on s'aperçoit qu'à une multitude de reprises le PS et le PCF s'associeront au combat de la classe ouvrière, ils seront même portés au pouvoir, et à l'arrivée qu'en reste-t-il pour les différents acteurs, quel bilan on peut tirer de 70 ans de lutte de classe, même mal en point le PS et le PCF existent toujours, merci pour eux, on n'a pas été foutu de construire le parti, l'avant-garde est décomposée, sclérosée, disloquée, les institutions sont toujours en place et le régime aussi, plus pourri que jamais en prime, et cerise sur le gâteau la plupart de nos acquis sociaux ont foutu le camp, le mouvement ouvrier est devenu corporatiste, réactionnaire, impérialiste, alors si maintenant il y a des militants qui revendiquent ce bilan, on leur laisse volontiers.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, personnellement si je me retrouve en présence d'un menteur notoire qui me demande de lui faire confiance, il pourra attendre longtemps, et si une ou plusieurs personnes qui ne le connaissent pas me demandent de lui faire confiance, je leur expliquerais pourquoi ce n'est pas possible quoi qu'ils puissent en penser, si certains se rangent à mes arguments, tant mieux, c'est que mon discours aura été à leur portée, et tant pis pour les autres, je ne vais pas me sacrifier pour leur faire plaisir et me faire rouler à l'arrivée.

Cela me fait penser aussi aux parents qui peuvent prendre le temps d'expliquer quelque chose à leur enfant, mais qui ont un bon prétexte pour ne rien en faire et qui préfèrent lui filer une baffe pour lui faire comprendre quelque chose, c'est certes plus rapide et économique, mais sur le long terme cela pourrait s'avérer désastreux pour leur enfant et pour leurs rapports.

Le front unique ouvrier fut mis au service du réformisme et profita de la nouvelle phase d'expansion du capitalisme mondial après-guerre comme si cette combinaison (ou combine), cet idylle devait durer éternellement.

Quand je m'adresse aux militants, je développe ma politique, et si j'engage le combat sur une question ou une revendication particulière tous les militants qui le souhaitent peuvent s'y associer quel que soit le parti dans lequel ils militent ou quelles que soient leurs convictions, ils sont tous les bienvenus, et je ne les empêcherais pas de développer leur propre politique ou de conserver leurs convictions qui pourraient être différentes des miennes. Mais en aucun cas je ne m'adresserais à leurs dirigeants ou à leurs partis que je combats, tout comme ils pourraient combattre contre le courant politique que j'incarnais, à partir du moment où j'estimais qu'un combat devait être mené, je le mènerais et tous les autres facteurs passeraient au second plan, et si maintenant c'était un autre parti ou courant qui prenait l'initiative de ce combat, je m'y associerais si j'estimais que son contenu était correct en le menant sur ma propre orientation politique et sans interdire aux autres partis d'en faire de même, et si j'estimais que tel n'était pas le cas, je m'abstiendrais voilà tout.

Le front unique ouvrier en direction des appareils ou des dirigeants du PS et du PCF était inutile, nuisible à notre cause, et qu'on ne nous sorte pas l'argument selon lequel ils auraient encore un rôle à jouer dans la lutte des classes, on le sait pertinemment car ils ne vont pas nous demander notre avis ou attendre qu'on s'adresse à eux pour s'associer à un mouvement social ou politique que les travailleurs ont enclenché, ils vont s'y associer pour le contrôler et tenter de le pourrir, ce qui montre la stupidité de croire qu'on aurait absolument besoin de s'adresser à eux, ils s'inviteront dans la bataille de toutes manières sans attendre d'avoir reçu un hypothétique carton d'invitation, prétendre autre chose, c'est se prendre pour ce qu'on n'est pas ou vouloir rivaliser avec leurs appareils, leur rendre service. A suivre.

## [Dossier Syrie.](#)

- Syrie : L'histoire s'écrit sans les putschistes occidentaux - Par Gilles Devers - Arrêt sur Info

Extraits - En se trouvant garante du cessez-le-feu, la Turquie reconnaît définitivement qu'elle finançait et armait les groupes djihadistes et que, si elle a accueilli tant de réfugiés syriens, c'était pour vider l'armée syrienne.

La semaine dernière, 16 soldats turcs ont été tués. Les États-Unis étant aux abonnés absents, c'est l'aviation russe qui est venue à la rescousse, pilonnant les positions de Daech. Vraiment, on passe d'une époque à une autre, mais il y aura un coût élevé pour Erdogan.

Combien de temps, et surtout à quel prix, la Turquie va-t-elle pouvoir rester dans l'OTAN, accueillant une stratégie base militaire des États-Unis, contrainte de s'en remettre à la Russie et à l'Iran pour sauvegarder son intégrité ?

Sissi a rompu avec les États-Unis et l'Arabie saoudite...

... le Qatar (...) a lâché les djihadistes d'Alep, à la suite de deux accords passés avec la Russie. Le 6 septembre 2016, a été signé à Moscou un accord de coopération militaire entre la Russie et le Qatar, et surtout, le 10 décembre 2016, a été conclu un accord de vente de 19,5% des actions de Rosneft, la société russe d'exploitation du pétrole et du gaz avec le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA), pour 11 milliards de dollars, faisant du Qatar le second actionnaire de Rosneft après l'État russe. On est là avec l'enjeu décisif de l'approvisionnement de l'Europe en gaz. Au premier rang des fournisseurs, se trouvera désormais la Russie, l'Iran et le Qatar, avec 50% des réserves mondiales de gaz naturel, et ces trois États vont pouvoir organiser les gazoducs en passant par la Syrie et la Turquie. Le revirement de la Turquie et du Qatar place l'Europe en situation de

grande dépendance énergétique.

L'Arabie Saoudite est au plus mal, lâchée par l'inconsistant Obama, lâchée aussi par la Turquie et le Qatar, embourbée au Yémen... Arrêt sur Info 31.12

Lu dans un article où était interviewé un député syrien.

- Les gangs d'Al-Qaeda ont conquis Alep à l'été 2012. Les résidents d'Alep n'étaient pas impliqués, notre ville était très paisible, personne n'avait pris les armes contre le gouvernement. Nous avons été conquis par des terroristes possédant des armes lourdes, qui ont pris 70 % de notre ville. En 2012, environ deux millions de civils vivaient à Alep-Est. De ce nombre, 1,5 million ont quitté le territoire occupé pour se rendre dans des zones de sécurité. Personne en Occident n'a parlé de ces 1,5 million de personnes qui ont fui vers les zones contrôlées par le gouvernement. Les USA et l'Europe sont restés silencieux. Personne en Occident ne s'est intéressé au sort des 11 000 civils tués par les tirs d'artillerie et les bombardements lancés au hasard par les gangs terroristes, dont 30 % d'enfants. Pendant 4,5 années, les grenades, les explosifs et les tireurs embusqués des terroristes ont constamment tué des civils innocents. (...)

J'invite les lecteurs occidentaux à se mettre à notre place. Imaginez si des dizaines de milliers de terroristes d'Al-Qaeda occupaient la moitié de Berlin, Paris ou Londres. Que feraient les gens? Ils auraient l'espoir que leur armée les libère. Notre libération, ici à Alep, nous l'avons attendu pendant 4,5 ans! Mais nous avons dû faire ce sacrifice afin de minimiser le nombre de victimes civiles. Nous avons dû attendre qu'une superpuissance, la Fédération de Russie, vienne nous aider. Si notre armée avait aussitôt lancé une contre-attaque en 2012, nous aurions subi des milliers de pertes civiles et plus de destruction. Mais nous avons attendu et libéré notre ville.

- Les sapeurs russes déminent Alep-Est et découvrent des munitions de fabrication occidentale - Arrêt sur Info

Les Russes accomplissent un travail dangereux pour assurer la sécurité des civils et la France et la Grande Bretagne veulent encore ajouter des sanctions aux sanctions contre la Russie ? A noter que ces armes en main « rebelles » étaient utilisées contre les civils d'Alep-Est mais cela les médias de grand chemin l'ont ignoré. Arrêt sur Info

Alors qu'en Syrie le déminage d'Alep se poursuit, les experts russes ont découvert des quantités impressionnantes de munitions de fabrication étrangère, notamment américaine, allemande et bulgare.

Le Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes en Syrie a annoncé le mercredi 28 décembre que l'opération de déminage menée à Alep depuis trois semaines par des sapeurs russes avait permis le nettoyage de 966 hectares dans la deuxième ville du pays, récemment libérée par l'armée syrienne.

Dans la ville et autour d'Alep, 2 149 bâtiments (dont 44 écoles, 38 mosquées, dix installations médicales ainsi que d'autres infrastructures civiles vitales) ont été déminés et sont désormais considérés comme des lieux sûrs et sans danger. Selon le Centre pour la réconciliation, les sapeurs russes ont également déminé 350 kilomètres de routes dans la région d'Alep.

Après la découverte de charniers de civils torturés dans les territoires précédemment occupés par les rebelles, la zone d'Alep-Est, les opérations de déminage se poursuivent. La partie orientale de la ville d'Alep a en effet été piégée à l'aide d'explosifs et de mines, parfois placés dans des jouets pour enfants par les groupes terroristes qui occupaient la ville.

Le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes est un organisme créé par l'armée russe qui assure, entre autres, les opérations de déminage de la ville et les livraisons d'aide humanitaire aux civils à Alep.

Des munitions de fabrication occidentale découvertes à Alep

Les unités russes de déminage ont trouvé et désamorcé 14 700 objets dangereux, dont 6 700 engins explosifs improvisés. De très nombreuses munitions ont été découvertes dans les dépôts abandonnés par les divers groupes terroristes lors de leur fuite d'Alep. Les sapeurs russes ont ainsi découvert des quantités impressionnantes de munitions, parmi lesquelles des obus de mortier, des obus de lance-roquettes multiples, des grenades à main, des lance-roquettes.

Des munitions de fabrication américaine, allemande et bulgare ont également été découvertes par les sapeurs russes lors du déminage de la ville, a annoncé Ivan Gromov, commandant d'un groupe de déminage du ministère russe de la Défense.

«On y trouve des munitions pour des armes d'infanterie de gros calibre, et cela va jusqu'aux roquettes de type Grad. Les munitions sont de fabrication américaine, allemande et bulgare», a précisé Ivan Gromov à Ruptly, l'agence vidéo de RT.

Certaines de ces caisses portent l'inscription en anglais «Procured in Yugoslavia by Ordnance Corps United States Army» (l'Ordnance Corps est une branche de l'armée américaine dont la mission principale est de fournir des armes et des munitions aux soldats américains). Des inscriptions qui pourraient indiquer qu'il s'agit d'armements que les Etats-Unis s'étaient procurés pendant la guerre de Yougoslavie et qui sont utilisés aujourd'hui par différents groupes rebelles et par les djihadistes en Syrie. Arrêt sur Info 29.12

Vidéo. Interview d'un médecin syrien d'Alep

<https://www.youtube.com/watch?v=xrZhpHo3XkU>

- En réponse à la lettre de Julien Salingue à un « camarade » qui s'obstine à justifier l'injustifiable par Philippe Huysmans - Arrêt sur Info

Extraits.

... la presse serait presque invariablement critiquable s'agissant de certains sujets économiques, d'actualité sociale ou de politique intérieure; et qu'elle deviendrait subitement irréprochable s'agissant du traitement de la crise en Syrie ?

Où est l'analyse des sources contradictoires ? Où est passé l'esprit critique ? Tu considères l'OSDH comme une source sérieuse ? Tu considères des quidams interrogés via Skype comme des témoins privilégiés ? Tu ne t'inquiètes pas une seconde de savoir que durant les derniers jours de la bataille d'Alep, la quasi-totalité des images qui accompagnaient les informations via les réseaux sociaux étaient fausses, ou plus exactement recyclées ? On rapporte six fois en quelques mois le bombardement du dernier hôpital d'Alep, sans jamais en apporter la moindre preuve, et ça ne fait même pas froncer le sourcil ?

La réalité c'est que durant la plus grande partie du conflit, il n'y a eu aucune source fiable d'information sur place. Et quand des journalistes indépendantes comme Vanessa Beeley et Eva Bartlett sont arrivées à Alep et ont fait un récit qui ne cadrerait pas avec la doxa occidentale, elles se sont vu accuser de travailler pour les Russes. Une perle de sophisme par association. Un bon argument ?

Pourtant, les langues se délient, et ne voyait-on pas, l'autre jour sur LCI, Eric Dénécé, Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, dénoncer la désinformation systématique des médias dans ce dossier ?

On peut parfaitement être contre cette guerre sans être un soutien de Bachar al Assad ou vendu aux Russes, ne t'en déplaie.

Les pays n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts et des alliances stratégiques. Ils ne sont ni bons ni mauvais par essence, et d'où viendrait qu'un gentil civil syrien d'Alep Est, dès qu'il se mettrait à fêter la libération de la ville deviendrait un allié objectif du criminel de guerre Assad ? As-tu remarqué tout d'abord qu'en temps de guerre il n'y a que des criminels, de part et d'autre ? On peut les appeler combattants, libérateurs, rebelles, peu importe : ce sont des gens qui en tuent d'autres parce qu'on leur a enjoint de le faire ou par conviction. Conviction souvent emportée par la propagande, d'ailleurs.

Ainsi, j'ai fort peu goûté ta tirade sur le « massacre, la véritable boucherie (...) », qui est un réquisitoire à sens unique s'agissant de dépeindre des « civils innocents » systématiquement pris pour cible par l'armée régulière appuyée par les Russes. La ficelle est grosse, le procédé est indigne et relève nettement plus de la manipulation mentale que de l'analyse. Bravo.

Alors laisse-moi te poser une question Cher Julien. Imagine que la décision de bombarder ou pas te soit revenue ? Te voilà dans la peau d'un général, et en face d'un cruel dilemme.

Soit tu bombardes et tu sais qu'en milieu urbain, bon nombre de civils innocents seront tués, sans parler des destructions d'infrastructures.

Ou bien tu envoies tes poussailloux au feu, prendre des positions fortifiées avec leur courage et leur fusil pour seul viatique, sachant qu'il faut 10 hommes contre un pour prendre sans coup férir une position retranchée; et qu'en agglomération, les blindés sont aussi inutiles que vulnérables aux tirs directs d'un lance-roquette.

Et non, Cher Julien, je ne te parle pas d'Alep, mais des villes de Normandie, lors des bombardements en prélude au débarquement de juin 1944.

Toutes ces villes furent détruites, certaines totalement, et 20.000 civils (dont tu ne diras probablement pas qu'il s'agissait de collabos) ont péri. Ceci a d'ailleurs valu aux Américains d'être très froidement accueillis dans les régions qu'ils traversèrent.

Alors, crime de guerre ? Non, parce qu'il s'agissait de libérer l'Europe des mâchoires de l'étau nazi, et accessoirement parce

que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Vae victis.

Ainsi, il n'est pas tout à fait exclu de penser que peut-être l'intention des Syriens et de leur allié Russe était précisément de limiter le nombre de victimes civiles dans la population en libérant la ville, dans un premier temps, puis le pays ensuite; ce qui ne devrait plus tarder. Et dans le cas contraire, quels arguments objectifs pourrais-tu y opposer ? Quelle serait la motivation ? Que Bachar serait un grand malade qui passe le plus clair de son temps à détruire son propre pays en massacrant la population par milliers ? Et quelle serait la motivation des Russes dans cette hypothèse ? Il ne faut pourtant pas être Docteur en Science politique pour comprendre que c'est légèrement bancal.

Pour moi, quand un « camarade » se met à justifier les guerres coloniales d'agression de ce qu'il faut désormais appeler l'Empire, et qu'il présente la propagande de guerre comme de l'information, il y a lieu de s'interroger sérieusement sur ses convictions.  
Philippe Huysmans 24.12 - Arrêt sur Info 27.12

- Damas ratifie le plan de redressement d'Alep - sputniknews.com

Malgré toutes les difficultés d'après-guerre, la ville d'Alep libérée retrouve au fur et à mesure son quotidien paisible avec l'appui du gouvernement syrien.

Le conseil des ministres syrien a approuvé le programme de reconstruction étape-par-étape de la ville d'Alep, libérée des terroristes par l'armée syrienne le 22 décembre 2016, selon l'agence syrienne SANA. Le plan prévoit le redémarrage des services collectifs et de l'industrie locale, le renforcement des mesures de sécurité ainsi que la normalisation du fonctionnement des établissements médicaux et d'enseignement.

Une équipe responsable de la mise en œuvre du programme a été également formée, comprenant les ministres syriens des Travaux publics, de la Construction de logements, de l'Autogestion et du Tourisme. sputniknews.com 07.01

## Dossier Etats-Unis.

Lu dans un article.

- Le paysage médiatique en Amérique est dominé par les « fausses nouvelles ». Depuis des décennies. Ces fausses nouvelles n'émanent pas du Kremlin. C'est une industrie de plusieurs milliards de dollars par an, qui est habilement conçue et gérée par des agences de relations publiques, des publicistes et des services de communications au nom d'individus précis, du gouvernement, et des sociétés pour manipuler l'opinion publique.

Cette industrie de la propagande met en scène des pseudo-événements pour façonner notre perception de la réalité. Le public est tellement inondé par ces mensonges, livrés 24 heures par jour à la radio, à la télévision et dans la presse écrite, que les téléspectateurs et les lecteurs ne peuvent plus distinguer entre la vérité et la fiction.

- Donald Trump désavoué par sa propre majorité quelques jours avant son investiture - Le HuffPost

Même pas arrivé à la Maison Blanche, et déjà en conflit avec sa propre majorité. Donald Trump a vertement critiqué ce mardi 3 janvier les parlementaires républicains qui ont discrètement réduit la veille les pouvoirs du Bureau d'éthique parlementaire, organisme indépendant chargé d'enquêter sur les violations éthiques des élus.

"Avec tout ce que le Congrès a à faire, doivent-ils vraiment faire de l'affaiblissement de l'organisme d'éthique indépendant, aussi injuste soit-il, leur premier acte et première priorité", a écrit le milliardaire sur Twitter. "Concentrez-vous sur la réforme fiscale, la santé et toutes les autres choses bien plus importantes!", a-t-il plaidé.

Ce vote en catimini du groupe majoritaire, un jour férié aux Etats-Unis, a mis mal à l'aise les dirigeants républicains, qui avaient pris position contre, et provoqué un tollé chez les associations de lutte pour la transparence en politique et chez la minorité démocrate. Mais il met aussi le futur président dans l'embarras.

Donald Trump, qui sera formellement investi le 20 janvier, a promis tout au long de sa campagne de "curer le marigot" ("drain the swamp", en anglais), c'est à dire de débarrasser Washington de l'influence des lobbys et de la corruption. Comme le souligne le Washington Post, le vote républicain de lundi ne va pas vraiment dans ce sens.

Le Bureau d'éthique parlementaire, créé en 2008 après des scandales de corruption, n'est pas supprimé mais sera renommé et il passera avec cette réforme dans le giron des parlementaires, qui auront le pouvoir de mettre fin à des enquêtes. Il n'aura plus le droit de communiquer. Des élus se plaignaient que le bureau, en enquêtant sur eux, n'aient pas respecté la présomption d'innocence.



Donald Trump a déjà donné des gages aux républicains (majoritaires à la Chambre des représentants comme au Sénat) et devrait promulguer tout ou presque. Le HuffPost 03.01

- Trump va nommer Robert Lighthizer représentant au commerce - Reuters

Le président élu Donald Trump a désigné Robert Lighthizer, farouche adversaire des pratiques commerciales de la Chine, comme représentant américain au Commerce, a déclaré mardi son équipe de transition dans un communiqué.

Lighthizer a été représentant adjoint américain au commerce avec rang d'ambassadeur sous l'ancien président Ronald Reagan dans les années 1980, selon une biographie mise en ligne sur le site internet de Skadden Arps, le cabinet juridique dont il est actuellement l'un des associés.

Lighthizer a estimé, en 2010 lors d'une audience au Congrès, que la Chine n'avait pas respecté ses engagements pris en 2001, au moment de son entrée dans l'Organisation mondiale du Commerce. Il a prôné des tactiques plus agressives pour "changer le système", y compris en contournant les règles de l'OMC.

"Des années de passivité et de dérive de la part des décideurs américains ont permis au déficit commercial sino-américain d'atteindre un niveau qui est devenu, de l'avis de beaucoup, une menace majeure pour notre économie", a-t-il écrit dans ce témoignage devant la US-China Economic and Security Review Commission. Reuters 03.01

- Qui est Jason Greenblatt, l'avocat pro-israélien que vient de nommer Trump ? - liberation.fr

L'avocat d'affaires de la Trump organization deviendra «représentant spécial pour les négociations internationales», chargé notamment de gérer les relations entre Israël et l'Autorité palestinienne. Le périmètre de ce nouveau poste, créé spécialement pour le personnage, n'est pas clairement défini.

Diplômé de l'école de droit de la New York University, Jason Greenblatt a enseigné à son ancienne alma mater, l'université privée juive Yeshiva, à Manhattan. Il vit avec sa famille de six enfants à Teaneck, dans le New Jersey. L'avocat, qui n'a pas donné suite à une demande d'interview de Libération, a conseillé le candidat Trump sur le conflit israélo-palestinien pendant sa campagne, aux côtés de David Friedman, le futur ambassadeur des Etats-Unis en Israël, juif orthodoxe comme lui. Lors d'une rencontre en avril dernier, c'est Greenblatt qui avait dû répondre aux questions d'une délégation de militants juifs orthodoxes adressées au candidat, Trump ne connaissant pas assez bien les sujets abordés, selon la Jewish Telegraphic Agency. Sur ce dossier, Trump suit également les avis de son gendre, Jared Kushner, mari de sa fille Ivanka, qui a par ailleurs fait des dons pour le développement de colonies israéliennes.

Pendant la campagne, David Friedman et Jason Greenblatt ont signé des communiqués communs appelant à la reconnaissance de Jérusalem comme la «capitale éternelle et indivisible de l'Etat juif» et soutenu le déplacement de l'ambassade américaine dans la ville. Selon eux, «une solution à deux Etats entre Israël et les Palestiniens semble impossible aussi longtemps que ces derniers seront réticents à renoncer à la violence contre Israël, ou ne reconnaîtront pas le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif». Les deux hommes ne considèrent pas les colonies israéliennes comme un obstacle à la paix et rejettent tout accord imposé à Israël par les Etats-Unis ou une autre puissance étrangère.

Discret, Jason Greenblatt n'est pas aussi exposé médiatiquement, dogmatique ou controversé que son collègue. David Friedman s'est impliqué personnellement dans la construction des colonies et dans la levée de fonds à cette fin. Il a écrit de nombreuses tribunes pour Arutz Sheva, un site d'extrême droite israélien. Il a également comparé les soutiens de J-Street, un groupe progressiste de lobbying, à des «kapos», les juifs forcés à contrôler les prisonniers des camps de concentration et qui ont collaboré avec le pouvoir nazi. Il a aussi décrit la Ligue Anti-Diffamation (ADL), la principale organisation contre l'antisémitisme, comme un «groupe de crétins».

Dans le passé, Donald Trump a inquiété ses soutiens juifs et pro-Israël à plusieurs reprises. «J'ai des mecs noirs qui comptent mon argent... Je déteste ça. Les seuls comptables que je veux, ce sont des petits gars qui portent des kippas tous les jours», aurait-il déclaré selon un de ses anciens employés, John O'Donnell. Pendant la campagne, il a d'abord promis d'être «neutre» dans le conflit Israël-Palestine, avant d'embrasser une politique de soutien actif à Tel Aviv. Sa future administration pourrait abandonner toute pression sur Israël et sa politique intérieure. Il en a donné un avant-goût sur Twitter. Le 28 décembre, le président élu a rompu avec la tradition en s'opposant ouvertement à la politique de l'administration sortante :

«Nous ne pouvons pas laisser Israël être traité avec un mépris et un manque de respect total. Ils sont habitués à voir dans les Etats-Unis un grand ami, mais [...] plus maintenant. Le début de la fin fut l'horrible traité avec l'Iran, et maintenant ça (ONU) ! Reste fort Israël, le 20 janvier [la date de son investiture, ndlr] arrive vite !» liberation.fr 03.01

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Testament politique d'un djihadiste.

Nos bombardements ont la vertu de vous apporter la démocratie ou de vous "**attirer au paradis**", que demande le peuple franchement !

- François Hollande en Corrèze : «j'ai essayé de vous attirer au paradis» - Liberation.fr

L'enfer !

Une revendication de l'OTAN portée par Trump.

- François Hollande souhaite une augmentation du budget de la Défense - Francetv info

"Nous sommes aujourd'hui au-dessus de 1,8%. Nous devons aller vers 2%", a déclaré le chef de l'État. 2%, soit huit milliards d'euros supplémentaires, c'est ce que demande avec insistance le plus haut gradé de l'armée. Francetv info 06.01

Un monument élevé à la gloire du colonialisme et de la barbarie impérialiste.

- Un monument à la mémoire des soldats morts en opérations extérieures sera érigé à Paris - Francetv info

Le monument sera installé au parc André-Citroën, à Paris. Francetv info 06.01

### Crétinisme, infantilisme ou sinisme assumé, les promesses d'un candidat ne valent que pour ceux qui y croient.

- Un ex-conseiller dresse un portrait sans concession de Hollande - AFP

Ancien conseiller de François Hollande à l'Élysée, Aquilino Morelle dépeint un homme dépassé par sa fonction, qui a renoncé à toute idée de changement dès les premiers mois de son quinquennat, dans un livre intitulé "L'abdication" dont Le journal du dimanche publie des extraits.

L'auteur a été évincé de l'Élysée en avril 2014, après des accusations de prises illégales d'intérêt, classées sans suite un an plus tard.

François Hollande a fait dès 2012 "le choix de la résignation", estime l'énarque de 54 ans dans les colonnes du Monde. "Il n'a jamais voulu devenir ce leader d'une nouvelle Europe (...) Il a enterré tout espoir de changement en se résignant à l'austérité, en acceptant, sans véritable renégociation, le pacte budgétaire européen imposé par Merkel et signé par Sarkozy. Ce renoncement inaugural a précédé et déterminé tous les autres."

Pendant deux ans et demi, le Président a "singé le volontarisme, mimé le patriotisme, simulé une politique de lutte contre la finance jamais engagée, proclamé à répétition une réorganisation de l'Europe sans cesse repoussée", écrit-il dans ce livre à paraître le 11 janvier. Les Français ont, selon lui, vite compris que "cette mise en scène" offrait le spectacle "de l'impuissance voulue et consentie, cette impuissance singulière qui porte le nom d'abdication". AFP 07.01

### Une imposture prend fin, une autre la remplace et ainsi de suite.

- Vote des ouvriers : à Saint-Denis, la gauche ne fait plus vraiment rêver - LeParisien.fr

- Vote des ouvriers : à Saint-Quentin, Marine Le Pen en position de force - LeParisien.fr

- Vote des ouvriers : à Vénissieux, la tentation Macron - LeParisien.fr

- Valls en tête des intentions de vote pour la primaire - Reuters

- Débat : pour ou contre tirer au sort nos représentants politiques ? - LeParisien.fr

Amener les citoyens à participer à la vie politique en... les tirant au sort. L'idée peut paraître saugrenue, elle fait pourtant son

chemin...LeParisien.fr 06.01

- Présidentielle : « Le religieux revient partout dans le monde » - LeParisien.fr

On n'a pas l'habitude d'entendre un candidat à l'Elysée afficher ses convictions religieuses comme vient de le faire Fillon...  
LeParisien.fr 06.01

### Le bonheur est dans le pré... de la Ve République.

- Mélenchon se "réjouirait de traiter" avec Trump - Reuters

Jean-Luc Mélenchon a déclaré mercredi qu'il se "réjouirait de traiter" avec le président élu des Etats-Unis Donald Trump, notamment sur la question du traité transatlantique de libre-échange (TTIP ou Tafta), qu'il prévoit de régler "en quelques jours" s'il accède à l'Elysée au printemps prochain.

"Comme Français, soyons habiles, moi je me réjouirais de traiter avec un homme pareil", a dit le co-fondateur du Parti de Gauche, candidat du mouvement "La France insoumise" à l'élection présidentielle qui se tiendra les 23 avril et 7 mai prochains, sur France Inter.

"Puisqu'il (Donald Trump-NDLR) prétend se situer sur la base des intérêts des Nord-Américains, donc il comprendrait parfaitement que je me situe strictement sur le point de vue des Français", a-t-il souligné.

"Moi c'est clair, je ferai tout pour planter Tafta et Ceta parce que je ne veux pas d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique ni avec le Canada parce que nous n'aurions plus de normes environnementales, plus de normes sociales, telles qu'elles nous conviennent aujourd'hui et qui conviennent à notre manière de vivre", a souligné Jean-Luc Mélenchon.  
Reuters 05.01

Enfin un homme heureux en oligarchie sous la Ve République !

Le charlatan veut "traiter" avec Trump, le représentant de l'oligarchie anglo-saxonne, à croire qu'ils appartiennent au même monde, nous, nous le combattons.

Le mégalomane entend défendre les intérêts du capitalisme français, nous, nous le combattons.

A chacun son camp.

### En famille chez les bivalves.

- "J'ai la tête d'un moule?": Macron défend l'ENA - AFP

- Présidentielle : un troisième ministre de droite rejoint Macron - LeParisien.fr

L'ancien ministre de l'Ecologie de Jean-Pierre Raffarin, Serge Peltier, a annoncé soutenir pour la présidentielle Emmanuel Macron. Avant lui, deux autres anciens ministres de droite l'ont rejoint : Jean Arthuis et Renaud Dutreil.

L'ancien maire UDI de Bourges (Cher), a participé au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en tant que ministre de l'Ecologie et du Développement durable et a même brièvement dirigé le RPR en 2002. Lors de la primaire de la droite, c'est derrière Alain Juppé qu'il s'était engagé.

Pour l'ancien édile, il est nécessaire de « dépasser l'opposition entre la droite et la gauche. »

Fin décembre, une autre tête de la droite multipliait les compliments à l'égard du fondateur d'En Marche : Dominique de Villepin.  
Invité de la matinale de BFMTV et RMC LeParisien.fr 06.01

- Primaire: "J'ai changé", dit Valls pour justifier son inflexion à gauche - AFP

- Philippot est-il de gauche ? - LePoint.fr

Régulièrement dénoncé par ses ennemis comme un homme de gauche, le numéro 2 du FN ne dédaigne pas les vieux

refrains d'extrême droite. LePoint.fr 06.01

### PS. Autocensure des médias. Bourgeois, capitalistes, banquiers, de gauche, et leur morale.

- Le fondateur de Terra Nova tombe pour pédophilie: silence dans les médias - sputniknews.com

Christophe Bejach, l'un des fondateurs du think tank Terra Nova, proche du Parti socialiste, a été condamné pour pédophilie en décembre dernier. Toutefois, la presse n'en dit pas mot. Est-ce parce qu'il s'agit d'un événement politiquement délicat?

Ce « petit incident » — au moins à en juger par les médias qui ne le couvrent même pas — nous donne l'occasion de nous pencher sur la fondation en question et son fondateur. Christophe Bejach, 53 ans, est l'ex-vice-président et l'un des fondateurs de la fondation française Terra Nova qui se définit comme « un laboratoire d'idées, proche de la gauche ». L'association a été fondée en février 2008 et se veut progressiste et indépendante, pourtant, elle est souvent décrite comme proche du Parti socialiste.

Sur le site de Terra Nova, on trouve les louanges suivantes à l'endroit de Christophe Bejach : il s'avère être « ingénieur et titulaire d'un MBA du Groupe HEC (ISA) » qui « a effectué une carrière orientée vers l'investissement dans des entreprises cotées ou non cotées, en France, aux USA et en Asie ». Il a grossi les rangs de l'équipe d'Arnaud Montebourg en 2012 et s'est fait surtout connaître en tant que conseiller sur l'aérospatial, la défense et l'énergie de M. Montebourg, ainsi que comme fondateur de l'entreprise L'Avion, revendue par la suite à British Airways.

Et voilà que ce brillant ingénieur et conseiller technique de M. Montebourg se retrouve condamné à une peine de neuf mois de prison, le 14 décembre, pour « un premier chef d'accusation d'offense sexuelle sur enfant mineur et trois autres chefs d'accusation pour possession de photographies d'enfants indécentes ».

Comme l'explique le Daily Mail, l'ancien conseiller a fait des propositions indécentes sur le Web afin d'organiser des séances photo en lingerie avec trois sœurs d'une dizaine d'années. Son dessein a été heureusement repéré par Sadie — un officier de police de la capitale britannique chargé de détecter les cybercrimes. Le tribunal britannique a condamné M. Bejach à neuf mois de prison avec sursis.

Actuellement, puisque Christophe Bejach a évité la prison, il sera sur le Registre des délinquants sexuels pendant dix ans, apprend-t-on des médias britanniques. De même, il devra payer 1 200 livres sterling de frais aux tribunaux, ceci après avoir préalablement payé une caution de 100 000 livres à la cour et remis son passeport aux autorités.

Pourtant, la presse française ne s'est pas précipitée pour parler du délit. Presqu'un mois plus tard, Google propose un curieux résultat à la requête « Christophe Bejach ».

Parmi quelques piètres publications sur la condamnation du pédophile, on trouve par exemple l'article du Parisien intitulé « Un homme d'affaires français condamné pour pédophilie à Londres ». Dans l'article, le coupable est présenté comme « ex-membre fondateur du groupe de réflexion politique et économique Terra Nova ».

Le Huffington Post évoque de son côté le terme de « fachosphère » qui, selon l'article, profite de la condamnation du pédophile « pour éclabousser Arnaud Montebourg ».

Le public attentif pointe entre autres que le cas de Christophe Bejach est traité différemment comparativement à d'autres cas de pédophilie, par exemple, dans les cercles religieux. Les médias n'en parlent pas vu que ce pédophile est de gauche et qu'il n'est pas un curé.

Nombreux sont ceux qui s'étonnent du temps qu'il a fallu attendre pour divulguer finalement la condamnation.

Plusieurs explications possibles de ce mutisme viennent à l'esprit : ne pas gêner les primaires de la gauche, ne pas saper la réputation de Terra Nova, épargner le Parti socialiste qui avait déjà été éclaboussé par plusieurs affaires de mœurs...

Finalement, une bonne réponse dans le style de la Main du Kremlin omniprésente est suggérée :

Exclusif: des hackers russes pro-Trump empêchent l' @afpfr de publier une dépêche sur #christophebejach le pédophile. sputniknews.com 07.01

### France. Etat policier. Surveillance et répression tout azimut.

- Les chauffards de plus en plus traqués par les caméras - LeFigaro.fr



Depuis le 31 décembre, sept nouvelles infractions, comme le portable au volant, pourront être verbalisées grâce à l'image.

Les automobilistes vont de plus en plus rouler sous l'œil de caméras. Depuis le 31 décembre dernier, la panoplie des infractions verbalisables par le biais des radars et de la vidéo s'est étoffée. Sept nouvelles catégories viennent de s'ajouter aux quatre premières existantes comme l'excès de vitesse.

Depuis un décret du 31 décembre dernier, la caméra peut ainsi davantage relever des écarts de conduite qui lui échappaient jusqu'alors. C'est le cas du portable au volant. Si l'utilisateur est vu sur un cliché téléphone à la main en roulant, il recevra un PV à son domicile. Il en est de même s'il est aperçu sur une image sans ceinture de sécurité. Ce même décret permet aussi d'utiliser des images de vidéosurveillance pour sanctionner le motard roulant sans casque, le conducteur qui ne respecte pas les règles de dépassement, qui franchit des lignes continues, qui stationne sur une bande d'arrêt d'urgence ou encore qui, en ville, s'arrête au feu dans les «sas vélos».

Ainsi, pour tous ces écarts, il n'est donc plus nécessaire d'intercepter le contrevenant: la preuve par l'image gagne du terrain. Auparavant, et outre l'excès de vitesse, celle-ci permettait de traquer trois autres comportements répréhensibles: le feu rouge «grillé», le non-respect des distances de sécurité et l'usage des voies réservées aux bus et aux taxis.

Concrètement, toute commune qui a adopté la vidéoprotection sur son territoire peut décider dès aujourd'hui de s'emparer de ce nouveau champ d'action. C'est le cas de Nice, qui a annoncé qu'elle allait mettre à profit ses 1.643 caméras pour lutter contre ces comportements répréhensibles «avec bon sens et discernement». D'ailleurs, elle ne fait qu'ouvrir un peu plus le robinet de la vidéoverbalisation, qu'elle utilise déjà pour faire la chasse aux stationnements en double file. Dans cette ville pionnière dans ce domaine, cela s'est soldé par 28.000 infractions relevées en 2016. À Valenciennes, autre municipalité qui s'est très vite lancée dans la vidéoverbalisation, on assure que «la police municipale est en train d'examiner le décret, pour permettre à la Ville de se positionner dans les meilleurs délais». À Puteaux, en région parisienne, où l'on traque aussi les voitures mal garées, on indique que l'on n'ira pas plus loin en attendant.

Quant aux radars qui flashent les excès de vitesse, ils vont permettre eux aussi une verbalisation sans interception après quelques réglages techniques au Centre national de traitement (CNT) de Rennes, qui gère ces millions de PV. «Cela va être au point dans quelques mois», signale Emmanuel Barbe, le délégué interministériel à la sécurité routière. Dans un premier temps, ces appareils feront un tir groupé d'infractions. C'est en se déclenchant à l'occasion d'un dépassement de vitesse qu'ils permettront ensuite à l'agent installé à Rennes de voir sur le cliché s'il y a un portable à la main ou une ceinture non attachée. «Aujourd'hui, on voit défiler ces infractions sur photo. Dans quelques mois, on pourra donc les sanctionner», révèle Emmanuel Barbe en indiquant que ses services mettent au point un dispositif encore plus performant. Dans un an ou deux, le super radar analysera les voitures prises dans son faisceau et sera capable de flasher le conducteur qui ne s'est pas attaché ou qui conduit avec son téléphone à la main! Même s'il roule en dessous des limites de vitesse.

Mais les professionnels du droit se méfient de ces technologies intrusives. «Le conducteur qui est ainsi verbalisé n'est pas arrêté et continue d'être dangereux sur la route», souligne Me Rémy Josseaume, tandis que Me Matthieu Lesage pointe une atteinte à la défense de l'automobiliste. «Avec un seul cliché, on décontextualise l'infraction. Comment prouver que l'on franchit une ligne blanche pour éviter un accident?», s'interroge-t-il. Tous deux d'ailleurs prédisent une augmentation de la contestation. Mais pour Pierre Chasseray, le délégué général de 40 Millions d'automobilistes, «on est, avec ce décret, dans la communication». «Les clichés résultant des radars et de la vidéoprotection sont souvent de piètre qualité. On ne voit rien!», dit-il, en ajoutant: «Dommage car il s'agit cette fois de réprimer des comportements dangereux.» Et pour une fois, il ne s'agit pas seulement de vitesse... LeFigaro.fr 06.01

Un homme condamné pour alcoolémie au volant sur simple dénonciation. - lefigaro.fr

(Délation. Quand la présomption de culpabilité a valeur de preuve matérielle sur la base d'un simple témoignage. - LVOG)

La Cour d'appel de Montpellier a condamné en décembre un automobiliste pour conduite en état d'ivresse avec pour seule preuve la déclaration d'un témoin. Un jugement incompréhensible, selon son avocat.

«C'est la première fois que je vois ça dans toute ma carrière», affirme l'avocat Ludovic Para. Son client, un jeune automobiliste, a été condamné en décembre par la Cour d'appel de Montpellier pour conduite en état d'ébriété sur la simple parole d'un témoin.

Le 31 janvier 2013, Jérémie est malgré tout condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier à trois cents euros d'amende et cinq mois de suspension du permis pour conduite en état d'ivresse manifeste. «Il n'y avait rien dans le dossier à part la déclaration du témoin. À aucun moment, mon client n'a vu un agent assermenté. Il n'a jamais été soumis à un test d'alcoolémie ou à une prise de sang. Il n'avait pas antécédent judiciaire, affirme au Figaro son avocat, Me Para. J'étais outré par ce jugement arbitraire. J'ai donc décidé de porter l'affaire en Cour d'appel à mes propres frais».

Sept ans après les faits, le verdict de la Cour d'appel est rendu. À la surprise générale, le tribunal confirme en décembre

la condamnation de Jérémie et décide même d'alourdir sa peine: cinq cents euros d'amende et six mois de suspension. Une décision que Me Para ne comprend pas: «C'est une première en France selon moi. Je ne pensais pas qu'il était possible de condamner une personne simplement sur dénonciation. Mon client a été jugé non pas sur ses actes mais sur une attitude. C'est la parole de Jérémie contre la parole de ce témoin. Pourquoi sa déclaration a-t-elle eu plus de valeur aux yeux des juges? Voilà la question que l'on se pose aujourd'hui». Pour l'avocate Laureen Spira, experte en droit routier, «ce jugement est aussi insensé que consternant». «La justice vient de condamner un homme sans aucune preuve objective et concrète», dénonce-t-elle.

Jérémie, lassé par cette affaire, a renoncé à se pourvoir en cassation. «J'ai payé l'amende et rendu mon permis. En attendant, je fais du covoiturage et je me déplace à pied. Je veux désormais passer à autre chose. Je n'ai de toute façon pas les moyens financiers de continuer cette procédure qui s'avère aussi longue que fastidieuse». lefigaro.fr 03.01

En complément.

- Suède : un magasin de jouets tenu de retirer une publicité jugée sexiste - Liberation.fr

Un magasin de jouets à Umea, dans le nord de la Suède, a été pénalisé pour sexisme après la publication d'une publicité dans les magazines et journaux de la ville. L'image représentait, selon la chaîne nationale suédoise SVT, un garçon déguisé en pirate fendant l'air de son épée, accompagné par une femme dénudée, déguisée en ange. Le magasin a assuré vouloir simplement démontrer à travers le cliché qu'il vendait des déguisements à la fois pour adultes et pour enfants, destinés à une clientèle à 75% adulte.

L'observatoire suédois de la publicité a ordonné le retrait de la réclame en question. Selon lui, elle irait à l'encontre des règles suédoises sur les discriminations sexuelles, qui interdisent la représentation stéréotypée des rôles de chacun(e) selon leur genre, ainsi que le traitement des femmes et des hommes comme objets sexuels.

La Suède est particulièrement éclairée dans le domaine de l'égalité des sexes, et s'aventure même au-delà : vers la neutralité des sexes.

Au-delà de ses catalogues pour enfants, la Suède a également introduit la neutralité dans son dictionnaire en avril 2015, lorsque le pronom «hen» a été ajouté dans la liste des mots reconnus par l'Académie suédoise. Le terme, ni «elle» ni «lui», est utilisé dans deux cas de figure : quand le genre du sujet est inconnu ou superflu, et lorsque quelqu'un ne se reconnaît dans aucun des pronoms alternatifs. Liberation.fr 06.01

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Otan-UE

- L'Otan entame le renforcement sur son flanc est - Reuters

Le renforcement de l'Otan sur son flanc est et le déploiement prévu de troupes en Pologne et dans les Etats baltes a débuté vendredi avec l'arrivée par bateau en Allemagne de blindés et de matériel militaire américains.

L'Alliance atlantique prévoit d'envoyer 4.000 soldats ainsi que des avions, des blindés et de l'artillerie en Pologne, puis en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.

Ce déploiement est présenté comme une stratégie purement défensive mais irrite profondément la Russie.

De grandes manoeuvres entre forces américaines et polonaises sont prévues à la fin du mois. D'autres manoeuvres sont programmées par la suite dans les pays baltes, en Bulgarie, en Roumanie et en Allemagne.

Outre les soldats américains envoyés en Pologne, trois pays - Allemagne, Canada et Grande-Bretagne - prévoient de déployer jusqu'à un millier d'hommes chacun dans les pays baltes.

Le général américain Timothy McGuire a souligné vendredi que "le meilleur moyen de maintenir la paix était de s'y préparer".

Interrogé par la presse à Bremerhaven sur le point de savoir si l'Otan cherchait à envoyer un message à Moscou, il a répondu :

"Il s'agit simplement de montrer la force et la cohésion de l'alliance et l'engagement des Etats-Unis en faveur du maintien de la paix sur le continent". Reuters 06.01

## Grande-Bretagne

Démission d'Ivan Rogers, représentant britannique auprès de l'UE - Reuters

Le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne, Ivan Rogers, a présenté mardi sa démission, à quelques semaines de l'ouverture attendue des négociations sur la sortie du pays de l'UE.

Ivan Rogers a informé mardi après-midi son équipe qu'il quittait son poste, sans préciser les raisons de sa décision, selon le Financial Times, premier à révéler son départ.

Dans un communiqué, le gouvernement britannique a pris acte de sa démission tout en soulignant qu'il aurait dû quitter son poste en octobre prochain et qu'en anticipant son départ, il permettait à la Première ministre Theresa May de nommer son successeur avant le début des négociations.

Après le commissaire britannique Jonathan Hill, qui a quitté son poste deux jours après le référendum, Ivan Rogers est le deuxième haut responsable britannique impliqué dans les arcanes européennes à remettre sa démission depuis la victoire du camp du Brexit.

"Cela affaiblit la capacité de May de parvenir à un bon accord avec l'UE. Ivan Rogers était l'une des très rares personnalités au sommet du gouvernement à comprendre l'UE", a commenté Charles Grant, directeur du Centre for European Reform, un groupe de réflexion sur la construction européenne basé à Londres.

Il y a moins de trois semaines, le 15 décembre, Rogers avait estimé que les négociations pour définir les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne après le Brexit pourraient prendre dix ans.

Il ajoutait que rien ne garantissait en outre leur succès, soulignant que des Parlements nationaux d'Etats membres de l'UE pourraient faire obstacle à la ratification d'un éventuel accord.

Les services de Theresa May avaient alors fait savoir que la dirigeante conservatrice ne partageait pas son point de vue.

Rogers avait été nommé représentant du Royaume-Uni auprès des institutions bruxelloises en novembre 2013 par David Cameron, le prédécesseur de May.

Sa carrière de haut fonctionnaire l'avait auparavant conduit à Downing Street, au Trésor britannique et à la Commission européenne avec des passages dans le privé, dans les banques Citigroup et Barclays Capital. Reuters 02.01

## Mexique

- Mexique: trois morts dans les protestations contre la hausse de l'essence - AFP

Les manifestations et saccages contre la hausse des carburants au Mexique ont fait trois morts en trois jours, selon un nouveau bilan communiqué vendredi par les autorités.

Vendredi, quelques foyers de contestation subsistaient, avec quelques routes bloquées.

Le prix de l'essence a été augmenté de 20,1% et celui du diesel de 16,5% au 1er janvier. A partir du 18 février, le prix plafond fixé par le gouvernement sera réajusté tous les jours.

La vague de protestations a commencé aussitôt après l'entrée en vigueur des hausses avec, depuis mercredi, des blocages de routes, des pillages de magasins et des actes de vandalisme dans des stations service.

Selon le président de la Confédération des chambres de commerce, Enrique Solana, quelque 800 commerces petits ou moyens et 250 grands magasins ont subi des dégâts à travers le Mexique.

Le président mexicain Enrique Peña Nieto a expliqué dans son message de vœux à la télévision jeudi soir que la décision d'augmenter les prix des carburants était une conséquence de la montée des prix internationaux. Il s'agissait, selon lui, d'un "changement difficile" mais nécessaire pour garantir la stabilité économique du pays.

Cette hausse des prix est la première étape de l'ouverture au privé du marché des carburants et de la libéralisation des prix initialement prévue pour 2018, mais que le gouvernement mexicain a choisi de mettre en place un an plus tôt. AFP 06.01

## Corée du Sud

- Corée du Sud: nouvelle manifestation contre la présidente - AFP

Des centaines de milliers de manifestants sont à nouveau descendus dans la rue à Séoul samedi, réclamant le départ immédiat de la présidente Park Geun-Hye, engluée dans un scandale de corruption, et le renflouement d'un ferry qui avait fait naufrage en 2014.

"Park démissionne, renfloue le Sewol", scandaient les manifestants, estimés à un demi-million par les organisateurs, en marchant vers la Maison Bleue, siège de la présidence, ainsi que les bureaux du Premier ministre et de la Cour constitutionnelle.

L'Assemblée nationale a voté le 9 décembre une motion de destitution de Mme Park, soupçonnée de collusion avec sa confidente Choi Soon-Il, qui est, elle, en détention provisoire dans une tentaculaire enquête pour corruption.

Il revient à la Cour constitutionnelle d'entériner ou non cette motion. En attendant, tous les pouvoirs de la présidente ont été confiés à son Premier ministre.

Cette affaire a poussé la population à manifester en masse tous les samedis à Séoul pour réclamer la démission de la présidente.

La présidente a cependant toujours des partisans, dont quelque 30.000 ont participé à une contre-manifestation samedi, devant le bureau du procureur enquêtant sur le scandale.

Agitant des drapeaux et entonnant des airs militaires, les manifestants ont affirmé que la procédure de destitution de la présidente était un complot de gauchistes à la solde de la Corée du nord. AFP 07.01

## Turquie

- Turquie: nouvelle vague de purges, des milliers de limogeages - AFP

Les autorités turques ont limogé plus de 8.000 personnes et fermé des dizaines d'associations supplémentaires dans le cadre des enquêtes ouvertes après le putsch manqué en juillet, selon trois décrets-lois parus au Journal officiel dans la nuit de vendredi à samedi.

Parmi les 8.390 personnes limogées, figurent 2.687 policiers, 1.699 fonctionnaires du ministère de la Justice, 838 de celui de la Santé et des centaines d'employés d'autres ministères ainsi que 631 universitaires et 8 membres du Conseil d'Etat.

Les décrets précisent que les ressortissants turcs se trouvant à l'étranger pourront être déchus de leur nationalité s'ils ne rentrent pas dans les trois mois suivant leur convocation par les autorités.

Ils ajoutent que la police pourra désormais accéder aux informations personnelles des internautes, dans le cadre d'enquêtes concernant la cyber-criminalité.

Plus de 80 associations accusées d'"activités portant atteinte à la sûreté de l'Etat" ont par ailleurs été fermées.

Parmi elles, huit clubs de sport sont concernés, principalement situés dans le sud-est à majorité kurde du pays.

En revanche, onze journaux - principalement du sud-est - précédemment fermés ont été autorisés à rouvrir. Par ailleurs, 276 personnes ont été réintégrées à leur poste par ces décrets.

Ces mesures sont prises dans le cadre de l'état d'urgence instauré après la tentative de putsch du 15 juillet. Les autorités turques accusent Fethullah Gülen, un prédicateur exilé aux Etats-Unis, d'avoir ourdi le coup de force, ce que l'intéressé dément.

Depuis le coup d'Etat manqué, plus de 41.000 personnes ont été arrêtées en Turquie et plus de 100.000 limogées ou suspendues, notamment des professeurs, policiers et magistrats.

D'une ampleur inédite en Turquie, ces purges suscitent l'inquiétude des partenaires occidentaux d'Ankara et d'organisations de défense des droits de l'Homme qui redoutent que l'état d'urgence, prolongé cette semaine de trois mois supplémentaires, ne



serve de prétexte pour réprimer toute voix dissidente.

Les autorités turques affirment pour leur part que ces mesures d'exception sont nécessaires pour éliminer les risques de sédition et faire face à la double menace "terroriste" du groupe Etat islamique (EI) et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les premiers jugements dans des procès liés au putsch manqué sont tombés jeudi: deux soldats ont été condamnés à la prison à vie par un tribunal d'Erzurum (nord-est). AFP 07.01

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les lycées de ZEP poursuivent la grève pour obtenir des moyens supplémentaires - Le Monde

Le ministère de l'éducation nationale a beau multiplier les gestes en leur faveur, les lycées de l'éducation prioritaire ne désarment pas. Mardi 3 janvier, jour de rentrée des classes, plusieurs établissements étaient en grève, à l'appel du collectif Touche pas ma ZEP qui réunit 90 lycées de 14 académies. Les personnels concernés craignent de perdre, à terme, leur label éducation prioritaire, et avec lui leurs moyens supplémentaires.

C'est le cinquième jour de grève organisé par le collectif depuis le printemps 2016, et pas le dernier : celui-ci vient de voter la reconduction du mouvement mercredi 4, jeudi 5 et mardi 10 janvier. Lors d'une assemblée générale mardi, à Paris, les enseignants mobilisés ont décidé de jouer leur va-tout, conscients qu'à quatre mois de l'élection présidentielle, c'était le moment ou jamais de faire valoir leurs revendications : obtenir une « carte élargie » des lycées en éducation prioritaire sous un label unique et avec des moyens pérennes : effectifs de classe réduits, cours en demi-groupes, compensations pour les personnels (prime et mutations facilitées).

« On ne peut pas attendre le prochain quinquennat. Si on n'obtient pas des choses maintenant, après ce sera trop tard », ont martelé, au cours de l'assemblée générale, plusieurs enseignants grévistes parmi les quelque 135 présents issus de 24 lycées d'Ile-de-France. Selon le collectif, soutenu par la FSU, la CGT, FO et SUD, une cinquantaine de lycées « a minima » étaient en grève mardi au niveau national, quand le ministère dit en comptabiliser seulement une dizaine.

Pour comprendre ce mouvement, il faut revenir trois ans en arrière, au moment de la réforme de l'éducation prioritaire. En 2014, Vincent Peillon, le prédécesseur de Najat Vallaud-Belkacem, entreprend de réviser la carte des ZEP. De nouveaux réseaux sont définis (REP et REP +), comprenant chacun un collège et les écoles de son secteur. La question des lycées devait être traitée plus tard, afin d'éviter d'ouvrir plusieurs fronts à la fois. Pour les lycées concernés s'ouvre alors une période transitoire au cours de laquelle leurs compensations seraient maintenues jusqu'en 2017.

Or, 2017 débute sans que le chantier de l'éducation prioritaire au lycée n'ait été lancé. « Ce qu'on souhaite, c'est que ceux qui ont engagé cette réforme la terminent, réclame David Pijoan, membre du collectif Touche pas ma ZEP. Nos lycées accueillent pour une bonne part des élèves venus de REP et REP +. Les difficultés scolaires et sociales ne s'arrêtent pas à la fin de la 3e ! » Dans ses communiqués, le collectif met en avant l'intérêt d'avoir des classes à effectifs réduits pour favoriser l'apprentissage des élèves, tout comme la nécessité d'équipes stables. Ils dénoncent la situation « paradoxale » de voir un ministère entériner la fin de l'éducation prioritaire au lycée « au moment même où la publication de l'enquête PISA confirme le caractère particulièrement inégalitaire du système scolaire français ! »

Face à la multiplication des jours de grève, Mme Vallaud-Belkacem a pourtant lâché du lest : prolongement de la « clause de sauvegarde » jusqu'en 2019, promesse d'une « dotation exceptionnelle » de 450 emplois à la rentrée prochaine pour les lycées « les plus défavorisés ». Le 2 novembre 2016, devant les parlementaires, la ministre a même donné raison aux personnels mobilisés : « Les enseignants des lycées qui ont vocation à être dans l'éducation prioritaire ont raison de réclamer les mêmes moyens que leurs collègues de collèges. Il faudra faire cette réforme des lycées de l'éducation prioritaire. » Le Monde 04.01

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 janvier 2017

[CAUSERIE](#)

J'ai téléchargé quelques articles dont certains seront mis en ligne demain.

### Parole d'internaute

- "Nous vivons encore dans un monde où chacun grâce aux nouvelles technologies peut se forger une opinion, sa propre opinion. Internet est une aubaine, une mine d'infos. Et paradoxalement nous vivons aussi une période de fainéantise intellectuelle sans bornes. Alors que tous les moyens sont aujourd'hui à notre portée, beaucoup préfère s'abreuver de programmes télé poubelle, de s'abrutir toujours tant et plus. Il y a 30 ans quand j'étais ado, j'aurais donné très cher pour avoir accès à toute cette info d'un simple clic."

Un simple clic, par exemple pour savoir quelle est réellement la situation en Syrie. Faut-il encore en avoir la force ou la volonté, ce qui fait le plus défaut au NPA, par exemple.

### Faites tomber les masques ou en famille. Quand le NPA monte au créneau pour soutenir la guerre contre la Syrie déclenché par les Etats-Unis-OTAN.

NPA - Syrie : Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances (10.01)

- La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffermir son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

LVOG - Traduction : Il aurait été préférable que les barbares de Daesh et du Front al-Nosra s'emparent du pouvoir en Syrie, et qu'ainsi les "intérêts politiques propres" à l'impérialisme américain soient satisfaits.

Après cela, nous refusons d'accorder la moindre légitimité au NPA pour s'exprimer en notre nom ou au nom des travailleurs.

LVOG - Le NPA exprime à sa manière le regret que le "changement de régime à Damas" ne soit pas la priorité des Syriens.

- Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'Iran, de la Turquie et de la Russie se sont rencontrés le 20 décembre pour discuter du futur de la Syrie. À l'issue de cette conférence, les trois puissances ont adopté une déclaration commune visant à mettre fin au conflit, par laquelle ils s'engagent à œuvrer à la mise en place d'un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays, la préoccupation commune devant être de « lutter contre le terrorisme » et non d'aller vers un changement de régime à Damas. Une déclaration qui a reçu après coup le soutien des pays occidentaux.

LVOG - Le NPA exprime le regret que la priorité du gouvernement syrien soit de rétablir l'accès à l'eau potable pour les 5 millions d'habitants de la capitale Damas et sa région qui en sont privés depuis plus de trois semaines.

- Un cessez-le-feu national (qui exclut les forces djihadistes Daech et Jabhat Fateh al-Sham) a ainsi été proclamé le 30 décembre, parrainé par la Russie, la Turquie et l'Iran. Mais le régime Assad a continué le bombardement de certaines régions d'opposition, tandis que ses forces armées et le Hezbollah ont poursuivi leur offensive militaire au nord-ouest de Damas dans la vallée de Wadi Barada. Cette zone est stratégique car s'y trouvent les principales sources en eau potable pour les plus de cinq millions d'habitants de la région de Damas. C'est aussi une voie d'approvisionnement majeure utilisée par le Hezbollah entre le Liban et Damas.

LVOG - Le NPA rend compte de "manifestations populaires massives" ayant eu lieu récemment dans "les territoires libérés" par celui qu'il appelle par ailleurs "le dictateur Assad" sans préciser que ce fut des manifestations... en soutien à Assad.

- ...des manifestations populaires massives avec des slogans démocratiques et non confessionnels ont eu lieu ces deux derniers vendredi (31 décembre et 6 janvier) dans les territoires libérés, profitant de l'accalmie.

LVOG - Le NPA, qui n'a cessé de relayer la propagande USA-OTAN depuis 2011, considère que l'avenir des Syriens "s'obscurcit toujours plus", alors que l'espoir que cette guerre se termine rapidement et la paix revienne en Syrie sont sérieusement envisagés après la libération d'Alep.

- L'avenir pour les populations en lutte en Syrie, (arabes, kurdes ou autres), s'obscurcit toujours plus, malgré des résistances populaires et démocratiques locales qui continuent, à la fois contre le régime et contre les mouvements islamistes fondamentalistes.

LVOG - Le NPA se fait gauchiste à la fin de cet article. Vous constaterez une fois de plus que le gauchisme rejoint ou sert les intérêts de la réaction.

- Et le cas de la Syrie a démontré de nouveau la futilité de ceux qui cherchent des accords stratégiques avec des puissances impérialistes et régionales, ou mettent leur confiance en elles pour réaliser l'émancipation des classes populaires. Fin

LVOG - Jusqu'au bout à la manière d'Obama ou des généraux du Pentagone-OTAN, le NPA aura regretté que la Russie et l'Iran soient intervenus militairement au côté de la Syrie contre les Etats-Unis et leurs alliés flanqués de leurs barbares.

Jusqu'au bout le NPA (et LO, ainsi que bien d'autres soi-disant trotskystes ou révolutionnaires) aura fait oeuvre de faussaire ou de désinformateur au côté du gouvernement français et des médias-oligarques diffusant en boucle pendant près de 6 ans la propagande du Pentagone-OTAN.

Nous, nous avons assumé nos responsabilités envers le peuple syrien : Compte tenu de la situation politique en Syrie (et dans la région) ; compte tenu du soutien de l'immense majorité des Syriens au président (élu) et au gouvernement de la République arabe syrienne ; compte tenu que la Syrie avait fait l'objet d'une agression armée commise par plus de 100.000 (certaines sources évoquent plus de 200.000) mercenaires particulièrement cruels et sanguinaires en provenance de plus de 83 pays différents, sous les ordres de Washington, Riad, Doha, Tel-Aviv, Londres et Paris notamment ; compte tenu de la configuration des forces en présence et de la nature des différents belligérants sur le terrain, nous avons soutenu le camp qui combattait pour l'unité et la souveraineté de la Syrie, pour l'autodétermination du peuple syrien.

Nous avons considéré que neutraliser cette cohorte de barbares encadrés par des experts militaires occidentaux, sionistes et de différents pays du Golfe qui détruisaient la Syrie et massacraient son peuple, ainsi que le rétablissement de la paix dans ce pays, était la priorité pour le peuple syrien, et déterminait notre position politique qui se limite strictement au règlement de ce conflit il faut préciser, et que toute autre interprétation se situant au-delà relèverait du procès d'intention provenant de personnes malintentionnées ou aux intentions navouables ou encore favorables au camp des ennemis de la Syrie et du peuple syrien, qui tenteraient par ce moyen de nous discréditer (ainsi que tous ceux avec lesquels nous partageons cette position) en nous présentant comme des suppôts de l'impérialisme russe ou de la République islamique d'Iran ou de manière générale comme des agents de la bourgeoisie syrienne, avec laquelle les masses exploitées syriennes partageaient exceptionnellement et temporairement les mêmes intérêts pour ne pas être promises à un sort pire que tout ce qu'elles avaient connu jusqu'à présent.

Chut ! Allez donc raconter cela à ces dégénérés du NPA, ils vont vous traiter de ... gauchiste (ou de complotiste) !

- ... la CIA, la plus experte en matière d'infiltrations et coups d'État. Il suffit de rappeler ses opérations pour provoquer et conduire les guerres contre le Vietnam, le Cambodge, le Liban, la Somalie, l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Libye et la Syrie ; ses coups d'État en Indonésie, au Salvador, au Brésil, au Chili, en Argentine et en Grèce. Des millions de personnes emprisonnées, torturées et tuées ; des millions déracinées de leurs terres, transformées en réfugiés objet d'une véritable traite des esclaves. (Source : Réseau Voltaire)

Quelle horreur, bientôt la fin des décapitations et des crucifixions en places publiques en Syrie !

- Syrie: Assad veut "libérer chaque centimètre carré" du territoire - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad se dit déterminé à libérer "chaque centimètre carré" de son pays, en se targuant d'avoir "légitimité" et "soutien populaire" pour mener à bien cet objectif, dans un entretien diffusé lundi par des médias français.

"Nous avons la légitimité pour libérer n'importe quelle zone contrôlée par les terroristes, quel que soit le nom qu'ils se donnent. Qu'ils s'appellent État islamique, qu'ils s'appellent Al-Nosra, qu'ils se disent modérés ou bien Casques blancs, nous n'avons rien à faire des noms", a asséné le président syrien sur la radio privée RTL.

Dans son entretien à RTL, à la radio et chaîne de télévision publiques France Info et LCP, le président syrien affirme que son régime est "sur le chemin de la victoire", après la reconquête d'Alep, la deuxième ville syrienne, reprise par le régime fin décembre, après des mois de siège et de bombardements aériens.

"Nous avons pour mission constitutionnelle de libérer chaque centimètre carré du territoire syrien, ça n'est même pas discutable", ajoute M. Assad.

Interrogé sur les crimes de guerre dont est accusé le régime de Damas (tortures de prisonniers, largages de barils explosifs sur les populations civiles, bombardements d'hôpitaux...), le président syrien répond: "Si on avait fait des choses pareilles, nous n'aurions pas eu de soutien, je ne serais plus président, le gouvernement ne serait plus là".

"Nous avons pu résister durant toute la guerre parce que nous avons le soutien populaire. Et vous ne pouvez pas avoir le soutien populaire, si vous tuez vos propres citoyens. Donc toute cette histoire ne tient pas debout", soutient-il.

Interrogé sur les lourds bombardements qui ont ravagé la ville et fait de très nombreuses victimes, y compris civiles, M. Assad a estimé que c'était "le prix à payer parfois".

"Bien entendu c'est très douloureux pour nous, Syriens, de voir une partie de notre pays détruite, et de voir un bain de sang" mais "je n'ai jamais entendu parler, dans l'histoire, d'une bonne guerre (?) Toutes les guerres sont mauvaises", a souligné le chef de l'Etat syrien.

"La question c'est comment libérer les civils des terroristes", a-t-il poursuivi. Le régime qualifie de terroristes tous les groupes de l'opposition qui combattent son régime.

"Est-ce que c'est mieux de les laisser sous leur pouvoir, avec les décapitations, les exécutions ?(?) Non, il faut les libérer(?) et c'est le prix à payer parfois", a conclu Bachar al-Assad.

Une trêve, globalement respectée, a été décrétée le 30 décembre en Syrie. Des négociations de paix sont prévues fin janvier à Astana au Kazakhstan, parrainées par la Russie, alliée du régime, et la Turquie, soutien de la rébellion.

"On ne sait pas qui représentera l'autre partie", a déclaré le président syrien aux médias français, en soulignant vouloir parler à la "vraie" opposition syrienne. "Quand je dis "vraie", je veux dire qui a ses racines en Syrie, pas la saoudienne ou la française ou la britannique? ça doit être une opposition syrienne pour discuter des problèmes syriens, le succès de cette conférence dépendra de ce point", a-t-il dit. AFP 09.01

La coqueluche du NPA (et accessoirement du POI) était en réalité un fieffé réactionnaire, cela vous surprend ?

La lettre ouverte de Michael Moore à Ivanka Trump pour faire interner son père - francetvinfo.fr

Pierre Monégier a rencontré dans un bar de New York le réalisateur de documentaires engagés à l'éternelle casquette. Michael Moore, prêt à tout pour destituer Trump, lui explique comment, en dernier recours, il s'est adressé à sa fille Ivanka dans une lettre ouverte.

"Il est malade, c'est psychiatrique. Il a besoin d'aide, sérieusement. Donc j'ai écrit une lettre à sa fille pour qu'elle fasse quelque chose, qu'elle le fasse interner. Qu'elle le prenne à part et qu'elle lui dise : 'Papa, il y a quelque chose qui ne va pas chez toi. Tu as besoin d'aide.'" Sa fille "semble raisonnable, elle est démocrate"

"Pourquoi le ferait-elle ?" objecte le journaliste. "Parce qu'elle aime son père." Michael Moore la connaît-il ? "Non, mais elle me semble plutôt raisonnable. Elle est démocrate, elle a l'air d'être intelligente. D'être quelqu'un de bien", juge-t-il. Pourquoi cette jeune femme réputée brillante, pondérée et proche de l'élite démocrate du pays s'est-elle engagée dans un soutien sans faille au candidat de tous les excès ? Peut-être en raison de la relation fusionnelle qu'entretiennent père et fille... francetvinfo.fr 11.01

A tous les Charlie, charlots, charlatans.

- Charlie Hebdo, toujours pro-OTAN et pro-USA - Vladimir MARCIAC - legrandsoir.info 09.01

Depuis des décennies déjà, Charlie hebdo s'est positionné discrètement dans le camp impérialiste, soutenant toutes les guerres de l'OTAN, fustigeant les Arabes sous couvert d'une religion, dénonçant, fut-ce à coups de mensonges, les pays d'Amérique latine qui se libèrent de l'emprise des EU... (Source : Le Grand Soir)

### Parole d'internaute

- "Il y a un bail que je ne me situe plus "à gauche", mais plutôt comme "communiste et révolutionnaire". Ce que j'ai toujours été.

Rien que de savoir qu'ils s'auto-proclament "de gauche" ça m'empêche même de songer pouvoir y être situé un jour."

Au passage, vous devriez vous demander comment vous avez fait pour vous les situer à gauche dans le passé et figurer à leur côté. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas apporté une réponse cohérente et satisfaisante à cette question, on ne s'en sortira pas, alors à mon avis cela vaut le coût de tenter d'y répondre sérieusement...

### Pourquoi ont-ils inventé les mal nommés réseaux sociaux ?

Nous avons des opinions sur tout, mais nous n'avons la science de rien. Or les opinions sont incohérentes, contradictoires



et instables ; elles sont comme des colombes qui volètent sans cesse autour du colombier. Surtout elles opposent les hommes, car chaque homme à ses opinions personnelles. Enfin l'opinion se fonde sur les données de nos sens, qui ne nous font connaître que des apparences et des objets particuliers (et non des rapports - LVOG). Or la vérité doit être objet de science, et non d'opinion ; de science, c'est-à-dire de connaissances rationnelles, autrement dit logique, ordonnée, constante et générale.

(Extrait d'une brochure de 1944 intitulée de Socrate à Platon ou de la raison à l'idéal et signée Charles Hertrich, un illustre inconnu pour moi. Cette brochure me fut donnée avec quatre autres sur la philosophie à la fin novembre de 1974 par mon agent de maîtrise Françoise Déduyer quand j'étais employé administratif au GAN à la Défense, rescapées fortuites du tsunami de 2014 pour leur avoir gardé un attachement sentimental du fait qu'elles avaient contribué à l'éveil de ma conscience, plus que pour avoir eu un relation amoureuse platonique avec Françoise plus âgée que moi.)

C'est par hasard que je suis tombé hier soir sur ce passage qui pourrait servir d'introduction à notre causerie du jour.

De nos jours, c'est l'opinion qui non seulement fait office d'étude ou d'analyse, et dont les érucations verbeuses tiennent lieu de connaissances ou de vérité et servent de référence pour interpréter la réalité ou la situation, autrement dit, l'arbitraire le plus vulgaire et totalitaire fait office de discernement ou de logique dans un monde voué à l'obscurantisme et livré à l'ignorance des sots, élevés au rang de parangons de la morale.

Pour comprendre sur quoi repose la vulnérabilité de l'opinion, il ne suffit pas de se livrer au constat qu'elle ne fait que traduire la réaction de nos sens qui ne traitent que "des apparences et des objets particuliers", il faut aller plus loin et se demander ce qu'ils ne peuvent pas saisir ou ce qui se situent au-delà des sensations, ce que l'on ne pourra appréhender qu'en faisant fonctionner notre cerveau, pour découvrir de quels rapports la réalité ou la situation est le produit (historique) en fonction de la nature et de l'évolution de chacun des éléments qui la composent, éléments qui incluent notre cerveau.

Sachant que nos besoins et leur satisfaction sont inséparables de l'existence et de la survie de l'espèce humaine (pas seulement), et que leur expression à l'état élémentaire est représentée par leurs sens qui en sont pour ainsi dire les garants, les hommes auront tendance à les privilégier au détriment de leurs facultés intellectuelles qui ne serviront qu'à justifier leurs penchants plus ou moins enviables en les mettant au service de leurs sens, au lieu de servir la collectivité dans son ensemble dont ils se moquent du sort, du moment qu'ils peuvent jouir des plaisirs de la vie.

Les sens relèvent de l'instinct, dans un rapport d'immédiateté avec la réalité, tandis que l'intellect a la faculté de pouvoir se projeter dans le futur. Ainsi, privilégier ses sens revient à se laisser vivre ou à se contenter des conditions existantes sans se préoccuper de son avenir. Et comme une fois développé l'intellect présente des qualités (et des défauts) ou adopte un comportement comparable à nos sens, cela explique pourquoi la plupart des intellectuels ne sont pas portés à se préoccuper davantage du sort de la société, surtout si cela devait remettre en cause leur petit confort matériel ou leurs privilèges.

L'atavisme dans les sens ou réapparaît le caractère primitif, primaire ou sauvage des hommes après un nombre indéterminé de générations, prouve qu'ils ne maîtrisent toujours pas ou qu'ils n'ont pas encore pris conscience des rapports qui existent entre leurs besoins, leurs sens, leur intellect, leur condition, et qu'ils ne sont pas à l'abri d'une régression sociale qui les ramènerait des siècles en arrière ou pire encore.

On n'a fait qu'effleurer ici un sujet sur lequel il y aurait encore des milliers de choses à dire.

### [Manipulation des consciences et fabrication du consentement.](#)

La guerre contre les «fake news» ou nouvelles fausses, truquées ou falsifiées, fait partie d'un dispositif destinée à interdire aux peuples à accéder à la vérité, afin qu'ils ne prennent pas conscience de leur condition et ne comprennent pas dans quelle monde ils vivent, pour qu'ils ne trouvent pas les moyens efficaces pour le combattre et la voie politique pour le renverser et le remplacer par un monde meilleur ou plus juste, dans la perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme.

La guerre contre les «fake news» ou nouvelles fausses, truquées ou falsifiées s'attaque directement à la liberté d'expression qui est un droit politique. Ses auteurs ont en commun de se faire les porte-parole de la propagande officielle ou des versions officielles des événements survenant dans le monde délivrées par les gouvernements et les médias principalement en occident mais pas seulement, subordonnés à l'impérialiste américain.

Ce n'est donc pas un hasard si en première ligne de cette guerre idéologique on trouve les médias (presse, radio, télévision) qui appartiennent tous à des milliardaires ou oligarques, aux Etats-Unis, en France ou ailleurs. Depuis le 11 septembre 2001, ils versent dans une magistrale imposture ou se livrent à une désinformation systématique pour justifier auprès des peuples toutes les guerres engagées depuis par l'impérialisme américain ou l'OTAN, qui fabriquent en continu de fausses informations, de fausses vidéos, de faux témoignages qu'ils sont chargés de relayer quotidiennement.

Mais ils ne sont pas les seuls. Il existe une cohorte de charlatans, de parasites ou d'agents agissant au sein d'officines très diverses, organisations, associations, ONG, think tanks, etc. qui se chargent de diffuser leur propagande, sans oublier les syndicats et la presque totalité des partis politiques, les institutions internationales.

Parmi cette vermine, on compte donc de nombreux acteurs prétendument progressistes, de gauche ou d'extrême gauche. Ils interviennent via Internet dans des blogs ou portails qui prétendent combattre le fascisme ou l'extrême droite pour mettre dans un premier temps en confiance les internautes potentiels pour mieux les berner par la suite.

Comment s'y prennent-ils ? C'est très simple, tous de la même manière, en empruntant une méthode similaire ou identique à celles des think tanks néoconservateurs ou néolibéraux qui procèdent par amalgames en mêlant vérités et contrevérités selon un dosage minutieusement pesé, analyses sérieuses et théories ayant germé dans la tête d'illuminés ou fabriquées pour l'occasion, en associant ou identifiant extrême droite et extrême gauche, de sorte que les lecteurs soient en proie à un affreux doute ou ne soient pas capables de démêler le vrai du faux, d'acquiescer des certitudes sans lesquelles leur esprit critique ne leur sera d'aucune utilité ou sera neutralisé, ils ne pourront pas interpréter librement la situation et seront donc portés à adopter l'interprétation qu'on leur suggère qui correspond à la version officielle ou à soutenir la politique du gouvernement.

Comment se présentent-ils ? Comme des antifascistes ou des combattants de l'extrême droite à laquelle partant de là on n'osera pas les assimiler, ce sont des imposteurs qui agissent comme tels consciemment ou non, peu importe puisqu'ils sont aussi nuisibles à notre cause. Leur mise en scène est astucieuse et bien rodée, et elle fera d'autant moins l'objet de critiques ou leur imposture sera d'autant moins repérable que personne ne caractérise les néoconservateurs ou les néolibéraux d'extrême droite, ce qu'ils sont pourtant, tant par les méthodes malhonnêtes qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins en substituant à la réalité celle qu'ils ont fabriquée, que par leurs objectifs qui consistent à imposer à la société et plus particulièrement au prolétariat leur politique antisociale, ultra réactionnaire et impérialiste, leur dictature.

Leur but est de détourner les masses exploitées des acteurs qui rendent compte réellement des faits afin de les rendre infréquentables. Ils sont systématiquement assimilés à des complotistes ou des déséquilibrés mentaux, voire pire encore, de sorte que seuls les médias-oligarques et leurs agences de presse paraissent respectables aux yeux de la population. Au passage, une mise au point. Il faut remarquer que, pour que tous les médias institutionnels reprennent en boucle ces «fake news», cela signifie qu'ils ne prennent pas la peine de vérifier l'origine ou la source des informations qui leur parviennent avant de les publier. Du coup on est en droit de penser qu'ils agissent ainsi intentionnellement, ils sont donc complices du phénomène qu'ils dénoncent par ailleurs et qu'ils prétendent combattre, cela permet de cerner avec certitude leurs réelles misérables intentions.

Ce procédé sert à discréditer les journalistes ou toute personne honnête relayant dans leurs blogs ou portails des faits que les médias-oligarques censurent, et qui ne doivent surtout pas parvenir à la population, sous peine qu'elle comprenne qu'elle est en présence d'une vaste imposture, un complot destiné à la conditionner pour mieux pouvoir s'attaquer à ses droits sociaux ou politiques.

L'existence de ces officines agissant par le biais d'Internet pose la question de leur légitimité sous un angle difficile à saisir, dans la mesure où leurs auteurs se présentent comme de simples citoyens bénéficiant du même droit de s'exprimer que n'importe quelle personne, ce que a priori on ne peut pas leur reprocher, du coup leur dénier ce droit pourrait être ressenti ou présenté comme une atteinte à la liberté d'expression de la part de personnes particulièrement intolérantes ou qui n'entendent pas partager ce droit, de sorte qu'il sera facile de les assimiler à des dictateurs en herbe ou à l'extrême droite.

Ceux qui ne l'avaient pas encore compris saisiront pourquoi ils ont mis ce moyen de communication à la disposition de la population, pour noyer ou dissoudre la légitimité des organisations du mouvement ouvrier qui reposait sur leur combat au côté des exploités et des opprimés, et qui jusque là était indiscutable ou était communément admise, y compris par leurs ennemis, ce qui n'est plus le cas de nos jours en étant concurrencée par n'importe quel individu qui pourra s'attribuer une légitimité pour ainsi dire sans principe, ce qui pose une autre question, plusieurs en fait.

Comment a-t-on pu en arriver-là ? La légitimité des organisations du mouvement ouvrier peut d'autant plus être contestée qu'elles ont renié leur idéal. En trahissant la cause qu'elles prétendaient défendre, elles ont perdu leur légitimité. Si elles avaient réellement servi cette cause, elles auraient été à l'écoute des besoins ou aspirations des travailleurs, ainsi en incarnant la voie de chaque travailleur leur légitimité et celle de chaque travailleur auraient été représentées, et la question de le contester ne se serait pas posée avec autant de virulence qu'aujourd'hui, car on doit admettre que de tout temps il se trouvera des travailleurs qui ne se reconnaîtront pas dans les organisations du mouvement ouvrier, y compris lorsqu'elles seront loyales à leur idéal.

Les organisations du mouvement ouvrier ont facilité la naissance et l'expansion des associations ou ONG en tous genres qui prolifèrent de nos jours et qui détournent les travailleurs de la lutte des classes, après les avoir détournés elles-mêmes du combat pour conquérir leur émancipation du capital, elles se sont privées des moyens permettant de mobiliser la classe ouvrière pour défendre ses droits, en abandonnant l'objectif de renverser le régime pour changer la société, ce qui devait aboutir à la fragmentation de leur combat et à leur sclérose ou dislocation.

Ce processus n'aurait pas eu lieu ou il aurait eu une portée extrêmement limitée, si l'avant-garde de la classe ouvrière avait été à

la hauteur de l'héritage qu'elle revendiquait et qui lui valait une légitimité incontestable, ce qui n'est plus le cas de nos jours puisqu'elle est également jugée sur ses résultats ou son implantation dans la société (en terme d'organisation) qui sont proche du néant ou pour le moins demeurent marginaux, insignifiants.

Sans refuser à quiconque parmi les travailleurs de faire valoir leur droit à s'exprimer librement, le droit que les militants expérimentés pouvaient revendiquer de s'exprimer au nom de la classe ouvrière leur est dorénavant contesté, et comme ce n'est pas encore suffisant, il leur est ordonné de se taire ou de disparaître.

Ce droit des militants du mouvement ouvrier reposait sur le niveau de conscience politique qu'ils étaient censés avoir acquis et qui incarnait des valeurs, des principes, un idéal qu'ils devaient aider les travailleurs à adopter à leur tour pour changer la société, en tant que tel cela suffisait à le rendre légitime et à le rendre pour ainsi dire unique ; Acquérir ce droit leur conférait une sorte de statut ou d'identité sans pareille, cela pouvait suffire à rendre leur légitimité incontestable ou tout du moins ils pouvaient la justifier ainsi.

La notion de droit (et non du droit) est à l'origine de nos valeurs, de nos principes ou de notre idéal qui en sont l'expression concrète, mais dans un contexte précis, de sorte que son contenu sera influencé par l'orientation de la société et par la lutte des classes, et lorsque la lutte de classe du prolétariat se solde par des échecs et des reculades pendant des décennies, c'est que la société n'est pas orientée dans une direction favorisant la reconnaissance de ce droit sans qu'elle puisse le remettre définitivement en cause, auquel cas je n'écrirais pas ces lignes !

On aura compris que cette notion de droit est la traduction de nos besoins ou aspirations légitimes qui nous renvoient au début de cet exposé. Dès lors qu'on n'est pas capable de le faire valoir, qu'on abdique ce droit ou qu'on s'en désintéresse, on n'est plus en mesure de trouver les moyens de le satisfaire, au petit bonheur la chance on est prêt à remettre notre sort entre les mains du premier charlatan venu qui aura tenu le discours qu'on voulait entendre. A suivre.

Quand ceux qui prétendent combattre les "fake news" les fabriquent ou les colportent. Et ils ne manquent pas de complices.

J'ai observé hier matin qu'il existait deux liens dans la page Facebook du POID (La Tribune des travailleurs) vers ce genre d'officines.

- Acrimed - Action-Critique-Médias - Site web d'actualités / Média

- Debunkers des rumeurs/hoax d'extrême droite - Organisation à but non lucratif

Après avoir mis en ligne dans la causerie du 9 janvier de larges extraits du document *En réponse à la lettre de Julien Salingue à un « camarade » qui s'obstine à justifier l'injustifiable*, signé Philippe Huysmans (?) et publié notamment par Arrêt sur Info et daté du 27 décembre 2016, on n'a plus aucun doute sur la nature d'Acrimed

Philippe Huysmans - Pour moi, quand un « camarade » se met à justifier les guerres coloniales d'agression de ce qu'il faut désormais appeler l'Empire, et qu'il présente la propagande de guerre comme de l'information, il y a lieu de s'interroger sérieusement sur ses convictions.

Pour rappel, il m'était arrivé d'interpeler Acrimed lors de l'affaire du "Mur des cons" qui avait mis en cause le syndicat de la magistrature. En lisant des articles sur le Net accessibles à tous les internautes, j'avais facilement découvert que le portail de l'extrême droite néolibérale et sioniste Atlantico.fr était à l'origine de cette affaire, et j'avais demandé par courriel à Acrimed pourquoi ils ne l'avaient pas traitée, alors qu'elle avait fait l'objet d'un scandale pendant des semaines, donc personne ne pouvait l'ignorer. Ils m'avaient répondu qu'ils n'avaient pas eu le temps sans s'y atteler par la suite.

<http://www.debunkersdehoax.org>

Présentation (dans leur blog)

- "Nous recherchons et démontons la propagande d'extrême droite dans les médias et particulièrement sur l'internet."

- "notre combat est "antifasciste"

Comment reconnaître un hoax ?

Quelles sont leurs références ?

- "des articles récents sérieux de Fox et CBS" qui avec CNN rivalisent dans la désinformation hystérique en continu !

- <http://www.liberation.fr/desintox,99721>, Drahi le néolibéral ultra sioniste faisant dans la "désintoxication", bravo, il fallait y penser !

Et parmi leurs trouvailles, je vous le donne en mille :

- Les impostures du Réseau Voltaire et des "théories du complot"... relatives au 11 septembre 2001, sans commentaire.

Mieux encore, comment, en caricaturant ceux qui dénoncent la propagande de l'impérialisme américain qui tient lieu d'information. Depuis le 11/9, les armes de destruction massive de S. Hussein, l'affaire des couveuses, les fausses informations sur Benghazi ou la Libye, la Syrie, etc. ces porte-parole de l'OTAN resservent le couvert sous la forme éculée d'amalgames.

Leur page Facebook du 15 décembre 2016

- Il est malheureux qu'après cinq années de travail nous avons toujours des gens qui pensent que "propagande=américains", et que "russes= bien absolu". Et bah non.

"La propagande est toujours la propagande. Quand elle est utilisée par les amerloques, elle l'est (Bush/Irak), quand elle tend à faire ignorer les massacres au Yémen ou la guerre au Congo depuis 20 ans, elle est de la propagande (mensonge par "omission"), quand elle est aujourd'hui lancée par les régimes baasistes syriens ou le régime de poutine (et relancée avec vigueur par la fachosphère en France), c'est toujours de la propagande. C'est toujours un mensonge, quels que soient les belligérants, les intérêts opposés. Et elle doit être dénoncée avec vigueur d'où qu'elle vienne !

Une journaliste "indépendante" payée par Moscou pour servir le bortsch poutinien quotidiennement, ce n'est pas une "journaliste" et elle n'est pas "indépendante".

Source : <http://lesinrocks.com> (Matthieu Pigasse, associé de X.Niel-Huffington Post et P. Bergé - Le Monde)

Si c'est le torchon de Matthieu Pigasse qui déclare que ce n'est pas une "journaliste" et qu'elle n'est pas "indépendante", c'est forcément vrai...

<http://www.hoaxbuster.com>

Qu'on se le dise :

- 11 septembre 2001 : "La thèse officielle est en concordance avec la réalité."

"La conclusion est donc sans appel : la théorie de la démolition contrôlée ne tient pas plus la route que les thèses de Meyssan sur le Pentagone. On peut vraiment se demander pourquoi ceux qui y adhèrent sont aussi nombreux sur le Net..."

Dites-nous qui vous soutient et on vous dira qui vous êtes :

(dans leur blog) rubrique "Ils en parlent" :

- Le 20h de TF1 - Septembre 2014
- Le Plus - NouvelObs - Janvier 2014
- C dans l'air - Octobre 2013
- Médiapol - Septembre 2013
- Rue89 - Juillet 2013
- Slate.fr - Novembre 2011
- Le Monde - Septembre 2011
- Télé Poche - Septembre 2009
- Télé Star - Septembre 2009
- Culture Pub - Mai 2009

Parrainé par TFI, Le Monde et Slate.fr, cela inspire forcément le respect ! Ce qu'il y a de bien avec ces gens-là, c'est qu'ils sont assez cons pour se vendre eux-mêmes, c'est comme lorsque Obama en appelle à la CIA, une officine au-dessus de tout soupçon dans laquelle les Américains ont forcément confiance...

<http://www.hoaxkiller.fr>



Syrie : Aucun résultat !

Il faut noter que ce qu'ils appellent hoax s'étend bien au-delà de l'information fabriquée ou truquée, ils appliquent ce principe ou cette notion à des informations publiées sous forme d'articles, photos ou vidéos en fonction de la rhétorique que leurs auteurs ont employée et qui suffit à les caractériser d'extrême droite ou à les assimiler à l'extrême droite en fonction d'une liste qu'ils ont établie, ce qui leur permet de dénoncer comme tel des informations ou leurs auteurs.

En voici quelques exemples tirés du blog debunkersdehoax.org :

- Des termes qui renforcent le message « scandaleux », « atroce », « incroyable », etc...(Expressions employées quotidiennement par toutes les agences de presse, AFP, Reuters, AP, Euronews, etc. - LVOG)

- Eléments de langage classique de l'extrême droite (rhétorique habituelle juifs/immigrés/musulmans/francs maçons etc...), mots « valises » (comme « islamonazis ») (Le GMI (trotskyste) emploie l'expression islamofasciste, les voilà amalgamés à l'extrême droite ! - LVOG)

- Eléments du message : « système politico médiatique »/généralisation abusive (Evoquer la collusion qui existe entre les partis de l'ordre ou les institutions avec les médias fait de vous un complotiste, donc nous le sommes tous, hormis ceux qui le nient, mais qui sont-ils, ceux qui en tirent profit et les crétins sous leur influence. - LVOG)

- Eléments du message informant que celui-ci est confidentiel, ignoré des médias (Sachant qu'ils pratiquent l'autocensure, cela signifie que tous les blogs ou portails qui citent des faits que les médias-oligarques censurent sont assimilables à des complotistes. - LVOG)

Gageons qu'ils ne seront jamais inquiétés par les renseignements généraux pour les services qu'ils leur rendent...

Un autre blog cité parmi ces chiens de garde du régime... à éviter également.

<http://www.cerisesenligne.fr>

Du coup j'ai été voir sur leur blog pour en savoir plus ou qui ils sont, et je n'ai pas été déçu : la cerise sur le gâteau renfermant du cyanure !

- Cerises est une publication de l'Association des communistes unitaires (ACU). cerisesenligne.fr est édité par l'ACU.

Le noyau de Cerises est composé de : Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot.

L'ACU vise à mutualiser les efforts de ceux pour qui un engagement communiste refondé peut être utile à la transformation de la société. Elle est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se vivent communistes, indépendamment de leurs éventuelles appartenances (passées ou présentes).

L'ACU est une des composantes de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE).

- Pour Alep, larmes et cris... - 16 décembre 2016

À Alep, pour Bachar al-Assad, Poutine et le régime iranien, c'est l'heure de la victoire militaire.

Après des mois de bombardements incessants, la population n'a plus d'autre issue que la fuite et l'exil. Pour les rebelles, c'est le choix entre l'héroïsme d'une ultime résistance et la reddition, au risque de l'exécution sommaire... (...)

Nul ne pourra dire qu'on ne savait pas, ni qu'on ignorait ce qu'il en serait si on laissait les mains libres au régime et à ses alliés.

Et on a laissé faire ! Les bombardements, les barils de dynamite, les missiles explosant les abris souterrains, l'organisation de la famine, l'offensive des troupes du Hezbollah, des régiments d'élite iraniens, des milices afghanes, irakiennes...

Et de commenter que la guerre, c'est cela, sans rien de propre... Occultant que cette guerre-là a ceci de particulier que c'est la guerre menée par un dictateur contre son peuple, au prix de la destruction de son pays. C'est à cette entreprise-là que les régimes russe et iranien ont fourni tous les moyens dont disposent de modernes armées professionnelles... Pour écraser et éradiquer une révolution populaire ! cerisesenligne.fr

De A à Z la propagande officielle depuis 2011, stalinien for ever !

Après cela comment croire ce que ces gens-là racontent ? Tenez, après toutes les fausses informations qu'ils ont diffusées, ils ne seront pas catalogués comme complotistes, étonnant, non ? Non, normal.

Le Net regorge de blogs ou portails aussi pourris ou réactionnaires.

En complément. 83% des Américains estiment qu'ils sont victimes d'un complot d'Etat.

- USA. Qui croit encore la CIA? Par Slobodan Despot - arretsurinfo.ch

Dans le cadre de l'imbroglie lié aux manipulations de l'élection américaine, les «agences» U. S. ont affirmé que Wikileaks avait bénéficié d'un «coup de pouce» des hackers russes. John Harwood, le journaliste vedette du New York Times et de CNBC, a demandé au public (via son compte twitter) à qui, entre Wikileaks et les renseignements, il accordait sa confiance. La réponse est dévastatrice : 83% en faveur de Wikileaks sur 84115 votants! arretsurinfo.ch 10.01

Et ce n'est pas un "fake news".

- Le rapport du Renseignement concernant l'influence russe sur les élections est un flop - Par Moon of Alabama arretsurinfo.ch 07..01

John Harwood couvre « l'économie et la politique nationale pour CNBC et le New York Times. » Plus de 100 000 personnes le suivent sur Twitter. Il est connu comme un supporter d'Hillary Clinton et c'est un copain de John Podesta qui a dirigé la campagne électorale de Clinton.

Harwood a fait un petit sondage. Il n'est pas représentatif statistiquement mais il donne un aperçu du sentiment général.

Qui crois-tu, Amérique ? 83% Wikileaks et 17% les officiels du renseignement étasunien.

Ce résultat montre bien les limites de pouvoir de la soi-disant Communauté du Renseignement. Mais il y a pire : les allégations de « hacking russe » d'hier n'ont même pas réussi à convaincre ses partisans anti-russes les plus ardents.

The Daily Beast : Le rapport américain sur l'espionnage accuse Poutine de piratage, mais ne fournit aucune preuve.

Kevin Rothrock (Moscow Times):

Je n'en crois pas mes yeux. Est-ce là le dossier du Renseignement du gouvernement américain sur cette affaire?

Il faut bien le dire : le rapport déclassifié du gouvernement des USA intitulé « Évaluation des activités et intentions russes lors des dernières élections aux Etats-Unis » embarrasse tout le monde.

Susan Hennessey (Lawfare, Brookings):

Le rapport non classifié est pour le moins décevant. Il n'y a pas de nouvelles informations pour ceux qui ont suivi l'affaire.

Bill Neely (NBCNews):

Beaucoup de jugements de valeur, mais peu de faits et aucune preuve tangible dans le rapport du renseignement étasunien sur le prétendu piratage russe.

Stephen Hayes (Weekly Standard):

Le rapport des Renseignements sur la Russie n'est guère plus qu'une suite d'allégations. Je comprends qu'on protège les sources/procédures, mais le rapport est faible.

Julia Ioffe (The Atlantic):

Il est difficile de dire si la minceur du rapport sur le #hacking vient de ce que la preuve est classifiée ou qu'elle n'existe pas.

@JeffreyGoldberg Je dois dire, cependant, que beaucoup d'observateurs russes que je connais sont très sceptiques à propos

du rapport. Aucun d'eux n'aime Poutine/Trump.

Quelque chose est cassée, cela ne prend plus et c'est cela qui les rend hystérique.

- En Russie, le rapport américain sur l'ingérence ne convainc personne - Liberation.fr

Censé démontré l'influence qu'a eu Moscou dans l'élection présidentielle américaine, les écrits qui ont fuité vendredi ont été accueillis avec scepticisme voire amusement, y compris par les opposants à Vladimir Poutine.

Le rapport sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine publié vendredi par les services secrets américains a suscité en Russie déception, hilarité ou dédain. Même les pourfendeurs du Kremlin qui pouvaient attendre des révélations crédibles n'ont eu à se mettre sous la dent qu'un document «faible», «peu consistant», «naïf», «caduc».

La rédactrice en chef de la chaîne RT, que les renseignements américains placent au cœur du dispositif de propagande russe, Margarita Simonyan, a, elle, qualifié le rapport de «fou rire de l'année» et de «travail d'écolier». Et Vladimir Poutine, qui est accusé nommément d'avoir «ordonné une campagne d'influence en 2016 visant l'élection présidentielle américaine», a fait dire par son porte-parole, Dmitri Peskov, qu'il était «fatigué» des «accusations absolument infondées, d'un niveau amateur». «Nous continuons à démentir catégoriquement toute implication de Moscou dans les attaques informatiques contre les Etats-Unis, a-t-il ajouté. Nous ne savons toujours pas quelles sont les données utilisées par ceux qui lancent de telles accusations infondées.»

Et de fait, le rapport expurgé de ses informations classifiées n'apporte pas d'éléments nouveaux ni de preuves tangibles sur l'implication de la Russie dans la campagne et la présidentielle aux Etats-Unis. «Le rapport est décevant parce que si les services de renseignement ont des billes, ce qui est sûrement le cas, ils ne peuvent absolument pas citer ni leurs sources ni leurs méthodes», explique le professeur Mark Galeotti, spécialiste des services de sécurité à l'Institut des relations internationales de Prague. Qu'il y a eu ingérence russe commence néanmoins à faire l'unanimité, puisque même Donald Trump a fini par l'admettre. Liberation.fr 9.01

On en rajoute une dernière couche.

- Présidentielle américaine: Assange juge le rapport de la CIA "politisé" - AFP

Le rapport de la CIA sur l'intervention de la Russie dans l'élection américaine est un "communiqué de presse" avec un objectif "politique" et n'apportant aucune preuve, a affirmé lundi Julian Assange lors d'une conférence de presse en ligne. AFP 10.01

### [Deux vidéos pour briser les idées reçues.](#)

Je n'ai pas eu le temps de les visionner.

Patrick MBEKO - 42 ans de lutte de l'Occident contre Kadhafi  
[https://www.youtube.com/watch?v=tAQKer2\\_RQw](https://www.youtube.com/watch?v=tAQKer2_RQw)

Un internaute : "J'ajouterais que Kadhafi était avec Gbagbo l'instigateur d'une politique visant à démanteler le franc CFA dans le cadre du Panafricanisme... chose qui a également contribué à ce que l'occident veuille l'écarter."

Je l'ignorais pour Gbagbo.

"A visage découvert" Documentaire Arte sur Bachar Al Assad jamais rediffusé  
<https://www.youtube.com/watch?v=Zn-riejD6NY>

### [USA. Trumpitudes et malheur à ceux qui y croient.](#)

- À son tour, Fiat Chrysler relocalise aux États-Unis - BFM Business

Après Ford la semaine dernière, c'est au tour de Fiat Chrysler de relocaliser sa production aux États-Unis. Le groupe italien a annoncé dimanche 8 janvier la création de 2.000 emplois et le rapatriement de la production d'un gros pickup aux États-Unis, au moment où les constructeurs automobiles sont sommés par le président élu américain Donald Trump de freiner leurs délocalisations vers le Mexique.

Le constructeur investira un milliard de dollars d'ici à 2020 dans deux de ses usines dans le Michigan et l'Ohio, où seront créés ces nouveaux emplois, pour assembler notamment sa nouvelle Jeep de luxe Wagoneer ainsi qu'un pickup, précise son

communiqué publié à la veille de l'ouverture du salon automobile de Detroit.

Il va également produire dans son usine de Warren dans le Michigan une grosse camionnette à plateau (pickup) de marque Ram, actuellement fabriquée au Mexique.

Donald Trump pourra en tout cas revendiquer un nouveau succès politique, après avoir déjà obtenu en décembre, moyennant un cadeau fiscal de 7 millions de dollars, du fabricant de climatiseurs Carrier qu'il renonce à créer une usine au Mexique pour investir aux Etats-Unis et y créer 1.000 emplois. BFM Business 09.01

- Washington sanctionne encore Moscou, dix jours avant la présidence Trump - AFP

L'administration sortante du président américain Barack Obama a pris lundi de nouvelles sanctions contre des responsables russes, dont un proche du président Vladimir Poutine, dix jours avant l'entrée à la Maison Blanche de Donald Trump, qui veut se rapprocher de Moscou.

Le Trésor américain vise également le procureur Alexander Bastrykin, un proche du président Poutine et patron selon la presse du Comité fédéral d'investigation, l'équivalent russe du FBI américain, qui aurait conduit nombre d'enquêtes contre des opposants au chef du Kremlin.

Le Trésor et le département d'Etat ont en fait rendu publique l'actualisation d'une liste dite "Magnitski", du nom d'une loi américaine de décembre 2012 qui permet de geler les éventuels biens et intérêts américains de responsables russes interdits de séjour aux Etats-Unis car accusés de graves violations des droits de l'homme. Cette liste est renouvelée et présentée chaque année devant le Congrès et est une source de grandes tensions entre les deux anciens adversaires de la Guerre froide aux relations de nouveau glaciales depuis quatre ou cinq ans.

La liste Magnitski comprend dorénavant "44 noms" et "les personnes (qui y figurent) sont inéligibles pour obtenir un visa et pour être admises aux Etats-Unis". Certains jouent "un rôle dans la machine répressive des systèmes (judiciaires et policiers) russes et d'autres sont mêlés à des affaires de violations des droits de l'homme", a accusé la diplomatie américaine. AFP 09.01

Commentaire d'un internaute

- "Surtout que ces "fuites" sont venues d'un employé" du Parti démocrate...

Mais quand on sait que 90% des médias appartiennent à six corporations multinationales, il est facile de comprendre que le "Faux News" est dans toute la "Grande Presse", et pour savoir le revers, il faut se renseigner ailleurs..."

- Trump dénonce de "fausses informations" le liant à Moscou - AFP

Donald Trump s'en est pris mercredi aux services de renseignement et à la presse pour dénoncer de "fausses informations" sur d'éventuels liens secrets avec Moscou, devenues un des sujets des auditions au Congrès de ses futurs ministres qui se poursuivront jeudi.

"Ce sont des fausses informations. C'est bidon. Ces choses ne se sont jamais passées", a lancé Donald Trump lors de sa première conférence de presse depuis juillet, dans le hall bondé de la Trump Tower à New York, après la publication, par le site BuzzFeed, de 35 pages de notes alléguant de liens de longue date entre son entourage et le Kremlin.

Le site BuzzFeed, selon ces documents, à l'authenticité incertaine, les services russes d'espionnage disposent également d'informations compromettantes ("kompromat") compilées au fil des années, notamment sur des rencontres avec des prostituées à Moscou.

Le futur commandant en chef s'en est aussi pris aux services américains, se demandant s'ils n'étaient pas la source de ces fuites.

"C'est scandaleux, scandaleux, que les agences de renseignements aient permis (la publication) d'une information qui s'est révélée être erronée et fausse", a-t-il dit. "C'est le genre de choses que l'Allemagne nazie faisait".

Une attaque qui lui a valu une réponse cinglante de l'administration sortante. Ces critiques sont "très malavisées", a lâché le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest.

Le Kremlin a nié l'existence d'un tel dossier. AFP 11.01



- Trump ignore CNN et qualifie le site d'info BuzzFeed de «tas d'ordures» - Sputnik

Lors de sa première conférence de presse, commentant l'article publié sur le site BuzzFeed selon lequel les services secrets russes auraient des dossiers sur lui, Donald Trump a qualifié le site de «tas d'ordures». Il a également refusé de répondre à la question de CNN.

Le président élu américain Donald Trump a déclaré que le site BuzzFeed répondrait de la publication d'un document anonyme comportant des « dossiers » sur lui.

« Ils doivent être prêts à en subir les conséquences, ils se préparent déjà », a exhorté M. Trump lors d'une conférence de presse à New York qui a été diffusée par les chaînes de télévision américaines.

Il a également qualifié les collaborateurs du site de «tas d'ordures» et de «personnes très malhonnêtes». Il a souligné avoir déjà été témoin de personnes « détruites » par ce genre de publications dans les médias.

« Tout ce que je veux c'est que les journalistes soient honnêtes » a souligné le président élu.

Un peu plus tard, Donald Trump a interrompu un journaliste de CNN qui essayait de lui poser une question.

« Non, pas vous, vous êtes une organisation horrible et vous publiez de fausses informations », a-t-il attaqué, ajoutant qu'il ne communiquerait qu'avec des « journalistes honnêtes ». Sputnik 11.01

Commentaire d'un internaute

- "Ils installent le chaos comme ils savent le faire partout. C'est leur seule arme. Crier fort un mensonge pour le rendre incontournable et celui qui osera dire la vérité sera qualifié de sectaire."

Très juste. Et à qui profite le chaos ? Aux amis oligarques de Trump...

- Prostituées, douche dorée, lit d'Obama: enfin des révélations sur le rapport contre Trump! - Sputnik

Le FSB aurait forcé Trump à se livrer à des «actes sexuels pervers à Moscou» pour le faire chanter. Voilà les nouveaux détails croustillants sur les soi-disant frasques de Donald Trump à Moscou qui ont explosé les médias mainstream. Voulez-vous un autre secret? Ce rapport sur le lien Trump-Moscou n'est que le canular d'un pro du troll internet!

Sources fiables ? Informations vérifiées ? Bof, pourquoi se casser la tête si l'occasion se présente d'accuser et condamner encore une fois la Russie ? Pure logique « as usual » pour les médias américains. La semaine dernière, le Washington Post s'est cassé le nez sous l'influence de l'intox antirusse, maintenant c'est au tour du réseau CNN et de BuzzFeed de s'en prendre une lampée.

Le refus du directeur du FBI, M. Comey, de révéler si le président élu se trouvait sous une enquête secrète a coïncidé avec la publication par plusieurs médias de rapports accusant Trump de se livrer à des « actes sexuels pervers organisés / supervisés par le FSB ». Même les médias qui ont publié ces rapports reconnaissent qu'ils étaient non seulement infondés, mais qu'ils contenaient plusieurs erreurs factuelles.

Le seul hic, c'est que toute cette histoire, incroyablement détaillée et sensationnelle, n'était en fait qu'un... canular et un immense fake ! Selon le forum anonyme anglophone, constitué d'un réseau d'imageboards, 4Chan, ces documents ont été créés par un utilisateur et envoyés à Rick Wilson, que CNN décrit comme « le plus hardcore des "haters" de Trump », sachant qu'il agirait comme il se doit.

Et les médias libéraux, dont CNN, BuzzFeed, Cosmopolitan, sont tombés dans le panneau !

« Ils croient encore en cela. Les gars sont vraiment désespérés, il n'y a pas de scandale concernant Trump digne de confiance », a écrit ce génie diabolique et amateur de bonnes blagues.

Le site Gateway Pundit précise encore que les documents du rapport n'étaient pas conformes aux exigences de la CIA ou du renseignement britannique, car ni le renseignement américain ni le renseignement britannique n'écrirait « CONFIDENTIAL / SENSITIVE SOURCE » sur un document. Même WikiLeaks a exprimé des soupçons à ce sujet :

« Le fichier de 35 pages publié sur BuzzFeed à propos de Trump n'est pas un rapport du renseignement. Le style, les faits et la date du rapport ne montrent aucune crédibilité », a déclaré WikiLeaks dans un tweet. Sputnik 11.01

Au fait, tout cela est paru également dans les médias français, où sont donc passés ces blogs de merde debunkersdehoax, hoaxbuster.com, hoaxkiller.fr, liberation.fr/desintox ? Aux abonnés absents, normal.

- Donald Trump nomme son gendre Jared Kushner haut conseiller à la Maison Blanche - francetvinfo.fr

Le président américain élu a décidé de nommer son gendre, Jared Kushner, haut conseiller à la Maison Blanche, a indiqué son équipe de transition dans un communiqué, lundi 9 janvier. Le mari d'Ivanka Trump, la fille aînée du futur 45e président des Etats-Unis, a renoncé à tout salaire pour la durée de ce poste, précise le communiqué.

Jared Kushner qui n'avait aucune expérience politique avant de s'engager dans la campagne de son beau-père, se retrouvera ainsi dans le tout petit cercle des très proches conseillers du futur président américain. Le gendre conseillera son beau-père sur les accords commerciaux et sur le Moyen-Orient, d'après les précisions apportées à Reuters par des membres de l'équipe de transition lors d'une conférence téléphonique. Jared Kushner travaillera en étroite coopération avec Reince Priebus, futur secrétaire général de la Maison blanche, et Steven Bannon, nommé stratège en chef.

Ancien élève d'Harvard, diplômé de droit de la New York University, Jared Kushner, qui dirige le groupe immobilier familial, travaille avec son beau-père depuis 2015. Il a su s'imposer dans l'organigramme de la campagne présidentielle de Trump et a été associé à la plupart des décisions. Le voir poursuivre au côté de son beau-père ne constitue pas une surprise.

Sa nomination comme conseiller ne nécessitera pas une confirmation par le Sénat. Mais elle pourrait poser un problème juridique. Une loi fédérale de 1967 interdisant normalement à un président, au nom de la lutte contre le népotisme, de nommer des membres de sa famille au sein de son administration. Des conseillers juridiques ont toutefois assuré que cette loi ne s'appliquait à la Maison Blanche. francetvinfo.fr 10.01

- Le futur chef de la diplomatie américaine dénonce le "danger" russe - AFP

Le chef de la diplomatie américaine nommé par Donald Trump, l'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson, a pris mercredi le contre-pied d'accusations de proximité avec Moscou en dénonçant le "danger" russe pour l'Europe et en assurant qu'Américains et Russes ne seraient "jamais amis".

"La Russie représente aujourd'hui un danger", a jugé d'emblée Rex Tillerson.

Il a condamné le fait que Moscou avait "envahi l'Ukraine en s'emparant de la Crimée et apporté son soutien aux forces syriennes", réclamant une "réponse vigoureuse" des Etats-Unis.

M. Tillerson, un Texan de 64 ans à l'imposante carrure et qui s'exprimait pour la première fois depuis sa nomination le 13 décembre, a toutefois refusé de suivre le sénateur républicain Marco Rubio accusant le président russe d'être un "criminel de guerre".

"Nos alliés de l'Otan ont raison de s'alarmer de la résurgence de la Russie", répondit M. Tillerson au sénateur démocrate Ben Cardin en condamnant les ambitions prêtées à Moscou en Europe.

Rex Tillerson, qui brigue la tête de la diplomatie américaine à la suite de John Kerry, a également reconnu que "même si la Russie cherche à se faire respecter sur la scène internationale, ses activités récentes sont allées à l'encontre des intérêts américains".

"Nous ne serons probablement jamais amis" en raison de "systèmes de valeurs clairement différents", a-t-il encore souligné.

Rex Tillerson est aussi passé sur le gril du Sénat à propos du piratage informatique durant la présidentielle américaine pour lequel Washington accuse Moscou. Il a indiqué du bout des lèvres qu'on "pouvait raisonnablement penser" que le président Poutine était derrière.

Mais pour l'industriel, totalement novice en politique, la riposte américaine, sous forme de sanctions imposées par le président sortant Barack Obama, "fait du mal aux milieux d'affaires américains" désireux d'investir en Russie.

Même si la politique étrangère de M. Trump reste floue, le milliardaire veut non seulement se rapprocher de M. Poutine, mais aussi être ferme avec la Chine, notamment en matière commerciale.

Ainsi, Rex Tillerson a déploré que Pékin "n'ait pas été un partenaire fiable pour user de son influence afin d'endiguer la Corée du Nord" et ses programmes militaires balistique et nucléaire sanctionnés par la communauté internationale. Il a jugé que les objectifs de la seconde puissance mondiale pouvaient être "en conflit avec les intérêts américains".

Les ministres nommés par M. Trump ont besoin de 51 sénateurs sur 100 pour être confirmés. Les républicains contrôlent 52 sièges au Sénat. Si tous les démocrates et trois républicains votent contre Rex Tillerson, il ne sera pas secrétaire d'Etat. AFP 12.01

C'est le dernier paragraphe qui doit servir de grille de lecture à l'intervention de Rex Tillerson...

En revanche, ils adorent Obama

- Le message d'optimisme du discours d'adieu d'Obama - Liberation.fr

Dans un vibrant discours d'adieu, Barack Obama a affiché sa foi inébranlable en l'Amérique, tout en mettant en garde contre les menaces qui pèsent sur elle, à quelques jours de l'investiture de Donald Trump.

- Les larmes de Barack Obama pour son discours d'adieu - L'Opinion

- «Yes we did», des larmes et de l'espoir pour les adieux d'Obama - 20minutes.fr

- Adieux de Barack Obama : les Etats-Unis face au lourd prix politique de l'échec du "Yes We Can" (malgré un bilan pratique défendable) - Atlantico.fr

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Au groupe Bilderberg : Ils ont mieux en magasin.](#)

- Primaire: à Clermont, Valls tient une réunion dans un gymnase à moitié vide - AFP

Quelque 300 personnes étaient venues assister mardi soir à une réunion publique du candidat à la primaire organisée par le PS.

Samedi soir, Emmanuel Macron avait rempli la grande halle d'Auvergne avec plus de 2.000 personnes. AFP 11.01

- L'europeïste Emmanuel Macron et son club : le Groupe Bilderberg - par Bruno Arfeuille - Comité Valmy 11.07

Le lien caché entre Fillon et Macron ? Ils ont tous les deux assisté, après y avoir été invité, à une réunion annuelle du « Club des Bilderberg »

L'europeïste Emmanuel Macron et son club : le Groupe Bilderberg

« Je pense que vous pourriez dire, déclara un jour le diplomate américain George McGhee, que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Source :

« L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.

A propos des participants au Groupe Bilderberg : tout ce petit monde forme un clan, et ce clan est une nouvelle aristocratie.

Le mouvement politique d'Emmanuel Macron s'appelle « En Marche ! ». En avril 2016, le siège de ce mouvement politique était situé au domicile particulier du directeur de l'Institut Montaigne, Laurent Bigorgne, proche de la droite ultra-libérale !

Découvert par le site d'informations Mediapart, le lien était à chercher dans les mentions légales du site du mouvement (elles ont été modifiées depuis la publication de l'article, mais Mediapart en a conservé une capture d'écran).

Celles-ci faisaient apparaître le nom du directeur de la publication du site, Véronique Bolhuis, et son éditeur, « En Marche ! », association loi 1901 domiciliée au 33 rue Danton, 94270 Kremlin-Bicêtre.

Véronique Bolhuis est la compagne de Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne, détaille Mediapart. Et l'adresse

de l'association « En marche ! » est celle du domicile privé du couple.

- 1- Laurent Bigorgne a participé au Groupe Bilderberg du 11 au 14 juin 2015.

- 2- Son ami Emmanuel Macron a participé au Groupe Bilderberg du 29 mai au 1er juin 2014. A ce moment précis, Emmanuel Macron était secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Il était le conseiller économique et financier de François Hollande. Deux mois après la réunion du Groupe Bilderberg, il est nommé ministre de l'Economie.

- 3- Pour succéder à Macron, son amie Laurence Boone est nommée conseiller économique et financier du président de la République. Laurence Boone avait elle-aussi participé au Groupe Bilderberg du 11 au 14 juin 2015. En janvier 2016, elle rejoint le secteur privé : elle devient chef économiste des assurances AXA, dont le président est son ami Henri de Castries.

- 4- L'ami d'Emmanuel Macron, Henri de Castries, patron d'AXA, est président du comité de direction du Groupe Bilderberg.

Source :

[http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-son-mouvement-en-marche-intimement-lie-a-l-institut-montaigne\\_1780429.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-son-mouvement-en-marche-intimement-lie-a-l-institut-montaigne_1780429.html)

Mercredi 11 janvier 2017 :

Jean Pisani-Ferry rejoint Emmanuel Macron pour diriger son projet.

C'est une recrue de choix pour Emmanuel Macron. Selon nos informations, Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie, va rejoindre son équipe de campagne, où il coordonnera le programme et le projet du candidat d' « En Marche ! ».

Agé de 65 ans, diplômé de Supélec et professeur d'Economie à Berlin, Jean Pisani-Ferry est une personnalité très respectée à gauche. Il a été conseiller à Bercy auprès des ministres Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter.

Source :

<http://www.lesechos.fr/elections/emmanuel-macron/0211680774199-jean-pisani-ferry-rejoint-emmanuel-macron-pour-diriger-son-projet-2056275.php>

En 2009, la réunion du Groupe Bilderberg s'était tenue du 14 au 17 mai 2009 en Grèce à Vouliagmeni, à 20 km au sud d'Athènes, au Nafsika Astir Palace, un palace 5 étoiles sur une presqu'île, avec plages privées et port privé pour yachts.

Jean Pisani-Ferry était un des rares Français invités à cette réunion.

Il y avait d'autres membres de la gauche caviar : Pascal Lamy, Denis Olivennes, Dominique Strauss-Kahn ... Bref, les européistes de gauche, les brasseurs d'argent, les affairistes habituels. Comité Valmy 11.07

Je vais rajouter un lien dans le portail vers le blog du Comité Valmy qui publie des articles de qualité. Il est animé par des staliniens et des gaullistes, qui présentent au moins l'avantage sur d'autres courants politiques notamment ceux qui se définissent d'extrême gauche, de ne pas se camoufler derrière une fausse étiquette et d'être honnêtes au moins.

[Un uméro d'illusionnisme sous les feux de la rampe.](#)

Quelle tribune, gratuite ! N'en rajoutez plus : la poubelle est déjà pleine !

- Le "style Mélenchon" selon ses fans? "Il casse la baraque" - Le Huffington Post

- Mélenchon déboule dans le Nord - LeParisien.fr

- Présidentielle. Des experts jugent le programme économique de Mélenchon - LeParisien.fr

- Mélenchon appelle les ouvriers à se faire entendre - Reuters

- Présidentielle: Mélenchon obtient un prêt bancaire de 8 millions - AFP

- Mélenchon sent "la panique" dans un PS coincé entre Macron et lui - AFP
- Présidentielle : Mélenchon se moque de la chaîne YouTube de Philippot - LeParisien.fr
- En pleine dynamique, Mélenchon parle Sécurité sociale au Mans - AFP
- Hollande, Macron et Mélenchon en forte hausse - AFP

Et ce n'est qu'un modeste échantillon des deux derniers jours.

Son ennemi n'est pas les banquiers, sinon cela se saurait, la preuve.

- Présidentielle: Mélenchon obtient un prêt bancaire de 8 millions - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon a annoncé lundi avoir obtenu un prêt bancaire de huit millions d'euros pour financer sa campagne, en plus du million d'euros reçus via des dons.

"Tout va bien, je suis flambant de santé: la preuve, on me prête 8 millions que je n'ai pas", a-t-il déclaré au micro de BFMTV/RMC. Son entourage a précisé à l'AFP que cette somme était répartie en emprunts auprès de "deux banques coopératives", sans donner leur nom.

M. Mélenchon a précisé que le mouvement La France insoumise, créé autour de sa campagne, avait réuni par ailleurs "un million d'euros, comme ça par petits dons". "C'est moins que M. Macron, mes copains sont moins fortunés", a-t-il ironisé. L'ancien ministre de l'Economie revendiquait près de 4 millions d'euros de dons à la mi-décembre.

Il a en outre assuré disposer de 496 parrainages dimanche soir, sur les 500 exigés pour pouvoir se présenter à la présidentielle. AFP 09.01

Commentaire d'un internaute

- "Quels que soient les partis, je m'inquiète qu'ils doivent passer par des banques pour participer à une campagne électorale. Et après on s'étonne que les banques soient tellement choyées par nos politiques..."

Quand la nouvelle iddyle des banquiers fait le "mariolle".

- Mélenchon appelle les ouvriers à se faire entendre - Reuters

Jean-Luc Mélenchon, crédité de 13% à 15% d'intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle, a exhorté dimanche les ouvriers à faire entendre leur voix face aux "beaux parleurs" qui annoncent "de nouveaux sacrifices".

Soulignant que "60% des ouvriers ne votent pas", Jean-Luc Mélenchon les a appelés à prendre le pouvoir dans l'isolement.

"Je viens leur dire : sortez de votre trou, mêlez-vous de vos affaires, (...) ne vous auto-éliminez pas de la décision, n'abandonnez pas vos bulletins de vote", a-t-il lancé.

Lors de son discours à l'intérieur du théâtre, il a principalement attaqué le programme économique de François Fillon, candidat de la droite et du centre.

"Venez pas après pleurer si vous recommencez avec des Macron, des Fillon, des je-ne-sais-pas-quoi, tous ces gens qui ont la même doctrine, simplement qui vous emballent la marchandise d'une manière différente", a dit le promoteur de la "VIe République".

"N'allez pas voter pour des marioles pareils ou alors vous vous faites injure à vous-mêmes", a insisté Jean-Luc Mélenchon. Reuters 09.01

Ou quand il se fait protecteur des milliardaires... made in USA !

- "Si je suis élu, l'impôt sera perçu sur la base de la nationalité" - bfmtv.com

Il a pris pour cible sans le nommer Gérard Mulliez, le doyen de la famille fondatrice et propriétaire d'Auchan. "Qui est cet homme?"



Où habite-t-il? En Belgique. Il a le droit. Pourquoi pas? Mais ses impôts, ils habitent où? En Belgique aussi ! évidemment, tout cela doit avoir une fin", a-t-il déclaré.

"Si je suis élu, l'impôt sera perçu sur la base de la nationalité du cotisant quand il n'est plus en France", a alors promis Jean-Luc Mélenchon. "Et Monsieur Mulliez pourra bien aller en enfer, que je l'y trouverais aussi pour lui prendre sa part d'impôt", a-t-il promis devant la foule enthousiaste.

Détaillant le dispositif qu'il souhaiterait mettre en place, il a expliqué que "les citoyens français devront déclarer partout dans le monde ce qu'ils paient comme impôt à la nation qui les accueille. Et il est bien normal qu'ils en paient là où ils se trouvent car nous pratiquerons de même chez nous. Mais ils devront déclarer ce montant au fisc. Et celui-ci regardera si, après avoir payé cette somme, en France, ils ne devraient pas encore d'argent. L'impôt sera donc universel". Et d'ajouter: "qu'on ne me dise pas que c'est impossible, s'est-il encore écrié, puisque ça se pratique aux États-Unis d'Amérique, et j'aime mieux vous dire qu'ils le font avec une certaine férocité". bfmtv.com 09.01

Populiste ? Vous en doutiez encore.

En famille. Une imposture peut en cacher une autre.

- Etre antisystème, la recette 2017 - LeParisien.fr

De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, en passant par François Fillon, tous fustigent les pouvoirs établis.

Quelle mouche les pique tous ? Longtemps l'apanage du FN (parti anti-« UMPS ») puis de Jean-Luc Mélenchon (haro sur le capitalisme libéral et mondialisé), la posture antisystème est devenue le passage obligé de presque tous les candidats à la présidentielle. Hier, François Fillon, élu député depuis 1981, n'a pas hésité à reprendre cette antienne à son compte : « Il y a deux mois, je n'étais pas le candidat de l'establishment. Je n'ai pas l'intention de le devenir », a déclaré l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy.

Même serments à gauche ! Manuel Valls, ancien vice-président de conseil régional, longtemps maire d'Evry, député pendant dix ans de l'Essonne, ministre de l'Intérieur puis Premier ministre, n'a pas hésité à lancer, mardi, à des journalistes interloqués : « C'est vous qui êtes enfermés dans le système. C'est vous qui représentez le système, ce dont les Français ne veulent plus. » Quant à Arnaud Montebourg, son projet pour l'Elysée se veut un projet « alternatif aux appareils politiques et à la pensée unique ».

La candidature d'Emmanuel Macron — pourtant archétype d'une élite à la française et jamais confronté au suffrage universel — s'inscrit dès l'origine dans cette logique. Membre d'aucun parti, pas même du PS, il s'est placé très vite hors de tout appareil partisan dont il a vivement critiqué les lourdeurs et les compromis pour finalement placer son discours — en attendant son programme — « ni à gauche ni à droite ».

« Ce positionnement antisystème d'une grande partie de la classe politique est devenu la condition à satisfaire avant de prendre la parole. C'est se mettre ainsi du côté du mécontentement populaire », explique Dominique Reynié, directeur général de Fondapol, la Fondation pour l'innovation politique. LeParisien.fr 11.01

Mais aucun ne remettra en cause l'existence du capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Enfin leur rêve se réalise ! Quel cauchemar !](#)

- Budget de défense : la France le rêve, l'Allemagne le fait - La Tribune

Le budget allemand de la défense devrait passer de près de 32 milliards en 2011 à plus de 39 milliards d'euros en 2020. Soit une hausse deux fois plus fortes que celle du budget de la défense français. La Tribune 11.01

[Meurtre avec préméditation des trusts pharmaceutiques et la complicité de la ministre de la Santé.](#)

- La vaccination contre la grippe des personnes âgées n'est pas sans défaut - Liberation.fr

La mort de treize retraités dans une résidence de Lyon pose la question de l'efficacité des politiques de prévention.

L'épidémie, «intense» cette année, «n'a pas encore atteint son pic», estimait lundi la ministre de la Santé Marisol Touraine. Liberation.fr 09.01

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Pologne

- Pologne: la crise politique se poursuit, le Parlement toujours paralysé - AFP

Le Parlement polonais restait paralysé mercredi, occupé par les députés de l'opposition protestant contre ce qu'ils estiment être des actions anti-démocratiques et illégales de la majorité conservatrice, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les députés occupent l'hémicycle depuis le 16 décembre, initialement en signe de protestation contre des tentatives du pouvoir de restreindre drastiquement les libertés de la presse parlementaire, puis contre le vote "illégal", selon eux, du budget 2017.

En dépit de négociations menées mercredi entre dirigeants des partis pour que la chambre basse puisse reprendre son travail, le Sénat, dominé lui aussi par les conservateurs, a approuvé le projet controversé de loi budgétaire, dans une ambiance de crise parlementaire sans précédent depuis la chute du communisme en Pologne il y a 27 ans.

L'opposition exige que le budget soit à nouveau soumis à un vote, contestant le fait que la majorité du parti Droit et Justice (PiS) ait effectué celui du 16 décembre dans une salle annexe du parlement.

Le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a dénoncé les actions "antidémocratiques" et "illégalles" de l'opposition et réitéré que toutes les actions de son parti étaient conformes à la loi.

"Le budget est adopté et j'espère que bientôt, une fois que le président (Andrzej Duda) l'aura signé, il sera publié dans le Journal officiel", a-t-il insisté devant la presse.

Grzegorz Schetyna, le chef du plus grand parti d'opposition Plateforme civique (PO, centre), a rétorqué aussitôt que "le vote du budget par le Sénat s'est fait en violation de la loi" ce qui, selon l'opposition, pourrait être remis en question par Bruxelles, et entraîner des recours en justice.

La majorité conservatrice a imposé dans la soirée la tenue d'une nouvelle réunion de la chambre basse, en dépit de l'occupation de la tribune. Comme si de rien n'était, le président de la Diète a proclamé une minute de silence en hommage à quatre personnalités publiques décédées récemment et après une prière aux morts, a décrété une pause jusqu'à jeudi, 10H00 du matin (9H00 GMT).

Quelques centaines de personnes manifestaient dans la soirée devant le Parlement leur soutien aux députés de l'opposition.

"La lutte continue pour le droit de l'opposition à pouvoir s'exprimer", a déclaré à l'AFP Danuta Stolecka, Varsoivienne d'une cinquantaine d'années, fidèle des manifestations organisées par le Mouvement de défense de la démocratie KOD.

Dès leur arrivée au pouvoir après les législatives d'octobre 2015, les dirigeants du PiS ont ouvert plusieurs fronts, notamment contre le Tribunal constitutionnel et les médias, suscitant des inquiétudes pour l'Etat de droit en Pologne au niveau du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne. AFP 11.01

Ce qu'il y a de bien avec ce genre d'articles, c'est qu'on est incapable d'y comprendre quoi que ce soit...

#### 2- Venezuela

##### 2.1- Venezuela: le salaire minimum augmente de 50% - BFM Business

Pour la troisième fois en moins d'un an, le président vénézuélien Nicolas Maduro a décidé d'augmenter le salaire minimum de 50%. Une manière de "bien commencer l'année", selon lui.

Une fois encore, le très impopulaire président socialiste, Nicolas Maduro, a annoncé dimanche une hausse du salaire minimum de 50% au Venezuela, un pays qui connaît une inflation vertigineuse. Le salaire minimum s'élèvera désormais à un peu plus de 40.000 bolivars, a décrété Nicolas Maduro, soit 60 dollars au plus haut taux de change officiel, ou 12 dollars au marché noir.

"Pour bien commencer l'année, j'ai décidé d'augmenter le salaire minimum", a déclaré le chef d'Etat vénézuélien pendant son émission hebdomadaire à la télévision nationale. Le montant de l'aide alimentaire fournie avec le salaire reste lui inchangé, à environ 93 dollars. L'an dernier, le salaire minimum avait déjà été augmenté par le président de 30% en avril, puis de 40% en octobre.

Depuis des mois, une grave crise économique frappe le Venezuela. Elle est liée à la chute des cours du pétrole - son unique richesse -, qui a fait exploser l'inflation (475% en 2016 selon le FMI) et vidé les supermarchés et les pharmacies. Pour le président Maduro, la crise que traverse le pays s'explique par un "complot capitaliste" orchestré par les Etats-Unis.

L'opposition de droite juge pour sa part qu'elle est due aux 18 années de gouvernance socialiste, sous l'ancien président Hugo Chavez, et sous Nicolas Maduro. Selon un récent sondage publié par Datanalisis, près de 80% des Vénézuéliens désapprouvent la politique de leur chef d'Etat. BFM Business 09.01

## 2.2- Venezuela: vote au Parlement condamnant le président Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a voté lundi contre le président Nicolas Maduro pour "manquement aux devoirs" de sa fonction, lui attribuant la responsabilité d'une "crise sans précédent" qui secoue le pays.

Ce vote, au cours d'une session agitée, reste toutefois symbolique car il a de fortes chances d'être invalidé par la Cour suprême vénézuélienne (TSJ) qui, avant même le début des débats, a prévenu que "l'Assemblée nationale n'avait pas la faculté de destituer le président de la République".

"Est approuvé l'accord selon lequel Nicolas Maduro est reconnu responsable de manquements aux devoirs de sa fonction et il est exigé une sortie électorale à la crise vénézuélienne pour que ce soit le peuple qui s'exprime dans un vote", a déclaré le nouveau président du parlement Julio Borges, issu de l'opposition.

Selon ce texte, "Maduro a provoqué une crise sans précédent au Venezuela" et est "en marge de la Constitution" pour avoir provoqué "un marasme économique", "la rupture de l'ordre constitutionnel" et pour avoir "fait violence aux droits" des Vénézuéliens.

En face, le député chaviste Hector Rodriguez a qualifié l'initiative d'"acte insensé et irrationnel". "Lorsqu'ils diabolisent les actions du président, ils reconnaissent implicitement qu'il gouverne effectivement. C'est un opéra bouffe de plus", a également commenté le député chaviste Pedro Carreno.

Nicolas Maduro a nommé la semaine dernière comme vice-président Tareck El Aissami, un "dur" de son équipe, chargé de lui succéder au cas où il serait finalement destitué. AFP 10.01

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France. Corporatisme.

- Renault: la CFDT signe l'accord de compétitivité et permet son adoption - La Tribune.fr

Le syndicat CFDT de Renault a annoncé lundi dans un communiqué qu'il signerait le nouvel accord triennal sur l'emploi et la flexibilité, une décision qui permet d'atteindre la majorité nécessaire à sa validation.

Trois syndicats approuvent l'accord

Le projet avait déjà obtenu l'aval de FO et de la CFE-CGC. En échange d'une hausse de la flexibilité demandée, par exemple une heure supplémentaire travaillée par jour en cas de hausse de l'activité, il propose l'embauche de 3.600 CDI sur trois ans (2017-2019), sans toutefois compenser le nombre de départs sur la période.

"Cet accord est un compromis très favorable et prometteur" qui "va permettre de préparer l'avenir face aux futurs challenges sociétaux, techniques et réglementaires qui vont transformer le monde automobile", explique la CFDT.

La CGT, qui n'était pas signataire du précédent accord, n'a pas encore officiellement communiqué sa position. Mais à l'issue

des discussions, le syndicat estimait qu'il manquait encore 1.000 personnes pour remplacer les départs naturels de CDI, sans compter les intérimaires que la direction souhaite réduire de moitié (-4.500).

Ce nouvel accord doit succéder à l'accord de compétitivité de 2013 qui, selon la direction, devait se solder, selon le bilan prévu à fin 2016, par 9.200 départs sur trois ans et 3.000 embauches (contre 730 prévues initialement), dont une partie seront réalisées en 2017. Une santé économique nettement améliorée

Depuis, la situation économique de Renault s'est considérablement améliorée. Fin juillet, l'entreprise avait publié un bénéfice net en hausse de 7,5% pour le premier semestre 2016, à 1,5 milliard d'euros. La Tribune.fr 09.01

---

## ECONOMIE

### Chine

- Industrie : 200 usines chinoises en Tanzanie d'ici 2020 - latribune.fr

A quelques heures de la visite du ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi en Tanzanie, l'on apprend de sources du ministère tanzanien des affaires étrangères, que le partenariat entre la Chine et la Tanzanie va permettre d'implanter 200 usines les trois prochaines années en Tanzanie. L'objectif selon Mindi Kasiga, la chargée de communications du ministère des affaires étrangères, est de faire de ce pays de l'Afrique de l'est un grand pays industrialisé. « Ces usines permettront de créer 200.000 emplois », a-t-elle ajouté, pour rappeler l'importance socio-économique de ces usines. Le chiffre semble irréaliste et pourrait créer des envies. Pourtant c'est bien réel et la Tanzanie n'est pas le seul pays indexé par ce genre d'appui de la part de la Chine pour 2020.

En effet, au Forum de coopération Chine-Afrique de Johannesburg, en septembre 2015, quelques pays ont été choisis par le Président chinois Xi Jinping pour bénéficier de l'expertise chinoise en ce sens. Il s'agit de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Afrique du sud et enfin la Tanzanie. Le plan d'industrialisation du gouvernement de Dodoma s'inscrit donc dans le cadre de la feuille de route de cet accord de partenariat avec la Chine.

L'empire du milieu et la Tanzanie nourrissent des relations de longues dates qui se sont renforcées ces dernières années, le premier devenant l'un des plus gros investisseurs et partenaires commerciaux du second. La Chine a investi ces dernières années dans les secteurs des chemins de fer, routiers et portuaires.

Une prochaine visite de la Chine en Tanzanie

L'annonce faite par la chargée de communication du ministère des affaires étrangères de la Tanzanie sur les 200 usines semble être une suite de celle du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Geng Shuang.

En effet, selon lui, le ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi, sera en tournée dans cinq pays africains à compter d'aujourd'hui jusqu'au 12 janvier 2017. Ce périple du chef de la diplomatie chinoise prend justement en compte la Tanzanie. A en croire le ministère, lors de cette tournée, Wang Yi, évoquera avec les dirigeants africains la mise en œuvre et les résultats des accords obtenus entre le chef de l'Etat Chinois Xi Jinping et les chefs d'Etat du continent noir, lors du dernier forum sur la coopération sino-africaine de Johannesburg.

Cette visite du membre du gouvernement chinois pourrait bien être aussi celle au cours de laquelle, les termes de l'accord d'appui avec la Tanzanie sur l'industrialisation seront mis en œuvres. latribune.fr 08.01

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 janvier 2017

## CAUSERIE

Trois jours de fête nationale, c'est Pungal au Tamil Nadu (sud de l'Inde). Mais malheureusement ma compagne qui a un statut social misérable a travaillé samedi et lundi, chez une riche italienne qui l'emploie comme servante ou esclave quoi.

La rubrique *Articles d'actualité* sera actualisée ce soir ou demain matin avec 10 articles.

### A propos du néolibéralisme.

C'est le processus dialectique matérialiste qui préside au fonctionnement du système économique capitaliste qui conduit à l'accumulation du capital et qui se traduit par la concentration du capital entre les mains d'une poignée d'oligarques. Autrement dit et contrairement en partie à ce que nous avons affirmé jusqu'à présent, le néolibéralisme est à la fois une idéologie et le produit de ce processus historique.

Le néolibéralisme est une idéologie dans la mesure où leurs représentants et bénéficiaires ne tiennent pas à ce que les peuples sachent ce que cache leur stratégie ou quels en sont les tenants et les aboutissants, leurs véritables intentions ou objectifs politiques. C'est une idéologie parce qu'il repose sur une mystification, sur une interprétation fabriquée ou falsifiée du développement de la civilisation humaine et de ses origines jusqu'à nos jours, qui ne sert qu'à justifier ou légitimer le pouvoir économique et politique dont dispose la classe dominante sans partage afin qu'elle le conserve ou que personne lui conteste, ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, afin d'en assurer la pérennité.

Et le néolibéralisme s'inscrit dans la continuité du processus matérialiste amorcé il y a des milliers et milliers d'années lorsque l'homme entreprit le développement des forces productives en se dotant des premiers instruments pour modifier son environnement afin de satisfaire ses besoins, recourant ensuite successivement à différents modes de production pour permettre à ces forces productives d'atteindre un niveau supérieur au cours d'un processus dialectique inconscient, dont les contradictions devaient mener à la concentration des moyens de production et des richesses entre les mains de quelques oligarques, pendant que l'immense majorité de la population mondiale vouée à vendre sa force de travail serait condamné à survivre péniblement ou peinement à satisfaire ses besoins élémentaires.

Au stade où en est rendue la concentration du capital, parler d'inégalité ou de répartition des richesses est pour le moins inapproprié et particulièrement choquant, grotesque, et ce qui suit l'illustre parfaitement, nous y reviendrons plus loin.

- 8 hommes détiennent autant de richesses que les 3,6 milliards de personnes qui représentent la moitié la plus pauvre de l'humanité.
- 21 milliardaires possédaient autant que les 40% les plus pauvres de la population française en 2016.
- Le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde a dépassé en 2015 celui des 99% restants
- Les plus fortunés accumulent les richesses à un tel rythme que le premier "super-millionnaire" du monde pourrait voir son patrimoine dépasser 1000 milliards de dollars dans 25 ans à peine. [oxfam.org](http://oxfam.org)

Oxfam est une coalition d'ONG ayant pour fonction de colporter l'illusion dénoncée plus haut, elle est donc au service du capitalisme et non celui des peuples exploités et opprimés auxquels elle prétend venir en aide, elle est partie prenante de cette mystification destinée à tromper les peuples pour qu'ils ne puissent pas trouver la voie de leur émancipation du capitalisme.

Voilà notamment ce qu'on trouve dans sa présentation, dans son portail.

- Une économie centrée sur l'humain, au service du plus grand nombre

Ensemble, nous devons créer un nouveau sens commun et concevoir une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Une économie centrée sur l'humain serait synonyme de sociétés meilleures et plus justes, dans lesquelles les travailleuses et travailleurs gagneraient un salaire décent, les femmes et les hommes seraient traités sur un pied d'égalité, les enfants auraient des perspectives d'avenir et personne ne vivrait dans la crainte des dépenses engendrées par la maladie.

Rejoignez l'appel pour une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés

Demandez aux milliardaires de contribuer à la construction d'une économie qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Signez la lettre

Nous devons agir maintenant. Les gouvernements doivent ouvrir la voie, mais chacun doit se charger de lutter contre les inégalités. Les milliardaires doivent veiller à mettre fin aux pratiques d'évasion fiscale. Vous aussi, veillez à ce qu'ils paient leur juste part d'impôt, versent des salaires décents et font bon usage de leur fortune, au lieu de l'utiliser pour biaiser davantage le système en leur faveur. [oxfam.org](http://oxfam.org)

Cette ONG s'adresse à la bienveillance des gouvernements et des milliardaires, les premiers appliquant la politique dictée par



les seconds pour assurer la pérennité de leur domination sur les masses exploitées et opprimées du monde entier. A l'entendre, il suffirait que les oligarques fassent preuve de bonne volonté pour que la condition des peuples s'améliorent. Or la question n'est pas celle-ci.

Les oligarques n'accroissent pas indéfiniment leur fortune pour le plaisir d'être plus riches ou plus puissants encore, mais parce que ce sont les contradictions inhérentes aux fondements du capitaliste reposant sur les inégalités entre les classes et ses lois de fonctionnement qui leur imposent d'accumuler toujours plus de richesses, cela figure dans Le Capital de Marx et Engels et s'est vérifié tout au long des XIXe et XXe siècle jusqu'à nos jours

Et le problème auquel nous sommes confrontés consiste en ceci, que la quasi-totalité des opposants déclarés aux excès ou méfaits du capitalisme, qu'ils interviennent dans ou en dehors du mouvement ouvrier, ne comprennent pas que le néolibéralisme n'est pas uniquement une idéologie, mais incarne la continuité du capitalisme au stade de développement auquel il est parvenu au XXIe siècle, selon les lois qui le régissent depuis son avènement et qui sont demeurées inchangées, il n'existe pas d'autres sources de plus-value que la force de travail consommée par les exploités au cours du procès de production.

Puisqu'à l'aube du capitalisme les inégalités entre les classes étaient un de ses facteurs déterminants, à son crépuscule il est normal qu'elles atteignent un tel sommet ou niveau insupportable.

Partant de là, il est facile de comprendre ou de constater que toute tentative destinée à réduire le pouvoir de l'oligarchie est infailliblement vouée à l'échec, puisqu'il y va de la survie de son système économique et de son statut de classe dominante.

Donc la question ne peut pas être de remodeler ou de réformer le capitalisme, mais bien de l'abolir, de l'éradiquer définitivement de la surface de la planète, au profit d'un mode de production qui ne soit plus basé sur les inégalités entre les classes, mais sur l'égalité entre tous les producteurs de richesses, ce qui nécessite qu'ils s'organisent et s'emparent du pouvoir politique en renversant par une révolution le régime en place.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques.

### [La survie du capitalisme ne fait qu'exacerber ses contradictions.](#)

- Plus de 55 milliards d'euros de dividendes en 2016 sur le Cac 40 - Boursier.com

En 2016, l'indice Cac 40 a été moins en vue qu'en 2015. Sa progression n'a en effet pas dépassé les 5% (4,9% exactement), alors qu'elle avait été de 8,6% un an auparavant. Mais il ne faut pas oublier que la rentabilité d'un investissement en Bourse ne dépend pas que de la hausse des cours. La distribution entre aussi en ligne de compte. Or, sur ce plan, 2016 aura été une bonne année pour les actionnaires.

La lettre Vernimmen de janvier estime que le taux de distribution moyen de l'indice (soit son rendement) s'est élevé à 4,6%. Un chiffre bien supérieur aux 3,4% obtenus en 2015 et même aux 3,8% de 2014.

Plus de 40 milliards d'euros en cash.

En valeur, le bond en avant de la distribution a de fait été spectaculaire. Les entreprises du Cac ont versé à leurs actionnaires 55,7 milliards d'euros, contre 42,7 milliards d'euros en 2015 (+30%). Le Cac 40 est ainsi revenu sur des niveaux proches de ceux de 2007 et 2008, alors que ces dernières années les distributions oscillaient plutôt entre 40 et 45 milliards d'euros.

Dans le détail, 9,5 milliards d'euros ont été payés sous forme de rachats d'actions. 5,5 milliards d'euros ont été accordés sous forme de dividendes en actions. Enfin, sans surprise, la majeure partie des versements provient de dividendes ordinaires en cash, pour pratiquement 37 milliards d'euros. En ajoutant, le dividende exceptionnel de Vivendi (Swiss: VIV.SW - actualité) (3,7 milliards d'euros), la barre des 40 milliards d'euros de dividendes en cash a même été dépassée (après 34,8 milliards en 2015). Boursier.com 11.01

### [Qui a dit ?](#)

- « En temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être protégée d'un glacis de mensonges. »

Réponse : Winston Churchill (The Second World War, vol. 5, 1951)

Seul défaut : la glace finit par fondre !

### [Lu dans un article.](#)

- Faut-il rappeler une énième fois qu'à notre ère de la société de l'information, les médias dominants sont plus que jamais utilisés comme dispositifs d'influence géopolitique, servant à modeler et préparer les opinions publiques selon les objectifs stratégiques des grandes puissances ?

Avec le traitement médiatique du conflit syrien et sa couverture schizophrène, amnésique, orwellienne et hypocrite, nous avons atteint de nouveaux sommets dans l'art de la désinformation, la manipulation et la propagande. Difficile de trouver d'autres mots tant les faits sont accablants.

Mis à part quelques notables exceptions (comme l'émission de France 2 Un œil sur la Planète - Syrie : le grand aveuglement , les médias dominants n'ont eu de cesse d'alimenter la propagande anti-Bachar, renforçant la ligne politique du gouvernement français.

Tout point de vue divergent du discours politico-médiatique officiel a été taxé soit de conspirationniste, soit de « pro-Poutine » , surtout suite au début de l'intervention militaire russe (octobre 2015). Le paroxysme du manichéisme et de la désinformation a été atteint durant les dernières semaines de la bataille d'Alep (qui a pris fin le 22 décembre 2016).

Ce passage m'a inspiré l'article suivant.

Pourquoi des sites d'informations "indépendants" ont-ils une telle audience auprès de couches de travailleurs et de jeunes de plus en plus larges, alors que les partis ouvriers n'attirent qu'une minuscule partie de travailleurs et de jeunes ? Et encore, il faut préciser que lorsqu'on soustrait de ces partis leurs militants les plus âgés et les membres plus jeunes de leurs familles qui y ont également adhéré, pour mesurer leur audience il faut employer un zéro suivi d'une virgule. Et si parmi leurs adhérents on soustrait ceux qui participent pratiquement à aucune activité politique, là on tombe à un niveau pratiquement indétectable. Autant dire que leur influence est confidentielle ou insignifiante. Mais le plus forte, c'est qu'il réussissent malgré tout à se convaincre du contraire. Si on les prenait au mot, on leur rétorquerait qu'au regard du résultat, ce n'est pas très emballant ou ils n'y a pas de quoi s'en vanter.

On pourrait dresser un constat à peine meilleur concernant les syndicats qui pourtant comptent des centaines de milliers d'adhérents, parce que parmi eux une infime minorité seulement peuvent être qualifiés de militants, et cela ne date pas d'hier. Quand dans les années 70 je travaillais au GAN, sur quelque mille employés regroupés dans une seule tour à la Défense (Puteaux 92) il y avait plus de cent adhérents à la CGT, mais je n'ai jamais vu plus de trois militants réellement au cours des six mois où j'allais travailler là.

On était devenu potes très rapidement, bien que j'ai refusé de me syndiquer, j'avais été formé à l'école de l'anticommunisme par mes parents gaullistes. J'avais 19 ans et je commençais seulement à m'éveiller intellectuellement en abordant la philosophie dont j'ignorais tout, alors la politique, je m'en tapais d'autant plus que je détestais la condition que la société m'avait réservée préférant les paradis artificiels de Baudelaire. A l'époque avec ma dégaïne décontractée de hippy j'étais le chouchou de ces dames toutes générations confondues, sur la cinquantaine d'employés qui travaillaient au même étage que moi, il ne devait y avoir que trois ou quatre hommes, j'étais le plus jeune.

J'étais très affables et je parlais avec toutes ces femmes qui auraient pu être mes soeurs ou mes mères. Certaines étaient syndiquées à la CGT, et je ne me souviens pas qu'elles m'aient parlé une fois de syndicalisme. Leur activité syndicale se bornait à payer leurs timbres, et participer de temps en temps aux réunions syndicales et aux actions que leur syndicat avait décidées, en dehors de cela elles n'avaient aucune activité syndicale, autant dire aucune et n'en parlaient pas. On leur avait dit qu'elles devaient se syndiquer pour donner plus de poids au syndicat lors des négociations avec la direction pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, c'est sur cette base qu'elles avaient adhéré à la CGT, je m'en souviens parfaitement puisque ce fut le même discours que me tint Chantal, la déléguée syndicale qui avait son bureau à quelques mètres du mien.

Je me souviens également que certaines employées avaient adhéré au syndicat pour faire comme la copine ou pour faire plaisir à Chantal. Et quand il y avait une grève ou un débrayage, les délégués syndicaux passaient à tous les étages et demandaient au personnel de sortir, et il s'exécutait comme si l'ordre leur avait été donné par la direction, l'étage où je travaillais se vidait en cinq minutes, j'ai eu l'occasion d'observer cette scène à trois ou quatre reprises, et évidemment je ne me faisais pas prier pour suivre le mouvement puisque c'était une occasion de plus de ne pas travailler, de prendre l'air ou de rentrer chez moi. La mise en scène était parfaitement réglée et aucun agent de maîtrise ou chef de service ne cherchait à retenir les employés qu'ils soient syndiqués ou non. Pour un peu elle aurait pu être incluse dans le contrat de travail! Au coup de sifflet tout le personnel sortait, et au coup de sifflet suivant il rentrait bien sagement, car parfois il s'agissait d'un débrayage de quelques heures. Je me souviens que je m'étais fait la réflexion suivante en me marrant : et bien si c'est cela le syndicalisme, à quoi bon se syndiquer, je suis le troupeau et tout le monde est content...

Je déduis de cette expérience que sur les 600 ou 700 000 adhérents que compte la CGT ou la CGT-FO, chacun de ces syndicats doivent reposer sur à peine plus de 10 ou 20 000 militants à proprement parler.

Quand je fus délégué syndical FO pendant trois ans au début des années 80 chez U-Bix (Konica), je ne mis les pieds au syndicat qu'une fois par an pour renouveler ma carte et payer mes timbres, et pas une seule fois je n'aurai la visite du bureaucrate de la fédération. J'étais l'unique syndiqué. Mieux encore, on ne me demanda pas de diffuser la littérature du syndicat, j'ignorais tout de ce que fabriquait FO au niveau de la fédération ou au niveau national, cela ne m'intéressait pas. Je n'ai jamais eu l'intention de construire ce syndicat. Je n'ai jamais eu de discussion avec un responsable du syndicat. J'avais adhéré à un syndicat uniquement pour me couvrir ou obtenir le statut de salarié protégé, afin de pouvoir militer dans l'entreprise où je travaillais pour diffuser mes idées politiques, je n'avais pas l'intention de servir ce syndicat ou de grimper dans ses instances, cette idée me répugnait au plus haut point en tant que trotskyste. Et je n'ai jamais changé, mais j'ignorais alors que mes dirigeants ne partageaient pas vraiment mon point de vue sur cette question.

De mon expérience de militant à l'OCL, je conserve un mauvais souvenir dans la mesure où je n'ai été qu'une machine à diffuser de la propagande ( tout comme les syndicats), et j'estime ainsi avoir été manipulé à des fins inavouables que j'ignorais, que je condamne évidemment. En fait, depuis j'ai observé que toutes les formations politiques se comportaient exactement de la même manière.

Leur objectif n'est pas d'aider les travailleurs à comprendre la situation pour prendre leur destin en mains et changer la société, il n'est pas de parvenir à réunir les conditions pour renverser les rapports sociaux existant, il consiste uniquement à combattre les excès du régime pour le rendre plus supportable aux travailleurs.

Quand dans leur propagande ils font référence à certains faits, ils n'en recherchent pas l'origine, ils ne vont pas jusqu'à décrire les rapports de classe qui les sous-tendent, ils ne vont pas non plus les mettre en perspective puisqu'ils nient que la classe dominante agirait selon une stratégie politique déterminée, ils en fournissent seulement ou au mieux une interprétation ou une signification politique qui est plaquée sur la situation et apparaîtra comme telle, le régime, le capitalisme, les institutions sont en crise, etc. qu'on se le dise, discours répété des centaines de milliers de fois ou que les travailleurs ont entendu pendant des décennies sans effet et sans convaincre qui que ce soit, sans que leur niveau de conscience ne progresse, il a même plutôt fortement régressé depuis 40 ans, sans qu'ils se demandent pourquoi, cela ne les intéresse pas, si les choses sont ainsi, c'est qu'il devait en être ainsi, c'est la fatalité et il faut faire avec. Mais comme il leur faut avoir réponse à tout ou pour sauver la mise, les apparences, leur appareil, leurs statuts, leurs dirigeants l'expliqueront en recourant au même registre qui produira le même effet, c'est-à-dire sans convaincre personne, hormis ceux parmi leurs militants, qui, trop fainéants ou intéressés pour penser par eux-mêmes et affronter leurs dirigeants, se satisferont de syllogismes à valeur de sophismes répétés en boucle pendant 20,30, voire 40 ans qui finiront pas s'incruster si profondément dans leurs cerveaux qu'ils seront hermétiques à tout autre explication ou interprétation.

Leur propagande repose généralement sur des lieux communs du genre, c'est de la faute à qui ou à quoi, mais voyons, c'est de la faute à untel ou à ceci ou cela. Ah ben oui, c'est tellement évident, qu'est-ce qu'on est bête franchement de ne pas y avoir pensé plutôt ou nous-même. Et après ? Après quoi ? Rien. Ils passeront à côté de la question déterminante qu'il fallait se poser, sérieusement j'entends, honnêtement : Mais pourquoi, comment a-t-on pu en arriver là. Mieux encore, la question qu'on doit se poser, c'est pourquoi ils ne la posent pas, pourquoi elle ne leur vient pas à l'esprit, à moins qu'ils connaissent la réponse et préfèrent ne pas la poser car elle serait trop compromettante.

Quand on voit qu'ils ont banni de leur discours des expressions comme l'aristocratie ouvrière, le lumpenprolétariat, l'embourgeoisement de couches entières de la classe ouvrière, etc. se contentant de généralités qui servent à camoufler certains aspects de la réalité, à la déformer, comment voulez-vous que leur discours soit crédible tellement il est coupé de la réalité, personne ne les prend au sérieux, ils n'ont aucune légitimité sur ce plan-là.

A l'instar des tenants de la propagande officielle, ils pratiquent donc le déni de la réalité pour fabriquer la leur à partir d'éléments théoriques qu'ils vont mêler à des faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés, les uns servant à justifier les autres, et cela va donner une soupe idéologique indigeste, qui lorsque les travailleurs la reniflent leur donne la nausée et c'est bien naturel.

Les militants deviennent rapidement des machines à colporter de la propagande de bas étage et rien d'autres. S'ils tirent profit de leur statut parce qu'ils ont des mandats, pire s'ils deviennent permanents, ils vont s'y accrocher et ils ne progresseront plus jamais. L'immense majorité des travailleurs qui rejoignent une formation politique laissent au vestiaire en entrant leur esprit critique quand ils avaient commencé à en acquérir un précédemment. Ils vont se fondre dans le moule du parti qui va les formater pour diffuser sa propagande et servir des intérêts qu'ils ignorent. Ils sont naïfs, dociles ou très disciplinés généralement, ils vont adopter des principes que leurs dirigeants ne respecteront pas, et s'il leur arrive par la suite de le découvrir, ils ne pourront rien y faire sous peine d'être exclus ou poussés à la démission après une campagne de calomnies ou d'intimidation ou de menaces physiques.

Au départ, les travailleurs sont crédules, sincères et honnêtes, ils ignorent tout du monde dans lequel ils vont mettre les pieds en adhérant à une formation politique (un syndicat, une association, etc.), un monde qui fonctionne selon ses propres règles dont certaines ne sont écrites nulle part, cela ils l'apprendront un jour, plus tard à leur dépens, sans pouvoir y changer quoi que ce soit, d'autant plus que leur mode de pensée aura été formaté par leur organisation, ils seront donc mal placés pour en faire la critique et le corriger, ils auront toutes les peines du monde à s'en séparer même des décennies après avoir quitté leur organisation.

Quand on rejoint une organisation, on est forcément bourré d'illusion sur cette organisation, mais pas seulement, sur soi-même, et si par la suite cette organisation fera tout que vous conserviez les illusions que vous aviez en elle, elle ne fera rien pour vous aider à vous débarrasser des illusions que vous avez sur vous-même, de sorte que le jour où vous en sortirez, que ce soit rapidement ou au bout de plusieurs décennies, sur le plan personnel vous n'aurez pas évolué, on en veut pour preuve, que soit vous replongerez en faisant confiance aveuglément à une autre organisation, soit vous vous direz qu'on ne vous y reprendra plus et vous cesserez de militer, même s'il existait une organisation honnête.

On a parlé ici que d'organisations existant de nos jours, qui fonctionnent selon le principe, fait ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais. Il a existé heureusement des organisations qui ne fonctionnaient pas selon ce principe, par exemple le parti bolchevik jusqu'en 1922 ou 23, quand Lénine cessa de le diriger lorsque les séquelles d'un des attentats dont il avait été victime devinrent insupportables au point de l'emporter l'année suivante.

Il existe aussi des organisations ou associations dont les dirigeants sont honnêtes, mais dont les activités et l'orientation politique ne correspondent pas aux nôtres ou sont mêmes opposés aux nôtres, dont font partie certains journalistes ou intellectuels qui se prétendent indépendants et qui ne cachent pas leurs intentions ou leur orientation politique sans forcément être fermés aux militants qui ne partagent pas toutes leurs idées, je pense en particulier à Michel Collon pour lequel j'ai beaucoup d'estime et d'admiration pour le courage et la détermination dont il fait preuve en affrontant à la fois l'oligarchie, le sionisme et les médias tout en défendant publiquement le marxisme, c'est si rare de nos jours.

Il existe d'autres journalistes ou intellectuels isolés et honnêtes qui publient des articles dans différents portails francophones, sans qu'on partage les orientations politiques qu'ils affichent. Certains vont beaucoup trop loin à mon avis en donnant la parole à des personnes réputées d'extrême droite au nom de la liberté d'expression, car c'est nier par ailleurs leur rôle infâme d'instrument de la classe dominante contre la classe ouvrière, légèreté ou compromission embarrassante qui nous oblige à garder nos distances avec elles, ce qui est dommage car je ne dois pas être le seul dans ce cas-là, ce qui n'enlève rien à leurs qualités personnelles incontestables ainsi qu'à l'honnêteté de leur engagement politique, mais raisonnablement nous ne pouvons pas les soutenir parce que cela serait incompréhensible pour la plupart des militants, précaution que je n'ai pas toujours prise dans le passé pensant à tort que les militants seraient capables de faire la part des choses, ce qui n'était hélas pas le cas la plupart du temps.

Cela dit, les sites d'informations "indépendants" dans lesquels les uns et les autres publient des articles révélant les faits que les médias censurent ou ne tiennent pas à porter à la connaissance de la population par crainte qu'elle comprenne trop bien que les gouvernements et les institutions en général leur mentent effrontément sur la situation ou les manipulent, font l'objet à juste titre de la confiance de millions de travailleurs à travers le monde, et deviennent incontournables dès lors qu'ils interviennent également sur You Tube, Facebook ou Twitter dont les jeunes raffolent.

Il y a de plus en plus de travailleurs et jeunes qui prennent conscience que ceux qui les gouvernent et les médias ne les informent pas mais diffusent leur propagande, l'idéologie de l'oligarchie à laquelle ils sont soumis ou qui en est les propriétaires et le bénéficiaire. Ils savent que s'ils veulent être correctement informés pour se forger librement leur propre idée sur la situation, ils doivent aller voir ailleurs.

Aucun parti ouvrier ne l'a compris et ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas un hasard s'ils continuent de reprendre à leur compte la propagande de guerre de l'OTAN sur la Syrie par exemple, en proclamant que la libération d'Alep fut une tragédie pour le peuple syrien. Ils se mettent à dos l'ensemble des travailleurs et jeunes. Cela démontre qu'ils sont complètement coupés de la réalité, et qu'ils poursuivent d'autres intérêts que ceux qu'ils affichent.

En reprenant notamment la version officielle sur Alep, ils se rangent au côté des Obama, Hollande, OTAN, Pentagone, etc. et méritent d'être traités comme tels par les travailleurs et jeunes qui s'en détournent à juste titre. Ils indiquent par là dans quel camp (de la guerre) ils se situent réellement. Je ne sais pas si vous mesurez jusqu'où cela va, c'est très grave, car cela signifie qu'il n'existe pas un seul parti ouvrier digne de confiance, et après ce sont ces mêmes partis qui prétendent combattre l'extrême droite qui peut attirer des couches de travailleurs et jeunes, alors qu'ils en sont directement responsables.

Cette situation nous désole.

Nous en sommes réduits à lutter pour le droit à la vérité, pour le respect, la survie de la vérité, pour qu'elle puisse s'exprimer face à une imposture généralisée ou ce qu'il faut bien appeler un complot qui rassemble tous les acteurs qui interviennent à des degrés divers ou par différents canaux sur la scène politique.

Nous appelons les militants à demander des comptes à leurs dirigeants, à exiger qu'ils cessent leur double langage ou jeu, qu'ils s'en tiennent strictement aux faits en Syrie et ailleurs, qu'ils cessent de déformer la réalité et de soutenir le gouvernement et l'OTAN.

Gageons que de nombreux lecteurs qui jusque là n'étaient pas convaincus du bien-fondé des positions que nous tenions sur la Syrie sauront faire preuve de lucidité, de discernement, de mesure, de logique, on ne sait plus quels mots il faut employer pour se faire comprendre, alors que la situation nous paraît tellement claire, évidente.



On a l'impression que les militants et les travailleurs ne retiennent absolument rien des expériences passées auxquelles ils ont été confrontés. On a pu observer à de nombreuses reprises à peine quelques mois après la dernière opération qu'ils étaient frappés d'amnésie dès que la machine infernale de la propagande officielle reprenait du service pour couvrir un nouvel évènement, ils se faisaient à nouveau manipuler.

En terme de conscience politique ils n'ont pas progressé, parce qu'ils ont été incapables d'en tirer des enseignements par eux-mêmes ou ces leçons ne sont jamais parvenues jusqu'à eux, d'où l'importance capitale de parvenir à leur transmettre, par n'importe quel canal, que ce soit par l'intermédiaire d'un parti ou de journalistes qui font honnêtement leur travail en rendant public tous les faits ou toutes les informations qui leur sont parvenus ou qu'ils ont découverts, et sans lesquels il est impossible de comprendre un évènement ou la situation et partant de là de se forger des convictions qui leur serviront pour la suite, qui serviront de base à leur réflexion au lieu chaque fois de repartir de zéro comme s'ils étaient totalement ignorants de ce qui se passait.

On nous rétorquera qu'à la longue ils y parviennent quand même, en effet cela arrive, mais toujours de manière confuse et teintée d'immenses illusions, et qui plus est sur le plan individuel, ce qui à ce niveau-là ne présente aucun danger immédiat pour le régime, puisqu'ils demeurent incapables de le traduire en terme d'enseignements à valeur collective ou de tâches politiques sur le terrain de la lutte de classes. D'où la nécessité d'interpréter sans cesse les évènements qui se produisent, pour empêcher qu'ils régressent à nouveau ou retombent dans l'amnésie que nous avons évoquée.

A défaut de convictions, les militants et les travailleurs acquièrent davantage des certitudes qui vont s'avérer fragiles le temps passant en l'absence d'une conscience de classe bien aiguisée ou profondément ancrée en eux. Le plus souvent, leurs réactions spontanées, quand elles sont critiques par rapport aux versions officielles qu'on leur sert, ne dépasseront pas le stade de l'impression qu'un rien pourra faire basculer dans une direction opposée, pour peu qu'un beau parleur leur délivre le discours qu'ils voulaient entendre sur un tout autre sujet par exemple.

Le mode de pensée de chaque génération va être formaté par son époque ou dans un contexte social et politique différent en France et dans le monde. Il subira l'influence de l'idéologie dominante qui reflètera le niveau atteint par les contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, qui détermineront à leur tour l'orientation de la société qui connaîtra de profondes transformations, autant de facteurs et bien d'autres dont il sera d'autant difficile d'interpréter la signification qu'ils feront l'objet d'importantes modifications au fil du temps. Certains modes de pensée demeureront figés, d'autres évolueront lentement, tandis que d'autres apparaîtront tout en présentant les mêmes lacunes ou d'autres sans que le fil conducteur qui les relie entre eux n'apparaisse clairement, ce qui ne facilitera pas non plus la compréhension de la situation et compliquera encore les rapports entre les différentes générations, qui seront confrontées à des difficultés différentes ou ne les aborderont pas de la même manière... Tout cela pour dire que le déroulement de l'existence ou les expériences qu'on a été amenées à faire tout au long de notre vie ne conduisent pas forcément à élever notre niveau de conscience du monde dans lequel on vit, et croire le contraire comme le font souvent les plus âgés est un leurre, tandis que les plus jeunes sont bourrés d'illusions, un autre leurre.

Pendant plus d'un demi-siècle, depuis beaucoup plus longtemps en réalité, on leur a présenté la situation (et les différents acteurs politiques) de manière contradictoire, sans qu'ils puissent en comprendre la finalité pour avoir cédé à la tentation de recourir à la propagande qui privilégiait un des aspects de la situation, alors qu'il aurait fallu les traiter ensemble pour éviter qu'ils ne se fassent des illusions sur leur condition ou l'évolution à venir de la société, si la classe ouvrière ne parvenait pas à s'emparer du pouvoir politique. Dit autrement, on a favorisé un des aspect de la réalité en le présentant sous un angle progressiste au détriment d'un autre franchement détestable ou réactionnaire, en estimant que c'était le meilleur moyen d'avancer vers notre objectif politique, ce qui encouragera militants et travailleurs à oublier ou à ne pas prendre conscience de la véritable nature de la société ou du régime ainsi que celle de certains acteurs qui intervenaient à leur côté, nature qui n'était pas franchement à leur avantage pour être animée fondamentalement de mauvaises intentions à leur égard ou guidée par des intérêts opposés aux leurs.

En adoptant cette stratégie, l'avant-garde du mouvement ouvrier n'a fait qu'inciter militants et travailleurs à adopter la théorie selon laquelle le progrès social qui avait accompagné le développement du capitalisme devait être infini, ajoutons, et pour peu que la classe ouvrière se mobilise avec ses organisations la condition des exploités devrait s'améliorer sans cesse jusqu'à réaliser le socialisme, les uns le déclaraient ouvertement, les autres s'en défendaient tout en sachant que c'était ce que sous-entendait cette stratégie, ou ils savaient pertinemment que la plupart des travailleurs et des militants l'interpréteraient de cette manière-là, parce que cela semblait plus à leur portée et pour tout dire préférable car moins aléatoire, dangereux ou violent qu'une révolution.

C'était ignorer que cette situation ne durerait pas indéfiniment ou faire l'impasse que le moment venu les différents acteurs sur lesquels comptaient la classe ouvrière pour se mobiliser répondraient aux abonnés absents et qu'ils demeureraient seuls, sans direction face à l'offensive engagée par le capital pour broyer tous leurs acquis sociaux et politiques. Ces acteurs vous les connaissez très bien, le PS et le PCF, des ennemis de la classe ouvrière qu'on nous a vendus comme ses alliés ou ses représentants pendant un siècle.

Le PS nous a été présenté sous un angle particulièrement avantageux, alors qu'il était foncièrement anticommuniste, anti-social, anti-ouvrier, ce que chacun est bien obligé d'admettre en 2017, mais il l'était déjà il y a plus d'un siècle en arrière. Quant au PCF, tout aussi anticommuniste, il nous fut présenté successivement sous un aspect monstrueux, puis sous un jour plus fréquentable au point de revendiquer sa présence dans un gouvernement au côté du PS, au nom de la classe ouvrière qui était invitée à



formuler au plus haut niveau des illusions dans ces partis, ce dont elle s'abstiendra sans qu'on se demande pourquoi.

Jusqu'à présent je m'en étais tenu à l'explication consistant à dire qu'elle n'avait plus d'illusions sur la volonté de ces partis de changer la société, mais cette explication était incomplète, il fallait ajouter qu'elle n'avait pas ou plus l'intention de changer la société parce qu'elle avait été corrompue par le capitalisme et qu'elle s'était éloignée du socialisme au point de ne plus savoir ce que cela signifiait vraiment. Cette explication qui est conforme à la réalité quand on observe le mode de vie et de pensée de la classe ouvrière, vous ne la trouverez dans aucune des publications des différents courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier depuis la mort de Trotsky en 1940, bien que je ne les aie pas toutes lues, je ne prends aucun risque en l'affirmant. Or, c'est un des facteurs déterminants qui permet de comprendre la situation, comment et pourquoi le mouvement ouvrier s'est décomposé au point de soutenir la propagande de l'OTAN en Syrie par exemple, un véritable cauchemar pour un militant ouvrier.

Terminons pour aujourd'hui en revenant à notre sujet.

Tous les partis ouvriers sans exception se sont alignés sur les versions officielles que les représentants de la classe dominante et ses médias ont adoptées des principaux événements qui se sont produits dans le monde depuis 2001 pour ne pas remonter plus loin. Tous ont versé à des degrés divers dans la désinformation, la manipulation ou la falsification des faits, de la réalité. Tous ont ainsi oeuvré délibérément à empêcher les travailleurs et les militants à comprendre la situation, à élever leur niveau de conscience. On a dit qu'ils s'étaient employés à minimiser, à placer au second plan ou à faire passer à la trappe les mauvaises intentions du PS et du PCF vis-à-vis des travailleurs, en fait, ils n'ont rien fait d'autres qu'imiter ces partis qui n'ont fait que servir d'alibi ou de cache-misère à leurs basses manoeuvres et à leurs intentions inavouables. J'allais écrire qu'ils en récoltaient les fruits aujourd'hui mais cela aurait été une erreur, car en fait ils ont atteint leur but en empêchant qu'un véritable parti ouvrier ne se construise sur les bases du socialisme.

Momentanément de nombreux travailleurs et militants se tournent vers d'autres sources pour obtenir les informations que les médias et les partis politiques censurent, afin de se faire leur propre idée sur la situation et décider quel type d'actions ils vont soutenir en attendant des jours meilleurs, où une nouvelle génération de militants renouera avec le socialisme, le plus tôt serait le mieux car il y a urgence.

### [Apprentis sorciers ou monstruosité. Vive le nucléaire !](#)

La Tribune des Travailleurs (<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs>)

10 janvier 2017 – Le comité d'entreprise d'EDF a rendu un avis négatif sur la fermeture de la centrale de Fessenheim. Ce vote attendu des syndicats n'est que consultatif. Il symbolise l'opposition à ce projet très politique, dont les chances d'aboutir se réduisent au fur et à mesure que la fin du quinquennat Hollande approche.

A l'époque de la catastrophe d'AZF ma fille et sa mère habitaient à Toulouse, cette dernière m'avait raconté qu'elle avait été stupéfaite d'entendre les militants locaux du PT exiger que cette usine de produits chimiques soit reconstruite au même endroit.

Depuis elles sont parties vivre à la Réunion, et bonne anniversaire à ma fille au passage si elle me lit.

### [D'illusions en désillusions sans être capable d'en tirer tous les enseignements.](#)

Vidéo. Barack Obama, le marketing, & l'Empire (par John Pilger)

<https://www.youtube.com/watch?v=bZHJRe9Amns>

Barack Obama, durant sa dernière année au pouvoir, a largué plus de 26 000 bombes sur 7 pays différents, et pourtant les médias « progressistes » et la gauche bien-pensante dans son ensemble pleurent douloureusement son départ, pour la seule raison qu'il avait l'air cool et classe en le faisant. Cela témoigne de l'emprise et de l'influence du marketing sur l'opinion publique, puisqu'en 2008, Barack Obama, en tant que marque / produit, recevait le « prix marketing de l'année » pour sa campagne présidentielle, devant Apple et Nike.

Le monde est plus que jamais dirigé par une aristocratie de corporations et de superpuissances, dont la propagande publicitaire, omniprésente, joue sur les sentiments pour altérer la perception de la réalité. Ce type est un meurtrier. Comme la plupart des présidents. Même s'il sourit et qu'il est noir. [arretsurinfo.ch](http://arretsurinfo.ch) 15.01

John Pilger est un journaliste, qui comme la plupart des intellectuels et les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier avait émis des illusions dans Obama parce qu'il était incapable de se situer sur le terrain de classe du prolétariat ; dire qu'ils avaient eu des illusions dans Obama revenait à manifester leurs illusions dans le capitalisme et un de ses représentants, puisque c'était les oligarques et Wall Street qui avait financé sa campagne électorale. C'est là qu'on mesure à quel point ils sont inconsistants.

Soumis à l'influence de l'idéologie dominante, il avait suffi que le nouveau président soit noir ou d'origine africaine pour éclipser la

lutte des classes de leurs analyses, rendant incompréhensible la période qui allait suivre ou participant à la confusion générale qui allait profiter à l'oligarchie.

Il semblerait que l'enthousiasme plus ou moins accentué dont ils avaient fait preuve à l'annonce de l'élection de Trump soit rapidement retombé, après qu'il eut annoncé la liste des membres de son gouvernement, qui présage la continuité de la politique menée par son prédécesseur à la Maison Blanche, en pire puisqu'encore une fois il ne peut pas en être autrement. A suivre

Tenez, un élément tout frais qui le confirme.

- Dimanche dans les quotidiens britannique Times et allemand Bild. - Francetv info

M. Trump a jugé que Berlin, plutôt que d'accueillir des réfugiés, aurait mieux fait de militer pour des zones d'exclusion aérienne en Syrie pour protéger la population des bombardements. "Les pays du Golfe auraient dû payer pour ça, après tout ils ont plus d'argent que quiconque", a-t-il dit. AFP 16.01

On sait depuis l'expérience de la Libye ce que signifie l'imposition à un Etat indépendant en guerre contre les USA/OTAN de "zones d'exclusion aérienne", l'impossibilité pour l'armée de cet Etat de bombarder les positions de l'armée supplétif de l'OTAN composée de barbares armés par elle et ne reculant devant aucune cruauté pour réduire son ennemi et aboutir à la chute du régime en place.

C'est cela que Trump vient de revendiquer dimanche, à en faire regretter Hollande de l'avoir diabolisé...

Il est dit que criminel de guerre Hollande poursuivra sa sale besogne jusqu'au dernier jour de sa législature

Bachar Al-Assad ne peut pas "être la solution du problème" syrien, lance Hollande - Francetv info 15.01

Commentaire d'un internaute.

- "Demandez aux chrétiens de Syrie qui ils veulent au pouvoir, Bachar a été le seul à les protéger. Et que dire des Saoudiens qui massacrent le Yémen sans qu'on dise quoi que ce soit.... Il faut dire que la France lui vend les armes...".

[Le Council on Foreign Relations a tenu les comptes.](#)

- Les Etats-Unis ont largué l'équivalent de trois bombes par heure dans le monde en 2016 - Arrêt sur Info

Un rapport du Council on Foreign Relations (CFR) a montré que Washington a bombardé la Syrie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen ainsi que la Somalie en 2016. Pas moins de 26 171 bombes ont été larguées. 72 par jour. Trois par heure.

Les frappes militaires américaines ont été nombreuses en 2016. Très nombreuses. Alors que Barack Obama s'apprête à laisser sa place à Donald Trump dans le fauteuil du Bureau Oval, le Council on Foreign Relations (CFR) a publié une étude sur les bombardements des forces étasuniennes l'année dernière.

Le toujours président des Etats-Unis avait fait du désengagement militaire de son pays une promesse de campagne, pourtant, le think-tank basé à New-York nous apprend que Washington a bombardé au moins sept nations en 2016 : la Syrie, l'Irak, le Pakistan, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen et la Somalie.

Les chiffres publiés par le CFR sont impressionnants : 26 171 bombes larguées. Cela représente 72 bombes par jour et trois... toutes les heures. Pourtant, l'organisme de la Grande Pomme assure que ces estimations sont « indiscutablement sous-estimées, considérant que les données fiables pour les frappes aériennes ne sont disponibles que pour le Pakistan, le Yémen, la Somalie et la Libye ». De plus, selon le CFR, « une seule « frappe » peut en réalité faire référence à plusieurs bombes et munitions d'après la définition du Pentagone ».

Sans surprise la très grande majorité des bombardements américains ont concerné la Syrie et l'Irak. 24 287 bombes y ont été larguées selon les comptes du CFR. Toujours d'après les chiffres du think-tank, en 2015, les Etats-Unis avaient largué 22 110 bombes sur les deux nations arabes.

En juillet 2016, Barack Obama enterrait sa promesse de désengager ses troupes d'Afghanistan en annonçant que 8 400 soldats resteraient déployés dans le pays jusqu'à début 2017. De son côté, l'aviation américaine a augmenté la cadence. D'après le CFR, 1 337 bombes ont frappé l'Afghanistan en 2016 contre 947 en 2015. Arrêt sur Info 11.01 (Source: <https://francais.rt.com>)

## [Voilà qui va les rendre encore plus hystérique... à moins que ?](#)

- Moscou et Ankara ont signé un mémorandum garantissant la sécurité des vols en Syrie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense et l'état-major des forces armées de la Turquie ont signé un mémorandum sur la prévention des incidents et la garantie du maintien de la sécurité des vols aériens au cours des opérations en Syrie, selon le département de l'information et des communications de masse du ministère russe de la Défense.

Comme indiqué, le mémorandum a été signé jeudi au ministère russe de la Défense au cours des consultations des forces armées de la Russie et de la Turquie sur les questions de la coopération russo-turque dans la lutte contre le groupe terroriste EI (Daech) en Syrie. « Le document définit les mécanismes de la coordination et de la coopération de l'aviation des forces aériennes russes et turques lors des frappes sur les installations des terroristes, ainsi que l'ordre des actions des parties en matière de prévention des incidents lorsque les avions et les drones se trouvent dans l'espace aérien syrien », lit-on dans le message. sputniknews.com 12.01

## [Trumperitudes, grandes manoeuvres et mystification.](#)

- Donald Trump s'en prend à une icône des droits civiques - AFP

Voilà comment ils alimentent le communautarisme et le racisme.

John Lewis, 76 ans, pilier démocrate du Congrès depuis trois décennies, une référence assurément, un Noir, intouchable à ce niveau-là, un saint homme. Qui plus est, je cite l'AFP, il avait participé aux marches de protestation de Selma à Montgomery, menées dans l'Etat de l'Alabama (sud) en 1965 au nom du droit de vote des Noirs, qui ont marqué la lutte des droits civiques aux Etats-Unis, j'ajoute, peu importe comment il a évolué par la suite, une icône de la vertu qui dans la foulée a répondu à Trump dimanche sur par la chaîne NBC : "Je ne considère pas ce président élu comme un président légitime" et d'enchaîner : "Les Russes ont contribué à l'élection de cet homme. Et ils ont pris part à la destruction de la candidature de (la démocrate) Hillary Clinton" la va-t-en-guerre corrompte et pourrie jusqu'à l'os, bref une pourritude...

- Rapport compromettant sur Trump, «un faux complet» - sputniknews.com

Le renseignement US a reconnu le récent rapport compromettant pour Donald Trump comme étant un «faux», a annoncé via son compte Twitter le président américain élu lui-même.

À l'approche de son investiture au poste présidentiel, Donald Trump a déclaré que « des sources » au sein des services de renseignement estimaient que le « dossier Trump » était « un faux complet », sans plus de détails. sputniknews.com 14.01

- Le Sénat américain va enquêter sur l'espionnage russe - Le Huffington Post

- Trump n'exclut pas de lever les sanctions imposées à la Russie - Reuters

Donald Trump laisse entendre dans un entretien accordé au Wall Street Journal qu'il pourrait lever les sanctions imposées fin décembre à la Russie et ne pas se tenir au principe d'une seule Chine qui fonde les relations entre Pékin et Washington. Reuters

- Début à Washington d'une semaine de manifestations anti-Trump - Reuters

Une semaine de manifestations avant l'investiture de Donald Trump a débuté samedi par une marche à Washington pour protester contre les commentaires du futur président des Etats-Unis sur les musulmans, Mexicains et autres minorités. Reuters

En complément

- Otan: les soldats américains accueillis en héros en Pologne - AFP

## [Trump, la marionnette des chefs de guerre du Pentagone](#)

- Pour le futur chef du Pentagone, il faudra faire face à la Russie - Reuters

L'ex-général James Mattis, choisi par Donald Trump pour diriger le Pentagone dans la prochaine administration, a déclaré jeudi au Congrès qu'il fallait prendre conscience que Vladimir Poutine tentait de briser l'Alliance atlantique dans le cadre d'une offensive plus large menée par différents acteurs contre la stabilité mondiale.

L'ordre mondial, a-t-il dit, "est soumis à la plus grande attaque depuis la Deuxième Guerre mondiale, et elle est menée par la Russie, par les groupes terroristes et par ce que la Chine fait en mer de Chine méridionale".

Il a par la suite ajouté l'"influence maligne" de l'Iran à la liste des défis qui l'attendent, qualifiant Téhéran de "principale force déstabilisatrice au Proche-Orient".

"Je suis entièrement acquis au dialogue mais nous devons aussi voir la réalité ce que représente la Russie", a-t-il dit, ajoutant un peu plus tard lors de son audition que les menaces principales contre les intérêts vitaux des Etats-Unis "commençaient en Russie".

Dans son propos liminaire, il avait indiqué: "Nous avons noué un dialogue avec la Russie même aux heures les plus sombres de la Guerre froide, et je soutiens le désir du président élu de nouer un dialogue avec la Russie à présent.

"Dans le même temps, lorsque nous identifierons d'autres domaines où nous ne pouvons pas coopérer, nous devons affronter le comportement de la Russie et nous défendre si la Russie choisit d'agir à l'encontre de nos intérêts."

Mattis a précisé devant les sénateurs que les domaines où la coopération était possible était en "nombre décroissant".

Mattis a évoqué l'implication russe dans les cyberintrusions de même que dans la "guerre de l'information". Il a aussi énuméré des violations de traités, des opérations de déstabilisation de pays tiers et les "messages alarmants émanant de Moscou concernant l'utilisation d'armes nucléaires".

"Nous savons qu'il (Poutine) essaie de briser l'Alliance atlantique", a-t-il insisté, qualifiant l'Otan d'élément central de la défense des Etats-Unis.

Le sénateur John McCain, président républicain de la commission des Forces armées, a dit pour sa part que rien ne pouvait le rendre "plus heureux" que la nomination de Mattis à la tête du Pentagone.

"Poutine veut être notre ennemi. Il a besoin de nous en tant qu'ennemi. Il ne sera jamais notre partenaire", a-t-il dit en ouvrant la séance. "Il pense que pour renforcer la Russie, il faut affaiblir l'Amérique. Nous devons procéder de manière réaliste sur cette base-là."

En attendant la confirmation de sa nomination, l'ex-général Mattis, 66 ans, a franchi une première étape en obtenant jeudi une dérogation au Sénat: il n'a en effet quitté les rangs de l'armée qu'en 2013, quand la loi rend techniquement inéligible à la tête du Pentagone les ex-militaires n'ayant pas été rendus à la vie civile depuis au moins sept ans. Les sénateurs lui ont accordé cette dérogation par 81 voix contre 17.

James Mattis a obtenu dans la foulée l'accord de la commission des Forces armées de la Chambre des représentants par 34 voix contre 28.

"Je reconnais que mon potentiel rôle civil diffère en essence et en substance de mon ancien rôle sous l'uniforme", a indiqué Mattis dans son propos liminaire dont le texte a été diffusé à l'avance. Reuters 13.01

#### Commentaires d'internautes

- 1- Quand les USA parlent de menace contre leurs intérêts vitaux, il faut comprendre menace contre leur domination du monde.
- 2- Au cas où quelqu'un aurait été assez naïf pour croire qu'il y aurait un réel changement avec Trump, et douterait encore que la politique des U.S.A, comme celle de bien d'autres pays d'ailleurs, est dictée par la haute finance et le lobby militaro-industriel...
- 3- Encore un ton de guerre froide de la part des Américains qui en réalité déstabilisent le monde avec leurs guerres et poussent sans cesse leurs pions pour affaiblir la Russie. Les Américains ont toujours besoin d'un ennemi pour justifier leur expansionnisme en se servant notamment de l'Otan dont le chapelet de bases encercle la Russie.

En complément et en signe de "paix".

- Les USA testent une nouvelle bombe thermonucléaire - sputniknews.com

Le Pentagone a l'intention de lancer dès mars 2017 les essais de qualification d'une nouvelle bombe thermonucléaire B61-12.

A leur issue, la liste des avions à même d'embarquer cette munition sera élargie. Une production en série réduite de la nouvelle arme devrait être lancée en 2018. sputniknews.com 12.01

### Sans attendre que le nouveau gouvernement s'emmêle.

- Plainte des Etats-Unis contre la Chine sur l'aluminium - Reuters

Le gouvernement des Etats-Unis a déposé jeudi une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre les subventions chinoises à l'aluminium, accusant la Chine de gonfler "artificiellement" sa part de marché par le biais de prêts bon marché et de subventions.

Cette plainte, qui prévoit toutefois des consultations avec Pékin, devrait intensifier un peu plus les tensions commerciales entre les deux superpuissances économiques. Le président élu Donald Trump, dont l'entrée en fonctions aura lieu la semaine prochaine, a fait de la réduction du déficit commercial avec la Chine une priorité absolue.

La plainte, déposée par le Bureau du délégué américain au commerce, affirme que les décisions de la Chine dans le secteur de l'aluminium enfreignent les règles de l'OMC qui interdisent toute subvention susceptible de causer un "grave préjudice" à un ou plusieurs de ses membres.

Elle évoque des prêts publics jugés trop avantageux et des prix "artificiellement bas" pour certaines composantes de la production d'aluminium (électricité, charbon, alumine) qui sapent les prix mondiaux et gonflent de façon non naturelle la part de marché de la Chine.

"La Chine donne à son industrie de l'aluminium un avantage indû par le biais de prêts sous-évalués et d'autres formes de subventions publiques illicites", dit le président sortant Barack Obama dans un communiqué accompagnant la plainte.

"Ce type de politique a nui aux producteurs américains et a contribué à une saturation mondiale de l'acier, de l'aluminium et d'autres secteurs", poursuit Obama. "Nous agissons pour protéger les salariés, chez nous et de par le monde, affectés en permanence par ces politiques. C'est ce que nous avons toujours fait".

Cette plainte fait suite à une demande de saisine de l'OMC formulée en octobre par six sénateurs américains, dont deux de l'Ohio, un Etat qui abrite plusieurs producteurs d'aluminium, à la suite des quelque 15.000 emplois perdus par le secteur ces dernières années.

"Quand la Chine fait baisser les prix de l'aluminium en trichant, les travailleurs et les producteurs de l'Ohio en paient le prix", constate le sénateur démocrate de l'Ohio Sherrod Brown, dans un communiqué publié mercredi.

Selon les services du délégué américain au Commerce, les capacités de production d'aluminium de la Chine ont plus que quadruplé de 2007 à 2015, alors que les prix mondiaux ont chuté de 46% environ. La Chine produit actuellement plus de la moitié de l'aluminium mondial.

Dans le même temps, la production américaine a chuté de 37% et neuf des 14 fonderies d'aluminium ont cessé toute production depuis 2011, une seule opérant au maximum de ses capacités.

Cette plainte est la 16e déposée contre la Chine auprès de l'OMC au cours des huit années des deux mandats de Barack Obama. Reuters 12.01

### Incroyable, le New York Times vous informe... ou presque !

Si c'est le New York Times qui le rend public, alors que cela va à l'encontre de la propagande de l'oligarchie qu'il diffuse depuis 2011, exceptionnellement on va le croire.

- Preuve audio : John Kerry confirme en privé soutenir et armer Daesh - voltairenet.org

Le New York Times a publié le 30 septembre 2016 des extraits de l'enregistrement audio d'une conversation entre le secrétaire d'État, John Kerry, et des membres de « l'opposition » syrienne. La conversation a eu lieu le 22 septembre 2016, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. On l'y entend déplorer que le Congrès US refuse d'envoyer des hommes renverser la République arabe syrienne et conseiller aux opposants de se trouver une autre puissance militaire pour faire le travail à leur place et les porter au pouvoir.

Les extraits choisis par le New York Times laissaient comprendre que le département d'État ne pouvait plus soutenir la



Coalition nationale de l'opposition et lui demandait de se tourner vers d'autres sponsors.

L'enregistrement complet de 36 minutes a été publié, le 1er janvier 2017, par The Last Refuge [1]. Il modifie totalement le sens de la conversation et atteste par conséquent que le choix des extraits initialement publiés par le New York Times visait en réalité non pas à accuser l'administration Obama, mais à la protéger.

Dans l'enregistrement complet, on entend le secrétaire d'État.

- confirmer que le but stratégique de la guerre menée depuis 2011 par l'administration Obama contre la République arabe syrienne est de renverser le régime.
- confirmer que l'administration Obama espérait que Daesh serait en mesure de renverser à sa place la République arabe syrienne.
- confirmer que l'administration Obama a approvisionné Daesh en armes pour qu'il renverse la République arabe syrienne.

Cet enregistrement met fin au mythe de la prétendue révolution syrienne aussi bien qu'à celui de la lutte de l'Occident contre Daesh. Il permet de mieux comprendre les tensions au sein de l'administration Obama et la démission du général Michael Flynn. En droit international, le soutien à Daesh viole plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et constitue un crime contre l'Humanité.

[1] "Absolutely Stunning – Leaked Audio of Secretary Kerry Reveals President Obama Intentionally Allowed Rise of ISIS...", The Last Refuge (The Conservative Tree House), January 1, 2017. [voltaire.net](http://voltaire.net) 12.01

### [France. Décomposition politique et mystification](#)

Ce sera peut-être le score du candidat du PS au soir du 1er tour de la présidentielle en mai prochain ?

- Mauvaise audience pour le débat de la primaire de la gauche beaucoup moins suivi que celui de la droite - Le HuffPost

Moins de 4 millions de personnes (3,8 millions - ndlr) étaient devant TF1, presque 2 millions de moins (1,8 million - ndlr) qu'en octobre dernier.

L'autre comparaison délicate pour la primaire du PS version 2017 est celle avec le premier débat de la primaire de 2011. Les échanges entre François Hollande, Martine Aubry, Ségolène Royal avaient rassemblé 4,9 millions de téléspectateurs.

Alors que 4 millions de Français ont voté à la primaire de la droite et que 2,6 millions l'avaient fait pour la gauche en 2011, le PS espère toujours atteindre la barre des deux millions. Le HuffPost 13.01

En famille. Ils partagent tous le bilan de Hollande le honni.

- Le bilan de Hollande jugé contrasté lors du débat de la primaire - Reuters

Débat de la primaire de la gauche: le bilan de Hollande en un mot? (Presque) aucun candidat n'y est arrivé Le Huffington Post

Invités à donner leur sentiment sur le quinquennat qui s'achève, la plupart des sept interlocuteurs ont visiblement eu du mal à accabler le président de la République tout en cherchant à démontrer l'utilité de leur candidature.

Résumer le bilan de François Hollande en un mot, telle était la mission impossible fixée aux candidats de la primaire de la gauche lors du premier débat télévisé qui les a opposés ce jeudi 12 janvier.

Invités à donner leur sentiment sur le quinquennat qui s'achève, la plupart des sept interlocuteurs ont visiblement eu du mal à accabler le président de la République tout en cherchant à démontrer l'utilité de leur candidature.

Pourtant farouchement hostiles à François Hollande, Arnaud Montebourg a tenu à énumérer les succès du quinquennat tout en critiquant un bilan "difficile à défendre". Dans le même esprit, Benoît Hamon a regretté les arbitrages du président en critiquant des réformes "au milieu du guet". Pourtant un soutien indéfectible du chef de l'Etat, le démocrate écolo Jean-Luc Bennahmias a hésité avant d'attribuer un "peut mieux faire" tandis que François de Rugy se contentait d'un "bilan contrasté et en demi-teinte". Même Vincent Peillon, qui se pose en candidat du "rassemblement" a décrit le bilan du chef de l'Etat comme celui d'une "profonde incompréhension".

Au final, comme on peut le voir dans la vidéo ci-dessus, Manuel Valls a été le premier à se conformer à la règle du jeu. Et avec un certain panache puisqu'il a résumé le bilan du président de la République avec le mot "fierté". "Fierté d'avoir servi les Français dans une période difficile. Face aux crises. Face au terrorisme", a assumé l'ancien ministre de l'Intérieur et ex-premier ministre, revendiquant l'héritage de la dimension régalienne du bilan.

Dans la foulée, la candidate du PRG Sylvia Pinel a elle aussi trouvé son mot: "responsabilité" d'avoir gouverné et de défendre un bilan "à porter" même s'il est au final très contesté par les Français. Le Huffington Post 13.01

Comment l'oligarchie fabrique à l'américaine son élu à la primaire bis de la droite : Valls.

- L'intérêt pour la primaire initiée par le PS progresse légèrement, à huit jours du premier tour, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié samedi.

43% des sondés ("1 en trois jours) se disent "intéressés par cette élection: 31% s'y intéressent "assez" et 12% "beaucoup". 56% (-2) ne s'y intéressent pas (31% "pas vraiment" et 25% "pas du tout").

Parmi les sympathisants de gauche, ils sont 68% ("2) à s'intéresser à la primaire (24% "beaucoup" et 44% "assez"). 32% (-2) ne s'y intéressent pas (8% "pas du tout" et 24% "pas vraiment").

31% des personnes interrogées souhaitent la victoire le 29 janvier de Manuel Valls (stable), devant Benoît Hamon (25%, +1), Arnaud Montebourg (24%, stable) et Vincent Peillon (8%, -1). La victoire de Sylvia Pinel est souhaitée par 5% des sondés, celle de François de Rugy par 3% et celle de Jean-Luc Bennahmias par 1%. 3% sont "sans opinion".

Chez les sympathisants de gauche, M. Valls recueille 31% de souhaits de victoires (43% chez les sympathisants PS, 15% chez les sympathisants de la gauche non socialiste). Benoît Hamon enregistre lui 25% de souhaits de victoires (19% des sympathisants PS, 34% de ceux de la gauche non PS), juste devant Arnaud Montebourg, avec 24% (21% des sympathisants PS, 26% des sympathisants de la gauche non socialiste). AFP 14.01

Les affairistes et la gamelle.

- Guerre froide entre Jean-Luc Mélenchon et les communistes en vue des élections législatives 2017 - Le Huffington Post

Plus encore que le scrutin d'avril et mai, celui de juin représente un enjeu majeur pour le Parti communiste puisque ce sont les voix engrangées aux législatives qui déterminent les subventions que toucheront les formations politiques durant les cinq prochaines années.

Le dialogue étant rompu avec le Parti socialiste et les écologistes, la partie s'annonce toutefois douloureuse dans les 10 circonscriptions où le PCF avait obtenu des élus Front de gauche en 2012. Autant dire que les parlementaires communistes ont très mal digéré d'apprendre que la France insoumise, le mouvement initié par Jean-Luc Mélenchon, envisageait d'investir 577 candidats, y compris dans les circonscriptions tenues par le PC.

Mezzo voce, les communistes mettent en cause les exigences de Jean-Luc Mélenchon qui interdisent tout accord. La charte de la France insoumise prévoit des conditions non négociables aux candidats investis, dont celle de faire campagne sous l'étiquette "France insoumise" et de se rattacher à son association de financement. Concrètement, cela signifie que la comptabilisation des voix engrangées, critère retenu pour l'octroi des subventions, ira à la seule France insoumise qui en reversera une partie aux appareils partenaires. De fait, le PCF se retrouverait affilié économiquement au mouvement mélenchoniste.

"Nous avons prévu un mécanisme de reversement contractuel", rétorque le coordinateur politique du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, Eric Coquerel, qui dément toute volonté de tordre le bras aux communistes. S'agissant de l'étiquette France insoumise, il sera autorisé aux partis d'accoler le logo de leur propre parti à côté. "Jean-Luc Mélenchon veut dépasser les partis, il ne les nie pas", assure Eric Coquerel.

Dans ce climat de guerre froide, les dirigeants du PCF n'ont toutefois que peu de marges de manœuvre. Le parti dirigé par Pierre Laurent est en effet contraint par le vote de ses adhérents qui, contre l'avis de la direction, ont voté le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Le secrétaire général communiste en est donc réduit aux admonestations verbales.

Le Parti communiste est d'autant plus embarrassé qu'il lui est très difficile de négocier une révision de la charte des Insoumis alors qu'il en boudé la rédaction. En son absence, les mélenchonistes ont également imposé la règle des adhésions directes à la France insoumise, principe auquel le PCF s'était frontalement opposé pour le Front de gauche, le condamnant à demeurer un cartel de partis. Le Huffington Post 14.01

- Le PCF investit ses 253 premiers candidats aux législatives - AFP

Le Conseil national du Parti communiste a investi samedi ses 253 premiers candidats aux législatives, en pleine polémique avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, la France Insoumise, qui prévoit aussi de présenter des candidats partout.

La liste des 253 candidats, qui comprend une grosse vingtaine de personnes non encartées au parti, "a été adoptée à 91% par le Conseil national", le parlement du PCF, a précisé le Parti communiste dans un communiqué.

Cette première salve d'investitures, qui sera suivie par d'autres, intervient alors que les militants du parti ont décidé fin novembre de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Mais au fil d'une campagne "autonome" et sur leur propre programme, "la France en commun".

Des dents commencent néanmoins à grincer sur la question des législatives entre les deux organisations, celle de M. Mélenchon souhaitant un "label" France insoumise commun et la signature d'une "charte" qui prévoit notamment l'obligation de la discipline de vote à l'intérieur du futur groupe parlementaire.

De telles conditions ont déjà été repoussées par la direction nationale du PCF. Mardi, le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a protesté contre la présence d'un candidat FI contre lui dans sa circonscription.

"André Chassaigne a raison de pousser un coup de gueule", a réagi mardi le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. "Face à des députés communistes sortant qui appellent à voter Jean-Luc Mélenchon, on ne voit pas pourquoi il y aurait un candidat de la France insoumise", a-t-il estimé. "Ou alors, il faut accepter tous ensemble de se tirer une balle dans le pied !" AFP 14.01

Mélenchon termine le boulot engagé par Mitterrand pour en finir avec le PCF. Paradoxalement on en tire aucune satisfaction puisqu'on a aucun profit à en attendre, au contraire, il fait le jeu du bipartisme à l'américaine qui se met en place en France et qui en principe devrait profiter au PS, bien qu'il soit mal engagé aujourd'hui pour en profiter, quoique si c'était Hamon ou Montebourg le candidat du PS, Mélenchon n'aurait aucune chance de le devancer. A suivre.

Les temps sont durs...

- Présidentielle: pour Fillon, dur, dur de rassembler - LeParisien.fr

- Ces militants qui désertent le Parti socialiste - LeFigaro.fr

Depuis 2012, plus de 40 000 militants ont quitté le PS, souvent par rejet de la politique menée sous le quinquennat de François Hollande par les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls. Pour la plupart membres de l'aile gauche du PS, et proches des frondeurs, ils se sont opposés au CICE et au pacte de responsabilité, «des cadeaux faits aux entreprises sans aucune contrepartie d'embauches», selon eux. Ils ont dénoncé la loi travail et le pacte budgétaire européen, «placé sous le signe de l'austérité», et combattu avec succès l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité pour sanctionner les auteurs d'actes terroristes.

Devenus orphelins, certains vont voter pour Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon, candidats dans le cadre de la primaire de la gauche, d'autres ont rejoint la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. De plus en plus d'élus ont rallié le mouvement En Marche! d'Emmanuel Macron, ce qui ne manque pas d'inquiéter les dirigeants du PS. Certains ont même pris fait et cause pour Marine Le Pen. Un ancien militant L'un d'eux affirme même que le Front national «est le seul parti à défendre les sans dents»! LeFigaro.fr 16.01

- Dans la vallée de la Fensch, la présidentielle, ça ne parle pas - AFP

Dans la vallée de la Fensch, d'Algrange à Florange, on n'y croit plus. Trop loin, trop déconnectés, les candidats à la présidentielle ne donnent plus envie et la politique semble incapable de régler les problèmes. AFP 12.01

[Ils osent tout !](#)

Cela vous fait penser à une répartition cinématographique célèbre, bravo !

- L'hommage appuyé du Mali à François Hollande - LeFigaro.fr

Il ne manque plus que celui d'Obama...

- Briois (FN) fustige le "mépris de classe" de Macron - AFP

Vous aurez deviné à quoi on les reconnaît...

- Pour Valls, Fillon est "prisonnier" de son projet - AFP

Alors que Valls est "prisonnier" de son bilan comme Premier ministre de Hollande...

- A Lille, Macron se réclame de l'histoire d'une terre de "combat social" - AFP

Parole d'un millionnaire ex-banquier et ex-ministre de Hollande...

- « La culture du respect ferait du bien à la France » - LeParisien.fr

Alors que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient...

- Hirsch plaide pour la création d'une "assurance-maladie universelle" - AFP

Alors qu'il fut ministre de Fillon sous Sarkozy...

### [Demandez le programme de la réaction](#)

- Artus - À faire des réformes impopulaires, autant qu'elles soient ambitieuses - LePoint.fr

Artus - Il va être nécessaire en France de mettre en place des réformes impopulaires : sur le marché du travail, la réduction des dépenses publiques et la fiscalité

Face à la nécessité de mettre en œuvre des réformes impopulaires, autant qu'elles soient radicales et non marginales, plaide l'économiste de Natixis.

Il va être nécessaire en France de mettre en place des réformes impopulaires : décentraliser dans les entreprises les négociations du marché du travail, la définition de certaines règles du marché du travail ; réduire les dépenses publiques pour financer la baisse des impôts défavorables à la croissance ; réformer la fiscalité pour qu'elle soit plus favorable à l'emploi, à l'investissement des entreprises. Mais ces réformes peuvent être mises en place de manière minimaliste ou bien de manière ambitieuse. Ces réformes étant impopulaires, autant qu'elles soient ambitieuses, radicales et non marginales. ArtusLa première réforme impopulaire mais nécessaire en France est la décentralisation des marchés du travail. Les salaires en France réagissent très peu à la hausse du chômage, à la perte de compétitivité des entreprises, à la dégradation du commerce extérieur, au déficit de compétitivité-coût par rapport à d'autres pays de la zone euro, comme l'Espagne, au ralentissement de la productivité. Les salaires des peu qualifiés, liés au salaire minimum, ne réagissent pas du tout au chômage des peu qualifiés, ce qui reflète l'absence de lien entre la fixation du salaire minimum et le niveau de productivité des peu qualifiés. ArtusL'idée de la décentralisation des négociations du marché du travail est que, si ces négociations sont faites au niveau des entreprises, elles prendront mieux en compte la compétitivité, la productivité, la situation des entreprises, leurs coûts relativement à ceux des concurrents étrangers...

### [Sous influence. Le sionisme vaut bien l'union nationale.](#)

"C'est bien la violence de l'occupation qui génère celle de la résistance, et cette résistance est légitime."

- Après l'attentat de Jérusalem, Droite, PS et FN à l'unisson ! - Par Bruno Guigue - Arrêt sur Info

Le 8 janvier 2017, une opération de la résistance palestinienne a coûté la vie à quatre soldats de l'armée d'occupation israélienne, dont trois jeunes femmes. Quatre morts de trop dans ce terrible conflit, bien sûr. Mais cette action n'est pas la première que mènent des Palestiniens réduits à se battre contre l'occupant avec leurs faibles moyens. Utilisant un camion-bélier, cette opération meurtrière, à la différence des actions précédentes, n'a frappé que des militaires. Et elle s'est déroulée sur la « promenade de Talpiot », un nouveau quartier juif de Jérusalem érigé sur des terres arrachées aux Palestiniens durant la guerre de juin 1967.

Ni le mode d'action, ni le lieu choisi n'étaient donc indifférents. A Jérusalem-Est annexée, plus qu'ailleurs, le peuple palestinien est soumis, sur son propre sol, à une occupation et à une colonisation condamnée par le droit international. Dans l'indifférence générale, il subit les humiliations infligées par un occupant surarmé qui bénéficie de la complicité des puissances occidentales et de la passivité des régimes arabes. L'opération du 8 janvier, par conséquent, est le fruit amer de

cette cruelle dépossession du peuple palestinien, de la négation de ses droits les plus élémentaires. C'est bien la violence de l'occupation qui génère celle de la résistance, et cette résistance est légitime.

Les forces politiques françaises ont-elles pris la mesure d'un tel événement et de ce qu'il signifie ? Après cet attentat, considéré par de nombreux observateurs comme le plus grave depuis le déclenchement de « l'Intifada des couteaux », ont-elles médité la phrase célèbre du général de Gaulle accusant Israël, le 27 novembre 1967, d'organiser « sur les territoires qu'il a pris une occupation qui ne peut aller sans oppression, répression et expulsions » et prophétisant la naissance d'une « résistance qu'Israël, à son tour, qualifiera de terrorisme » ?

Loin de là. Au lieu de susciter une analyse objective, l'événement a provoqué une épidémie de mauvaise foi. Championne hors catégorie du soutien à Tel Aviv, Anne Hidalgo a organisé un rassemblement silencieux et illuminé l'Hôtel de Ville de Paris aux couleurs d'Israël. « Ce soir nous sommes face à l'Hôtel de Ville de Paris illuminé en mémoire des victimes de l'attentat de Jérusalem #TousUnisContreLeTerrorisme », a tweeté de son côté le Conseil représentatif des institutions juives de France. Chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault ne pouvait demeurer en reste. Il a dénoncé un « acte ignoble » et exprimé la « solidarité de la France avec Israël ».

A cette belle harmonie entre le PS et le CRIF, la droite n'a pas manqué d'apporter sa contribution. Son chef de file, François Fillon, a immédiatement réagi : « Solidarité avec le peuple israélien après l'attentat de Jérusalem. Soyons unis contre le terrorisme ». Visiblement frappé d'amnésie gaulliste, le candidat des Républicains à l'élection présidentielle a perdu de vue la distinction entre le terrorisme et la résistance à une occupation illégale. Celui que l'on créditait un peu vite d'un certain courage sur les questions internationales vient aussi de déclarer, sur Bfm/Tv, que « Bachar Al-Assad est un dictateur et un manipulateur ». Pour peu, on aurait presque oublié qu'il fut le premier ministre de Nicolas Sarkozy, passé à la postérité comme le fossoyeur de l'héritage gaulliste.

Au Front national, enfin, même son de cloche. « Soutien au peuple israélien après le terrible attentat islamiste de Jérusalem », a twitté le 9 janvier la présidente du Front national. Une fois de plus, l'opération du 8 janvier est qualifiée dans des termes qui interdisent toute intelligibilité. L'islamisme supposé de cette action armée agit comme un mot-écran, qui dispense de toute analyse politique sur l'oppression coloniale en Palestine. Il est vrai que la famille Le Pen n'a jamais été très ardente dans la lutte contre le colonialisme. Et si l'on est, en principe, pour l'indépendance de la France, on sait aussi faire des exceptions. Tous ceux qui s'imaginent que la présidente du FN s'affranchit de tous les communautarismes, et pas seulement de celui qu'elle prête aux musulmans, en seront pour leurs frais. Arrêt sur Info 11.01

---

## ACTUALITE EN TITRES

### La lessiveuse de l'aristocratie

- Surprise dans l'affaire Wildenstein: les héritiers sont relaxés - LeFigaro.fr

### Racket

- Le prix du PV de stationnement de base grimpera jusqu'à 50 euros à Paris - Boursier.com

La ville de Paris va profiter de la réforme des PV de stationnement, initialement programmée pour 2016 et reportée à 2018 pour fortement relever le prix de l'amende de base.

Elle va passer de 17 euros actuellement à 50 euros, dans le centre de Paris et à 35 euros dans les arrondissements périphériques, a annoncé la mairie...

Si la contravention est réglée dans les 72 heures, l'amende sera minorée à 35 euros dans le centre et à 24,50 euros en périphérie.

Pour ceux qui estimeront ce montant trop élevé, Christophe Najdovski, adjoint en charge des transports, rappelle que nos voisins européens sont beaucoup plus sévères en la matière: elle est de 96 euros à Londres, 90 euros à Barcelone ou encore 55,50 euros à Amsterdam. Boursier.com

Ouf, ici en Inde c'est gratuit ! Je n'ai pas de bagnole et je n'en aurai jamais plus, le scooter me suffit.

---



## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Tunisie

- Tunisie: 6e anniversaire la révolution sur fond de contestation sociale - AFP

La Tunisie a marqué samedi le sixième anniversaire de la chute du dictateur Zine el Abidine Ben Ali sur fond de contestation sociale qui s'étend, le Premier ministre déplorant l'échec des gouvernements successifs à réaliser les objectifs économiques et sociaux de la révolution.

Dans la capitale, la foule s'est rassemblée sur l'avenue Habib-Bourguiba, l'une des principales artères de Tunis en présence de membres de partis politiques et d'ONG, et sous un dispositif de sécurité renforcé en raison des craintes d'attentat.

Selon les médias locaux, aucune festivité n'a eu lieu ailleurs dans le pays.

La révolution avait été déclenchée à la suite de l'immolation par le feu le 17 décembre 2010 du vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, dans le centre-ouest défavorisé de la Tunisie, qui a donné lieu à un mouvement de protestation contre le chômage et la vie chère.

Les manifestations, marquées par des émeutes sanglantes, s'étaient ensuite étendues à tout le pays. Sous la pression populaire, Ben Ali a pris la fuite pour l'Arabie saoudite le 14 janvier 2011.

Six ans après, Sidi Bouzid connaît de nouveaux troubles sociaux ainsi que la région de Ben Guerdane (sud-est) et la contestation semble s'étendre.

Samedi encore, des dizaines de chômeurs ont manifesté à Sidi Bouzid, en scandant "Le travail est un droit, bande de voleurs" ou encore "Travail, liberté, dignité, patrie", deux slogans phares de la révolution, selon un correspondant de l'AFP.

Par ailleurs, quelque 150 chômeurs ont brûlé des pneus pour bloquer la route principale de Menzel Bouzaiane, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Sidi Bouzid, en chantant les mêmes slogans, d'après la même source.

Des protestations similaires ont eu lieu à Mekkassi, près de Sidi Bouzid, où une grève générale a été observée jeudi pour réclamer des emplois et le développement de la région.

A Ben Guerdane, ville proche de la frontière libyenne, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour répondre aux jets de pierres de manifestants, selon des témoins et des médias locaux. Les manifestants ont utilisé des pneus et des poubelles pour bloquer les routes. Ils réclament l'ouverture du poste-frontière de Ras Jédir et le libre passage des marchandises.

"Si nous voulons que cette démocratie devienne solide, nous devons atteindre les objectifs économiques et sociaux de la révolution, à savoir l'emploi et la dignité. Aujourd'hui, nous n'y parvenons pas car le chômage et les inégalités sociales ont augmenté et les régions marginalisées le sont encore", a déclaré vendredi soir le Premier ministre Youssef Chahed à la télévision nationale.

Samedi, le président Beji Caïd Essebsi a annoncé de nouveaux projets lors d'un déplacement dans le gouvernorat de Gafsa (centre).

Selon la télévision privée "Nessma", des heurts ont éclaté lors du passage du convoi présidentiel, les forces de l'ordre répondant avec des tirs de grenades lacrymogènes aux jets de pierres de certains manifestants. AFP 15.01

---

### SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Le système de santé publique anglais "au bord de la rupture" - AFP

La Croix-Rouge décrit une "crise humanitaire", les médecins déplorent des conditions dignes du "tiers monde": le système de santé public NHS, fierté britannique depuis 1948, traverse une crise inédite cet hiver qui commence à rattraper la Première ministre Theresa May.

La photo a fait le tour des réseaux sociaux et la Une du quotidien Daily Mirror. Elle montre le petit Jack, 22 mois, seulement vêtu d'une couche. Faute de lit, il dort sur une couverture posée sur deux chaises en plastique rouge. Malgré une suspicion de méningite, Jack a attendu cinq heures aux urgences avant de voir un médecin.

Comme tous les hivers, le National Health Service est "au bord de la rupture" selon les médecins et organisations hospitalières. Système de soins gratuit, le cinquième employeur mondial (1,5 million de salariés) est une institution sacrée. "Notre religion nationale", disait l'ex-ministre Nigel Lawson.

Le NHS représente un enjeu politique crucial qui décide des élections. Les partisans du Brexit en avaient fait l'un de leurs principaux thèmes de campagne, promettant, chiffres racleurs et tronqués à l'appui, de renflouer les caisses du NHS avec l'argent qu'il n'y aurait plus à envoyer à Bruxelles.

Mais le NHS est aussi un modèle en crise, confronté au vieillissement de la population, à la croissance démographique et aux politiques d'austérité.

Alors, il suffit de la moindre alerte, comme l'épidémie de grippe cette année, pour enrayer le système. Depuis l'automne, le temps d'attente aux urgences explose: 23% des patients ont attendu plus de quatre heures avant de voir un médecin la semaine dernière. Deux patients sont morts sur un brancard dans un couloir du Worcestershire Royal Hospital cette semaine. Partout, il manque des lits, des ambulances, des médecins.

Le docteur Richard Kerr, membre du Collège royal des chirurgiens, dit n'avoir jamais vu une telle détérioration en 26 ans de carrière.

La situation est si alarmante que la Croix-Rouge a été appelée à la rescousse. "Nous sommes face à une crise humanitaire", a souligné son directeur général Mike Adamson.

La Première ministre conservatrice Theresa May a dénoncé ces propos qualifiés d'"irresponsables et exagérés".

Afin de désengorger les urgences des hôpitaux, elle a appelé samedi les cabinets de médecins généralistes à ouvrir 7 jours sur 7 et de 8h à 20H, sans quoi ils pourraient perdre des aides gouvernementales.

Mais pour beaucoup, le mal est bien plus profond. "Ce n'est pas une crise hivernale, c'est un blizzard dans l'hiver éternel du NHS. On demande au personnel d'offrir un service de première qualité avec des effectifs et un nombre de lits dignes du tiers monde", accuse le docteur Mark Holland, spécialisé en médecine aiguë.

Selon les chiffres de l'OCDE, le Royaume-Uni a consacré 7,7% de son PIB aux dépenses publiques de santé en 2015, contre 8,6% pour la France et 9,4% pour l'Allemagne.

Concédant qu'une "énorme pression pèse sur le NHS", Theresa May assure que "jamais" le gouvernement n'avait autant investi dans le système en injectant 10 milliards de livres supplémentaires sur six ans jusqu'à 2020.

"Faux", a répondu le directeur de NHS England, Simon Stevens affirmant que "le financement du NHS en termes réels (sans tenir compte de l'inflation) va diminuer en 2018/19". AFP 14.01

Situation similaire en France, au point que mon épouse n'éprouve plus aucune raison de rester un jour de plus en France et va rentrer en Inde, puisque pour se faire soigner ou suivre quand on est lourdement handicapé la situation pose de sérieux problèmes en France.

Nigeria

- Nigeria: catastrophe humanitaire dans le nord-est du pays - euronews.com

"C'est de pire en pire". Ce sont les mots des Nations-Unies au sujet de la situation dans le nord-est du Nigeria. Selon les derniers chiffres, dans la région du lac Tchad, près de 11 millions de personnes ont besoin d'aide de manière urgente. 2,4 millions de d'hommes et de femmes ont déjà fui la région. La plupart se rendent dans la zone de Maiduguri, la grande ville du secteur côté nigérian, en espérant trouver une place dans un camp humanitaire. euronews.com 14.01

[Haut de page ↗](#)

Le 17 janvier 2017

## CAUSERIE

Hollande, Valls, Fabius, Sapin et Macron avaient préparé le terrain... Avec Fillon président de la France l'oligarchie financière anglo-saxonne va réaliser un coup d'Etat autrefois inimaginable, sans même tirer un coup de canon, après avoir cependant orchestré quelques attentats, la sueur et les larmes ce sera pour plus tard.

Bravo ! Bien joué, si ce n'était pas dramatique on aurait presque envie d'applaudir après que les partis dits ouvriers eurent tous cru bon d'ignorer l'existence et l'influence du groupe Bilderberg qui fonctionne comme le gouvernement mondial...

### Ils osent tout.

Qui a dit ?

- "Je ne souhaite pas soutenir ce grand exercice d'amnésie et d'amnistie où la responsabilité des anciens ministres n'est pas évoquée".

Réponse : Alexis Corbière, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, à propos de la primaire de la gauche. (Francetv info 16.01), il est vrai qu'en matière "d'amnésie et d'amnistie" ou de "responsabilité", l'ex-ministre de Chirac se pose là !

### En oligarchie. Mai 2017. Quand le candidat de l'oligarchie financière anglo-saxonne s'empare officiellement de l'Élysée ou de la France.

- Henri de Castries soutient officiellement Fillon - Reuters

Henri de Castries, qui fut à la tête de l'assureur Axa pendant près de 17 ans, a rendu public mardi son soutien à François Fillon pour la présidentielle d'avril-mai tout en affirmant n'avoir aucune prétention ministérielle.

"Je ne demande rien. Je n'attends rien. Je ferai ce qu'il souhaitera que je fasse", dit-il dans une interview au Figaro.

Jusque-là, l'ancien PDG, qui a quitté le numéro deux européen de l'assurance en septembre dernier, conseillait François Fillon dans l'ombre mais n'apparaissait pas dans l'organigramme de campagne, ni sur la scène des meetings.

En 2014, sa rémunération totale a été supérieure à 5,3 millions d'euros. Reuters 16.01

Précision sur Wikipedia :

- Il est nommé Young Leader de la French-American Foundation en 1994. (Comme Hollande et d'autres dirigeants du PS... LVOG)

- Président du comité de direction du groupe Bilderberg depuis 2011.

LVOG - Rappelons que Fillon avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013 et Juppé en 2015, ils avaient deux candidats potentiels sur le feu... en plus de Valls et Macron.

<http://www.bilderbergmeetings.org/conferences.html>

2016 - The key topics for discussion this year include (Les sujets importants soumis à la discussion cette année) :

Current events

China

Europe: migration, growth, reform, vision, unity

Middle East

Russia

US political landscape, economy: growth, debt, reform

Cyber security

Geo-politics of energy and commodity prices

Precariat and middle class

Technological innovation

Vous aurez constaté qu'ils ont fait l'objet de la Une de l'actualité internationale ou ils étaient tous inclus dans la stratégie américaine à laquelle tous les participants étaient priés de se soumettre, pas difficile, ils y étaient déjà acquis. Comment nier ensuite l'influence de cette officine sur le cours du monde ?

2016 Bilderberg Meeting (Liste des participants) - Dresden, Germany 9-12 June

Castries, Henri de (FRA), Chairman and CEO, AXA Group  
Fabius, Laurent (FRA), President, Constitutional Council  
Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point  
Philippe, Edouard (FRA), Mayor of Le Havre  
Charpentier, Emmanuelle (FRA), Director, Max Planck Institute for Infection Biology  
Blanchard, Olivier (FRA), Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute  
Baverez, Nicolas (FRA), Partner, Gibson, Dunn & Crutcher  
Barbizet, Patricia (FRA), CEO, Artemis

La France vassale de Washington était déjà devenue un des pays les plus réactionnaires de la planète, alors si en plus de l'influence du Crif et du Medef vous ajoutez celle de Bilderberg, elle est en passe de devenir aussi infréquentable qu'Israël et les Etats-Unis.

- "Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles." David Rockefeller.

- Le juge anti-mafia Imposimato accuse le groupe Bilderberg de terrorisme - 28 janvier 2013  
<http://www.youtube.com/watch?v=9fVDewJx0W4>

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Les imposteurs sont légions.](#)

- Hollande remet la Légion d'honneur à l'ambassadrice américaine Jane Hartley - AFP

[Ne cherchez pas la différence, il n'y en a pas.](#)

- Hollande répond à Trump: l'UE "n'a pas besoin de conseils extérieurs" - L'Express.fr

- "C'est une déclaration de guerre à l'Europe" réagit Manuel Valls après les déclarations de Donald Trump - Franceinfo

- Montebourg: Trump a "dans le viseur la destruction" de l'UE - AFP

## Deux réflexions politiques

1- J'ai pensé à un truc hier, je me suis dit que si des militants ou lecteurs m'avaient un jour versé une modeste somme d'argent et qu'ils l'avaient regretté par la suite, je suis prêt à les rembourser sans leur demander d'explications. Je ne voudrais pas qu'ils aient sur la conscience d'avoir soutenu financièrement un suppôt de dictateur (syrien) ou je ne sais pas quoi de pire encore.

J'essaie de partager honnêtement les quelques enseignements que j'ai tirés de mes expériences et de mes réflexions politiques, je n'ai pas d'autres ambitions, si on peut appeler cela une ambition, car mon intention est plutôt simplement de rendre service pour faire avancer notre cause dans la mesure de mes moyens.

J'ai parfaitement conscience qu'il est extrêmement difficile pour tout militant de se faire une idée précise ou même approximative sur la situation réelle qui existe dans des pays très différents de celui dans lequel ils ont évolué depuis leur naissance.

Il faut qu'ils sachent qu'ils sont amenés à interpréter les interprétations qui leur ont été fournies par des dirigeants, qui a bien des égards avaient été conçues à partir de principes ou de valeurs qui étaient très éloignés de ceux qui prévalaient parmi ces

peuples, oubliant qu'ils devaient refléter le niveau de développement économique de chaque pays ou que leur développement ne s'était produit ni à la même époque ni en empruntant les mêmes voies.

C'est ainsi qu'imaginer que dans des pays sous-développés où les masses demeurent majoritairement profondément arriérées ou soumis à des rapports semi-féodaux, elles pourraient accéder à la démocratie ou au socialisme relève de l'utopie, du non-sens, du fantasme ou du délire, d'une profonde confusion ou ignorance des rapports qui prévalent dans ces pays entre les classes, au mieux, c'est prendre ses désirs pour la réalité, mais cela n'a rien à voir avec la réalité quotidienne de ces peuples. Faire croire que cela serait possible fausse forcément le regard que l'on porte sur la réalité ou débouche sur des analyses et des conclusions erronées.

J'ai envie de dire que depuis plus de 20 ans à un niveau beaucoup plus modeste, je n'ai cessé d'en faire l'expérience en Inde au contact de ces masses arriérées, puisque c'est le milieu dans lequel je baigne quotidiennement. On attribue généralement un niveau de conscience aux masses exploitées qui n'a aucun rapport avec ce qu'il est réellement, et on les charge d'accomplir des tâches qui sont au-dessus de leurs moyens. Et quand ces pays sont parvenus à un certain stade de développement économique, on ne se demandera pas comment ils y sont parvenus ou si on le sait plus ou moins, on n'en tiendra pas compte. Et ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classe du passé que l'on a oubliés.

Si Marx et Engels n'avaient pas imaginé que le prolétariat pourrait parvenir au pouvoir dans un pays sous-développé, ils avaient certainement de bonnes raisons de le penser. On a prétendu par la suite que les faits les avaient contredits après la révolution russe de 1917, pas tant que cela si on y regarde de plus près, après avoir observé que les masses russes qui étaient à l'époque très arriérées avaient cédé au stalinisme, ce qui d'ailleurs n'est pas tout à fait exact, car c'est davantage les couches les moins arriérées du prolétariat, les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui les premières cédèrent au stalinisme pour en tirer profit.

On a tendance, soit à idéaliser la classe ouvrière, soit à l'oublier en lui prêtant un rôle insignifiant dans l'histoire.

On ne va pas poursuivre aujourd'hui sur ce sujet. Disons en gros que pour analyser ce qui se passe dans un pays, on recourt à la mauvaise habitude qui consiste dans la vie quotidienne à juger les autres à partir de nos propres expériences et critères ou principes, valeurs, etc. qu'ils ne partagent pas forcément ou dont ils n'ont aucune idée pour n'y avoir jamais réfléchi sérieusement. On porte des jugements de valeur que l'on substitue à une analyse des rapports et des conditions auxquels sont soumis les différents peuples et particulièrement les masses exploitées, et forcément on en tire des conclusions erronées, voire ridicules ou monstrueuses.

2- Le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière n'a pas permis au prolétariat de prendre conscience qu'il avait pour tâche historique de libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation parce qu'il a été dévoyé ou trahi par la social-démocratie et le stalinisme qui l'ont détourné de cet objectif.

S'il en fut ainsi, c'est parce qu'il n'avait pas atteint un niveau de conscience politique et d'organisation suffisant pour briser ces obstacles. Ce combat devait servir à l'aider à prendre conscience de sa force et de la légitimité de ses besoins ou aspirations dans la perspective de changer la société de fond en comble, ce qui n'a pas été le cas et sa condition d'exploité et d'opprimé devait demeurer inchangée.

C'est ainsi que ce qui se présentait au départ comme un avantage ou un levier pour envisager de franchir une étape politique décisive vers son émancipation, se transforma en un nouvel obstacle depuis infranchissable après avoir abandonné toute perspective de changer la société.

Cela est dû à la faiblesse du niveau de conscience des dirigeants du mouvement ouvrier qui devait se traduire par leur défaillance ou leur trahison du socialisme. Ils n'ont jamais voulu l'admettre, et c'est en quelque sorte le principal obstacle auquel nous devons nous attaquer de nos jours pour espérer aller de l'avant ou renouer avec l'espoir de changer la société. En attendant ou plutôt pendant ce temps-là les militants et la classe ouvrière en sont les otages.

Ces dirigeants ont pour ainsi dire théorisé leurs propres faiblesses ou faillite politique érigées en système, qui ne sert qu'à couvrir leur incapacité à comprendre l'évolution des rapports entre les classes ainsi que les profondes transformations de la société qui l'ont accompagnée, de sorte que les tâches qu'ils vont assigner à leur parti ne correspondront pas aux besoins pressants de la classe ouvrière d'élever son niveau de conscience, ce qui se traduira logiquement par leur échec à l'organiser.

Ils demeureront incapable de produire un discours accessible à toutes les couches de la classe ouvrière et des classes moyennes dont le sort est lié. Le réformisme bourgeois qu'ils avaient adopté au détriment du socialisme et qui devait désormais leur servir de théorie et de boussole, devait connaître le même sort que celui des capitalistes voués à subir l'hégémonie grandissante de l'industrie financière et de la mondialisation de la division du travail sans pouvoir s'y adapter et condamnés à disparaître. C'est ainsi que les partis du mouvement ouvrier profondément gangrenés par le virus du réformisme en sont arrivés au stade de dégénérescence ou ils ne luttent plus désespérément que pour assurer leur survie dorénavant gravement menacée.



Leurs dirigeants rejettent en bloc le constat qu'on vient de dresser et ne cessent de reproduire les mêmes erreurs qui se traduisent logiquement par le même résultat ou le néant politique

Ce qui domine la situation aujourd'hui comme hier ou avant-hier, c'est que les travailleurs demeurent incapables de prendre conscience de leur condition, mais surtout elle traduit leur incapacité à concevoir que leurs besoins ou aspirations sont légitimes, comme s'ils avaient abdiqué ce droit ou demeurait hors de leur portée, alors qu'il devrait s'exprimer naturellement et chercher à l'imposer, ce qui signifie qu'il existe un ou des obstacles qui les empêchent de l'exprimer ou les conduisent à l'abandonner temporairement et non définitivement parce qu'ils n'y renonceront jamais, d'où l'espoir raisonnable de parvenir à terme à changer la société.

Parmi ces obstacles figure évidemment le mouvement ouvrier lui-même tel qu'il existe de nos jours et ceux qui s'en réclament, mais ce n'est pas le principal obstacle qui conduit les travailleurs à subir leur sort, c'est davantage leur capacité d'adaptation aux conditions que leur réserve le capitalisme, dans la mesure où ils en tirent certaines satisfactions et s'en contentent, à défaut de mieux ou d'une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme à laquelle ils pourraient adhérer, encore faudrait-il qu'elle leur soit présentée comme une nécessité historique s'inscrivant dans un processus dialectique, et non sous une forme dogmatique repoussante à la manière de propagandistes ou de vulgaires doctrinaires comme c'est le cas généralement, ainsi sans prétendre qu'ils pourraient s'élever au niveau du socialisme ils pourraient en saisir l'essentiel en élevant dans un premier temps leur niveau de conscience et s'organiser dans la perspective de la réalisation de cette alternative politique qui ne serait déjà plus tout à fait une utopie.

La stratégie que je définis ici repose sur le constat que quelle que soit la condition des travailleurs, des nantis aux plus défavorisés, aucun ne peut prétendre sincèrement qu'il l'a librement choisi, il suffit d'examiner le cours imprévisible et souvent tortueux de notre existence depuis notre naissance ou le milieu dans lequel nous sommes venus au monde, pour s'apercevoir et admettre qu'il nous a été imposé par la société ou des facteurs extérieurs sur lesquels nous n'avons aucune emprise pour pouvoir orienter notre vie dans une direction donnée.

Personne ne peut nier que les rares fois où nous avons été amenés à choisir une voie plutôt qu'une autre au cours de notre existence, chaque fois cela s'est traduit par une multitude de difficultés qu'on n'avait pas forcément envisagées ou de douloureuses désillusions, donc pour peu qu'on soit honnête ou que notre amour propre ne soit pas mal placé, chacun admettra que ce constat correspond bien à la réalité et que la conclusion qu'on tirera de cette expérience n'était pas satisfaisant ; par exemple, on peut très bien être satisfait d'être devenu médecin, mais quand on voit dans quelles conditions les médecins doivent exercer leur métier, il y a de quoi en faire des cauchemars et détester la société telle qu'elle existe, non ?

Ce discours est à la portée de chaque travailleur manuel ou intellectuel, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes. Il les porte à réfléchir à leur propre condition sans appréhension ou complexe sous un angle différent, tout en leur proposant une interprétation qui la dépasse dans la perspective d'en changer sans les juger, les critiquer ou leur imposer quoi que ce soit, ce qui doit les mettre en confiance et leur permettre de progresser par eux-mêmes ou de parvenir à comprendre qu'il est possible de briser ce qui apparaissait au départ comme une fatalité face à laquelle ils devaient demeurer éternellement impuissants, dès lors que leurs propres expériences leur apparaissent dorénavant comme un des maillons du processus dialectique inconscient qui a façonné la société, ils allaient être maintenant en mesure à leur rythme de s'en saisir pour changer la société.

Cette méthode consiste donc à faire prendre conscience aux travailleurs que c'est l'interprétation qu'ils font de leur condition et de la société qui détermine leur orientation et leur destin. Et si évidemment on les appelle à agir ou à s'organiser pour en changer, il faut les prévenir d'emblée qu'ils ne doivent pas en attendre des miracles à court terme ou même au cours de leur vie, tout dépendra du nombre de travailleurs qui parviendront ou non à progresser pareillement ou non, par contre ce dont on peut les assurer, c'est qu'en agissant de la sorte ils cesseront d'œuvrer inconsciemment à la reproduction de leur condition et de la société que jusque là ils ne faisaient que subir, ils pourront plus facilement les supporter sans se compromettre ou être manipuler, car ils cesseront de compter parmi les soutiens anonymes sur lesquels repose la stabilité et la pérennité du régime dont ils doivent se débarrasser. Ils donneront ainsi un sens à leur vie digne ou tout à fait respectable, qui sera pour eux et éventuellement leur entourage un sujet légitime de satisfaction de chaque instant, qu'ils n'auraient jamais pu revendiquer autrement.

On doit adopter le principe selon lequel nos besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes sans avoir à se justifier, car on ne peut pas admettre qu'une seule personne soit privée de nourriture, d'un toit, etc. ou cautionner une société et un système qui s'en accommode ou engendre ce genre d'injustices intolérables. Sinon, c'est simple, on est perdu, cela revient à abdiquer nos droits les plus élémentaires et on se condamne dans l'avenir à voir les droits sociaux ou politiques qu'il nous reste encore disparaître les uns après les autres.

Donc à tout prendre, entre se laisser vivre ou vivre dans l'insouciance en se contentant de quelques satisfactions éphémères ou illusives, et être livré à des tourments infinis le reste du temps ou de nos jours, qui plus est en devant s'arranger hypocritement avec notre conscience, ou mettre un terme consciemment à cet engrenage infernal et donner un sens ou un idéal à notre vie dont on peut être fier sans contreparties désagréables, sans porter préjudice à quiconque, en respectant un certains nombres de valeurs ou de principes, le choix est vite fait pour peu que notre démonstration soit simple et claire.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 janvier 2017

## CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

La suite plus tard ou demain... il est 9h31 à Pondichéry.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 janvier 2017

## CAUSERIE

Avec Trump et son équipe au pouvoir, c'est le syndicat mafieux du crime aux commandes des Etats-Unis. Rien de changer, à ceci près que l'imposture a franchi un cran de plus...

Audio Evidence: John Kerry confirms arming Daesh (en anglais)  
<https://www.youtube.com/watch?v=41HhRABI3kM>

La Guerre Invisible - Documentaire de John Pilger (vostfr)  
<https://www.youtube.com/watch?v=5ym6bC2ggVs>

## Ils osent tout.

- «La démocratie a besoin de vous», lance Obama à la presse avant l'arrivée de Trump - 20minutes.fr 18.01

- "Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles." David Rockefeller.

- Obama craint qu'un accord israélo-palestinien devienne impossible - Reuters

## En Inde

Si j'avais ouvert ma boîte aux lettres ce matin avant de partir faire des courses, cela m'aurait évité de perdre mon temps :

Manifestations contre l'interdiction des festivités de Jallikattu (lâchers traditionnels de taureaux durant les festivités de Pongal).  
Origine du courriel : Le Consulat général de France à Pondichéry.

Madame, Monsieur,

Le Tamil Nadu connaît de très fortes perturbations ce jour dans les transports et les services en raison des grèves et manifestations contre l'interdiction du jeu ancestral de Jallikattu.

Des blocages de routes sont en cours dans l'ensemble du Tamil Nadu, notamment dans les villes de Chennai, Pondichéry, Madurai ainsi que sur l'East Coast Road reliant Pondichéry à Chennai.

Le Consulat général de France recommande donc à la communauté française du Tamil Nadu et aux Français de passage d'éviter les lieux de rassemblement, de limiter leurs déplacements au strict nécessaire et de se tenir informés de l'évolution de la situation.

Cordialement.

Je suis rentré chez moi sain et sauf, ouf quelle frayeur, je déconne bien sûr !

### Qui a dit ?

- « Ce que j'ai vu sur place à Alep, ce n'est pas ce que j'ai entendu dans les médias depuis des semaines » ; « La ville d'Alep n'est pas rasée. Il n'y a que 15% qui l'est. 20% endommagée et 65% intacte » ; « les habitants d'Alep disent que leur ville a été libérée ».

Réponse : Le député Les Républicains Thierry Mariani. Au passage dans une vidéo il dénonce les mensonges et les oublis des médias officiels et le rôle abominable d'Hollande : « La France se trompe parce que la France fait la politique de nos ennemis ! ». (Source : arretsurinfo.ch 19.01)

On aurait préféré que ce soit un dirigeant d'un parti ouvrier qui tiennent ces propos...

### POID. Après ces lamentations lamentables mais révélatrices, non, il n'est plus "permis (de) douter".

Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 janvier 2017 par Daniel Gluckstein

Sur un iceberg, on ne reconstruit rien.

(...) La fuite grandissante des caciques du Parti socialiste vers Macron pourrait annoncer la disparition prochaine de ce parti. Serait-ce positif pour les travailleurs ?

Les dirigeants du PS ont tout fait pour préparer cette autodestruction. (...)

Si la disparition du PS s'opérait au profit d'un authentique parti ouvrier portant haut les couleurs du socialisme, les militants et sympathisants qui ne renoncent pas à cet objectif (et les travailleurs en général) pourraient y voir une bonne chose. Mais que peuvent-ils attendre de la dissolution des restes du PS dans la nébuleuse autour de Macron, l'homme des banques « au-dessus des partis » et partisan de l'association capital-travail ?

La survie du Parti communiste français est, elle aussi, en question. Là encore, les dirigeants ont tout fait pour que s'éloignent les militants fidèles à l'idéal communiste (...)

Si les dirigeants du PCF acceptent de se soumettre à l'ultimatum qui leur est adressé aujourd'hui de diluer leur parti, cela aidera-t-il à l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ? Il est permis d'en douter. (..)

Les travailleurs, eux, n'ont rien à attendre de qui que ce soit. Ils ne peuvent compter que sur leur propre action organisée. Ce qui, en démocratie, exige l'existence d'organisations de classe, syndicats ouvriers et partis ouvriers.

Un iceberg, c'est vrai, peut détruire et faire couler de gros paquebots. Mais sur un iceberg, on ne reconstruit rien. Fin.

Avec du vent non plus !

On est en droit de demander à Gluckstein où a-t-il rencontré des "militants et sympathisants" du PS "qui ne renoncent pas" au socialisme sachant que justement pour être militants ou sympathisants de ce parti il faut forcément être étranger au socialisme ou tout en ignorer, tant la politique du PS depuis des lustres (ou toujours en fait) se situe à l'extrême opposé du socialisme, pire, le combat.

Gluckstein qui prétend développer une politique indépendante se désole que le PS et le PCF puissent disparaître, à croire qu'il ne peut pas s'en passer (tout comme ses collègues du POI), alors qu'ils n'ont cessé de pourrir le mouvement ouvrier en recourant à l'imposture qui consistait justement à se faire passer pour socialiste ou communiste, illusion criminelle que notre brave "trotskyste" entend perpétuer.

Il confirme ici tout ce que nous avons déjà dit de ce courant politique opportuniste, révisionniste. Incurable décidément, dommage.

On l'invite à lire les infos suivantes qui lui sont destinées.

Confirmation. Etre de gauche signifiait bien être nanti, sans principe et corrompu.

- Politique : le désarroi des électeurs de gauche - Francetv info

Même en terres de gauche, sur ce marché près de Lille, le moral des militants PS est au plus bas. "On verra bien comment ça se passe", dit sobrement un homme. Les propositions des candidats n'attirent pas franchement. Des électeurs un peu perdus, et des militants qui ne craignent qu'une chose : disparaître. "Si c'est Macron qui passe, on sera derrière Macron", se résout tout de même un militant.

"Je pense que je vais me tourner vers Macron parce qu'il a des bonnes idées de gauche et malgré tout quelques bonnes idées de droite", affirme une dame. À la clé, non pas le gros lot, mais l'espoir que la gauche puisse rester en jeu et peut-être même, qu'elle sorte gagnante. Francetv info 17.01

- De droite, du centre, de gauche, nous sommes En Marche ! avec Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Primaire de la gauche : Finkielkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

### Une réflexion politique un peu plus sérieuse.

Sans avoir lu la littérature des partis ouvrier et leurs satellites, je parie qu'ils ont repris leur antienne favorite sur la menace qui pèse sur l'hégémonie américaine qui déterminerait la politique de la Maison Blanche, comme d'autres n'ont cessé de prédire pendant des années la chute du dollar et de Wall Street ou une troisième guerre mondiale, ou encore la fin du régime en France ou l'effondrement de la Ve République, or aucune de ces prophéties ne s'est produite.

A ma connaissance le dollar est au plus haut de sa forme et Wall Street bat records sur records, on vient d'apprendre que les Etats-Unis allaient ouvrir une nouvelle base militaire au Pérou, au Forum économique mondial (WEF) de Davos qui s'est ouvert avant-hier, le président chinois, Xi Jinping, a délivré "un étonnant plaidoyer en faveur du libre-échange" (Libération), fustigeant ceux qui "blâment la mondialisation économique comme étant responsable du chaos du monde", et d'ajouter "mais ce n'est tout simplement pas le cas (...) nous devons rester attachés au développement du libre-échange et des investissements", précisons, et la Chine doit continuer de financer l'économie américaine qui pour cette raison n'est pas prête de s'écrouler, tandis que la planche à billets des faux-monnayeurs de la Fed sert à la fois de pompier et de pyromane de l'économie mondiale pour éviter qu'elle explose, et cela durera aussi longtemps que les peuples supporteront le sort qu'ils leur ont réservé, car en réalité ce n'est pas l'économie mondiale qui serait menacée de disparaître mais les valeurs et les principes qui présidaient au développement de la civilisation humaine si le prolétariat mondial ne parvenait pas à les chasser du pouvoir...

Au cours du XXe siècle, les deux guerres mondiales ont été fomentées par l'oligarchie financière anglo-saxonne.

La première s'inscrit dans la continuité de la crise du capitalisme de 1907-1908 et la création de la Fed en 1913. La seconde fut la suite logique à l'époque du krach de Wall Street en 1929 qui fut minutieusement planifié ; durant les quatre années qui le précédèrent les oligarques vendirent des actions en très grande quantité ce qui leur permit de disposer d'énormes réserves en espèces qu'ils utiliseront au lendemain du krach pour racheter pour une bouchée de pain des milliers d'entreprises et s'enrichir ainsi dans des proportions colossales.

Tout comme elle le fit en 2008 jusqu'à nos jours, la Fed avait la possibilité d'injecter de l'argent dans les banques pour éviter ce krach, mais les oligarques optèrent pour un autre scénario, qui les amena à financer la montée d'Hitler au pouvoir, puis le régime nazi qui devait être le prélude à une nouvelle guerre mondiale, ce qui leur permit de réaliser de gigantesques profits et de renforcer leur pouvoir politique sans pour autant que la crise du capitalisme ne soit réglée. Ce furent les seuls véritables vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

A l'issue de la guerre, tous les Etats étant en faillite ou considérablement endettés, les banquiers étaient les seuls à disposer des fonds nécessaires au financement de la reconstruction des pays ravagés par la guerre et au redémarrage de leur économie afin que ces Etats ne s'effondrent pas sous la pression de la lutte de classe du prolétariat. Et c'est en contrepartie des prêts qu'ils leur consentirent, que les accords de Bretton Woods consacrant l'hégémonie du dollar et de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale furent signés, et qu'allaient être créées dans la foulée ou au cours des années ou décennies suivantes des institutions financières, politiques et militaires qu'ils contrôlèrent, FMI, Banque mondiale, ONU, OTAN, UE, Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale, OMC, OSCE, etc.

Toutes ces institutions auxquelles les Etats du monde entier étaient sommés de participer sous peine d'être exclu de l'économie ou du marché mondial. Elles devaient servir plusieurs objectifs, dont celui de maîtriser les conséquences de la crise du capitalisme, qui en réalité n'avait jamais pris fin et devait revenir périodiquement sur le devant de la scène pratiquement chaque décennie à partir d'un secteur clé de l'économie qui avait fait l'objet d'une spéculation monstrueuse ou de magouilles, énergie (pétrole et électricité), Internet, immobilier.

Par la suite à une échelle réduite, on assista à un effondrement contrôlé et limité de pans entiers de l'économie qui eut des répercussions à des degrés divers ou selon les pays à l'échelle mondiale, dont les conséquences furent rapidement absorbées ou réduites, de sorte que la confiance des investisseurs dans l'économie mondiale ne fut pas entamée et la vie put continuer comme avant. Et chaque fois cela permit également à l'oligarchie anglo-saxonne de renforcer son pouvoir politique sur tous les continents.

Mon analyse repose sur deux facteurs au moins qui ont été négligés jusqu'à présent :

- La multitude d'instruments financiers et d'institutions dont dispose désormais l'oligarchie anglo-saxonne ou qu'elle contrôle et qui n'existaient pas autrefois, ils consacrent à la fois son pouvoir économique, politique et militaire, tandis que le mouvement ouvrier international est réduit à l'impuissance ou pratiquement neutralisé.

- L'achèvement de la mondialisation du capitalisme, qui, à travers la division du travail international poussée à l'extrême et l'exportation de masses gigantesques de capitaux, allait soulager le capitalisme de ses contradictions.

Et en guise de conclusion, de sorte que la combinaison de ces deux facteurs agissant de concert mais séparément allait lui octroyer les moyens d'accompagner l'effondrement inévitable du capitalisme, tout en maîtrisant ses conséquences sur le plan social afin que la destabilisation politique des Etats qu'il entraînerait ne conduise pas à une recomposition du mouvement ouvrier ou à des révolutions, en agissant minutieusement pas à pas sur tel ou tel secteur économique, en visant certains pans de la classe ouvrière ou des classes moyennes qui verraient leurs droits sociaux réduits ou disparaître les uns après les autres, ainsi que collectivement leurs droits politiques sans qu'elles puissent s'y opposer, ce qui revient à terme à tirer le maximum de profit de cet effondrement contrôlé sans prendre le moindre risque, mieux encore, en renforçant encore son pouvoir politique au point que les exploités se retrouvent sans représentation politique ni direction, donc à sa merci.

Maintenant que l'oligarchie détient pratiquement tous les pouvoirs, la mondialisation du capitalisme et la financiarisation de l'économie ont atteint des niveaux tels qui lui permettent de concevoir une multitude de combinaisons, pour à la fois éviter un effondrement brutal et imprévisible du capitalisme, accompagner au contraire son effondrement, intervenir sur le plan économique et politique avant qu'une crise sociale ne dégénère en crise révolutionnaire et menace l'existence de leur régime, de sorte que tabler sur l'effondrement soudain du capitalisme qui déboucherait sur une crise révolutionnaire est devenu un scénario obsolète, à moins de croire que les oligarques seraient suicidaires ou seraient prêts à renoncer à leur pouvoir.

On peut se demander depuis quand ce scénario est obsolète, peut-être depuis que l'oligarchie a pris conscience qu'elle ne pourrait jamais plus recourir à une guerre mondiale sans prendre le risque d'en être directement ou indirectement également la victime, soit depuis l'après-guerre et qu'un certain nombre de nations se soient dotées de l'armement nucléaire, chimique et bactériologique.

Or, toutes les théories qui ont été produites par les dirigeants du mouvement ouvrier reposaient sur ce scénario. Et il est vrai que si on devait compter sur ce scénario pour envisager le passage au socialisme, on pourrait attendre indéfiniment ou on devrait abandonner cette perspective. Alors évidemment, cela signifie qu'il nous faut revoir notre copie de fond en comble puisqu'elle était basée sur une analyse tronquée ou erronée du fonctionnement du capitalisme et ses institutions tels qu'ils étaient et ont évolué.

On n'a pas abordé le facteur du mouvement ouvrier, puisqu'en l'absence d'une analyse ou d'une théorie correcte, il était voué à se décomposer ou à demeurer incapable de se doter d'une nouvelle direction, bien que la résistance de la classe ouvrière alimente la crise du capitalisme, mais jamais au point d'en menacer les fondements ou les institutions que justement les dirigeants du mouvement ouvrier se sont employés à ménager en détournant l'attention des travailleurs et des militants vers Bruxelles, Washington ou l'ONU auquel certains vouent un culte, autant dire à l'impérialisme américain ou à l'oligarchie qui contrôle cette institution.

Vous aurez remarqué que je ne niais pas la crise du capitalisme et l'effondrement du capitalisme, je constate seulement que les capitalistes ont trouvé les moyens de les accompagner pour qu'ils ne débouchent pas sur une crise révolutionnaire. Je ne nie pas non plus le développement des forces productives et l'expansion du marché mondial, contrairement aux pires dogmatiques qui font dans le déni pour des raisons inavouables ou n'ont pas su lire Trotsky.

Je me contente de rendre compte de l'évolution des différents facteurs et rapports qui déterminent l'orientation du capitalisme mondial et de la lutte des classes qui correspond à celle qui figurait en grande partie dans Le Capital de Marx et Engels, puis dans Impérialisme stade suprême du capitalisme de Lénine, qui en quelque sorte en fut le complément pour l'époque à venir et la nôtre.

J'ai essayé honnêtement d'évaluer à leur juste valeur ou de déterminer la place et le rôle de chaque facteur en veillant à ne pas les sous-estimer ou les surestimer, et j'avoue avoir dû procéder à de nombreuses corrections au fur et à mesure que la situation devenait plus claire, au fil des nouveaux éléments dont j'étais porté à prendre connaissance, parfois par hasard....



C'est la raison pour laquelle j'estime que mon analyse n'est pas à prendre ou à laisser, mais mérite d'être discutée et d'être améliorée. Je pense qu'en étant parvenu à relier depuis disons le début du XXe siècle jusqu'à nos jours les éléments qui ont influencé l'orientation de la situation mondiale et contribué à façonner la société telle qu'elle se présente, j'ai réussi à produire une interprétation plus conforme au processus historique dialectique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine que celles qui nous sont proposés ailleurs, sans renier quoi que ce soit du marxisme et du socialisme, ce que certains contesteront inévitablement et c'est leur droit.

J'ai dû présenter la trame de mon analyse sous des angles différents pour tenter de faire réagir les lecteurs, parfois en ménageant leur susceptibilité, d'autres fois en exagérant volontairement certains traits, en vain, sauf à verser dans le mépris.

Hier soir dans une vidéo qui date de 2010 je crois, j'ai entendu un brillant économiste américain opposé à l'hégémonie de l'oligarchie et à l'existence de la Fed, expliquer qu'il était impossible ou illusoire de s'attaquer au président des Etats-Unis, aux institutions américaines, parce qu'ils dépendaient tous des oligarques qui dirigent le groupe Bilderberg, le CFR et la Commission trilatérale, commettant la même erreur que ceux qui prétendaient qu'il était pratiquement devenu impossible de s'attaquer aux institutions nationales dans chaque pays, sous prétexte qu'elles étaient subordonnées à l'Union européenne et qu'il fallait axer le combat contre l'UE, alors qu'en réalité l'existence du groupe Bilderberg, du CFR et de la Commission trilatérale ou de l'UE ne remet pas en cause le fait que c'est le chef de l'Etat, son gouvernement et les députés ou membres du Congrès ou sénateurs qui adoptent toujours les lois et qui décident des mesures qui seront appliquées dans leur pays ou en matière de politique étrangère, qu'elles leur soient dictées par l'oligarchie financière est une chose qu'il ne faut pas négliger bien entendu, mais ce n'est pas elle qui au sommet de l'Etat les met en oeuvre, même si aux Etats-Unis la CIA et le Pentagone interfèrent avec la politique du gouvernement, constitutionnellement et pour le peuple américain il n'en demeure pas moins que c'est le Président, son gouvernement, le Congrès et le Sénat qui détiennent le pouvoir et orientent l'avenir de la société, donc l'ennemi que la classe ouvrière doit combattre a bien un visage, il est identifiable et il est possible de l'atteindre, de le faire chuter, de le vaincre. Reste à définir les moyens de la lutte de classe pour y parvenir, ce dont nous avons été incapables jusqu'à présent, et rien ne changera si on s'obstine à s'accrocher à des analyses ou des théories erronées.

On peut ou pas partager cette analyse. Si vous avez une meilleure interprétation à nous proposer, n'hésitez pas à nous la faire connaître, on l'étudiera sérieusement et sans a priori.

Si vous n'êtes pas convaincu par ma démonstration, je vais vous fournir plus loin quelques pistes de réflexion pour réaliser votre propre analyse, car loin de moi l'idée de vouloir vous imposer la mienne ou les conclusions auxquelles je suis parvenu. Volontairement j'ai laissé de côté un certain nombre de facteurs économiques ou politiques qui ont pu jouer un rôle plus ou moins déterminant dans le cours de l'histoire et que les lecteurs sont censés avoir à l'esprit. J'allais oublier de préciser ou de rappeler que j'en étais arrivé à la conclusion pratique que pour construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire, il faudrait en priorité s'employer à élever le niveau de conscience politique de la classe ouvrière et des classes moyennes, sans quoi notre combat est perdu d'avance.

Autrefois, le secteur primaire ou industriel était dominant dans l'économie, dorénavant il a été supplanté par celui du tertiaire ou des services, où les salariés travaillent davantage avec leurs têtes qu'avec leurs bras. Autrefois, les besoins de la population étaient élémentaires, essentiellement alimentaires, matériels si l'on veut, de nos jours, si ces besoins n'ont pas disparu évidemment, ils sont concurrencés ou supplantés par des besoins plutôt intellectuels ou qui s'adressent davantage au cerveau qu'à l'estomac. Ainsi au fil du temps, le mode de vie de la population a été profondément modifié par ce transfert ou ce déplacement de ses besoins matériels vers des besoins immatériels qui ont un contenu intellectuel ou qui influence son mode de pensée, la manière dont elle va percevoir sa condition, la société, etc.

Partant de là, on a le choix entre tenir compte de ce constat ou le nier, ce qu'on a toujours fait jusqu'à présent, tout comme on a nié que l'amélioration de la condition ouvrière s'était traduite par une plus grande adaptation au capitalisme au point d'y être pratiquement entièrement soumis, selon le schéma que j'ai indiqué plus haut. A ce stade, la question est de savoir si on est décidé ou non à en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent pour sortir de cette impasse politique, en prenant appui sur la décomposition de la société qui a résulté de ce processus pour l'orienter dans une autre direction, en se fixant pour objectif de changer la société, ce qui implique de renverser l'ordre établi, ce qui évidemment ne se produira jamais par les urnes mais par le soulèvement révolutionnaire de millions de travailleurs.

Posez-vous certaines questions, par exemple, demandez-vous comment sont intervenues toutes les crises depuis les années 70, quels en ont été les facteurs déclencheurs, dans quel contexte dans chaque pays, voyez de quelle manière elles ont pris fin, quelles en furent les conséquences sur les plans social et politique, au niveau des institutions dans ces pays et au plan international, comment elles se sont traduites pour les différents acteurs sociaux, qui en a tiré profit, lequel, au détriment de qui, et pour terminer quelles en furent les répercussions sur la société, les rapports entre les classes, entre les Etats et l'oligarchie ou le marché, et vous aurez une vision globale ou complète de la situation et son évolution au cours des 46 ans qui viennent de s'écouler.

[En famille. Quand Mélenchon et Le Pen prennent la défense de Valls le teigneux.](#)

- Giflé, enfariné, boudé... Trois moments difficiles dans la campagne de Manuel Valls - Francetv info

- Un jeune homme gifle Manuel Valls à Lamballe - AFP

Un jeune homme a giflé mardi Manuel Valls, candidat à la primaire initiée par le PS, lors d'un déplacement de l'ex-Premier ministre dans la petite ville de Lamballe (Côtes-d'Armor), à une vingtaine de kilomètres de Saint-Brieuc.

L'ancien Premier ministre a tenté d'esquiver et le jeune homme n'a pu que le toucher légèrement au visage, a constaté une journaliste de l'AFP.

Peu après, Manuel Valls, détendu, a réagi à l'incident devant la presse: "Je ne suis pas venu parler de moi. Il y a toujours des individus qui veulent empêcher la démocratie de s'exprimer", a-t-il dit. Et d'ajouter: "Il y a ceux qui contestent la démocratie et ceux qui l'incarnent comme les hommes politiques. La démocratie ne peut pas être la violence." (Comme quoi elle est bien incompatible avec le capitalisme. - LVOG)

Dans le train qui le ramenait à Paris, le candidat a dit qu'il porterait plainte contre son agresseur pour "ne pas laisser passer un acte de violence".

Le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a condamné sur Facebook "les agressions physiques en politique comme dans la vie". "Aucune incrimination contre Manuel Valls ne doit conduire à se manquer de respect à soi-même au point de frapper quelqu'un par surprise plutôt que régler son différend avec un bulletin de vote", a-t-il insisté. AFP 17.01 (Comme si un jour un bulletin de vote avait réglé quoi que ce soit... En effet, c'est dommage qu'on ne puisse pas le juger et l'exécuter. - LVOG)

Commentaire d'internautes

1- "La démocratie s'exprime à coups de 49-3 ? tiens c'est nouveau !"

2- "Heureusement que M. Valls est là pour nous rappeler à quel point une gifle est une terrible menace pour la liberté d'expression et la démocratie..."

Ce même Valls qui déclarait "La démocratie, ce n'est pas la rue !"

3- "" La démocratie ne peut pas être la violence." a dit ce con de Valls. Alors pourquoi tu as soutenu l'ingérence de la France en Lybie en utilisant la force pour imposer la "démocratie" = "démocratie...tion de ce pays?"

4- "Que dire de ce modeste soufflet face à la violence insupportable de notre société dont il porte une part de responsabilité..."

Complément en famille.

- La gifle reçue par Valls est "inadmissible" pour Marine Le Pen - AFP

La gifle reçue mardi par Manuel Valls à Lamballe est "inadmissible", a déclaré Marine Le Pen, qui a dénoncé un geste "honteux en démocratie" en marge d'une visite en Moselle sur le thème de l'économie, mercredi. AFP 18.01

[Ils osent tout.](#)

- Sarkozy s'inquiète du "travailler plus sans gagner plus" de Fillon - LePoint.fr

- Macron est "évidemment le candidat de la gauche", affirme Accoyer - Franceinfo

- Pourquoi Emmanuel Macron est le candidat de l'émancipation des femmes - Le Huffington Post

- Pierre Moscovici salue "le talent" d'Emmanuel Macron, "un homme à suivre avec intérêt" - Le Huffington Post

- Daniel Cohn-Bendit : "Macron, c'est la version moderne de Bayrou." - LePoint.fr

- Montebourg décrit à Paris une gauche "en train de renaître" - AFP

- Présidentielle : le Medef accepte désormais de discuter avec Marine Le Pen - L'Express.fr

Pierre Gattaz a choisi d'inviter la candidate frontiste à présenter son projet à l'organisation patronale, rompant ainsi avec une

longue tradition anti-FN. L'Express.fr 17.01

- L'artiste russe Piotr Pavlenski demande l'asile en France - Franceinfo

- Les protestants français combattent ouvertement le Front national. - LeFigaro.fr

- Le Roux parle de baisse de la délinquance en France depuis cinq ans. - Reuters

- Les Européens jugent Donald Trump "agressif, raciste, dangereux, démagogue, mais dynamique" - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo et Les Echos... Franceinfo 19.01

[L'Empire du crime ne supporte pas qu'un chef d'Etat ait une "position rigide envers l'Otan".](#)

- Les USA sanctionnent le président de la République serbe de Bosnie - sputniknews.com

Alors qu'on n'impose des sanctions à l'encontre d'un président que de manière exceptionnelle, Washington a tout de même sanctionné le président de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik pour s'être opposé, selon les États-Unis, aux accords de paix de Dayton en 1995.

Les États-Unis ont ajouté dans leur liste des personnalités politiques sanctionnées le dirigeant de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik, a déclaré le 17 janvier le département américain du Trésor. M. Dodik est connu pour sa position rigide envers l'Otan ainsi que pour ses relations tendues avec le Haut Représentant international en Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko.

Récemment, M. Dodik a obtenu un refus de visa américain où il avait l'intention de se rendre pour assister à l'investiture du président américain élu M. Donald Trump. sputniknews.com 17.01

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Gambie

- Les troupes sénégalaises sont entrées en Gambie - Sputnik

Les troupes sénégalaises déployées aux frontières avec la Gambie en vue d'une opération ouest-africaine pour contraindre Yahya Jammeh à céder le pouvoir au nouveau président Adama Barrow sont entrées sur le sol gambien dans l'après-midi, a annoncé le porte-parole de l'armée.

"Ils sont entrés cet après-midi", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée sénégalaise, le colonel Abdoul Ndiaye, interrogé sur le fait de savoir si les militaires sénégalais avaient déjà franchi la frontière.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a soutenu jeudi à l'unanimité les initiatives menées par la Cédéao pour pousser le président sortant Yahya Jammeh à quitter le pouvoir en Gambie.

Une résolution préparée par le Sénégal a obtenu le soutien des quinze membres du Conseil, y compris celui de la Russie, qui a néanmoins souligné que ce texte n'autorisait pas formellement une intervention militaire en Gambie.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a entrepris plusieurs démarches auprès de M. Jammeh pour qu'il respecte le résultat des urnes de l'élection du 1er décembre, remportée par Adama Barrow. Mais le président sortant s'accroche au pouvoir, qu'il détient depuis 22 ans.

La résolution appelle le Conseil à apporter "son soutien total à la Cédéao concernant son engagement à assurer, par des moyens politiques avant tout, le respect de la volonté de la population". Sputnik 19.01

#### Syrie

Plusieurs victimes de «l'opposition syrienne modérée» retrouvées à l'est d'Alep - sputniknews.com

Fuyant la ville d'Alep, les combattants du groupe Front du Levant ont exécuté plusieurs soldats de l'armée syrienne gouvernementale, a déclaré l'ambassadeur syrien à l'Onu.

Suite à la libération des quartiers est de la ville d'Alep, les autorités syriennes ont retrouvé 23 cadavres dans l'école Moukhadass, dans le quartier as-Sukkari, apprend-t-on d'une lettre que le chargé d'affaires de l'ambassade syrienne auprès de l'Onu, Munzer Munzer, a adressée au secrétaire général et au président du Conseil de sécurité de l'Onu.

« L'école servait à abriter le quartier général du Front du Levant, que certains pays considèrent comme un groupe de "l'opposition syrienne modérée" », lit-on dans le document.

Les autorités syriennes ont réussi à identifier au moins 20 victimes, tous des soldats de l'armée syrienne gouvernementale. En outre, elles ont retrouvé par la suite 37 autres cadavres, dont l'identité reste à préciser.

« La plupart des victimes ont la gorge tranchée, d'autres ont été tués par balle ou sont morts suite à des tortures », souligne la lettre. sputniknews.com 19.01

Commentaire d'un internaute. - "Ah les Sénégalais ils sont restés toujours tiraillés dans l'âme! Jadis ils prenaient les armes pour le compte du colon (maitre) pour le défendre ou tuer ses propres frères, aujourd'hui rien a changé il le fait pour la communauté internationale on dirait qu'ils ont pris du grade! Quand il fallut aller aider le Cameroun et le Nigéria pour repousser Boko haram, on n'a jamais vu les Sénégalais, pas la moindre résolution préparée de leur part pour éliminer Boko haram. Mais quand il faut dégommer son frère africain pour le compte de la communauté internationale, là ils sortent les dents! Des dents pourries à force d'avoir léché le cul des Français! what a pity!"

Moldavie

- Direction Moscou, le revirement confirmé de la Moldavie - sputniknews.com

C'est un virage à 180 ° pour la Moldavie. Dirigé pendant sept ans par une équipe résolument pro-européenne et pro-Otan, le pays se tourne désormais vers la Russie. La visite d'Igor Dodon, le président moldave à Moscou, concrétise ce changement stratégique.

La première visite officielle à l'étranger d'Igor Dodon, le président moldave récemment élu, vient de se clore. Son agenda fut assez chargé. Durant sa visite, le chef d'État moldave a rencontré plusieurs responsables russes de haut niveau, dont Valentina Matvienko — l'actuelle présidente du conseil de la Fédération ( la chambre haute du Parlement russe ) puis Sergei Lavrov, le chef de la diplomatie. Enfin, en soirée Igor Dodon a rencontré Vladimir Poutine. Les deux chefs d'État ont abordé plusieurs sujets.

Dans le domaine énergétique, ils ont ainsi confirmé leur désir d'avancer sur plusieurs dossiers sensibles, notamment ceux en rapport avec la dette de l'État moldave pour le gaz russe, y compris celui livré en Transnistrie (PMR), qui avait fait sécession avec la Moldavie en 1990. Pour rappel, ce pays dépend à 100 % des livraisons de gaz russe.

L'autre point important concernait l'élargissement des entreprises moldaves pouvant exporter en Russie leur production, notamment agroalimentaire. En effet et depuis les sept dernières années du pouvoir de la coalition pro-occidentale, puis de la signature de l'accord d'association avec l'UE, la Moldavie n'a cessé de perdre ses parts sur le marché russe. Un marché qui n'a jamais pu être remplacé ailleurs, au vu de ses capacités.

Les deux hommes ont également abordé la question des migrants moldaves travaillant en Russie, autre source importante de revenus pour le budget du pays. C'est un point que la presse mainstream oublie souvent de mentionner lorsqu'elle aborde le sujet, puisqu'à en croire certains médias, la grande majorité des Moldaves travailleraient dans l'UE, principalement en Italie, où ils sont effectivement environ 150 000. Mais ce sont plus d'un demi-million de Moldaves qui vivent et travaillent en Russie, sur une population totale du pays de 3,5 millions d'habitants.

La discussion s'est aussi axée sur le dialogue lancé par Igor Dodon avec Tiraspol, la capitale de la PMR. Un éventuel accord de fédéralisation ne serait pas à exclure, bien que l'on en soit encore loin. Néanmoins, le dialogue positif engagé entre Chisinau et Tiraspol est un signe positif. Enfin, le président moldave a réitéré son engagement d'annuler l'accord d'association avec l'Union européenne, signé en juin 2014, et dans lequel la Moldavie n'a, selon Dodon, rien gagné, tout au contraire. Mieux que cela, le leader moldave a demandé à ce que son pays puisse rejoindre l'Union économique eurasiatique, ne serait-ce qu'à titre d'État observateur dans un premier temps.

Une approche qui a suscité la réaction des milieux pro-occidentaux à Chisinau, alors que Dodon se trouvait encore à Moscou. Selon leur déclaration officielle, ils ont affirmé « être prêts à tout pour bloquer toute éventuelle annulation de l'accord d'association avec l'UE et tout processus d'intégration en direction de l'Union économique eurasiatique ».

En effet, le combat s'annonce sérieux puisque le président moldave aura besoin du soutien de son parlement pour mettre en œuvre ses ambitieux projets. Néanmoins, et au vu des sentiments régnant au sein d'une large part de la société moldave, ses chances sont assez importantes. Il convient de rappeler que depuis quelques années, les sentiments pro-UE ont baissé d'une façon aussi drastique qu'augmentaient les sympathies prorusses au sein de la population. Une situation qui a d'ailleurs permis de mettre fin à sept années de pouvoir de la coalition pro-occidentale et de voir arriver la victoire d'Igor Dodon, le chef du Parti des socialistes de Moldavie, en novembre dernier.

Dernier point, au moment où l'Otan cherche de nouveau à attiser les tensions aux frontières de la Russie, le président moldave n'a pas caché son intention de s'éloigner du dialogue engagé par la précédente administration avec l'organisation nord-atlantique. D'ailleurs, le choix même de Moscou comme première visite officielle à l'étranger conserve toute sa symbolique : ce fut Bruxelles qui était la priorité tout au long des années précédentes de Chisinau. Une page vraisemblablement tournée, du moins pour le moment. sputniknews.com 19.01

## Corée du sud

- Corée du sud: la justice refuse l'arrestation de l'héritier de Samsung - AFP

La justice sud-coréenne s'est opposée mercredi à l'arrestation de l'héritier de l'empire Samsung, Lee Jae-Yong, pour des soupçons de corruption, dans un vaste scandale qui a entraîné la destitution de la présidente du pays.

L'équipe spéciale d'enquêteurs chargée de ce scandale avait annoncé lundi qu'elle cherchait à obtenir un mandat d'arrêt contre M. Lee, soupçonné de corruption, d'abus de biens sociaux et de parjure.

Mais le tribunal du district central de Séoul a estimé que les preuves n'étaient pas assez solides pour procéder à l'arrestation de Lee Jae-Yong, patron de facto du premier conglomérat du pays, qui pèse 20% du Produit intérieur brut.

"Il est difficile d'accepter les raisons, les nécessités et la justification" pour émettre un tel mandat, explique la cour dans un communiqué publié par les enquêteurs.

La décision est intervenue après une audition de quatre heures de Lee Jae-Yong, 48 ans, plus tôt dans la journée.

Le groupe Samsung, le premier fabricant mondial de smartphones, est le premier exportateur de Corée du Sud.

Le scandale a pour figure centrale la confidente de l'ombre de l'ex-présidente Park, Choi Soon-Sil, accusée d'avoir utilisé son emprise sur elle pour contraindre les grands groupes industriels du pays à "donner" près de 70 millions de dollars à des fondations douteuses.

Samsung est celui qui s'est montré le plus généreux envers les fondations de Mme Choi. Il a également versé à l'amie de 40 ans de la présidente des millions d'euros, sous couvert de financer en Allemagne les entraînements sportifs de cavaliers sud-coréens, parmi lesquels la fille de Mme Choi.

Au total, Samsung aurait mis la main à la poche pour 43 milliards de won (34,2 millions d'euros).

Les enquêteurs cherchent en particulier à savoir si les versements effectués par Samsung ont servi à acheter le feu vert du gouvernement à une fusion controversée entre deux de ses entités en 2015.

L'opération entre Cheil Industries et Samsung C&T était vue comme une étape cruciale pour une transition en douceur au sommet du groupe. Elle avait été dénoncée avec force par certains actionnaires qui estimaient que C&T avait été délibérément sous-évaluée. Mais la Caisse nationale de retraites, gros actionnaire de Samsung sous tutelle du ministère des Affaires sociales, avait soutenu la fusion qui était devenue réalité.

M. Lee, petit-fils du fondateur du groupe, est le dirigeant de facto de Samsung depuis la crise cardiaque de son père, Lee Kung-Hee, en 2014.

Si le tribunal avait donné raison aux enquêteurs, il se serait agi de la première arrestation d'un capitaine d'industrie sud-coréen dans le cadre de ce scandale qui dure depuis des mois.

Une décision qui aurait porté un coup à l'image de marque du groupe déjà été considérablement ternie par la débâcle du Galaxy Note 7 aux batteries explosives.



Le rejet de la demande d'arrestation risque par ailleurs de remettre en question le projet des enquêteurs d'entendre au plus tard début février l'ex-présidente Park Geun-Hye - destituée par le parlement le mois dernier - sur des accusations de corruption.

Il compromet aussi leur volonté d'étendre les investigations à plusieurs autres compagnies ayant "donné" des millions de dollars aux fondations de Choi, a rapporté l'agence de presse Yonhap.

Mme Park est accusée de complicité avec Mme Choi. Sa destitution doit encore être validée par la Cour constitutionnelle, mais tous ses pouvoirs ont été transmis au Premier ministre.

Si sa destitution devient définitive, une élection présidentielle sera organisée sous 60 jours. Mme Park perdrait immédiatement l'immunité qui la protège contre toute poursuite pénale. AFP 18.01

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- France: moins de grèves en 2016 qu'en 2015 - finance.yahoo.com

Pilotes, cheminots, postiers, infirmiers... Les mouvements sociaux ont été nombreux en 2016, mais s'affichent toutefois en repli par rapport à 2015. Le site spécialisé 'C'est la grève.fr' en a recensé 801 contre 966 en 2015, dont 691 grèves locales et 110 mouvements nationaux.

Ces (Shenzhen: 300469.SZ - actualité) grèves se sont concentrées sur les mois de septembre et novembre (94 chacun) et de février et mars (respectivement 89 et 85).

Sur ce total, le site a recensé 13 manifestations liées à la loi El Khomri.

Par secteur, hors mouvements interprofessionnels, celui des services publics a été le plus touché avec 353 mouvements, devant celui des transports (186), du secteur privé (125), de l'Education (124) et la culture (8).

Concernant les services publics, la santé arrive en tête, devant la SNCF et l'industrie. finance.yahoo.com 18.01

2- Quelle est la radio la plus écoutée de France ? - Boursier.com

RTL demeure la première radio généraliste de France avec 12,7% d'audience cumulée sur novembre-décembre, en progression de 0,7 point par rapport à la même période de l'an dernier, montrent les données publiées ce jeudi par Médiamétrie...

En moyenne, le temps d'écoute des auditeurs est de 2 heures 20.

France Inter, qui arrive en deuxième position, réalise également une belle performance, avec une part d'audience cumulée de 11,2%...

Derrière, France Info confirme sa remontée récente de 8,4 à 8,9 pts, tandis que RMC se hisse au niveau d'Europe 1 avec une audience cumulée identique de 8,1% mais la part d'audience de la première est de 6,8% contre 6,6% pour la seconde...

Aux musicales, NRJ chute de 11,9 à 10,7 pts, tandis que Virgin Radio affiche une nouvelle performance en hausse à 5,2 pts d'audience... Boursier.com 19.01

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 janvier 2017

[CAUSERIE](#)

Souvent la guerre a cela d'utile qu'elle met à nu la corruption et rejette tout ce qui est convention. (V.Lénine - L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale)

## Guerre à l'opportunisme

Le dernier éditorial de Gluckstein (POID) m'a inspiré (lire la causerie d'hier). Hier soir j'ai relu deux textes de Lénine L'impérialisme et la scission du socialisme et L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale

- La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par ans, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. (V. Lénine : L'impérialisme et la scission du Socialisme)

Liste non exhaustive en effet dont les composantes sont à l'origine des courants et partis dits ouvriers qui existent aujourd'hui, et tout particulièrement leurs dirigeants, ce qui n'est guère flatteur et largement mérité quand on voit où nous en sommes rendus.

Le problème ne fut pas que des membres de l'aristocratie ouvrière furent à l'origine de la création des partis ouvriers ou en soient les dirigeants, mais qu'ils aient été incapables d'orienter leur parti vers les masses les plus défavorisées. En les choses sont un peu plus compliquées que cela pour comprendre pourquoi tous les courants se réclamant du trotskysme devaient être indissociables de l'opportunisme.

Le prolétariat est très hétérogène, il comporte de nombreuses couches qui ne disposent pas des mêmes conditions, statuts ou avantages.

Les couches supérieures ou l'aristocratie ouvrière bénéficient de privilèges, tandis que les couches inférieures héritent d'un sort misérable ou cumulent les inconvénients ou difficultés inhérents à leur milieu défavorisé. Ce sont les couches supérieures du prolétariat qui vont constituer le gros des bataillons des syndicats dont les dirigeants sont déjà corrompus ou des agents du capitalisme. Tandis que les couches inférieures sont habituellement abandonnées à leur triste sort et demeurent inorganisées.

Puisque les couches supérieures du prolétariat peuvent tirer des satisfactions de leur condition, cela ne les portera pas à se poser des questions sur le fonctionnement de la société, encore moins à la remettre en cause puisqu'elles s'estiment servies ou bien loties ou tout du moins elles se comportent comme tel plus ou moins consciemment. Alors que les couches inférieures seront accaparées par les difficultés en tous genres sous lesquelles elles croulent, tout en sachant ou en se disant qu'elles n'en verront jamais le bout ou que tel était le sort que la société leur avait réservé, de sorte qu'elles ne seront pas portées à s'interroger sur leur propre condition qu'elles subiront passivement, car trop occupées par la question de leur propre survie quotidienne.

Voilà en gros le schéma général telles que se présentent les différentes couches du prolétariat.

Cependant dans tous ses couches à chaque époque, à chaque génération, vont se dégager des éléments qui vont avoir tendance à tenter briser le cadre ou le carcan de leurs conditions, soit parce qu'ils sont insatisfaits du fonctionnement de la société qui pèse sur leur existence et craignent qu'il finisse par porter préjudice à leur condition, soit parce qu'ils ne peuvent pas se faire à l'idée qu'ils seraient condamnés à subir de leur naissance jusqu'à leur mort le sort misérable qui leur a été réservé.

Ainsi il existe des centaines de milliers de travailleurs ou davantage encore appartenant aux différentes couches du prolétariat qui sont susceptibles de s'élever au-dessus de leur condition et qui sont donc des candidats au socialisme.

Le drame ou la tragédie, c'est qu'aucun courant politique ne s'est jamais réellement tourné vers ces travailleurs. Quand ils se sont tournés vers les couches supérieures ce fut pour flatter leur penchant corporatiste, et lorsqu'il leur arriva de se tourner vers les couches inférieures de la classe ouvrière ce fut pour flatter leur ignorance, leurs préjugés, etc.

En somme ces courants politiques se détournèrent de ce qu'il y avait de meilleur dans les différentes couches du prolétariat au profit de ce qu'elles pouvaient produire de pire, et c'est ce qu'incarne de nos jours leurs partis et les syndicats. Quelque part sur la base de ce constat, on pourrait affirmer que leurs dirigeants ont eu faux sur toute la ligne, ce qui explique en grande partie pourquoi il n'existe aujourd'hui aucun parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom. S'ils s'en étaient tenus aux enseignements du marxisme, nous n'en serions pas là aujourd'hui, mais malheureusement ils les ont abandonnés ou ils s'en sont détournés, le résultat ou leur bilan à valeur de verdict et est sans appel.

Ils ont sciemment opté pour l'opportunisme, et leur étiquette trotskyste ne devait servir qu'à le camoufler tant bien que mal, manoeuvre malhonnête et cynique, désuète ou condamnée à l'avance, parce que tôt ou tard l'exacerbation de la crise du

capitalisme devait finir par mettre cruellement en lumière l'inanité de leurs théories, leur corruption par l'idéologie dominante, leurs réelles intentions, leur faillite politique, la trahison de leur idéal, et réduire ainsi à néant tous les partis issus du mouvement ouvrier qui avaient adopté l'opportunisme, définitivement.

Leurs courants et leurs partis furent conçus selon le principe que la lutte des classes réglait en quelque sorte les rapports entre les classes, et que lors de cette lutte la classe dominante était amenée à procéder à des réformes favorables aux travailleurs tout en privilégiant l'aristocratie ouvrière, ce qui au passage permettait d'assurer la stabilité du régime ou de maintenir la paix sociale. Temps que ce fut le cas, il était difficile de les démasquer, mais pas impossible. Et lorsque l'aristocratie financière concentra suffisamment de pouvoir entre ses mains, elle décida de mettre un terme à ce petit jeu-là, elle siffla la fin de la partie estimant que ces rapports de bon voisinage n'avaient plus lieu d'être compte tenu qu'ils avaient été développés entre temps une multitude de canaux (qu'elle finançait ou dont elle encourageait la création en sous-main ou ouvertement, les ONG, Internet, les réseaux dits sociaux, etc.), à travers lesquels la collaboration de classes pourrait s'exercer désormais plus efficacement tout en conditionnant les masses, en intervenant directement sur leur mode de pensée de manière à neutraliser la lutte des classes, dès lors ces courants et partis allaient être privés de leur fond de commerce que dorénavant ils devaient partager avec une multitude d'acteurs étrangers ou non au mouvement ouvrier, par conséquent ils devaient s'affaiblir, entrer en crise à leur tour, se disloquer, destin qui était inscrit dès l'origine de leur formation pour avoir adopté le réformisme bourgeois ou l'opportunisme, et s'il existe une fatalité à cette histoire, il ne faut pas la chercher ailleurs.

Quand on lit ou relit L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine, on est stupéfait de constater que le destin de ces courants ou partis tels qu'ils se sont développés y figurait déjà, et que pas un seul de leurs dirigeants n'aura la présence d'esprit de s'en apercevoir, à moins qu'il y en ait eu et que leurs voix furent étouffées ou qu'ils aient préféré se taire, ce qui nous paraît improbable. Il se peut aussi que certains dirigeants en soient arrivés aux mêmes constats et conclusions que moi, mais qu'ils n'aient pas eu la volonté ou les capacités pour engager le combat contre l'opportunisme qui avait gagné leurs courants ou partis.

#### ● V. Lénine : L'impérialisme et la scission du socialisme au format pdf

Nous sommes donc parvenus au constat que les dirigeants des différents courants se réclamant du trotskysme avaient eu faux sur toute la ligne, ce que l'inexistence du parti prouve suffisamment.

Maintenant il n'est pas dit qu'on devrait en rester là ou que notre combat serait perdu d'avance, ce qui arriverait infailliblement si on devait se contenter de ces courants et leurs partis ou leur confier notre destin.

Nous avons dit plus haut que dans chaque couches d'exploités, qu'ils appartiennent à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, il se trouvait à chaque époque et à chaque génération des centaines de milliers ou plus encore de travailleurs qui à un moment donné de leur vie avaient l'occasion d'évoluer et pouvaient être acquis au socialisme, d'autant plus facilement de nos jours que pour peu qu'ils soient un peu curieux ils peuvent accéder à la littérature de tous les courants politiques par le biais d'Internet, hormis le POI dont on les invite à se détourner sans craindre de louper quelque chose ou d'y perdre au change.

Il s'agit donc de trouver un langage ou un discours qui leur soit accessible pour nouer un premier contact. Cela sous-entend qu'on ne se présente pas comme de vulgaires doctrinaires ou donneurs de leçons et qu'on leur dise toute la vérité, rien que la vérité sur la situation et comment nous avons pu en arriver là en reprenant la méthode de Marx, Engels et Lénine qui a fait ses preuves et que l'on retrouve dans tous leurs discours, textes ou ouvrages.

Ce discours devra être adapté au travailleur avec lequel on engagera la discussion ou à ses conditions spécifiques, ce qui nécessitera au départ de le laisser parler, de le faire parler ou de le questionner, et bien sûr de l'écouter attentivement. Comme la manière dont il interprétera sa condition ne sera pas très claire, on l'aidera en orientant les questions qu'il doit se poser. On se passera évidemment de répondre à sa place ou de porter le moindre jugement sur ses expériences passées quand il les évoquera. On ne cherchera pas davantage à l'influencer, car c'est à lui de progresser ou de réaliser le lien entre les différents rapports qui existent dans la société et sa condition, la manière dont il les perçoit, tout au plus on l'aidera à progresser en évoquant certains faits qu'il ignorait ou certains facteurs à côté desquels il est passé et sans lesquels il serait impossible de comprendre la situation.

Notre but est de faire en sorte qu'à l'issue de notre discussion il ait l'impression ou la conviction qu'il n'a pas perdu son temps et qu'il a commencé à progresser en trouvant des réponses satisfaisantes aux questions qu'il se posait.

Autrement dit, nous ne chercherons pas à le faire adhérer au socialisme ou à partager nos idées, à le convaincre de quoi que ce soit, nous nous contenterons de l'aider à employer la méthode de matérialisme dialectique pour résoudre ses problèmes ou répondre à ses interrogations, à faire l'expérience que grâce à cette méthode on aboutit à une toute interprétation de la société ou du monde que celle communément admise et qui ne le satisfaisait pas, interprétation qui répond à ses attentes, mais surtout, à en prendre conscience, et c'est là seulement qu'on interviendra, car cet instant est déterminant pour que cette expérience n'ait pas eu lieu en vain. Il en tirera satisfaction, et en principe il devrait avoir envie de la renouveler ou qu'elle se poursuive puisqu'elle a été bénéfique pour lui. Ce n'est pas sorcier, aucun mystère ou secret, aucune manipulation, aucune arrogance, aucune flatterie, aucun mensonge, aucune hypocrisie, aucun a priori, aucun dogmatisme, aucun jugement, autant de pratiques

inappropriées, détestables, nuisibles, misérables, bref inutiles et à éviter à tous prix entre deux travailleurs qui s'expriment librement, honnêtes, sincères, loyaux, embarqués dans la même galère et qui ont besoin de l'un et de l'autre pour progresser et s'en sortir ensemble.

Rien d'idyllique, de fantasmagique, d'extraordinaire ou d'inaccessible là-dedans. Chaque militant devrait être en mesure d'employer cette méthode pour construire le parti après avoir reçu une formation adéquate, car elle ne s'invente pas ou on ne l'acquiert pas spontanément.

C'est un peu comme un patient qui expose son cas à un médecin consciencieux (ce qui est extrêmement rare, hormis chez les homéopathes) qui l'écoute, et qui en fonction de son mode de vie l'aidera à prendre conscience qu'il doit le modifier s'il tient à rester en bonne santé par la suite. A suivre.

### Erreur de casting. Il faut changer la société pour changer les hommes et non l'inverse.

- Le problème ce n'est pas Trump, c'est nous. - Counter Punch, publié par arretsurlinfo.ch 20.01

John Pilger s'amuse de ceux à qui l'élection de Trump arrachent des cris d'orfraie, alors qu'ils étaient silencieux durant ces années où Obama balançait 72 bombes par jour sur les pays les plus pauvres de la planète. Il y a pourtant une ligne droite qui a mené d'Obama à Trump.

Le jour où le président Trump sera inauguré, des milliers d'écrivains aux États-Unis exprimeront leur indignation. (...)

La menace d'un pouvoir rapace était en pleine ascension bien avant la montée de Trump. Cette menace a été acceptée par les écrivains, dont beaucoup sont des privilégiés et des célébrités. Elle a aussi été acceptée par les gardiens des portes de la critique littéraire et de la culture, y compris la culture populaire. C'est indéniable. L'impossibilité d'écrire et de promouvoir une littérature dépourvue de politique, ce n'est pas pour eux. La responsabilité de s'exprimer, peu importe qui occupe la Maison-Blanche, ce n'est pas pour eux.

Aujourd'hui, le symbolisme factice est tout. L'« identité » est tout. En 2016, Hillary Clinton a stigmatisé des millions d'électeurs comme « un panier de déplorables racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes — et ainsi de suite ». Ses insultes ont été distribuées lors d'un rassemblement LGBT, dans le cadre de sa cynique campagne pour gagner les minorités en abusant d'une majorité blanche essentiellement ouvrière. C'est ce qu'on appelle diviser pour régner ; ou politique de l'identité, dans laquelle la race et le genre cachent la classe, et permettent de mener la lutte des classes. Trump l'a très bien compris.

« Quand la vérité est remplacée par le silence », a déclaré le poète dissident soviétique Yevtushenko, « le silence est un mensonge ».

Ce n'est pas un phénomène américain. Il y a quelques années, Terry Eagleton, alors professeur de littérature anglaise à l'université de Manchester, comptait que « pour la première fois en deux siècles, aucun éminent poète, dramaturge ou romancier anglais, n'était prêt à remettre en question les fondements du mode de vie occidental ».

Pas de Shelley pour parler des pauvres, pas de Blake pour les rêves utopiques, pas de Byron pour maudire la corruption de la classe dirigeante, pas de Thomas Carlyle ni de John Ruskin pour révéler la catastrophe morale du capitalisme. William Morris, Oscar Wilde, HG Wells, George Bernard Shaw n'ont aucun équivalent aujourd'hui. Harold Pinter était le dernier à se faire entendre. Aujourd'hui, parmi les voix insistantes du féminisme consumériste, nul ne fait écho à Virginia Woolf, qui a décrit « l'art de dominer les autres... de gouverner, de tuer, d'acquérir la terre et le capital ». (...)

Un des courants persistants de la vie politique américaine, c'est cet extrémisme du culte (de l'ordre établi - Ndlr) qui frise avec le fascisme. Cela a été exprimé et renforcé au cours des deux mandats de Barack Obama. « Je crois en l'exceptionnalisme américain avec chaque fibre de mon être », a déclaré Obama, qui a développé le passe-temps militaire favori de l'Amérique, les bombardements et les escadrons de la mort (« opérations spéciales »), comme aucune autre président ne l'a fait depuis la guerre froide. (...)

Chaque mardi — comme l'a rapporté le New York Times — Obama a personnellement choisi ceux qui seraient assassinés, principalement par des missiles Hellfire tirés depuis des drones. Des mariages, des funérailles et des bergers ont été attaqués, ainsi que ceux qui tentaient de recueillir les parties du corps composant la « cible terroriste ». Un sénateur républicain de premier plan, Lindsey Graham, a estimé, d'un air approbateur, que les drones d'Obama ont tué 4 700 personnes. « Parfois, vous frappez des innocents et je déteste ça, a-t-il dit, mais nous avons arraché quelques doyens à Al-Qaïda. »

Tout comme le fascisme des années 1930, de grands mensonges sont livrés avec la précision d'un métronome : grâce à un média omniprésent dont la description correspond désormais à celle du procureur de Nuremberg : « Avant chaque grande agression, à quelques exceptions près, ils lançaient une grande campagne de presse visant à affaiblir leurs victimes et à préparer psychologiquement le peuple allemand... Dans le système de propagande... c'était la presse quotidienne et la radio



qui étaient les armes les plus importantes. »

Prenez la catastrophe en Libye. En 2011, Obama a déclaré que le président libyen Mouammar Kadhafi planifiait un « génocide » contre son propre peuple. « Nous savions... que si nous attendions un jour de plus, Benghazi, une ville de la taille de Charlotte, pourrait subir un massacre qui aurait retenti dans toute la région et entaché la conscience du monde ». C'est le mensonge reconnu des milices islamistes confrontées à la défaite par les forces gouvernementales libyennes. Ce mensonge est devenu l'histoire des médias ; et l'OTAN — emmené par Obama et Hillary Clinton — a lancé 9 700 « sorties de frappes » contre la Libye, dont plus d'un tiers visaient des cibles civiles. On a utilisé des ogives d'uranium ; les villes de Misurata et de Syrte ont essuyé des tapis de bombes.

La Croix-Rouge a identifié des fosses communes, et l'Unicef a rapporté que « la plupart [des enfants tués] avaient moins de dix ans ». Sous Obama, les Etats-Unis ont étendu les opérations secrètes de « forces spéciales » à 138 pays, soit 70 % de la population mondiale. Le premier président afro-américain a lancé ce qui représentait une invasion à grande échelle de l'Afrique. Rappelant le partage de l'Afrique à la fin du XIXe siècle, le US African Command (Africom) a construit un réseau de quémandeurs parmi les régimes africains collaboratifs avides de pots-de-vin et d'armements américains. La doctrine du « soldat à soldat » d'Africom embarque les officiers américains à tous les niveaux de commandement, du général à l'adjudant. Il ne manque plus que les casques coloniaux.

C'est comme si la fière histoire de la libération de l'Afrique, de Patrice Lumumba à Nelson Mandela, était confinée à l'oubli par l'élite coloniale noire du nouveau maître. Nouveau maître dont la « mission historique », a averti Frantz Fanon il ya un demi-siècle, est la promotion du « capitalisme effréné, bien que camouflé ».

C'est Obama qui, en 2011, a annoncé ce qui est devenu connu comme le « pivot à l'Asie », à travers lequel près des deux tiers des forces navales américaines seraient transférés vers l'Asie-Pacifique pour « affronter la Chine », selon les mots de son Secrétaire à la Défense. Il n'y avait pas de menace de la part de la Chine ; toute l'entreprise était inutile. C'était une provocation extrême pour garder le Pentagone et ses gradés déments heureux.

En 2014, l'administration Obama a supervisé et financé un coup d'État fasciste en Ukraine contre le gouvernement démocratiquement élu, menaçant la Russie dans cette frontière occidentale par laquelle Hitler avait envahi l'Union soviétique, causant la perte de 27 millions de vies.

C'est Obama qui a pointé des missiles en Europe de l'Est en direction de la Russie. Et c'est le lauréat du Prix Nobel de la Paix qui a augmenté les dépenses en ogives nucléaires à un niveau supérieur à celui de tous les gouvernements depuis la guerre froide — alors qu'il avait promis, dans un émouvant discours prononcé à Prague, d'« aider à débarrasser le monde des armes nucléaires ».

Obama, l'avocat constitutionnel, a poursuivi plus de lanceurs d'alerte que n'importe quel autre président dans l'histoire, même si la Constitution américaine les protège. Il a déclaré Chelsea Manning coupable avant la fin d'un procès qui était une parodie. Il a refusé de gracier Manning qui a subi des années de traitements inhumains considérés par les Nations Unies comme des actes de torture [Le 17 janvier, après la publication originale de cet article, Obama a annoncé la grâce de Manning, NDT]. Il a pourchassé Julian Assange à travers un procès entièrement bidon. Il a promis de fermer le camp de concentration de Guantanamo et ne l'a pas fait.

Après la catastrophe des relations publiques de George W. Bush, Obama, le smooth operator de Chicago passé par Harvard, a été enrôlé pour restaurer ce qu'il appelle le « leadership » des Etats-Unis à travers le monde entier. La décision du comité du prix Nobel en faisait partie : une sorte de racisme inversé qui béatifiait l'homme sans autre raison que d'attirer les sensibilités libérales et, bien sûr, le pouvoir américain, à défaut d'attirer les enfants qu'il tue dans des pays démunis, principalement musulmans.

C'est l'Appel d'Obama. Il n'est pas sans rappeler le sifflement d'un chien : inaudible pour la plupart, irrésistible pour les méchants et les sots, surtout les « cerveaux libéraux décapés dans le formaldéhyde de la politique identitaire », comme le disait Luciana Bohne. « Quand Obama entre dans une pièce, s'est épanché George Clooney, vous voulez le suivre quelque part, n'importe où. » William I. Robinson est professeur à l'Université de Californie et membre d'un groupe non contaminé de penseurs stratégiques américains qui ont conservé leur indépendance pendant les années de sifflement intellectuel depuis le 11 septembre. Il a écrit cette semaine :

« Le président Barack Obama... a peut-être fait plus que quiconque pour assurer la victoire de [Donald] Trump. Tandis que l'élection de Trump a déclenché une expansion rapide des courants fascistes dans la société civile américaine, une issue fasciste pour le système politique est loin d'être inévitable.... Mais cette lutte exige un peu de clarté sur la façon dont nous sommes arrivés au bord d'un précipice aussi dangereux. Les semences du fascisme du 21e siècle ont été plantées, fertilisées et arrosées par le gouvernement Obama et l'élite libérale en faillite politique. » Robinson souligne que « le fascisme est avant tout une réponse aux profondes crises structurelles du capitalisme, comme celle des années 1930 et celle qui a débuté avec la crise financière de 2008 (...). Il y a une ligne presque droite d'Obama à Trump... Le refus de l'élite libérale de contester la rapacité du capital transnational ainsi que sa marque de politique identitaire ont éclipsé le langage des classes ouvrières et populaires... Ce refus a ainsi poussé les travailleurs blancs dans une "identité" de nationalisme blanc et a aidé les néo-fascistes à les organiser ».



Ce semis est la République de Weimar d'Obama, un paysage de pauvreté endémique, de police militarisée et de prisons barbares : la conséquence d'un extrémisme « de marché » qui, sous sa présidence, a entraîné le transfert de 14 mille milliards de dollars de deniers publics vers Wall Street.

Peut-être que son plus grand « héritage » est la cooption et la désorientation de toute opposition réelle. La « révolution » spéculative de Bernie Sanders ne trouve pas d'application concrète. La propagande est son triomphe.

Les mensonges au sujet de la Russie — où les Etats-Unis sont déjà intervenus ouvertement dans les élections — ont fait des journalistes les plus importants du monde la risée de tous. Dans le pays dont la presse est la plus libre au monde, le journalisme libre n'existe plus que dans ses honorables exceptions.

L'obsession de Trump est une couverture pour beaucoup de ceux qui se disent de « gauches/libéraux ». Comme s'ils voulaient revendiquer une forme de décence politique. Ils ne sont pas « de gauche », et encore moins « libéraux ». Une grande partie de l'agression américaine contre le reste de l'humanité est venue de prétendus gouvernements démocrates libéraux — comme celui d'Obama. Le spectre politique de l'Amérique s'étend du centre mythique à la droite lunaire. Les « gauchistes » sont des renégats sans abri que Martha Gellhorn a décrits comme une « fraternité rare et tout à fait admirable ». Elle exclut ceux qui confondent la politique avec l'obsession de leur nombril. (...)

Plus précisément : quand un véritable mouvement d'opposition surgira-t-il ? En colère, éloquent, dans le style un pour tous, tous pour un ? Jusqu'à ce que la vraie politique revienne dans la vie des gens, l'ennemi n'est pas Trump, c'est nous-mêmes. Counter Punch, publié par arretsurinfo.ch 20.01

Vous dites des choses très justes que l'on partage monsieur Pilger, mais votre conclusion est erronée.

Ce ne sont pas des hommes qui font l'histoire mais des classes sociales. Des classes sociales qui présentent la particularité de ne pas disposer des mêmes moyens matériels pour assurer leur subsistance.

Les uns possèdent les moyens de production, ils disposent du pouvoir économique et politique, ils détiennent tous les pouvoirs, tandis que les autres n'ont que leur force de travail à vendre, ils ne disposent d'aucun pouvoir, sinon celui de se rassembler et de se battre pour exiger que leurs droits soient pris en compte.

Les uns disposent des autres, et quelle que soit la répartition des richesses ou l'état d'esprit des exploités ou opprimés, cela ne changera absolument rien si vous n'inversez pas les rapports sociaux qui en sont à l'origine, que vous l'admettiez ou non c'est ainsi.

Prenez garde, car vous obstiner dans cette voie vous fera pencher toujours plus à droite, vous en arriverez comme cette prétendue gauche ignoble à être profondément injuste en attaquant les préjugés des masses ignorantes, alors qu'elles n'en sont pas responsables. Ou alors vous continuerez de brasser du vent, de proposer des analyses qui aboutissent toutes à une impasse politique.

Si vous voulez sincèrement changer la société c'est aux fondements du capitalisme et à ses institutions qu'il faut vous attaquer ou renouer avec le socialisme scientifique. Il n'existe pas d'autre voie ou alternative politique.

### Made in "America First".

AFP - « A partir d'aujourd'hui, une nouvelle vision gouvernera cette terre, America First », a lancé dès le début de son discours le 45e président des Etats-Unis.

"A compter d'aujourd'hui, ce sera l'Amérique d'abord et seulement l'Amérique!", a lancé le magnat en énonçant "deux règles simples: acheter américain et embaucher américain".

"Ensemble, nous rendrons sa force à l'Amérique. Nous rendrons sa richesse à l'Amérique. Nous rendrons sa fierté à l'Amérique. Nous rendrons sa sécurité à l'Amérique. Et, oui, nous rendrons sa grandeur à l'Amérique", a-t-il conclu, brandissant le poing, image surprenante dans ce contexte. AFP 20.01

L'art de tout dire et son contraire made in France, son docile vassal.

Deux dépêches de l'AFP publiées à différents moments de la journée d'hier et rédigées par différents journalistes, donnaient un aperçu totalement différent du National Mall de Washington. Pour les uns, une "mobilisation populaire limitée", pour l'autre une "foule immense", une "ferveur historique".

- USA: Trump s'installe à la Maison Blanche et signe son 1er décret - Jérôme CARTILLIER et Ivan COURONNE

Des dizaines de milliers de partisans s'étaient rassemblés malgré une très fine pluie sur le National Mall, coloré du rouge de leurs casquettes. Mais les vues aériennes des immenses pelouses montraient une mobilisation populaire limitée, dans un contraste saisissant avec l'investiture de Barack Obama, au même endroit, il y a huit ans. AFP 21 janvier 2017

- Ferveur historique à Washington pour l'Amérique pro-Trump - Sébastien BLANC

Une foule immense et de tous âges a envahi aux aurores le prestigieux National Mall de Washington, composée d'Américains professant une foi sans bornes pour Donald Trump, qui réalise leur rêve vendredi en devenant leur président. AFP 21 janvier 2017

No comment !

En dictature, exprimer un avis désuet contraire à l'idée répandue par les idéologues de l'oligarchie est "inacceptables".

Les propos de cette intervenante sur Obama étaient si extrêmes que BFMTV lui a demandé de quitter le plateau - Le Huffington Post

Personne n'était d'accord avec elle. L'auteure d'un livre sur Trump, invitée sur le plateau de BFMTV pour commenter en direct l'investiture du nouveau président américain, a dû quitter le plateau après des propos tenus sur Barack Obama.

Evelyne Joslain en a effectivement profité pour évoquer la question de la religion aux Etats-Unis mais également les préférences du président sortant dans ce domaine: "Je pense qu'il était plus musulman dans son cœur que chrétien", a déclaré l'intervenante, comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article.

Ces propos ont provoqué de vives réactions sur le plateau mais également en coulisse. Après ces déclarations, Evelyne Joslain a été conduite hors du plateau de la chaîne d'info pour avoir tenu des propos qualifiés d'"inacceptables" par Hervé Bérout, le directeur général de BFMTV, contacté par BuzzFeed.

De nombreux téléspectateurs ont commenté les propos de Evelyne Joslain sur Twitter, en dénonçant notamment l'irresponsabilité de la chaîne au CSA. Le conseil supérieur de l'audiovisuel a reçu 24 signalements après la séquence. Et celles-ci pourraient mener à une instruction car un seul signalement suffit pour déclencher une procédure. Le Huffington Post 20.01

Dites-moi, BFMTV, le CSA, c'est bien en France, n'est-ce pas ?

On se croirait sous le régime néonazi de Kiev où toute référence au communisme est banni et son emploi réprimé par le législateur fasciste.

BFMTV doit être classée à l'extrême droite, tout comme le néolibéralisme.

Commentaire d'un internaute.

- "Musulman c'est une insulte maintenant ? C'est ça qui est grave : qu'on pousse cette dame à quitter le plateau pour avoir "insulté" Obama en le "traitant" de musulman."

---

## ACTUALITE EN TITRES

[En famille, on préfère l'original à la copie.](#)

- Débat PS: 3,1 millions de téléspectateurs, bien moins qu'à droite - AFP

Le troisième débat de la primaire élargie du PS a été suivi par 3,1 millions de téléspectateurs sur France 2 (15% de part d'audience) jeudi soir, soit 2 millions de moins que les 5,1 millions qui avaient suivi le 3e débat de la primaire de la droite sur la même chaîne.

C'est un score également inférieur au premier débat de la primaire PS (3,8 millions de personnes sur TF1 le 12 janvier) mais supérieur au deuxième (1,7 million sur les chaînes d'info le 15 janvier), selon les chiffres de Médiamétrie. AFP 20.01

## Ils osent tout

- Primaire: Valls s'en prend aux "fausses promesses" lors d'un dernier meeting chahuté - AFP
- Le cours magistral d'optimisme de Vincent Peillon pour son dernier meeting - Le Huffington Post
- Pour Valls, Montebourg et Hamon, le mot "travail" ne veut pas exactement dire la même chose - Le Huffington Post
- Alliot-Marie veut priver les fonctionnaires du droit de grève - AFP
- Rachida Dati charge Nathalie Kosciusko-Morizet qui n'a "jamais bossé de sa vie" - Le Huffington Post
- La Marche des Femmes, un mouvement planétaire anti-Trump ? - euronews.com
- Donald Trump veut "rendre le pouvoir au peuple" - euronews.com

## Turquie. La dictature française et américaine pour modèle.

- Turquie: le Parlement approuve le renforcement des pouvoirs d'Erdogan - AFP

Le projet de révision constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan a été adopté par le Parlement turc en seconde lecture tôt samedi, ouvrant la voie à un référendum au printemps.

"Notre nation prononcera le dernier mot sur ce sujet. Elle donnera la décision finale", a affirmé le Premier ministre Binali Yildirim, à l'issue du scrutin.

"Que personne n'en doute, notre nation prendra (...) la plus juste des décisions", a-t-il ajouté.

Cette réforme constitutionnelle transfère au président le pouvoir exécutif qui jusque-là appartenait au Premier ministre, bien que ce poste ait de plus en plus été marginalisé depuis l'accession de Recep Tayyip Erdogan à la présidence en 2014.

Les 18 articles du texte ont recueilli 339 des 550 voix du Parlement, soit neuf de plus que la majorité des trois cinquièmes requise pour que la réforme soit soumise à référendum, a priori au mois d'avril.

La victoire, scellée un peu après 4 heures du matin (01h00 GMT) samedi, a été assurée par une alliance formée entre le parti islamo-conservateur au pouvoir, l'AKP, et le parti de droite nationaliste, le MHP. Selon la majorité, la présidentialisation du système est essentielle pour assurer la stabilité au sommet de l'Etat et permettra simplement de s'aligner sur les systèmes en vigueur dans d'autres pays, comme aux Etats-Unis ou en France.

Mais l'opposition dénonce une dérive autoritaire supplémentaire de M. Erdogan.

"La séparation des pouvoirs serait complètement abolie et tous les pouvoirs seront concentrés dans les mains d'une seule personne sous prétexte de créer de la stabilité", déplore Metin Feyzioglu, président de l'Union des barreaux de Turquie. "Mais une stabilité pérenne n'est possible qu'avec un état de droit."

"Ce n'est pas une réforme, mais un suicide, et le peuple ne se suicidera pas", affirme-t-il. Aux termes de la réforme constitutionnelle, le président Erdogan pourrait en théorie se maintenir au pouvoir jusqu'à au moins 2029 et pourrait, entre autres, nommer ou limoger les ministres ainsi qu'un, voire plusieurs, vice-présidents.

Le poste de Premier ministre disparaîtrait, ce qui serait une première depuis la fondation de la Turquie moderne par Mustafa Kemal Atatürk en 1923.

Le président pourra également intervenir directement dans le domaine judiciaire et promulguer des décrets.

Les élections législatives et présidentielle se dérouleront simultanément. Le projet fixe la date du prochain scrutin au 3 novembre 2019.

Emma Sinclair-Webb, directrice Turquie de Human Rights Watch, parle d'une réforme qui "concentre absolument tous les pouvoirs dans les mains du président".

"Tout ce vote au Parlement se passe en plein état d'urgence, au cours duquel des médias ont été fermés, des journalistes emprisonnés", déplore-t-elle. Selon elle, dans de telles conditions il est impossible "qu'un débat public effectif ait lieu dans les médias à propos des changements qui sont apportés" et que le peuple soit correctement informé.

L'opposition accuse M. Erdogan de mettre à profit l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch manqué du 15 juillet pour faire taire toute voix discordante, à travers une vague de purges sans précédent. AFP 20.01

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 janvier 2017

## CAUSERIE

Note aux lecteurs.

Je me suis dit que la page d'accueil du portail devenait trop volumineuse, et que cela pouvait poser des problèmes à des lecteurs pour l'ouvrir ou que cela dévorait à chaque fois leur abonnement à Internet dans des proportions trop importantes, ce qui pouvait les inciter à ne plus s'y connecter ou moins souvent. Aussi, j'ai décidé de ne plus reproduire les articles qui figurent dans la rubrique *Articles d'actualité*.

Cette rubrique va demeurer mais uniquement sous la forme de liens vers des articles que j'aurai lus, avant de les sélectionner plus rigoureusement que par le passé. Cela devrait également me faire gagner un gain de temps non négligeable pour faire autres choses.

Je vais aussi m'employer à archiver plus tôt les causeries du mois en cours comme je le faisais précédemment.

Le volume de la page d'accueil devrait tomber de 700kb à 300 kb environ.

### [Guerre à l'opportunisme, suite.](#)

Première partie.

- *"Le 30 novembre une députation de nos camarades, de femmes berlinoises, s'est présentée à Berlin au siège du Parti et a déclaré « qu'à l'heure actuelle, étant donné l'existence d'un vaste appareil bien organisé, il est beaucoup plus facile qu'au temps des lois contre les socialistes, de diffuser des brochures et des tracts illégaux et de tenir des « réunions non autorisées ». « Ce ne sont pas les voies et moyens qui font défaut, c'est évidemment l'envie qui manque. »"* (Lénine : L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale)

C'est l'envie de construire ce parti, son appareil qui fait défaut de nos jours également, c'est une constante et c'est naturel, puisqu'il faut avoir atteint un certain niveau de maturité ou de conscience pour estimer que le règne de la nécessité a développé cette capacité ou opportunité de construire l'instrument qui nous permettrait de changer la société. C'est aussi une idée mais pas au sens idéaliste, dans la mesure où elle sert d'intermédiaire entre la réalité et son évolution, son devenir, sa négation en dialecticien, elle n'est pas la réalité, mais uniquement son interprétation, une de ses représentations, et plus elle sera fidèle aux faits, plus elle rendra le monde compréhensible au plus grand nombre, ce à quoi nous travaillons sans relâche.

Construire ce parti c'est réaliser un acte militant, politique, une tâche pratique, c'est autre chose que se contenter de bavarder politique, puisque dorénavant on ne peut plus aborder un sujet sérieusement sans être immédiatement vilipendé. C'est autre chose que de brasser des idées à longueur de temps qui ne mènent nulle part, c'est un acte responsable et cela se respecte, encore faut-il en être digne.

Construire ce parti, c'est aussi cesser d'être inactif, passif, de subir sans rien faire, sans réagir, c'est passer à l'action, à l'attaque, à l'offensive contre notre ennemi de classe pour le vaincre. C'est déjà cesser de subir notre sort parce qu'on agit pour orienter la société dans une direction précise, pour atteindre un objectif précis qui définit la nature de notre parti, son véritable objectif, non pas comme ceux qui l'affichent ou le font figurer dans leur programme percé comme un écumoire, bourré de lacunes ou de contradictions au point qu'on peut l'interpréter dans tous les sens, il tire son sens d'un non-sens, qui ne profite qu'à ceux qui savent se fixer un cap et s'y tenir ou qui savent ce qu'ils veulent et comment l'obtenir, ce qui s'annonce mal, que ce soit pour

changer ou non la société.

Construire ce parti c'est se fixer un cap et s'y tenir ou savoir ce que l'on veut et comment l'obtenir, c'est donc bien un moyen pour combattre le régime et ses représentants qui s'en tiennent à la même discipline ou conscience de classe...

## Seconde partie

En refusant d'entendre ce qui suit, les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier condamnent les militants à adopter des tactiques opportunistes et à sombrer dans le corporatisme.

- *"Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868 ; « la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »... « Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »*

*Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, « ont un avantage inappréciable »: leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...*

*C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste."*

Comme je l'ai déjà affirmé à plusieurs reprises, martelé, nos pleutes dirigeants n'ont jamais tenu publiquement un tel discours, pas même à l'intérieur de leurs partis.

En 1872 le Conseil fédéral de l'Internationale avait voté un blâme à Marx pour avoir dit que « *les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus* » (Engels dans une lettre à Sorge le 21 septembre 1872), et j'imagine que Marx n'avait pas balancé cela à la légère et qu'il avait argumenté son accusation.

En comparaison, nous, nous avons le droit à la reproduction des communiqués des Mailly, Martinez et Cie. sans le moindre commentaire, sans la moindre réserve sur leurs réelles intentions, ce qui a pour objectif de faire passer ces agents du capital pour de vénérables représentants de la classe ouvrière. C'est petit, c'est minable comme procédé, mais c'est aussi une manière pour nos dirigeants de montrer aux chefs des opportunistes qu'ils méritent leur confiance. Qu'ils les critiquent par ailleurs ne présentent dès lors aucun intérêt, ne représentent aucune menace, cela fait partie du jeu habituel du double langage dans lequel leurs militants sont censés y trouver leur compte. Et les chefs de l'opportunisme le savent pertinemment et ne leur en tiendront pas rigueur, puisqu'ils sont eux-mêmes contraints de se livrer à un exercice similaire en critiquant le patronat ou le gouvernement qu'ils soutiennent par ailleurs.

Les militants en tolérant les agissements opportunistes de leurs dirigeants s'en font les complices consciemment ou non, dès lors on comprend pourquoi la volonté leur fera défaut pour les combattre, et lorsqu'une crise éclatera dans leur parti l'immense majorité d'entre eux cautionneront leurs dirigeants et il demeurera impossible de modifier l'orientation de leur parti ou de le redresser témoignant ainsi qu'il est perdu à jamais pour le socialisme, ce qu'ils n'admettront pas non plus évidemment.

## Troisième partie

Quand on examine toute sorte de discours, on peut très bien tomber sur des analyses ou des constats corrects. En revanche, généralement il en ira tout autrement des conclusions de leurs auteurs, dont les orientations seront déterminées en fonction de leurs intentions, qui le cas échéant pourront être plus ou moins inavouables ou que leurs lecteurs (ou militants) ignoreront, ainsi ces derniers seront amenés à satisfaire leur désir légitime d'acquérir des connaissances, et en prime à leur insu ils adopteront une idéologie contraire à leurs intérêts qui ne les aidera pas à comprendre dans quel monde ils vivent ou à en prendre conscience. De préférence la plupart des lecteurs confondront les deux, ce qui les portera à vouer à ces auteurs et au régime en place des vertus qu'ils ne méritaient pas.

Quand on lit un ouvrage qui date de plusieurs décennies, voire plus d'un siècle ou davantage, il faudra tenir compte du contexte dans lequel il a été rédigé pour n'en retenir que les parties qui demeurent encore valables de nos jours, si notre objectif est de nous



en servir afin de montrer à nos lecteurs que nos idées s'inscrivent dans le cadre d'un processus historique ou dans son prolongement, autrement dit, qu'elles ne sont pas une de nos inventions, mais sont partagées de longue date par des penseurs qui les ont élaborées avant nous, et non pour nous en servir comme caution ou comme moyen de substitution pour palier notre incapacité à développer nos propres idées, ce qui est généralement le cas de ceux qui recourent à des citations à tour de bras pour se donner de la contenance et épater les ignorants.

C'est ce cas précis sur lequel on va se pencher brièvement.

Le recours à des citations peut donner lieu à de multiples manipulations que les faussaires professionnels connaissent parfaitement, mais que le lecteur lambda ignore habituellement.

Dans tous les cas de figure, il s'agira de prêter à l'auteur originel d'un texte des intentions qu'il n'a jamais eu ou de détourner le contenu de son discours, afin de justifier les analyses ou les positions qu'on a développées ou adoptées. Le procédé le plus couramment utilisé consiste à tronquer une phrase ou une idée, nous y reviendrons plus loin.

Mais il en existe un autre plus pernicieux, qui va consister à procéder par amalgame en recourant à plusieurs citations extraites de textes qui ont été rédigés dans des contextes différents, à plusieurs années ou décennies d'intervalle, à des fins différentes, et que les faussaires vont réunir en vantant la cohésion de leur production, en fait leur propre créature monstrueuse.

Assurément, le procédé le plus efficace et le plus difficile à détecter parce qu'il repose sur l'ignorance des personnes qui sont destinées à être les victimes de cette escroquerie est une variante du précédent, qui consiste à inventer tout simplement, à prêter à un auteur une théorie, un principe, une position qu'en réalité il n'a jamais tenu.

Une autre variante va consister à occulter ou à nier délibérément la théorie, le principe ou la position qu'il avait adopté et qui s'inscrivait en contradiction avec celle des faussaires. Mieux encore, le must, résidera dans une combinaison de ces différents procédés malhonnêtes et infâmes, qui par exemple sera employée pour faire dire à un opposant à la guerre impérialiste qu'il y était favorable, attribuer à un parti ou des dirigeants des vertus ou qualités directement sorties de l'imagination de ses auteurs frauduleux, alors qu'ils incarnaient la réaction, la contre-révolution...

C'est en recourant à ces procédés que les dirigeants se réclamant du trotskysme feront dire à Lénine qu'il était favorable au front unique au sommet, alors qu'il avait écrit que l'unité avec les opportunistes (la social-démocratie), c'était faire l'unité avec "les social-chauvins" ou "l'impérialisme", et s'adressant directement à eux, je cite : "Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes (...) revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier", ce que deviendront de fait les trotskystes.

Comment procéderont-ils ? En extrayant des passages de différents textes où Lénine avançait la tactique du front unique ouvrier, notamment les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (ou III<sup>e</sup> Internationale, pour justifier leur front unique au sommet ou avec les opportunistes que Lénine combattaient farouchement, alors que sa définition du front unique ouvrier s'adressait en réalité aux masses exploitées et non aux appareils pourris de la II<sup>e</sup> Internationale passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914.

Mais Lénine n'avait rien à voir avec nos braves dirigeants "trotskystes", quand il affirmait quelque chose ou lorsqu'il était parvenu à une conclusion, il s'employait à étayer publiquement ses convictions, à l'expliquer patiemment, il n'avait rien d'un vulgaire doctrinaire bourré de formules ou de principes prêts à l'emploi pour mieux les trahir plus tard ou qui les imposait en recourant à des procédés déloyaux. Lénine poursuivait un objectif contrairement à nos dirigeants, construire le parti de la révolution socialiste pour que la classe ouvrière parvienne à s'emparer du pouvoir politique, ce qui demeurerait impossible sans une analyse, une théorie cohérente, fiable ou sérieuse, bref, ce n'était ni un aventurier ni un charlatan, un imposteur.

A l'époque de Lénine, en 1916, l'ex-marxisme Kark Kautsky incarnait l'opportunisme qu'il s'était employé de théoriser.

Toutes les citations qui suivent sont issues de L'impérialisme et la scission du socialisme rédigé par Lénine en octobre 1916.

Voici ce qu'en disait Lénine : "*Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier*", fonction qui sera incarnée par le front unique au sommet que les trotskystes adopteront après la mort de Trotsky en 1940 jusqu'à nos jours, l'éditorial de D. Gluckstein (POID - La Tribune des travailleurs) vient de le confirmer admirablement.

Les dirigeants trotskystes justifieront le front unique au sommet en expliquant que s'en passer reviendrait à laisser les mains libres aux chefs de l'opportunisme... C'était là mal poser une question déterminante à laquelle semble-t-il (sic!) Lénine avait répondu en la formulant tout autrement : Pas de conciliation, pas d'unité entre le prolétariat et les opportunistes, les social-traîtres, c'était net, clair et précis.

Lénine ne concevait pas l'unité du prolétariat avec ces partis passés dans le camp de la réaction, il concevait uniquement l'unité de la classe avec l'ensemble des militants qui se battaient à ses côtés, combattant féroce ment leurs dirigeants en les caractérisant pour ce qu'ils étaient réellement, quotidiennement, et non en se contentant de quelques critiques ici ou là pour faire bonne mesure. Il semblerait que cette méthode porta ses fruits puisqu'elle permit de construire le parti bolchevik et de prendre le pouvoir en octobre 1917.

Un autre argument démagogique qu'ils emploieront sans cesse pour justifier leur lien avec l'opportunisme :

*- "L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX<sup>e</sup> siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.*

*Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !*

Chaque militant aura pu observer pour peu qu'il soit honnête, que les trotskystes se sont détournés de cette "masse inférieure" qui constitue "la majorité véritable", les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière au profit de l'aristocratie ouvrière que l'on trouve principalement dans les grandes entreprises, les entreprises nationalisées, de ses couches supérieures, les mieux nantis par le capitalisme et les plus corrompus par lui et liés à l'opportunisme, les intellectuels ou le corps enseignant, les fonctionnaires qui disposent d'un statut privilégié par rapport au reste du prolétariat, pire, les sympathisants, adhérents, militants élus des partis opportunistes PS et PCF et leurs satellites, les syndicalistes dont les couches qu'on vient de citer sont le fond de commerce, ce qui suffit à démontrer que la tactique adoptée par les trotskystes était étrangère au marxisme et au léninisme.

Et si ce courant politique fut définitivement condamné à tourner le dos au marxisme et au socialisme, ce fut lorsque l'un de ses dirigeants (P. Lambert) décida d'élever la tactique du front unique au sommet en stratégie ou son interprétation du front unique ouvrier, ce qui signifiait qu'il liait le sort de son parti à celui du PS et du PCF, et c'est ce que chacun peut observer effectivement, puisqu'il en est réduit au rôle insignifiant de figurant dans la lutte de classes. Quand Gluckstein s'est ému de la dislocation du PS et du PCF, il devait penser à son propre courant politique voué au même sort pour n'avoir jamais cessé d'être lié à ces partis, y compris dans les syndicats qu'il considère indépendants, sans rire, tout comme peuvent l'être le PS et le PCF envers l'Etat et le capitalisme, et dire qu'il y a encore des militants pour gober cela, c'est qu'ils doivent y trouver leur compte !

Ce n'est pas un hasard si pendant 76 ans vous ne trouverez absolument jamais dans la littérature des trotskystes, les caractérisations qu'employèrent Marx, Engels et Lénine envers les différentes couches de la classe ouvrière, et les conclusions pratiques qu'en tirait Lénine demeurent plus que jamais d'actualité.

*- "En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes."*

Comment les trotskystes pourraient-ils adopter ce discours, puisqu'ils sont pratiquement tous issus de cette couche d'ouvriers privilégiés avec laquelle ils s'identifient, et dont leur propre existence individuelle et politique dépend ainsi que leurs partis, y compris lors "des armistices impérialistes", impossible en effet, simple constat.

*- "Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial."*

Au lieu d'"expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire", Gluckstein la gorge nouée s'émeut du triste sort qui attend l'opportunisme, après il peut toujours dénoncer "les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale", l'exploitation et la guerre, cela ne lui coûte rien, l'opportunisme même affaibli va pouvoir continuer de faire ses ravages sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière pour le compte du régime, c'est ce qu'aurait sans doute retenu Lénine, c'est ce qu'on retiendra, tout le reste n'est que du baratin pour berner les naïfs et donner bonne conscience aux

militants corrompus.

On pourrait ajouter rapidement quelques réflexions pour étayer notre propos.

- *"Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés."*

Quel travailleur ou militant peut avoir conscience de sa condition, s'il n'a pas conscience d'appartenir à cette *"couche privilégiée du prolétariat"* d'une puissance impérialiste ? Vous comprenez pourquoi Marx, Engels et Lénine insistent tant sur cette question. Si vous ne comprenez pas, c'est décidément que vous êtes incurable parce que vous fuyez la réalité, mais faites attention, elle vous rattrapera un jour ou l'autre, et là il risquera d'être trop tard pour réagir et sauver votre peau ou votre misérable condition.

Personnellement, j'ai eu l'occasion d'en prendre conscience en allant vivre en Inde, et en baignant depuis plus de 20 ans dans un des milieux ouvriers les plus défavorisés de la planète. Au départ, je n'ai pas bien compris de quoi il s'agissait ou tout simplement ce qui m'arrivait, cela m'a amené à commettre beaucoup d'erreurs, à être injuste avec des Indiens. J'en ai été très choqué, et cela m'a poussé à revoir ma copie de fond en comble pour tenter d'y voir plus clair, sans savoir à l'avance que j'allais découvrir que je m'étais fait berner par les dirigeants du courant politique auquel j'avais appartenu, ce qui devait me conduire à vérifier le bien-fondé de la totalité de mes convictions qui jusque là m'avaient été plutôt inculquées, pour m'en forger de nouvelles sur la base de ma propre expérience de la vie, en me réappropriant la méthode du matérialisme dialectique pour mener à bien cette entreprise titanesque qui me prit plus de 10 ans, et si je n'en suis pas encore parvenu au bout, j'ai bien déblayé le terrain et j'y vois enfin plus clair. C'est tout le mal que je souhaite à mes lecteurs.

On terminera provisoirement avec ce dernier passage.

- *"Kautsky dissocie la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois : le « désarmement », l'« ultra-impérialisme » et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions les plus profondes de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l'« unité » avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués."*

Cette dissociation que j'avais appelée ailleurs une dichotomie, on la retrouve dans la stratégie des trotskystes. Au *"monopolisme en politique"* correspond le parti qui ne doit pas s'ingérer dans les affaires des syndicats qui correspondent au *"monopolisme dans l'économie"*, de telle sorte qu'ils n'y construiront aucune tendance pour ne pas gêner leurs appareils pourris.

C'est le deal que les dirigeants du courant lambertiste (POI-CCI et POID-TCI et les formations de militants issues de ce courant politique) devait passer à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec l'appareil social-démocrate de FO notamment.

Cette dissociation s'est traduite par des manifestations syndicales auxquelles les partis ouvriers ne participaient pas et vice versa, afin de laisser les opportunistes ou social-chauvins-impérialistes à la tête des syndicats pourrir tranquillement et complètement le mouvement ouvrier pour le compte du régime qui en échange se montrera généreux envers eux, c'était la moindre des choses.

C'est ainsi qu'au fil du temps, plus aucun syndicat ne combattra pour l'émancipation du salariat ou du capital, abandonnant ainsi l'objectif du combat du mouvement ouvrier au profit de son adaptation toujours plus profondément ancrée au capitalisme et intégré à l'Etat.

- *"C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste."*

Une utopie qui tarde à se réaliser sur fond de décomposition générale de la civilisation humaine.

- *"L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme a atteint sa maturité, celle où il l'a dépassée, et se trouve à la veille de son effondrement ; il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme."* (V. Lénine - L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale publié en janvier 1916)

Et à défaut de *"céder la place au socialisme"* il va entrer en putréfaction, entraînant dans son sillage l'ensemble de la société toutes classes confondues, de sorte que sous la forme d'une barbarie sauvage ou débridée qui ne veut pas dire son nom et affublée d'une étiquette démocratique, elle deviendra nauséabonde au point de conduire à un affrontement de plus en plus violent entre toutes ces couches au lieu de dresser les classes les unes contre les autres, sur fond d'une imposture gigantesque que les uns et les autres s'emploieront à couvrir, et au-delà, en proie à la résistance de la classe ouvrière, ils devront l'assumer de plus en plus ouvertement au risque de découvrir leur véritable nature.

Lénine demandait à propos de l'opportunisme s'il fallait "*refouler à nouveau ce pus dans l'organisme au nom de « l'unité » (avec le pus) ; ou bien s'il faut pour aider à la guérison complète de l'organisme du mouvement ouvrier, le débarrasser de ce pus aussi vite et aussi soigneusement que possible, malgré la douleur aiguë, mais passagère, que cause cette opération.*

*Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont défendu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915, ont trahi le socialisme. Seuls des hypocrites peuvent nier ce fait."*

Les trotskystes ne le nieront pas, ils s'en accommoderont à l'aide de sophismes ou de syllogismes fabriqués pour l'occasion.

- "*Considérer qu'une guerre est une guerre de libération nationale, entraîne une tactique ; considérer qu'elle est impérialiste implique une autre.*"

Gluckstein, Gauquelin, Gauthier et Cie vont être rassurés :

- "*...le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire*" (id - Lénine)

- Cambadélis : «*Le PS existera après la présidentielle*» - LeParisien.fr

- Cambadélis : «*On sonne le glas du PS trop tôt* » - LeParisien.fr Le Huffington Post - Le "grand cadavre à la renverse", dont la France insoumise et En Marche se disputent déjà les restes, bouge encore. - Le Huffington Post 23.01

A moins que...

- PS: chronique d'une "*mort annoncée*" pour la presse - AFP

Tout est bon pour vendre leurs torchons.

Mais rassurez-vous, tout n'est pas perdu, comme en Grèce, en Italie, en Espagne, etc. une imposture peut en cacher une autre :

AFP - Laurent Joffrin, dans Libération, s'interroge : "*Si le candidat désigné ne convainc pas, s'il patauge dans le discrédit, il sera temps de constater le décès de l'ancienne gauche*", poursuit l'éditorialiste du quotidien de gauche qui pense qu'en "*attendant, il serait bon de laisser une chance, non à un appareil, mais à une idée. Celle de la gauche, qui peut encore servir en se réinventant*".

C'est Yves Harté de Sud-Ouest qui lâche le morceau et qui je cite l'AFP :croit savoir que pour "la question fondamentale de l'avenir d'une gauche française, c'est vers l'extérieur que bientôt on regardera".

Pour lui, ce sont "*Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron*" qui poseront "*les véritables questions qu'aurait dû entendre un congrès socialiste qui n'a jamais eu lieu*". AFP 21.01

Et il n'est pas dit que des dirigeants de plusieurs courants du PS alliés à d'autres qui en sont issus et qui ont constitué plusieurs partis, ne se rassembleront pas pour constituer un nouveau parti sur les cendres du défunt PS. En Grèce par exemple, la relève est assurée par Syriza qui remplit la même fonction que le PASOK précédemment et le tour est joué, l'ordre établi est sauvé ! D'ailleurs on n'entend plus parler de la Grèce, vous l'avez constaté aussi, bravo !

Tenez bon camarades "*trotskystes*" Gluckstein, Gauquelin, Gauthier et Cie. tout espoir n'est pas perdu... Allez, vive le PS et le PCF ! Demain vive le PG ou je ne sais quel parti bâti sur les mêmes fondations pourries.

## [Dossier Syrie](#)

Syrie. Alep détruit, vraiment ?

Saviez-vous que 70% de la ville est indemne, que 20% a subi des dommages et que seulement 10% en a été détruit ? C'est ce que des députés français qui ont visité la ville ont pu constater par eux-mêmes.

Saviez-vous que, lorsque les barbares dits modérés soutenus par la France notamment ont investi la ville en 2012, dans les jours qui ont suivi la majorité des Syriens qui vivaient dans les quartiers est de la ville se réfugièrent dans la partie protégée par l'armée syrienne que manifestement ils ne craignaient pas vraiment ?



On vous a raconté le contraire ou vos dirigeants n'ont pas démenti les fausses informations délivrées par les médias aux ordres, dorénavant vous connaissez la vérité. Si on vous a menti ouvertement ou par omission, c'était uniquement pour que vous souteniez la version officielle ou le gouvernement. Si vous l'aviez adoptée il n'est pas trop tard pour vous en débarrasser et accessoirement demander des comptes à vos dirigeants, c'est le droit de chaque militant.

A l'ordre du jour

- Astana dévoile les détails des pourparlers sur la Syrie - sputniknews.com

À moins de 24 heures du début des pourparlers entre Damas et l'opposition qui se préparent dans la capitale de Kazakhstan, Sputnik fait le point sur la rencontre.

Il sera 8h à Paris lorsque les délégations de l'opposition et du gouvernement syriens se réuniront à la table de négociations à Astana. Cette rencontre qui pourrait permettre à la Syrie de retrouver la paix et la stabilité et de relancer le dialogue intersyrien démarra lundi et durera deux jours, annonce le site du ministère kazakh des Affaires étrangères.

Enjeux de la rencontre

À huis clos, les partis en conflit chercheront à renforcer la fragile trêve en vigueur depuis la fin décembre sous le parrainage de la Russie, qui représente les intérêts de Damas, et de la Turquie, garant de l'opposition. Selon cette dernière, le sort de Bachar el-Assad ne sera pas porté à l'ordre du jour et constitue une question à part.

Dimanche soir, l'opposition a confirmé son intention d'établir un dialogue direct avec Damas. Dans le cas contraire, les groupes opposés au gouvernement se sont dit prêts à négocier grâce à la médiation d'autres parties.

« S'il le faut, nous nous mettrons à la table des négociations. Sinon, nous sommes prêts à mener les négociations avec la participation de médiateurs pour obtenir une trêve et mettre fin à l'effusion de sang. Nous sommes prêts à beaucoup de choses pour atteindre ces objectifs », a annoncé un conseiller de l'opposition dans une interview à la chaîne Current Time.

Qui participera aux pourparlers?

La délégation de l'opposition est arrivée dans la capitale kazakhe dimanche matin. Elle est composée des représentants de 12 groupes d'opposition. Au total, 27 des 31 groupes ont signé la semaine dernière le document final en vue de former une délégation unique. Parmi eux figurent Afnad al-Sham, le Front du nord, l'Armée libre d'Idleb, un « gouvernement provisoire » ainsi que les groupes Jaish al-Islam et Fastakim, proches du Front al-Nosra.

Quatre groupes d'opposition ont pourtant refusé de participer aux pourparlers. Il s'agit notamment d'Ahrar al-Sham, groupe armé proche d'al-Nosra, de Failak al-Sham, du mouvement Bayan et d'Ahl al-Sham.

La délégation de l'opposition est dirigée par Mohammad Allouche, celle de Damas par l'ambassadeur de Syrie à l'Onu, Bachar Jaafari.

Parmi autres pays qui participeront aux pourparlers figurent l'Iran, la Turquie, de la Russie, les États-Unis. Selon certaines sources, la France, la Grande-Bretagne et l'Union européenne auront également une présence officielle. Washington ainsi que Paris et Londres, en cas de la participation de ces derniers, seront représentés par leurs ambassadeurs, Moscou, par le général Stanislav Gadjimagomedov.

L'attitude de l'Onu

Les pourparlers se dérouleront en présence de l'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura. Le responsable onusien a salué dimanche les pourparlers, qu'il a qualifiés de « bonne initiative ».

« Nous sommes en train de faire un grand travail », a-t-il indiqué à l'issue d'une rencontre avec l'ambassadeur américain au Kazakhstan. sputniknews.com 22.01

Un travail de sape n'en doutons pas, qui a des relais dans le monde entier, dont la France.

Guerre idéologique et psychologique. Fabrication du consentement.

Si la propagande de l'USA-OTAN anti-syrienne en vous a pas encore fait vomir et que cela vous tenterait, vous pourrez dîner ce



soir avant de regarder un documentaire fabriqué par un média-oligarque états-unien, le Huffington Post, un supporter des barbares du Front al-Nosra qui ont fait "du bon boulot en Syrie" et ex-ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et surtout un homme d'affaires, Firas Tlass, la deuxième fortune de Syrie ralliée à Washington, qui vous expliquera qu'en réalité c'était le "boucher de Damas", Bachar al-Assad, qui avait fomenté cette guerre, qui avait financé et armé Daesh, etc.

Pour vous donnez un avant-goût de ce vomis proposé par France 3.

- Quand Bachar al-Assad "favorisait l'idée du jihad en Syrie" pour faire revenir l'Occident vers lui - Huffington Post

Le documentaire "Bachar, moi ou le Chaos", dans lequel témoigne Firas Tlass, mine les arguments de Trump, Poutine et Fillon sur la Syrie.

"Nous devrions nous féliciter du recul des terroristes." Au moment de la reprise d'Alep par le régime syrien, le filloniste Thierry Mariani reprenait à son compte la thèse selon laquelle Bachar al-Assad serait un rempart contre les islamistes. Bien lui prendrait de regarder le documentaire "Bachar, Moi ou le chaos", réalisé par Antoine Vitkine, blogueur au HuffPost. Ce film sera diffusé ce lundi 23 janvier dans la soirée sur France 3 alors que les pourparlers, qui doivent démarrer en début d'après-midi à Astana, au Kazakhstan, seront les premiers entre des émissaires de Bachar al-Assad et une délégation composée de rebelles combattants.

Dans ce reportage, le réalisateur donne la parole à Firas Tlass, ex-proche du dictateur syrien, et aujourd'hui en exil. Ce dernier rappelle une chose utile: c'est Bachar al-Assad qui a favorisé l'émergence des jihadistes en Syrie pour ensuite, s'ériger en rempart contre le péril islamiste qui tétanise les occidentaux. Mieux, il explique comment le dictateur syrien sponsorise des jihadistes depuis 2003.

"Favoriser l'idée du jihad"

Rappel des faits. En 2013, après les utilisations répétées par le régime d'armes chimiques contre les civils syriens, les États-Unis et la France sont à deux doigts de lancer une offensive contre les forces de Bachar al-Assad.

Finalement, Barack Obama, craignant une escalade, fait machine arrière et enterre les espoirs français d'en finir avec le "boucher de Damas". En difficulté dans son pays, Bachar al-Assad voit dans cet aveu d'impuissance l'occasion de diviser encore plus l'insurrection syrienne, en favorisant l'émergence d'une rébellion jihadiste.

L'objectif est double. Créer en quelque sorte une guerre dans la guerre et compliquer la tâche des occidentaux dans leurs opérations de soutien aux forces rebelles. Une fois le chaos installé, le dictateur syrien aura beau jeu de s'ériger en rempart contre les jihadistes, ce qu'il fait aujourd'hui.

"Bachar a compris que s'il créait un ennemi, s'il convertissait tous ses ennemis au jihadisme, progressivement l'occident reviendrait vers lui", explique Firas Tlass. "Le but était de favoriser l'idée du jihad, qui existait déjà partiellement chez certains, et qui est condamné par l'occident", poursuit l'homme d'affaires.

Dès 2011, le régime avait libéré quelques 260 jihadistes qui occupaient ses geôles. Pour Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères à partir de 2012, Bachar al-Assad va même jusqu'à donner un "coup de pouce" aux jihadistes, en écoulant notamment le pétrole de Daech.

Très vite, les services de renseignement occidentaux se rendent compte que les troupes du régime ne font pas la démonstration d'une lutte acharnée contre les troupes de Daech. Bien au contraire. Une fois Daech bien implanté, Bachar al-Assad fera le tour des médias internationaux pour agiter la menace terroriste et se poser en victime.

L'idée: que les opinions internationales se disent "Bachar c'est bien mieux que l'alternative", explique Firas Tlass. Ce plan com', abondamment relayé par les médias de la Russie alliée, a particulièrement fonctionné sur plusieurs personnalités politiques, dont François Fillon et Donald Trump.

Qui est Firas Tlass?

Que les services occidentaux accusent Bachar al-Assad d'avoir favorisé le jihadisme en Syrie est une chose. En revanche, que ce soit un ancien pilier du régime syrien, et aujourd'hui en exil, qui confirme ces soupçons largement étayés par des témoignages en est une autre. Pour autant, il est légitime d'interroger la personnalité de Firas Tlass.

"Ce n'est pas n'importe qui", explique au HuffPost, Antoine Vitkine. "C'est surtout le fils de Mustafa Tlass, militaire syrien de haut rang et très proche d'Afey al-Assad, le père de Bachar, dont il fut le ministre de la Défense", poursuit le réalisateur. "Il est aussi le frère de Manaf Tlass. Ancien général de brigade, il était très proche de Bachar al-Assad jusqu'à sa défection en 2012",

poursuit Antoine Viktine. Enfin, la famille Tlass est "la deuxième fortune de Syrie, ce qui confère à ses membres, dont certains ont occupé des postes clés, un accès direct aux secrets du régime". Tous ces éléments font dire à Antoine Viktine que Firass Tlass est une source "très crédible".

D'autant que ce dernier en sait quelque chose en matière d'instrumentalisation de jihadistes. Firas Tlass était aux premières loges quand, en 2003, Bachar al-Assad sponsorisait (déjà) les islamistes, alors qu'il disait collaborer avec la France dans la lutte contre le terrorisme islamiste. "Les services syriens ont inventé un certain nombre de groupes jihadistes", explique Firas Tlass.

À l'époque, il s'agissait de gêner l'administration Bush dans son intervention en Irak voisine. "Ils avaient créé des camps militaires en Syrie pour que des jihadistes aillent se battre en Irak contre les Américains", poursuit ce témoin privilégié des manœuvres du pouvoir syrien.

Adeptes du double-jeu, Bachar al-Assad fournissait alors à la CIA des listes de jihadistes pour prouver sa bonne foi. Des jihadistes que son régime avait lui-même formés. Pas tout à fait l'image du "rempart" que vendent aujourd'hui les partisans d'une reprise du dialogue avec le dictateur syrien. Huffington Post 23.01

Une vidéo sur la Syrie

- Syrie : Casques blancs, le masque de la terreur (VOSTFR)  
<https://www.youtube.com/watch?v=nQDQTcpNFO8>

Il faut cliquer sur "sous-titre" pour avoir la traduction en français.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Dans la fosse septique de la Ve République, candidats au trône

- Présidentielle : Ipsos donne 8 % à Hamon et 9 % à Valls - LePoint.fr

L'institut Ipsos a réalisé pour France 2 un sondage présidentiel entre les 10 et 15 janvier : Benoît Hamon, qui sort en tête du premier tour de la primaire de la gauche, ne récolterait que 8 % au premier tour de la présidentielle, pointant ainsi à la 5e place. Marine Le Pen, dans ce scénario, conserve la tête avec 27 %, juste devant François Fillon à 26 %. Emmanuel Macron confirme sa troisième place, mais encore loin du duo de tête, à 20 %. Jean-Luc Mélenchon, à 13 %, est également éliminé. Dans cette hypothèse, l'écologiste Yannick Jadot ne décolle pas des 2 %, à égalité avec Nicolas Dupont-Aignan.

Son rival, Manuel Valls, ne fait guère mieux : 9 %. Emmanuel Macron serait réduit à 18 % dans ce cas, Jean-Luc Mélenchon reprendrait 2 points à 15 %. Marine Le Pen, toujours en tête (27 %), devancerait François Fillon (25 %).

Au second tour, François Fillon l'emporte avec 62 %, contre 38 % pour Marine Le Pen. LePoint.fr 22.01

- Primaire PS: Hamon vire en tête, avantage face à Valls - AFP

Benoît Hamon est arrivé en tête dimanche soir du premier tour de la primaire organisée par le PS et aborde le second avec un net avantage face à Manuel Valls, grâce au soutien apporté par Arnaud Montebourg, troisième homme comme en 2011.

En fin de soirée, sur quelque 1,33 million de bulletins dépouillés, Benoît Hamon arrivait en tête avec 36,3% des voix, suivi de Manuel Valls avec 31,1%, l'ancien ministre de l'Éducation creusant davantage l'écart au fur et à mesure de la soirée. Suivent Arnaud Montebourg, avec 17,5% des suffrages, puis Vincent Peillon (6,8%).

Les trois candidats issus des partis partenaires du PS pour cette primaire ferment la marche, avec 3,8% pour François de Rugy (Parti écologiste), 2% pour Sylvia Pinel (PRG) et 1% pour Jean-Luc Bennaïm (UDE).

Le bon score de la gauche du Parti socialiste dimanche (près de 55% des voix) et la mise en minorité de la ligne politique et économique du quinquennat incarnée par Manuel Valls, s'ils se confirment dimanche prochain, pourraient faire les affaires d'Emmanuel Macron.

"On voit bien qu'il y a une grande partie du PS qui ne peut pas se retrouver dans la ligne politique de Benoît Hamon, ni dans l'autoritarisme de Manuel Valls", résume un député soutien de M. Macron. "Cela fait déjà beaucoup d'orphelins... mais

nous sommes généreux", ironise-t-il en anticipant de futurs ralliements.

M. Valls a aussitôt fait monter la pression sur les enjeux du second tour: le choix est "très clair" entre la "défaite assurée" avec M. Hamon et "la victoire possible" avec lui, ou encore entre les "promesses irréalisables et la gauche crédible".

Mme Pinel a elle aussitôt appelé à voter en faveur de l'ancien Premier ministre, "le plus proche de (ses) convictions". M. de Rugy demande à rencontrer les deux finalistes avant de faire son choix. M. Peillon, qui rêvait d'incarner la synthèse, au centre du PS, n'a pas exprimé son choix pour l'heure.

Le PS affichait sa satisfaction sur le niveau de participation, qui s'approcherait finalement des 2 millions de votants, objectif fixé par son premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis. "Nous avons réussi le premier tour de la primaire", s'est-il félicité devant la presse, adressant un "merci pour votre résistance à l'air du temps".

La participation est toutefois à comparer aux 2,7 millions de votants du premier tour de la primaire d'octobre 2011 et surtout aux 4,3 millions au premier tour de la primaire de la droite.

Dans le camp Valls, on sait déjà que la partie sera plus que difficile à gagner. "Ca pue pour Valls", grinçait une source gouvernementale.

- Qui de Mélenchon ou de Macron a remporté le premier tour de la primaire de la gauche? - huffingtonpost.fr

Qui, dans la course à l'Élysée, va donc le plus profiter de la percée de Benoît Hamon, du ballottage défavorable de Manuel Valls et de l'élimination sèche d'Arnaud Montebourg au premier tour de la primaire de la gauche?

Premier enseignement: la participation a de quoi réjouir tous les adversaires du Parti socialiste, depuis François Fillon jusqu'à Jean-Luc Mélenchon en passant par Emmanuel Macron. Avec un peu plus de 1,5 million d'électeurs ce dimanche, la "Belle alliance populaire" chère à Jean-Christophe Cambadélis sauve les meubles et peut rentrer dans ses frais. Les sympathisants du PS peuvent aussi se rassurer: le "grand cadavre à la renverse", dont la France insoumise et En Marche se disputent déjà les restes, bouge encore. On est toutefois loin des 2 millions de participants qu'espéraient en secret les hiérarques du PS et encore plus des quelques 4,3 millions de Français venus participer au premier tour de la primaire de la droite.

Faute d'un improbable raz-de-marée, Jean-Luc Mélenchon a d'emblée dénoncé via ses lieutenants des chiffres de participation "gonflés à l'hélium solférinien". "Décidément, le PS est condamné à perdre toutes les élections, même celles qu'il organise", tacle dans un communiqué le Parti de Gauche. "François Fillon totalisait à lui seul le score total des sept candidats à la primaire de la gauche", a ironisé de son côté (en forçant le trait) la députée LR Valérie Boyer, soutien de l'ancien premier ministre.

Mélenchon parasité par Hamon

Voilà pour la forme. Sur le fond, l'affaire se complique en revanche pour Jean-Luc Mélenchon. Car si Benoît Hamon n'a pas encore gagné, il s'impose désormais comme le grand favori des primaires citoyennes, fort du soutien sans équivoque d'Arnaud Montebourg. Or une victoire du député des Yvelines n'arrangerait pas du tout le candidat de la France insoumise, qui espérait un bras de fer avec Manuel Valls, symbole du virage social-libéral du quinquennat de François Hollande.

Frondeur attiré, défenseur d'une VI<sup>e</sup> République et porteur d'un projet solidement ancré à gauche, Benoît Hamon a par ailleurs opté pour un programme s'ouvrant largement au logiciel écologiste. Un créneau que Jean-Luc Mélenchon, apôtre de la planification écologique, espérait lui-même accaparer en contraignant les écologistes à se ranger sous sa bannière. Autrement dit, entre les deux hommes, la concurrence sera frontale. Macron dopé par une possible défaite de Valls

Si Jean-Luc Mélenchon se serait bien passé du résultat de ce dimanche soir, Emmanuel Macron, lui, peut se féliciter. Certes, une victoire d'Arnaud Montebourg aurait grandement arrangé ses affaires au vu de certaines enquêtes d'opinion. Mais la perspective d'une possible défaite de Manuel Valls facilite malgré tout les choses pour le fondateur du mouvement En Marche.

Si celle-ci se confirme le 29 janvier prochain, Emmanuel Macron deviendrait le seul candidat à occuper le vaste espace politique allant du centre-gauche au centre-droit. A condition bien sûr que François Bayrou renonce à se présenter, en dépit des tensions avec l'équipe de François Fillon.

Une défaite de Manuel Valls pourrait avoir une autre conséquence bien plus préoccupante pour Benoît Hamon: la rupture de l'aile droite du Parti socialiste et de certains cadres hollandais en faveur d'Emmanuel Macron. Les premiers à s'en inquiéter ouvertement sont... les centristes alliés à François Fillon.

Mezzo voce, certains pensent la même chose à la direction du Parti socialiste. "Ce premier tour montre que des gens se sont

fait plaisir en votant pour une gauche utopiste. Mais si Manuel Valls ne gagne pas, il y a un risque évident que le peuple de gauche qui veut gagner en 2017 aille vers Macron", prévient un dirigeant du PS.

Nul doute que Manuel Valls va jouer cette partition à plein régime pour tenter de refaire son retard d'ici le 29 janvier. En attendant, En Marche entend bien se saisir d'une victoire de Benoît Hamon pour débaucher un maximum d'élus socialistes. "Toutes celles et ceux qui veulent se rallier autour de notre démarche, de notre projet et de nos valeurs sont bienvenus", mais En marche! "ne veut pas d'accord d'appareils mais des engagements personnels", a rappelé dans la soirée le député PS et bras droit d'Emmanuel Macron Richard Ferrand. Après avoir parié sur la renonciation de François Hollande, Emmanuel Macron pourrait réussir l'exploit de gagner la primaire de la gauche... sans même y avoir participé. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 23.01

### Ils osent tout

- Notre système de retraite par répartition a quelque chose du système Madoff - [Le Huffington Post](http://Le Huffington Post)
- Gouvernement : Ségolène Royal se voit un avenir international - [LeParisien.fr](http://LeParisien.fr)
- FN et extrême droite, des partis comme les autres: la preuve par les données - [L'Express.fr](http://L'Express.fr)
- Réunion de Coblenz: les patriotes européens veulent de bonnes relations avec Moscou - [sputniknews.com](http://sputniknews.com)

L'extrême droite en fait...

- Valls : "rien n'est écrit" - [M6info](http://M6info)
- Peillon, la « surprise » promise a fait un flop - [LeParisien.fr](http://LeParisien.fr)
- "Manuel Valls est le seul à pouvoir faire gagner la gauche", assure Sylvia Pinel après le premier tour de la primaire - [Franceinfo](http://Franceinfo)
- Italie: Beppe Grillo apporte son soutien à Poutine et à Trump - [L'Express.fr](http://L'Express.fr)
- Quand Bachar al-Assad "favorisait l'idée du jihad en Syrie" pour faire revenir l'Occident vers lui - [Le Huffington Post](http://Le Huffington Post)
- Israël approuve la construction de 560 logements à Jérusalem-Est - [Reuters](http://Reuters)
- USA: une ONG affirme qu'elle assignera Trump en justice lundi - [AFP](http://AFP)
- Plus de deux millions de personnes ont participé à la Marche des Femmes aux États-Unis - [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

De quoi illustrer la fracture sociale provoquée par l'élection de Donald Trump. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 21.01

Tous les médias mainstream occidentaux ont monté en épingle ce non-événement. Car, qu'est-ce que c'est que 2 millions de manifestants sur plus de 365 millions d'habitants, en admettant qu'il y aurait 200 millions de personnes en âge de manifester aux États-Unis, cela représente 1%, c'est gigantesque, osons, historique ! C'est le 1% qui concentre les richesses mondiales qui doivent bien se marrer pendant ce temps-là.

- Quel est le lien entre la «Marche des femmes sur Washington» et Georges Soros? - [sputniknews.com](http://sputniknews.com)

Les presse libérale en Occident, notamment [Le Guardian](http://Le Guardian), présente la «Marche des femmes sur Washington» comme une action «spontanée» pour les droits des femmes, mais omet de préciser qu'il s'agit en fait d'une marche «partisane» en faveur des femmes qui sont anti-Trump.

Sur le site Internet de la « Marche des femmes sur Washington », ses organisateurs publient le manifeste de cette vaste mobilisation qui explicite : « L'ascension de la femme = l'élévation de la nation », insistant tout particulièrement sur son caractère « non partisan », mais selon de nombreuses fuites dans les médias, il ne s'agit en réalité que des anti-Trump payés par George Soros qui manifestent dans la capitale américaine.

Nombreux sont les observateurs qui se demandent quel est le lien entre George Soros, l'un des plus importants donateurs d'Hillary Clinton, et cette vaste mobilisation contre le nouveau président des États-Unis Donald Trump qu'est la fameuse « Marche des femmes sur Washington ».

Les organisateurs de la marche font la promotion de leur travail avec des organisateurs « indépendants », mais on découvre bien des choses dans les documents du milliardaire George Soros et de sa philanthropie de l'Open Society.

Il s'avère notamment que, décrit par Wikileaks comme « l'architecte de chaque révolution et coup d'État des 25 dernières années », M. Soros a financé, ou a entretenu d'étroites relations avec au moins 56 « partenaires » de la marche. Il s'agit, entre autres, de Planned Parenthood et du Conseil national de défense des ressources, structures connues pour leur opposition intransigeante envers le nouveau président des États-Unis Donald Trump, ou de MoveOn.org, organisation « farouchement pro-Clinton », et le National Action Network, salué par l'ex-locataire de la Maison Blanche Barack Obama.

D'autres « boursiers » de M. Soros parmi les « partenaires » de la marche sont l'Union américaine des libertés civiles, le Centre pour les droits constitutionnels, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Quoi qu'il en soit, la plupart des Américains savent bien que la marche n'est vraiment pas une « marche des femmes », mais une marche en faveur des femmes anti-Trump. On se souvient par ailleurs des propos tenus récemment devant les journalistes à Davos par le philanthrope idéologique et donateur politique George Soros sur Donald Trump, un « dictateur éventuel », selon lui.

Malheureusement, la marche a pris position et les « femmes » ont été utilisées pour une journée explicitement anti-Trump, constatent les observateurs. sputniknews.com 22.01

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 janvier 2017

## CAUSERIE

### Nouvelles d'Inde

On m'a reproché de ne pas m'intéresser à ce qui se passe en Inde où je vis depuis plus de 20 ans, et bien voici des nouvelles.

Manifestations à Chennai - Origine : Consulat général de France à Pondichéry

Madame, Monsieur,

La ville de Chennai connaît de très fortes perturbations ce jour suite à l'évacuation par la police des manifestants pro Jallikattu (courses de taureaux - LVOG) de Marina Beach. De nombreuses scènes de violence ont été observées, attaques de commissariats, dégradations de véhicules et de biens.

Les manifestations sont de plus en plus violentes, plusieurs routes sont bloquées paralysant la ville de Chennai et ses accès principaux. La sécurité a été renforcée à travers la ville pour éviter les débordements.

Les écoles et les lycées de la ville ont été fermés par précaution.

Le Consulat général de France recommande donc à la communauté française de Chennai et aux Français de passage d'éviter les lieux de rassemblement, de limiter leurs déplacements au strict nécessaire et de se tenir informés de l'évolution de la situation. Fin.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que les Indiens ont une vie misérable, ils travaillent comme des esclaves sans aucun droit ni protection sociale, ils sont confrontés quotidiennement à une multitude de difficultés, tous les rapports dans la société sont archi pourris, les inégalités sont gigantesques, la corruption est omniprésente à tous les niveaux de la société, etc.

La vie au quotidien est un cauchemar pour la plupart des Indiens et pas seulement pour les plus pauvres. L'Inde demeure un pays sous-développé. Ce n'est pas un Etat de droit au sens communément admis, c'est un Etat semi-féodal où les citoyens n'ont aucun droit. Ils règlent leurs différends entre eux généralement, à l'amiable ou en recourant aux menaces, à la violence, chaque village compte son lot de personnes horriblement assassinées, décapitées, coupées en morceaux, y compris dans tous ceux où j'ai vécu jusqu'à présent.

Dans ces conditions insupportables, il est facile de comprendre que la vie offre peu d'occasion aux Indiens de jouir d'un moment de répit. Ils demeurent très attachés à leur culture ou à leurs coutumes, à leur religion qui justement leur procurent quelques instants de bonheur, alors lorsque le gouvernement fédéral s'y attaque, ils réagissent violemment, c'est la goutte qui fait déborder



le vase, c'est les priver de ce qui leur permet de supporter leur condition misérable.

Si j'étais un crétin de gauchiste, je leur donnerais tort car j'ai de l'estime pour la condition animale. Mais comme je comprends et partage leur détresse, je n'en ferais rien. Je me range au côté du peuple indien contre le gouvernement qui l'opprime et qui lui inflige de supporter des conditions d'existence indigne d'un animal en 2017.

### L'art de mal poser une question pour éviter d'en poser une compromettante.

Selon le Figaro il existerait une « gauche d'opposition et celle de gouvernement » qui seraient « irréconciliables », tandis que Martine Aubry (PS) estime au contraire qu'il serait possible de « rassembler les gauches que nous n'avons jamais crues irréconciliables », et comme c'était Manuel Valls (PS) qui avait balancé qu'elles étaient « irréconciliables », elle appelle à voter Hamon au second tour de la primaire du PS.

La différence d'appréciation qui se manifeste ici entre Le Figaro et Martine Aubry est conforme aux intérêts divergents ou opposés qu'ils sont censés représenter, en apparence seulement sur le fond, mais réelle sur la forme. Cela tient au fait qu'ils se partagent les rôles, Le Figaro tenant celui de représentant officiel du capitalisme, Aubry tenant le même rôle officieusement mais ne remplissant pas la même fonction.

Pour Le Figaro, il est logique que toute politique comprenant des réformes sociales ou des concessions à la classe ouvrière appartienne définitivement au passé et doit être résolument écartée, et qu'il considère qu'elle est inconciliable avec les besoins du capitalisme en crise dont il est le porte-parole

Martine Aubry se doit de le nier pour que le PS continue d'exister ou son avatar en cas d'explosion de ce parti. Elle a besoin de faire vivre l'illusion qu'il pourrait appliquer une autre politique pour engrener les votes des électeurs et obtenir des élus, car dans le cas contraire le PS serait évincé des institutions et les affairistes qui en composaient la direction et la structure le déserteraient, ce qu'il faut éviter, d'où sa tentative désespérée de concilier l'inconciliable tout du moins sur le terrain des apparences, puisqu'en réalité tous les dirigeants et ex-dirigeants du PS sont inféodés au régime, en sont le produit.

Qu'ils se rassurent, la « gauche d'opposition et celle de gouvernement » continueront d'exister après mai 2017, parce qu'ils ont besoin l'un de l'autre pour que leur imposture perdure ou continuer à faire croire qu'ils seraient de gauche, alors que ni l'un ni l'autre ne le sont en réalité.

Les dirigeants et ex-dirigeants du PS savent pertinemment qu'ils ne sont pas de gauche. Les uns l'assument davantage que d'autres, et cela exaspère ceux qui l'assument, parce qu'ils ne peuvent pas démasquer les imposteurs qui ne l'assument pas sans prendre le risque de se démasquer eux-mêmes, et ceux qui ne l'assument pas ou le nient comme Mélenchon par exemple qui s'en régale, en profite en lorgnant sur la place qu'occupait jusqu'à présent ces petits camarades du PS réduits à l'impuissance.

Hamon ainsi qu'Aubry ont compris qu'il était préférable de reprendre à leur compte une partie du programme de Mélenchon plutôt que d'en dénoncer les contradictions, histoire de l'affaiblir ou de mordre sur son électorat en espérant que cela sera suffisamment pour sauver les meubles, ce en quoi rien n'est moins sûr.

Quant à Valls, il n'a aucune chance parce que quel que soit les arguments qu'ils avanceraient ils se retourneraient immédiatement contre lui. Il a tenté d'adopter à sa manière la tactique conciliatrice qu'elle préconise quand il s'est prononcé pour l'abolition de l'article 49.3 de la Constitution, opération grotesque qui a achevé de décrédibiliser sa candidature et a permis de renforcer son véritable concurrent, Macron, vers lequel se tournent maintenant les courants les plus droitiers ou réactionnaires du PS.

Le candidat des Rothschild Macron a été mis en orbite par l'oligarchie financière pour achever le PS, après avoir dressé le constat qu'il demeurerait impossible de lui faire opérer la même transition qu'à l'UMP du fait de l'existence au sein du PS de différents courants continuant de se réclamer de ses origines lointaines ouvrières ou du socialisme, qui collait à la peau de ce parti comme une tâche infâme ou honteuse dont il fallait le débarrasser à tout prix, ce dont ni Valls ni personne au sein du PS ne pourrait réaliser, seule une personnalité étrangère au PS y parviendrait à l'issue d'un processus relativement court que les idéologues de l'oligarchie avaient peaufiné soigneusement, en profitant de l'occasion qui se présentait à eux avec un Président réduit à l'impuissance et pratiquement au silence, le PS discrédité dans le pays et incapable de la moindre réaction pour empêcher que le mécanisme qui devait le broyer soit mené à son terme.

### Comment fabriquer un syllogisme crapuleux ou l'art de la confusion.

Le mode d'emploi vous est offert par le politologue Jérôme Sainte-Marie, président de la société de conseil PollingVox.

Mais si Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, bat l'ex-Premier ministre Manuel Valls, c'est Emmanuel Macron, installé dans le statut de troisième homme de la présidentielle, qui en profitera le plus, estiment les analystes.

Benoît Hamon est crédité à ce stade dans les sondages sur les intentions de vote de moins de voix au premier tour de la présidentielle que Manuel Valls (7% à 8% contre 9% à 10%).

A priori autant de suffrages gagnés pour Emmanuel Macron, qui peut espérer rallier l'essentiel des électeurs potentiels de l'ancien Premier ministre, le 23 avril.

"Si Hamon l'emporte, il y aura une grande déperdition vers Macron. Ce sera un big bang", admet un ministre.

Pour Jérôme Sainte-Marie, cet afflux peut cependant se transformer en "victoire à la Pyrrhus" pour Emmanuel Macron en en faisant de facto le candidat de la gauche.

"Il sera la voiture-balai de tous les hiérarques socialistes et sera rattrapé par le vieux monde politique", explique cet analyste. "Ça risque d'abîmer son image et surtout de bloquer d'éventuels ralliements et votes de droite en sa faveur." Reuters 23.01

Commentaire d'un internaute.

- "Comme pour vendre du papier, mieux vaut annoncer qu'il va y avoir du sang sur les murs, la théorie des deux gauches irréconciliables va nous être assenée et martelée par le microcosme politico-médiatique. Le plus étonnant, c'est que le premier tour de la primaire nous montre plutôt le contraire, la formidable convergence des vues et programmes des candidats."

1- Hamon est présenté comme le "représentant de l'aile gauche du PS", donc Valls est censé incarner l'aile droite du PS. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

A retenir : Hamon à gauche, Valls à droite.

2- Du coup, si Hamon remportait la primaire du PS, Macron pourrait récupérer " l'essentiel des électeurs potentiels" de Valls, jusque là la logique est respectée.

A retenir : Valls et Macron à droite.

3- Emmanuel Macron deviendrait de facto le candidat de la gauche.

Conclusion : Macron à gauche.

Où se situe le lézard ? Le tour de passe-passe a tout simplement consisté à faire passer frauduleusement les électeurs de Valls de droite à gauche pour que Macron devienne un candidat de gauche.

Et la réserve consistant à prétendre que le vote des électeurs de Valls en faveur de Macron pourrait "bloquer d'éventuels ralliements et votes de droite en sa faveur" est logique puisque les électeurs de Valls sont dorénavant de gauche, tout comme l'ensemble de la direction du PS ou son courant majoritaire qu'incarnaient Hollande, Valls, Sapin, Fabius, Cazeneuve, etc.

Le Huffington Post a été plus direct :

- Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ont pris en otage la Gauche - Le Huffington Post

Il serait acté de façon définitive l'existence de deux gauches irréconciliables, chacune dotée de son héraut, Jean-Luc Mélenchon d'un côté, Emmanuel Macron de l'autre (...) face à la droite et l'extrême-droite. Le Huffington Post 23.01

En Marche est en passe de devenir le nouveau PS, on verra plus tard si cela se vérifiera, il est trop tôt pour le dire, mais on est en droit de penser que tel était leur objectif.

- La primaire à gauche fait le jeu de Macron plus que de Mélenchon - Reuters

Le premier tour de la primaire à gauche, qui a placé Benoît Hamon position de favori dans la course à l'investiture socialiste pour l'élection présidentielle, fait le jeu d'Emmanuel Macron plus que celui de Jean-Luc Mélenchon. Reuters 23.01

Mélenchon bouffe à tous les râteliers, il n'a rien à envier à Macron, c'est la définition du populiste par excellence.

## Comment fonctionnent les promesses électorales des imposteurs de gauche.

Le mode d'emploi vous est offert par Malik Lounès, ex-dirigeant de SOS Racisme et de la Licra, président de l'association LOLitik.

Une élection, ce n'est pas une question d'arithmétique, mais de dynamique.

Ce qui est compliqué dans une dynamique, ce n'est pas de l'entretenir, mais de la créer.

Ce qui est compliqué dans une dynamique, ce n'est pas de l'entretenir, mais de la créer. Il l'a fait et on sait que la force va à la force. Il devrait l'emporter, mais cela dépend maintenant de sa capacité à opérer dès maintenant le rassemblement, autrement dit à mettre de l'eau dans son vin. Nous sommes à la mi-temps, c'est le moment d'opérer les changements pour gagner le match.

Première visée, sa proposition d'instaurer dès son élection son idée de Revenu Universel. Puisque Arnaud Montebourg le rejoint après avoir tiré à boulets rouges sur sa proposition phare qui l'a fait percer, Benoît Hamon serait bien avisé de dire qu'il a entendu les multiples réticences qu'elle suscite, et qu'en conséquence il ne propose plus de l'appliquer tout de suite une fois élu, mais de convoquer une grande conférence nationale sur le sujet, chargée d'en déterminer les modalités, le financement et le calendrier. huffingtonpost.fr 23.01

Vous avez bien lu, cette misérable vermine explique que pour se faire élire son candidat devrait parer ses promesses électorales de subtiles réserves assorties de délais indéterminé pour les mettre en oeuvre, de sorte que d'éventuels électeurs qui y sont opposés puissent également voter pour lui.

Comme quoi nous n'avons pas à faire à des traîtres ou des gens inconscients qui ne savent pas trop ce qu'ils font, mais bien à des ennemis qui trompent délibérément les électeurs, c'est écrit noir sur blanc.

## Le candidat de la gauche introuvable.

Un internaute à propos de l'illusionniste Mélenchon.

- "C'est un jeune étudiant qui découvre, à 18 ans, le trotskisme, à 25 ans il adhère au PS, devient, sous contrôle de la direction, jusqu'à 55 ans, un permanent appointé par le Sénat ou par diverses collectivités territoriales. Quand l'heure de la retraite sonne, le salaire devient une pension de retraite libre de toute conditionnalité par rapport au PS, il se repositionne alors, comme avant ses 25 premières années, à la gauche du PS, après 30 années de silence révolutionnaire total....

Juger les individus en fonction de leurs études, de leur parcours politique, syndical ou professionnel est aberrant. C'est la sincérité de l'engagement qu'il faut interroger, les actes concrets, pas les origines quelles soient ethniques ou sociales. Alors, c'est vrai que, sur ce terrain, il ne resterait pas grand monde sur le tarmak pour 2017, et pas seulement à gauche."

Il a juste oublié de préciser qu'il s'agissait de sa retraite du PS, donc usurpée, et que par là il y demeure lié jusqu'à la fin de ses jours, sauf s'il y renonçait. Puis qu'il était député européen, et qu'à ce titre il n'a ni vraiment rompu avec les "30 années de silence révolutionnaire total" qu'il a passé au PS, ni qu'il se serait repositionné "comme avant ses 25 premières années" ou qu'il serait redevenu trotskyste, pas vraiment, ce que d'ailleurs Mélenchon ne revendique pas.

## Le candidat du PS est déjà éliminé.

- Primaire de gauche : il y a eu 1,6 million de votants - Francetv info

Officiellement, il y a eu 1,6 million de votants au premier tour de la primaire de la gauche. C'est le chiffre annoncé ce lundi 23 janvier par les organisateurs. "C'est un dernier décompte qui pourrait faire taire la polémique du jour : est-ce le véritable chiffre de la participation ? A-t-on gonflé les chiffres pour dépasser la barre symbolique des 1,5 million d'électeurs ?", interroge Serge Cimino, en direct du siège du parti socialiste. Francetv info 23.01

Comment soutiennent-ils Valls ? En fabriquant un sondage.

- Les Français majoritairement opposés au revenu universel - L'Express.fr

Selon un sondage Harris pour LCP, plus de 60% des Français se montrent hostiles à cette mesure phare du programme de Benoît Hamon, qui est arrivé en tête du premier tour de la primaire à gauche dimanche. L'Express.fr 23.01

## Macron en retard d'une guerre ! Il ignore que la marche arrière n'existe pas sur le plan historique.

Comme Fillon il s'aligne sur Trump.

- A Beyrouth, Macron prône une politique d'"équilibre" de la France en Syrie - AFP

Le candidat à la présidentielle 2017 en France Emmanuel Macron a défendu lundi à Beyrouth une "politique d'équilibre" à l'égard du régime et des rebelles en Syrie, se démarquant de la politique pro-opposition de Paris depuis le début du conflit.

Actuellement en troisième position dans les sondages, M. Macron a plaidé pour une "politique d'indépendance, d'équilibre de capacité à parler à toutes les parties" dans le conflit syrien, qui a fait plus de 310.000 morts depuis 2011.

C'est "une logique de construction de la paix beaucoup plus qu'une logique d'intervention à tout-va pour un clan ou pour un autre", a déclaré le candidat à des journalistes en marge d'un discours prononcé à l'Ecole supérieure des affaires dans la capitale libanaise.

M. Macron, qui a quitté en août 2016 le gouvernement français pour diriger son mouvement "En marche !", s'est dit opposé à ce que le départ du président syrien Bachar al-Assad soit un "préalable à tout", tout en refusant de "pactiser" avec lui.

"Assad est un dirigeant qui a failli (...), l'erreur qui a été faite, de droite ou de gauche a été à un moment de faire du départ de Bachar al-Assad un préalable à tout", a-t-il dit, au premier jour de sa visite au Liban.

Sous la présidence de François Hollande, Paris n'a cessé d'appeler au départ du président syrien, l'accusant de massacres contre son peuple et le qualifiant de "dictateur sanguinaire".

"La France n'est pas là pour décerner des bons points et des mauvais points à qui que ce soit, elle est là pour construire la paix, c'est bien plus compliqué", a insisté M. Macron.

Il a déploré que "la France ne soit pas partie prenante" aux négociations de paix syriennes parrainées en ce moment par la Russie et l'Iran, alliés du régime, et la Turquie, soutien des rebelles. "Nous devons construire une solution politique (...) avec les grandes puissances régionales en acceptant de dialoguer avec chacune d'entre elles", a souligné M. Macron.

Il a appelé à la création d'un "groupe de contact" qui mettrait "les solutions diplomatique devant toute solution militaire".

"Cette région a besoin de reconstruire la paix pour elle-même (...) nous avons connu les conséquences de ce conflit", a-t-il résumé. AFP 23.01

[Amérique fist. A quoi correspond la stratégie de Trump, Président des Etats-Unis, et de May, Première ministre britannique ?](#)

Permettre à l'oligarchie financière, aux actionnaires des multinationales anglo-saxonnes d'accroître leur fortune, leur puissance ou pouvoir, de s'émanciper de toute réglementation contraignante, bref agir en maître du monde.

Ce qui explique pourquoi ils devaient se libérer du carcan de l'UE, du TTP, du TTIP, de l'Aléna, tout comme ils s'émancipent déjà de celui de l'OMC, de l'ONU, etc. autant de carcans que par contre les autres Etats seront sommés de respecter sous peine de sanctions ou pire encore.

Quel Etat dans le monde est en mesure de rivaliser avec eux, de contester leur hégémonie financière, politique, militaire sur le monde, aucun. Si c'était possible en se regroupant, lors de négociations bilatérales ce n'est pas le cas, c'est l'Etat le plus puissant qui pose ses conditions et remporte la mise, c'est à prendre ou à laisser.

Au fait, le Brexit a été conçu dans cette perspective, la Grande-Bretagne étant liée depuis plus de trois siècles avec le Nouveau Monde qui devait en être la créature monstrueuse.

D'après vous, comment faut-il caractériser ceux qui au sein du mouvement ouvrier (et ailleurs) se réclament du Brexit ?

- Trump enterre le Partenariat transpacifique - Reuters

Donald Trump a signé lundi une ordonnance retirant les Etats-Unis du Partenariat transpacifique (TPP) et menace de faire de même avec l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) faute d'un "accord équitable" avec le Mexique et le Canada.

Signé l'an dernier par douze pays d'Amérique et d'Asie dont les Etats-Unis, mais pas encore ratifié, le TPP visait à créer une

nouvelle zone de libre-échange. En vertu de ses règles de ratification, le retrait des Etats-Unis signifie que le texte ne pourra pas entrer en vigueur.

Le Partenariat transpacifique, soutenu massivement par les milieux d'affaires américains et négocié par l'administration de Barack Obama, n'a jamais été approuvé par le Congrès.

L'accord constituait l'un des piliers de la politique du "pivot" vers l'Asie mise en oeuvre par l'ancien président.

Le nouveau président américain compte aussi renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui lie Etats-Unis, Mexique et Canada depuis 1994, et faute d'un "accord équitable", décidera également d'en retirer les Etats-Unis, peut-on lire sur le site de la Maison blanche. Reuters 23.01

Une vidéo

Michel Collon teste les médias: Trump, un monstre pour l'establishment ?  
<https://www.youtube.com/watch?v=aLX26tAMN0U>

Michel Collon propose de recréer un "mouvement anti-guerre" pour saper à la base la propagande de guerre de l'impérialisme, qui sert à conditionner les peuples pour qu'ils cautionnent toutes ses guerres, condition sans laquelle il serait plus difficile, voire impossible aux différents gouvernements impérialistes de se lancer dans de nouvelles guerres. Car en s'exposant de la sorte, les peuples condamneraient leurs guerres et l'ensemble de leur politique, ce qui destabiliserait leurs Etats et alimenterait la lutte de classe du prolétariat, y compris sur le plan social.

Cette proposition est intéressante, tout dépendra de son contenu et des acteurs qui y seront associés. Elle devrait être discutée et adoptée par le mouvement ouvrier, les partis et les syndicats. Sauf s'il s'agissait de recréer un mouvement du type front unique anti-impérialiste ou sur le modèle altermondialiste. A suivre.

Je devais justement lui adresser un courriel...

[Ils osent tout](#)

- Primaire de la gauche : l'unité du PS va-t-elle voler en éclats ? - Franceinfo
- Le camp Valls croit encore la victoire possible - Reuters
- Hamon-Valls : deux gauches irréconciliables ? - Franceinfo
- Benoît Hamon et Manuel Valls : des programmes qui s'opposent en tout point - Franceinfo
- François Fillon : "Il va y avoir trois candidats de gauche" à la présidentielle - Franceinfo

En réalité il n'y en aura aucun, bravo !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 janvier 2017

[CAUSERIE](#)

[Stratégie du chaos.](#)

Qui est George Soros ? - Français  
[https://www.youtube.com/watch?v=\\_srIUrH8YkQ](https://www.youtube.com/watch?v=_srIUrH8YkQ)

Le réseau Soros se dévoile  
<https://www.youtube.com/watch?v=Fglt-CIfQPw>



OpenSociety, Manifestations Anti-Trump, Révolutions colorées, Black Lives matter, Femen, Ingérence, LGBT, multiculturalisme, légalisation du cannabis, etc.

Avis à tous les naïfs ou ignorants qui supportent ces mouvements et se font manipuler, pire, qui manipulent à leur tour travailleurs ou militants.

Il serait intéressant d'établir la liste des formations politiques qui se disent de gauche ou d'extrême gauche qui les ont soutenus ou y font gracieusement référence, attention la liste des mouvements ou sujets en question ci-dessus est loin d'être exhaustive... Il est fort à craindre qu'aucune ne soit épargnée à l'issue de cette épreuve. Nous n'y sommes pour rien, qu'ils s'assument.

### Lutte contre le stalinisme.

Qui en parle encore ? Plus personne apparemment, or son cadavre puant bouge encore, vous aurez si nécessaire l'occasion de le constater par vous-même plus loin.

Premier sujet

Extrait d'un courriel adressé à un camarade.

Plus je creuse et plus je lis de textes que je n'avais jamais lus auparavant, plus je réfléchis aux positions et à l'orientation politique adoptées par le courant politique que j'avais rejoint dans les années 70, plus je me dis que je me suis fait berné dans des proportions si monstrueuses que j'en découvre encore, et pas sur des questions mineures. Par exemple je suis tombé sur un article de Lénine publié dans la Pravda des 26 et 27 mai 1923 dans lequel il écrivait que la construction du socialisme dans un seul pays était tout à fait pertinente et même engagée sur la bonne voie. En voici des extraits.

- "Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme, illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie."

- "... n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet."

- "Or, le régime de coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste."

- "Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisons porter le centre de gravité, et nous devons le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle »."

- "Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle."

- "Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste."

Ce discours est tellement incroyable provenant de Lénine, que j'ai envie de demander au Cerntri ou à J-J Marie si ce texte est authentique ou la traduction correcte.

Certes cela ne remet pas en cause la théorie de la révolution permanente au niveau nationale ou internationale, mais cela porte un coup terrible à la théorie selon laquelle la construction du socialisme serait impossible selon Lénine. J'ai trouvé un autre texte de 1915 où il tenait un discours similaire, où apparemment l'économie mondiale dominée par le capitalisme ou l'impérialisme ne constituait pas ou plus une entrave au développement du socialisme dans un seul pays ou une menace mortelle à terme pour un Etat socialiste isolé.

Si cela devait me gêner, ce ne serait pas où on le penserait spontanément pour deux raisons au moins. Parce que la Russie était

un immense pays déjà bien peuplé (plus de 100 millions d'habitants), ensuite, j'envisage l'hypothèse que Lénine (tout comme Trotsky) ait pu commettre de lourdes erreurs, il l'a reconnu lui-même à plusieurs reprises. On peut aussi se dire que ce discours étant réservé au peuple russe en 1923, et sachant qu'il arrivait à Lénine de verser volontairement dans l'outrance pour marquer les esprits positivement chez un peuple arriéré - ce qu'on a tendance à oublier comme beaucoup de choses qu'on ignore, ce discours peut avoir été tenu à cet effet et conçu dans un contexte bien précis qui échappera à un lecteur extérieur ou qui ne l'interprétera peut-être pas de la même manière ou encore ne le comprendra pas, n'en saisira pas la finalité ou les objectifs qui n'étaient pas seulement politiques.

On pourrait aussi se dire que cela ne change rien à la tonalité ou à l'orientation politique des autres discours que Lénine avait tenus sur cette question. Certes, certes (à prononcer en prenant le ton de Louis Jouvet), mais comme dirait l'autre, cause toujours il en restera quelque chose, d'ailleurs ce n'est pas un hasard si un an plus tard Staline pour la première fois mentionnait la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, selon Trotsky.

Bref, attaquer les staliniens sous cet angle-là, c'était tomber dans une polémique stérile et se ridiculiser, pire leur rendre service en décrédibilisant Lénine, qui plus est, c'était doublement inutile parce que cela ne remettait pas en cause la théorie de la révolution permanente. Et puis, si la construction du socialisme était concevable en Russie en 1923, elle le serait d'autant plus après la Seconde Guerre mondiale une fois réalisé le Pacte de Varsovie, elle le serait ensuite en Chine et ses futurs satellites d'Asie du Sud-est...

Un tel argument devait assurément ridiculiser les trotskystes aux yeux des militants et travailleurs conquis ou attirés par le PC, j'ai presque envie de dire, encore un argument qui prouve que les trotskystes manipulés par leurs dirigeants au lieu de combattre le stalinisme ils lui ont rendu un fier service. J'ai constaté que ces dirigeants avaient eu une constante propension à polémiquer sur des mots d'ordre sous des angles qui finalement déservaient la cause pour laquelle ils prétendaient combattre, y compris la défense du trotskysme.

Au lieu de nier la possibilité de la construction dans un seul pays, il aurait été préférable de prendre les staliniens au mot et leur demander pourquoi, 30,40, 50 ans plus tard le Kremlin consacrait des sommes gigantesques à la course aux armements avec les Etats-Unis au lieu d'élever le niveau de vie du peuple ou satisfaire ses besoins, pourquoi la construction du socialisme tardait tant à venir, etc. pour montrer qu'en réalité cela n'avait jamais été leur objectif alors qu'ils en auraient eu les moyens s'ils en avaient eu réellement la volonté, car au-delà des éléments qu'on a déjà cités, au besoin ils pouvaient aussi bénéficier de la coopération des pays non alignés pour s'approvisionner en matières premières, ils pouvaient tisser des liens avec la Chine et ses satellites, pourquoi par exemple un minuscule pays comme Cuba est parvenu à un taux de mortalité infantile inférieur à celui des USA, alors que l'URSS avec les immenses moyens dont elle disposait n'y est jamais parvenu, etc.

Il fallait utiliser intelligemment cet argument contre les staliniens au lieu de s'enfermer dans un déni stupide perpétuel : Oui la construction du socialisme dans d'immenses pays comme la Russie ou la Chine est possible, alors prouvez-le. Et plus tard : Pourquoi malgré tout cela est toujours demeuré impossible, quelle explication avez-vous à nous fournir, dites, on vous écoute, et ainsi on aurait pu démontrer chacun de leurs arguments pour justifier l'absence du socialisme en URSS et les laisser se démasquer eux-mêmes en proie à leurs contradictions, ce qui aurait eu une autre portée que le faire nous-mêmes, on n'aurait pas pu nous accuser de leur faire un procès d'intention ou je ne sais quoi, on aurait gagné en crédibilité...

Ces dirigeants trotskystes, qui se présentaient comme de féroces ennemis du stalinisme, ont plutôt fourni des arguments à ses représentants ainsi qu'à ceux du capitalisme pour lutter contre le socialisme, ce qui devait aller de paire avec les relations qu'ils allaient tisser avec les dirigeants de la social-démocratie et l'appareil de FO notamment. Car les représentants de la réaction, qui étaient également de farouches anticommunistes, auront le beau rôle par la suite de faire le procès du socialisme ou du communisme et non du stalinisme. Comment ? En affirmant qu'en URSS c'était la construction du socialisme ou le modèle de société bâtie sur les principes du socialisme qui avait fait faillite ou avait engendré un monstre incompatible avec l'exercice la plus élémentaire de la démocratie, et non la gestion bureaucratique et parasitaire de l'Etat et des ressources du pays par les staliniens, parce qu'ils ne revenaient pas à ces représentants du capitalisme de révéler la vérité ou le pot aux roses, à savoir que c'étaient les staliniens qui avaient ruiné l'opportunité de construire le socialisme en URSS (en admettant que cela soit possible, peu importe ici), leur ennemi étant le socialisme et non le stalinisme qui en réalité était leur allié au sein de l'Etat soviétique pour le compte du capitalisme mondial...

Il faut aussi avoir à l'esprit que si la construction du socialisme était réellement impossible dans d'immenses pays bien ou densément peuplés comme l'URSS (et les pays d'Europe centrale et de l'Est) ou la Chine, on ne voit pourquoi il le serait davantage en Europe, aux Etats-Unis, en Inde, en Australie qui sont pour un peu des continents à eux tout seul.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Quelle que soit la question ou le sujet qu'on aborde, on s'aperçoit que les dirigeants trotskystes tous courants confondus n'ont cessé depuis la mort de Trotsky de les aborder par le mauvais bout, à l'envers, sous un angle étroit, borné ou purement dogmatique, dont les effets seront à terme désastreux, c'était imparable.

L'auteur de ces lignes en sait quelque chose pour avoir été sous leur influence jusqu'à une date relativement récente. Il faut donc fortement recommander de reprendre à zéro sans a priori et sans crainte de ce qu'on va découvrir, l'étude sérieuse de l'ensemble des questions essentielles qui ont marqué la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou depuis le milieu des années 20. Il est impératif de faire ce travail ou de se livrer à cet inventaire pour aller de l'avant.

C'est un travail colossal qui devrait être entrepris collectivement, mais hélas si personne ne daignait ou ne tenait à s'y coller, nous reproduirions à l'infini dans le futur les mêmes erreurs qui nous ont menées où nous en sommes aujourd'hui. Il est évident qu'un militant de base ne disposera pas des instruments ou des capacités pour mener à bien ce travail ardu et ingrat, mais indispensable. Ce message s'adresse donc à des intellectuels, à des dirigeants ou cadres aguerris qui entendent demeurer fidèles au socialisme. Je ne sais pas ce que vous pensez du texte que vous venez de lire et que j'ai rédigé hier et ce matin. Certains ne manqueront pas de m'accuser d'être passé au stalinisme en guise de réponse ou de non réponse plutôt à mon argumentation, c'est inévitable et pour tout vous dire je m'en tape éperdument, car au contraire j'ai la conviction d'avoir rendu ainsi un grand service au mouvement ouvrier en remettant à leur place respective le socialisme et le stalinisme qui en est la négation, l'ennemi, après démontré qu'il ne peut conduire qu'au rétablissement du capitalisme dans tous les pays où il avait exproprié précédemment.

## Second sujet

Le blog Le Grand Soir publie de plus en plus d'articles d'une médiocrité intellectuelle affligeante rédigés par des staliniens qui réécrivent ou falsifient l'histoire à tour de bras, j'ai donc décidé de retirer le lien qui renvoyait vers ce portail infréquentable.

J'ai aussi décidé de publier de préférence des articles à partir de Mondialisation.ca ou du site de Michel Collon au lieu d'Arrêt sur Info et du Réseau Voltaire, sauf évidemment quand il n'est pas possible de ne pas passer par ces portails ou blogs. J'aurais peut-être dû prendre cette décision depuis longtemps, j'ai cédé à la facilité d'un point de vue pratique pour gagner du temps sans entrer dans les détails, voilà tout.

Pour les jeunes qui n'ont pas idée de ce que sont capables de produire les idéologues faussaires staliniens, voici un exemple.

Trump, Brexit, Merkel, Shinzo Abe, quel redéploiement des contradictions inter-impérialistes ? - Georges Gastaud et Antoine Manassis. - Le Grand Soir - 20 janvier 2017.

Georges Gastaud est secrétaire national du PRCF ; Antoine Manassis est responsable international du PRCF.

Source de l'article : <http://www.initiative-communiste.fr/articles/international/trump-brexit-merkel-shinzo-abe-redeploiement-contradictions-inter-imperialistes-georges-gastaud/>

## Extraits.

- Dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916), Lénine a réfuté la thèse révisionniste défendue par les ténors de la Deuxième Internationale à propos du prétendu « hyper-impérialisme ».

Reprise par Kautsky, cette expression de Hilferding résumait l'idée suivante : la concentration mondiale des capitaux est de nature à unifier mondialement l'impérialisme, dont les principaux Etats finiront par fusionner planétairement pour exploiter collectivement les travailleurs. De cette manière, la tendance à la guerre mondiale propre à l'ancien capitalisme disparaîtrait ; les Etats-nations s'effaceraient alors devant une sorte d'Empire mondial dont la mise en place d'éventuels « Etats-Unis d'Europe » seraient les prémices heureuses. Léon Trotski – dont les liens d'avant-guerre n'avaient pas été rompus avec les mencheviks – adhérait alors à ce montage théorique spécieux, si bien que Lénine dut polémiquer contre lui en réfutant le mot d'ordre pseudo-internationaliste des « Etats-Unis socialistes d'Europe ». Un slogan dont, manifestement, le NPA et LO ne sont toujours pas sortis aujourd'hui. (...)

C'est pourquoi Lénine répliquait déjà aux « européistes » superficiels de son temps que, sous le capitalisme, « le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ne peut être qu'utopique ou réactionnaire ». A l'inverse, Lénine développait la théorie, fondée sur les faits, selon laquelle « une chaîne vaut ce que vaut son maillon le plus faible ». Si bien qu'il était parfaitement absurde d'attendre « la révolution mondiale », fût-elle « permanente », pour mettre en place le socialisme, au besoin dans un seul pays ou groupe de pays. Au contraire, expliquait Lénine, le prolétariat révolutionnaire devait d'abord briser la chaîne impérialiste dans son maillon le plus faible (à l'époque, l'Empire tsariste travaillé par d'éclatants antagonismes) pour ouvrir en grand l'ère historique des révolutions prolétariennes. C'est d'ailleurs pour cette raison que le choix opéré en 1925 par les bolcheviks russes, celui d'entreprendre la construction du socialisme dans un seul pays, n'avait rien de l'aberration antimarxiste dont l'accusèrent alors les partisans de Trotski, incapable de rompre durablement avec le menchevisme. Le Grand Soir - 20 janvier 2017.

## Grille de lecture.

Comme tout esprit tordu aux intentions malhonnêtes ou inavouables, les auteurs de cet article se sont employés à noyer leur

poison dans une mixture invraisemblable pour mieux le faire avaler à leurs lecteurs, au point de se demander où ils voulaient véritablement en venir.

Cependant on a l'avantage de savoir qui ils sont, des crapules n'hésitant pas à recourir à n'importe quelle falsification pour parvenir à leur fin.

En quête d'existence, ils s'en prennent à tous les partis dits de gauche ou d'extrême gauche, y compris le PCF, leur maison mère qui a commis la trahison suprême de s'aligner sur le PS, en se présentant comme des "militants franchement communistes", entendez les seuls et authentiques "léninistes" qui existeraient en France, prétention tellement grotesque qu'elle les conduit à en faire trop et à se démasquer eux-mêmes en revendiquant une "ligne à la fois patriotique, internationaliste" dont le programme est "100% anti-UE, 100% anti-OTAN et 100% anticapitaliste" mais compatible avec les institutions de la Ve République, l'aspect patriotique de leur programme, et l'ONU son volet internationaliste.

Chacun aura compris qu'un Etat pourrait rompre avec l'UE sans changer de nature, rompre avec l'OTAN tout en demeurant impérialiste, rompre avec l'euro sans cesser de demeurer capitaliste, et ne pourrait pas être anticapitaliste sans liquider la Constitution de la Ve République qui consacre les rapports sociaux existant entre les classes, légitime le capitalisme et lui assure une caution ou une couverture juridique, l'ONU assumant le même rôle pour garantir l'hégémonie de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale.

Le PRCF n'ayant qu'une existence confidentielle ou insignifiante au niveau du pays, ils recourent à un discours qui se veut radical, en apparence seulement, confus à souhait ou intentionnellement, sans rompre avec le régime ou ses institutions. Ils peuvent ainsi tromper bien des militants ou travailleurs qui ne disposent pas des éléments pour démasquer les mécanismes frauduleux qu'ils emploient pour mener à bien leur misérable petite entreprise.

On se concentrera sur un passage de leur article qu'ils ont construit en recourant à une substitution doublée d'une identification grossière, le mécanisme favori des staliniens, des esprits policiers, des chiens de garde du régime, des imposteurs. Pourquoi ? Parce que c'est le meilleur moyen de berner les ignorants, pardi !

Cette substitution va consister à identifier le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe de Trotsky à celui des Etats-Unis d'Europe ou les Etats-Unis républicains d'Europe, autrement dit l'Union européenne. Vous avouerez que c'est tout à fait grotesque, mais rien ne les arrête.

Une fois cette substitution réalisée, ils vont en appeler à Lénine contre Trotsky, un de leur procédé favori pour le compte de leur maître à penser Staline. Arrêtons-nous un instant et posons-nous une question.

Qui connaît au juste le contenu précis des écrits ou discours de Lénine ? Pratiquement personne à part ses ouvrages dits de référence ou théoriques. Et pour cause, pour le reste, les milliers d'articles qu'il a écrits et les milliers de discours qu'il a prononcés demeurent inconnus de la plupart des militants et qui plus est des travailleurs. Partant de là, il sera très facile à un faussaire d'en extraire des passages tronqués pour leur faire dire ce qu'il veut ou les interpréter à sa guise.

La seconde manipulation va donc consister une fois identifiés les deux mots d'ordre au contenu antagonique ou opposé à faire entrer en scène Lénine qui affirmera en 1915 que si le mot d'ordre des États-Unis républicains d'Europe était "*absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique*", en revanche "*du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires.*" Arrêtons-nous là une seconde fois.

Trotsky n'a jamais prétendu le contraire, il partageait le point de vue de Lénine sur cette question précise depuis au moins 1904 jusqu'à sa mort en 1940. Vérifions-le immédiatement pour démasquer ces ignobles faussaires staliniens.

- "*C'est précisément parce qu'ils craignent la révolte du prolétariat que les partis bourgeois sont obligés, au moment même où ils votent des sommes monstrueuses pour les dépenses militaires, de faire des déclarations solennelles en faveur de la paix, de rêver de tribunaux internationaux d'arbitrage et même de l'organisation d'États unis d'Europe. Ces pitoyables déclarations ne peuvent, naturellement, abolir ni les antagonismes entre États, ni les conflits armés.*" (Bilan et Perspectives Léon Trotsky - rédigé à partir de 1904 et publié en 1906)

- "*Les vieux pays capitalistes ne sont nullement confrontés à la solution de problèmes nationaux. Bien au contraire, l'humanité souffre de la contradiction entre les forces productives et le cadre trop étroit de l'Etat national. Constituer une économie planifiée sur la base de la propriété collectivisée, indépendamment des frontières nationales, c'est la tâche du prolétariat international, et avant tout en Europe. C'est cette tâche qu'exprime notre slogan Etats-Unis Socialistes d'Europe.*" (Défense du marxisme - La comparaison avec les guerres bourgeoises. - 1940 - Léon Trotsky)

Poursuivons avec l'intervention de Lénine.



- "Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les États-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, qui pourrait déjà de vieillesse. Comparée aux États-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble est synonyme de stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les États-Unis d'Europe signifieraient organisation de la réaction en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique. Les temps sont à jamais révolus où l'oeuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe.

Les États-Unis du monde (et non d'Europe) sont la forme politique d'union et de liberté des nations que nous rattachons au socialisme en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout État, y compris l'État démocratique. Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des États-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait conduire à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sur l'attitude du pays en question envers les autres."

Vous aurez constaté que Lénine ne confondait pas les États-Unis d'Europe "en régime capitaliste", une "organisation de la réaction" et les États-Unis socialiste d'Europe qui placés dans une perspective historique devrait en constituer la négation parce que "les temps sont à jamais révolus où l'oeuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées", dès lors tout ralliement au mot d'ordre des États-Unis d'Europe ou tout soutien futur à l'Union européenne était contre-révolutionnaire, réactionnaire. De la même manière Trotsky ne reprendra pas à son compte le mot d'ordre des États-Unis du monde

On reproduira la suite de l'article de Lénine parce qu'elle renvoie au sujet que nous avons abordé précédemment, et parce qu'elle présente un intérêt pour les lecteurs qui tiennent à comprendre comment à évoluer la pensée et la stratégie de Lénine entre avant et après la révolution de 1917, où il allait être confronté à une situation et des tâches colossales qu'ils n'avaient pas prévues, et qui nécessiteraient d'opérer plusieurs tournants tactiques et stratégiques pour sauver la révolution et l'Etat ouvrier.

- "L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États. La forme politique de la société où le prolétariat triomphera en renversant la bourgeoisie sera une république démocratique, centralisant de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de plusieurs dans la lutte contre les États qui ne sont pas encore passés au socialisme. La suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les États arriérés.

C'est pour cette raison et à la suite de nombreuses discussions sur ce point, pendant et après la Conférence des sections du P.O.S. D.R. à l'étranger, que la rédaction de l'organe central en a conclu à la fausseté du mot d'ordre des États-Unis d'Europe."

Deux rapides remarques pour terminer.

La première. A première vue, il envisageait déjà la possibilité de construire le socialisme en Russie, on pouvait mettre cela à l'époque sur le compte de la propagande.

Le second. Il évoquait la "libre union des nations sous le socialisme" et non la version édulcorée "l'union libre des nations libres" chère au POI et au POID, il ne vous aura pas échappé que la seconde formule (ou mot d'ordre) avait été amputée, épurée et défigurée, le socialisme passant à la trappe.

Un dernier mot à propos des États-Unis d'Europe que Lénine abordera également dans Impérialisme stade suprême du capitalisme.

Les lecteurs sont en droit de se dire à ce stade que Lénine s'était trompé ou n'entrevoit pas la possibilité de l'UE. Pour le justifier, il partira de l'analyse de l'économiste anglais J.A. Hobson "professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste", qui envisageait le développement fulgurant de l'Afrique et de l'Asie et plus particulièrement de la Chine (par les puissances coloniales occidentales) exactement comme il devait se produire lors des dernières décennies du XXe siècle, et qui offrirait l'opportunité de constituer "une plus large alliance des États d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances". Il émit des réserves et une condition pour que ce processus se réalise en ces termes : "la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront."



Lénine abonda dans le même sens : *"L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des "Etats-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens."* Autrement dit, si le mouvement ouvrier corrompu par l'opportunisme permettait à l'impérialisme d'avancer *"dans ce sens"*, dès lors la principale résistance à la réalisation des *"Etats-Unis d'Europe"* s'évanouirait, ce que Lénine refusait d'admettre puisqu'il estimait au contraire que l'opportunisme serait plus ou moins rapidement vaincu ou balayé du mouvement ouvrier, ce qui ne fut pas le cas, jusqu'à nos jours.

Voilà pourquoi entre autres Lénine se montrait sceptique face à cette prévision. On peut donc en conclure que les faits lui ont donné raison, puisque la *"résistance"* du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière en Europe une fois vaincue, en dehors de la résistance des capitalistes les plus faibles qui allaient être broyés par les nouveaux développements de la mondialisation conjointement à la financiarisation croissante de l'économie ou le passage au néolibéralisme, plus rien n'allait s'opposer à la construction de l'Union européenne.

C'est ainsi que ce qui paraissait improbable, voire impossible autrefois est devenu réalité une fois remplies certaines conditions qui n'existaient pas à une autre époque. Ainsi va le processus matérialiste dialectique et historique inconscient, qui n'est qu'une suite ou un enchaînement de contradictions qui trouvent leur résolution dans des conditions ou rapports déterminés qui président à l'évolution du capitalisme et à l'orientation de la société et du monde.

En aparté (je n'ai plus le temps).

Ce qui définit l'impérialisme, c'est notamment l'alliance entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière, entre les représentants de l'impérialisme et l'opportunisme au sein ou en dehors du mouvement ouvrier selon Lénine.

Si cette alliance est indispensable pour que les Etats-Unis d'Europe ou l'UE voient le jour et fonctionnent, on comprend mieux pourquoi la pseudo-gauche et tous les syndicats (CES) sont autant attachés à l'UE, mais aussi pourquoi le référendum de mai 2005 ne devait être qu'une mystification. Du coup, je me dis que la position correcte aurait dû être de le boycotter au lieu d'appeler à voter non qui a été une erreur politique.

Que les voix des nationalistes, des souverainistes et de l'extrême droite y furent associées, devaient rendre ses résultats illisibles ou impossibles à exploiter. Que le oui ou le non l'emporte, la construction européenne n'aurait pas été stoppée pour autant, ceux qui ont voulu faire le contraire se sont moqués des militants et des travailleurs, une fois de plus. Quand on vous dit qu'ils n'en loupent pas une, on n'invente rien malheureusement, hélas, on préférerait se tromper.

Troisième sujet

Un autre exemple pour montrer comment les trotskystes déformèrent le trotskysme ou l'abandonnèrent.

Extraits. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - Août 1940

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Quand ils devinrent des organisations de masses au milieu des années 30, puis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ils étaient déjà passés sous la coupe de l'aristocratie ouvrière, ce qui explique en partie pourquoi quand ils cessèrent d'être des organes des masses exploitées ils demeurèrent l'expression des intérêts de l'aristocratie ouvrière dont leurs dirigeants étaient issus la plupart du temps. - LVOG)

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (Mot d'ordre qui fut abandonné rapidement. - LVOG)

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (Liberté qui n'a jamais existée en réalité, on y reviendra plus loin. LVOG)

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise. (Elle l'était depuis plus d'un siècle. En fait, "la neutralité des syndicats" fut condamnée pratiquement dès l'origine des syndicats, pour la bonne raison que dès le milieu du XIXe siècle l'Etat bourgeois était déjà impérialiste et colonialiste comme en témoignèrent Marx et Engels et à leur suite Lénine. En étant réformistes les syndicats le démontrèrent à leur manière lors de la phase ascendante du capitalisme, et ils l'illustrèrent de manière éclatante lorsque au tournant du XXe siècle le capitalisme se fit impérialiste, processus qui devait se concrétiser peu de temps plus tard par leur ralliement à la bourgeoisie lors de la Première Guerre mondiale, puis la Seconde et ainsi de suite jusqu'à nos jours où ils ont soutenu l'entreprise de destruction et de liquidation de la Syrie.

Le réformisme fut relégué au musée des illusions quand la crise du capitalisme s'amplifia dans les années 70-80. Elle devait alimenter la concurrence que se livraient les différents impérialistes existant pour se partager le gâteau de l'économie mondiale, alors que de nouvelles puissances impérialistes allaient s'éveiller et réclamer leur part, réduisant un peu plus celle revenant aux anciennes puissances impérialistes ou rognant les profits qu'elles pouvaient attendre de la nouvelle expansion du marché mondiale qui se profilait, de sorte qu'elles n'auraient plus les moyens de se montrer aussi généreuses envers l'aristocratie ouvrière dont il s'agissait dorénavant de réduire la taille ou le volume et les droits.

En manifestant ouvertement la volonté de se passer des services de l'aristocratie ouvrière sur fond de privatisation et de délocalisation de pans entiers de l'industrie, les puissances occidentales portaient un coup mortel au réformisme et condamnaient les syndicats à épouser les traits du corporatisme. Les syndicats accompagneront ce processus de liquidation des entreprises et des services nationalisés ainsi que des pans entiers de l'industrie, ils le négocieront avec les différents gouvernements qui se succéderont et le patronat moyennant des miettes pour l'aristocratie ouvrière amenée à continuer d'exister et le maintien de son statut privilégié au prix de la détérioration des conditions de travail des travailleurs concernés. - LVOG) (...)

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatisée à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

(Ailleurs il affirmera que si "le travail au sein des syndicats" devenait impossible, il faudrait envisager de créer un nouveau syndicat ouvrier. - LVOG) (...)

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction.

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue. (Martinez de la CGT a appelé à voter en 2012 pour le chef de guerre de l'impérialisme français, François Hollande, Mailly a conservé sa carte du parti de Hollande, et les chefs des syndicats jaunes se sont ralliés officiellement au Medef et au gouvernement au travers du dialogue social, bref, tous les syndicats ont fait acte de soumission complète au régime que par conséquent ils n'entendent pas combattre, confirmant ainsi leur conversion au social-impérialisme.

Partant de là, osé affirmer qu'ils seraient indépendants est une escroquerie pure et simple. La multitude d'échecs de la lutte de classe enregistrés au cours des 4 dernières décennies démontrent suffisamment que les syndicats ne sont plus que des instruments de l'impérialisme, parce que l'avant-garde du mouvement ouvrier est disloquée et refuse de se rassembler pour constituer une tendance révolutionnaire au sein des syndicats qui contraindraient leurs appareils à mobiliser les masses contre le régime, ou au-delà si cela s'avérait impossible, poserait la question de la nécessité de créer un nouveau syndicat ouvrier comportant différentes tendances résolument orienté contre l'Etat et le régime, ce dont aucun parti ouvrier ne veut entendre parlé parce qu'ils sont tous corrompus et liés aux appareils vendus des syndicats sociaux-impérialistes. - LVOG)

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne... (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste L. Trotsky - Août 1940)

## Opportunisme "alternatif" ou l'autre manière... de vous enfumer. Pour qui roulent ces intellectuels ? Pour les peuples, voyons !

- Donald Trump le révolutionnaire ? - Article publié par plusieurs portails ou blogs.

- Si Donald Trump donne suite à cette promesse, bien des peuples, victimes de l'interventionnisme étasunien, lui en seront grandement reconnaissants. Oscar Fortin 20.01

Donald Trump et Nicolas Maduro : Un défi commun à relever - Article publié par plusieurs portails ou blogs.

- Dans les deux cas, ils se sont engagés à mener à terme une véritable révolution dans la manière de gérer les pouvoirs de l'État de manière à répondre en toute priorité aux intérêts de leur peuple. Oscar Fortin 23.01

Ils sont tous alignés sur la même rhétorique. Ces brillants intellectuels ne sont finalement pas plus évolués que le misérable prolo qui s'en remet à un sauveur suprême par ignorance, à ceci près qu'ils n'ont aucune excuse.

La preuve.

- Le Néolibéralisme – l'idéologie à la source de tous nos maux (The Guardian) - George Monbiot - Le Grand Soir 14.01

- Le néolibéralisme n'avait pas été conçu à l'origine comme un racket égoïste, mais il l'est rapidement devenu. (C'était la recette miracle, la confirmation au dernier paragraphe. - LVOG)

- Nous sommes tous devenus des néolibéraux. (Quel aveu ! Parlez pour vous, s'il vous plaît. - LVOG)

- Il peut sembler étrange qu'une doctrine qui promet le choix et la liberté ait été promue avec le slogan « il n'y a pas d'alternative ». (C'est aussi la devise de la franc-maçonnerie vieille de 5 siècles ! - LVOG)

- Après l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, le reste des mesures ont rapidement été appliquées : réductions massives d'impôt pour les riches, écrasement des syndicats, déréglementations, privatisations, externalisations et concurrence dans les services publics. Par le biais du FMI, de la Banque Mondiale, du traité de Maastricht et de l'Organisation Mondiale du Commerce, des politiques néolibérales furent imposées - souvent sans consentement démocratique - à une grande partie du monde. Le plus remarquable fut l'adoption de cette idéologie par les partis qui appartenaient autrefois à la gauche : les Travailleurs et les Démocrates, par exemple. Comme le note Stedman Jones, « il est difficile de trouver une autre utopie appliquée avec autant de vigueur ». (Il faut croire que Travailleurs et Démocrates n'étaient pas vraiment de gauche, non ? Non, on ne le forcera pas à en convenir, on n'arrive même pas à en convaincre nos petits camarades imbibés de théories foireuses. Et après il s'en trouvera encore pour prétendre que l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste n'aurait pas de suite dans les idées, pas de stratégie, par de plan pour instaurer un nouvel ordre mondial, une dictature mondiale. - LVOG)

- Mais dans les années 1970, lorsque les politiques keynésiennes ont commencé à s'effondrer et les crises économiques à apparaître sur les deux rives de l'Atlantique, les idées néolibérales ont commencé à se répandre. Comme Friedman l'a remarqué, « quand le moment est venu de changer ... il y avait une alternative prête à l'emploi ». (Ce ne sont pas "les politiques keynésiennes (qui) ont commencé à s'effondrer et les crises économiques à apparaître", mais l'inverse, ce que vous appelez les politiques keynésiennes étaient devenues incompatibles avec le niveau atteint par la crise du capitalisme, il fallait donc agir vite et brutalement, c'est tout. - LVOG)

- L'impact le plus dangereux du néolibéralisme n'est peut-être pas la crise économique qu'il a provoquée, mais la crise politique. (Ne soyez pas si hypocrite, la crise politique est le produit de la crise économique et vous craignez qu'elle déteigne sur votre mode de vie relativement confortable de petit bourgeois nanti. Un peu de dignité ! - LVOG)

- Plus l'échec est grand, plus l'idéologie devient extrême. (Une découverte, bravo ! - LVOG)

- Tandis que les partis de droite et d'ex-gauche adoptent des politiques néo-libérales similaires, l'impuissance se transforme en une privation de droits. Un grand nombre de personnes ont été chassées de la sphère politique. (C'était leur objectif aussi, cela vous étonne, pourtant vous faisiez partie de ceux qui soutenaient cette mystification (de gauche), non ? Ah, vous avez déjà oublié ! - LVOG)

- Chris Hedges souligne que « les mouvements fascistes construisent leur base non pas parmi les gens politiquement actifs, mais parmi les politiquement inactifs, les « perdants » qui sentent, souvent à raison, qu'ils n'ont ni voix au chapitre ni rôle à jouer dans l'establishment politique ». Lorsque le débat politique ne leur parle plus, les gens deviennent plutôt réceptifs aux slogans,

aux symboles et aux sensations. (On en rencontre surtout beaucoup parmi les classes moyennes. Et puis le fascisme, il n'est pas forcément là où l'on croit, le néolibéralisme est une forme de fascisme bien plus pernicieuse et plus dangereuse encore ou si vous préférez ils se rejoignent, suivez la piste de Trump et vous en serez convaincu. - LVOG)

- A l'instar du communisme, le néolibéralisme est le Dieu qui a échoué. (Amen, no comment après un tel amalgame ou une telle comparaison. - LVOG)

### L'économie de guerre définit le stade de l'impérialisme pourrissant.

- La fausse accusation de Trump à Obama Par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 24 janvier 2017

Face à l'accusation du président nouvel élu Trump contre l'administration Obama, parce qu'elle n'aurait à peu près rien obtenu des alliés en échange de la « défense » que les Etats-Unis leur assurent, le New York Times est descendu dans l'arène. Il a publié le 16 janvier une documentation, fondée sur des données officielles, pour démontrer ce qu'a fait l'administration Obama pour « défendre les intérêts des USA à l'étranger ».

Ont été stipulés avec plus de 30 pays des traités qui « contribuent à apporter de la stabilité dans les régions économiquement et politiquement les plus importantes pour les Etats-Unis ». A cet effet les USA ont déployé en permanence outremer plus de 210 mille militaires.

En Europe, ils maintiennent environ 80 mille militaires, plus la Sixième Flotte basée en Italie, pour « défendre les alliés Otan » et comme «dissuasion contre la Russie ». En échange ils ont obtenu l'engagement des alliés Otan de « défendre les Etats-Unis » et la possibilité de garder leurs propres bases militaires proches de Russie, Moyen-Orient et Afrique, dont le coût est assumé pour 34% par les alliés. Ce qui permet aux USA d'avoir l'Ue comme plus grand partenaire commercial.

Au Moyen-Orient, les Etats-Unis maintiennent 28 mille militaires dans les monarchies du Golfe, plus la Cinquième Flotte basée à Bahrein, pour « défendre le libre flux de pétrole et gaz et, en même temps, les alliés contre l'Iran ». En échange ils ont obtenu l'accès à 34% des exportations mondiales de pétrole et à 16% de celles de gaz naturel, et la possibilité de maintenir leurs propres bases militaires contre l'Iran, dont le coût est assumé pour 60% par les monarchies du Golfe.

En Asie orientale, les Etats-Unis maintiennent plus de 28 mille militaires en Corée du Sud et 45 mille au Japon, plus la Septième Flotte basée à Yokosuka, pour « contrecarrer l'influence de la Chine et soutenir les alliés contre la Corée du Nord ». En échange ils ont obtenu la possibilité de maintenir leurs propres « bases militaires près de la Chine et de la Corée du Nord », dont le coût est assumé par les alliés dans la proportion de 40% en Corée du Sud et de 75% au Japon. Cela permet aux USA d'avoir le Japon et la Corée du Sud comme importants partenaires commerciaux.

En Asie du Sud-Est, les Etats-Unis maintiennent un nombre variable de militaires, de l'ordre de plusieurs milliers, pour soutenir la Thaïlande et les Philippines avec l'Australie dans le Pacifique. C'est dans ce cadre qu'entrent « les exercices militaires pour la liberté de navigation en Mer de Chine Méridionale », où passe 30% du commerce maritime mondial. En échange les Etats-Unis ont obtenu la possibilité de « protéger » un commerce maritime d'une valeur de plus de 5 mille milliards de dollars annuels. En même temps ils ont obtenu « une région plus amie des Etats-Unis et plus en mesure de s'unir contre la Chine ». On oublie dans cette liste le fait que le Pentagone, pendant l'administration Obama, a commencé à déployer contre la Chine, à bord de navires de guerre, le système Aegis analogue à celui déjà déployé en Europe contre la Russie ; système en capacité de lancer non seulement des missiles anti-missiles, mais aussi des missiles de croisière armables de têtes nucléaires.

Elle est donc infondée, la critique de Trump à Obama, lequel a démontré dans les faits ce qu'il affirme dans son dernier message sur l'Etat de l'Union : « L'Amérique est la plus forte nation sur la Terre. Nous dépensons pour le militaire plus que ne dépensent ensemble les huit nations suivantes. Nos troupes constituent la meilleure force combattante dans l'histoire du monde ». Voilà quel est l'héritage laissé par le président « bon ». Que fera maintenant le « méchant » ? Mondialisation.ca, 24 janvier 2017

### Trump ou le clone psychopathe de Bush et Obama réunis.

- C'est parce que le nouveau président des USA, Donald J. Trump (1946- ), est un homme d'affaires, un magnat de l'immobilier international en fait, qui possède des hôtels, des terrains de golf et des casinos dans de nombreux pays, qui n'a aucune expérience politique et qui exerce un contrôle complet sur son entreprise familiale. L'homme d'affaires Donald Trump a aussi tendance à se fier davantage à son instinct qu'à sa tête quand il prend des décisions d'affaires importantes, tout en étant porté à agir de manière intéressée. C'est une personne qui, par tempérament et à l'occasion, n'hésite pas à dénigrer, à humilier et à intimider son entourage pour obtenir ce qu'il veut. En fait, son modus operandi dans ses relations avec les gens semble reposer sur l'intimidation et le bluff dans le but d'obtenir des concessions et quelques bénéfices personnels.

Il y a une quinzaine d'années, un autre homme d'affaires a été élu président des USA : un magnat du pétrole texan appelé George W. Bush (1946- ), qui se vantait aussi de prendre ses décisions en se fiant à son instinct. On ne peut pas dire que les choses ont



bien tourné pour les États-Unis pendant qu'il était au pouvoir, Bush II ayant fini par être considéré comme l'un des pires présidents des USA. Le candidat à la présidence Trump a même dit publiquement que George W. Bush a été « le pire président de l'histoire », en ajoutant qu'il aurait dû être destitué pour avoir menti à propos de la présence d'armes de destruction massive en Irak, avec l'intention manifeste d'inciter le peuple américain à soutenir une guerre contre ce pays.

Il est vrai que George W. Bush n'a pas caché son intention de gouverner de manière autoritaire lorsqu'il a déclaré ceci : « Je suis le commandant en chef, je n'ai pas d'explications à donner, je n'ai pas à expliquer pourquoi je dis telle chose. C'est le côté intéressant d'être président. Il se peut que quelqu'un doive m'expliquer pourquoi il a dit telle chose, mais je n'ai pas l'impression de devoir une explication à qui que ce soit », comme l'a rapporté Bob Woodward dans son ouvrage intitulé *Bush s'en va-t-en guerre* (2002). Le président Trump va-t-il utiliser ces propos comme un précédent ou sera-t-il plus ouvert à des idées nouvelles pour améliorer les choses? Quoi s'attendre de l'administration Trump? Un gouvernement protectionniste favorable aux grandes sociétés américaines.

Question qui tue celui qui la pose !

On peut être un professeur d'université et un crétin fini, la preuve.

Le candidat Donald Trump a aussi promis de déréglementer les méga-banques américaines, qui ont été au cœur de la crise financière de 2008 due aux prêts hypothécaires à risque, et surtout de mettre fin à la loi Dodd-Frank sur la régulation bancaire, qui oblige les banques à détenir davantage de capital à titre de police d'assurance contre les échecs catastrophiques. C'est donc reparti : des politiciens qui se plient au désir de ceux qui peuvent leur verser de l'argent, compromettant ainsi la stabilité du système financier au complet et les emplois de millions d'Américains. Si la mesure est adoptée, la prochaine crise financière pourrait être appelée « la crise financière de Trump ». Par Prof Rodrigue Tremblay Mondialisation.ca, 20 janvier 2017)

Quand on lit ce genre d'articles, on ne peut pas s'empêcher de se dire que son auteur se fout éperdument de ce qu'il raconte et de ses conséquences pour ceux qui vont le subir brutalement. Ce discours est insupportable, on sent que son auteur est loin de ce qu'il raconte ou qu'il n'est pas directement concerné. Ces intellectuels vivent sur le dos de la misère du monde, c'est leur gagne-pain, ils me dégouttent.

[Ceux qui profèrent des illusions dans Trump sont les mêmes qui avaient proféré des illusions dans Obama 8 ans plus tôt.](#)

Il y en a même qui osent écrire que Trump va remettre le pouvoir entre les mains du peuple, ridicule, grotesque, charlatanerie. Ils sont faits pour s'entendre, n'écoutez pas ces intellectuels.

- "... il entend restituer au Peuple états-unien le Pouvoir qui lui a été confisqué le 11 septembre 2001."

- Il a manifesté la volonté de "remettre les armées au service du Peuple." (Thierry Meyssan - Trump : le 11-Septembre, ça suffit ! Réseau Voltaire 24.01)

La réaction sur toute la ligne, suite ou confirmation.

-Trump relance le projet d'oléoduc Keystone XL, rejeté par Obama - AFP

Le président américain Donald Trump a redonné vie mardi au projet du gigantesque oléoduc Keystone XL reliant le Canada aux États-Unis, dont la construction avait été bloquée par Barack Obama au nom de la lutte contre le changement climatique.

Il a signé mardi des décrets ouvrant la voie à la construction d'un oléoduc controversé porté par la compagnie Energy Transfer Partners dans le Dakota du Nord, ainsi que celui, très symbolique, de Keystone XL.

M. Trump a souligné que l'aboutissement du projet Keystone XL était conditionné à une renégociation avec la société canadienne TransCanada.

"Nous allons renégocier certains des termes et, s'ils le veulent, nous verrons si cet oléoduc peut être construit", a-t-il déclaré lors de la signature des documents dans le Bureau ovale.

Le gouvernement canadien s'est félicité de cette décision: "Lors des deux conversations que j'ai eues avec M. Trump, on a parlé du projet et j'ai souligné que oui, je suis en faveur de ce projet d'oléoduc parce que cela va amener de bons emplois (...) et de la croissance économique", a déclaré le Premier ministre canadien Justin Trudeau lors d'une conférence de presse.

Long de 1.900 kilomètres, dont 1.400 aux États-Unis, le projet Keystone XL vise à transporter le pétrole canadien des



sables bitumineux de l'Alberta (ouest) jusqu'au Nebraska (centre des Etats-Unis) d'où il pourrait rejoindre les raffineries américaines du golfe du Mexique.

Dans un dossier distinct, M. Trump a aussi ouvert la voie à la relance d'un projet d'oléoduc dans le Dakota du Nord dont le tracé avait été rejeté en décembre après une intense mobilisation des Amérindiens et des écologistes.

Le président américain avait commencé sa journée en recevant les dirigeants des grands groupes automobiles américains, auxquels il a promis d'assouplir les réglementations pour éviter les délocalisations d'usines et de rendre les processus d'autorisation plus rapides. AFP 23.01

- Mattis réaffirme l'engagement des USA dans l'Otan - Reuters

Le secrétaire à la Défense américain James Mattis a souligné l'engagement des Etats-Unis au sein de l'Otan lors d'une conversation téléphonique avec son homologue allemand, a déclaré le Pentagone.

James Mattis a assuré Ursula von der Leyen de l'engagement durable des Etats-Unis dans l'alliance atlantique, a précisé le Pentagone dans un communiqué.

Lors d'une autre conversation téléphonique, avec cette fois le ministre de la Défense français Jean-Yves Le Drian, James Mattis a également souligné l'importance de l'Otan.

S'entretenant avec Avigdor Lieberman, le ministre israélien de la Défense, il a souligné "l'engagement sans faille (des Etats-Unis) en faveur de la sécurité d'Israël", ajoute le Pentagone.

Lundi, James Mattis s'était entretenu lundi avec le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg pour souligner l'importance qu'il accorde à l'Alliance atlantique. Reuters 26.01

- Le général Mattis s'entoure de deux amiraux - voltairenet.org

Le nouveau secrétaire à la Défense, le général James Mattis, vient de désigner l'amiral Craig S. Faller (photo) comme conseiller personnel et l'amiral Kevin M. Sweeney comme chef de cabinet.

La désignation d'un militaire à la tête du département de la Défense avait provoqué l'inquiétude des parlementaires. La nomination de deux autres officiers supérieurs à un cabinet habituellement civil ne va pas les calmer.

Les trois hommes étaient en poste ensemble en Irak où, avec les généraux John Kelly et Michaël Flynn, il se sont rebellés contre l'État profond US et ont tenté de se lier aux chefs des tribus du centre du pays. voltairenet.org 24.01

- États-Unis : Donald Trump cible les étrangers musulmans - Franceinfo

Le territoire américain va être interdit aux ressortissants de sept pays musulmans pendant un mois. "Les Syriens, eux, vont être définitivement interdits de territoire aux États-Unis. Le président prévoit aussi de suspendre toutes les demandes d'asile, à l'exception des minorités religieuses persécutées, autrement dit des chrétiens. Donald Trump fait le tri selon la religion, c'est une première aux États-Unis. Et le président a déclaré qu'il assumait de provoquer la colère de la communauté musulmane", explique Valérie Astruc, en direct de Washington (États-Unis). Franceinfo 26.01

Il convient de noter que l'ordre exécutif interdisant l'entrée des musulmans de Trump coïncide avec la confirmation du républicain Mike Pompeo à la tête de la CIA. Pompeo est un républicain du Tea Party et membre du comité du renseignement de la Chambre des représentants, qui connaît peu les pratiques des services du renseignement des USA.

Pompeo est en faveur du rétablissement du « simulacre de noyade (waterboarding) entre autres techniques de torture ». Il considère les musulmans comme une menace à la chrétienté et à la civilisation occidentale. Il est considéré comme un « extrémiste chrétien radical » qui croit que la « guerre mondiale contre le terrorisme » constitue une « guerre entre l'islam et la chrétienté ».

Autrement dit, il soutient fermement la doctrine de la « guerre mondiale contre le terrorisme », sous la bannière d'une « guerre sainte contre l'islam ».

La guerre mondiale contre le terrorisme est « sur la table » de l'administration Trump comme instrument des services du renseignement des USA. (Il est abondamment étayé que Al Qaeda et Daech sont des « ressources en matière de renseignement » conçues par la CIA. De leur côté, les terroristes affiliés à Al Qaeda et à Daesh en Syrie et en Irak sont les fantassins des USA et

de l'OTAN).

Pour parler franchement, aussi bien Trump que le directeur de la CIA Pompeo croient fermement à leur propagande antiterroriste. La continuité est assurée. La pierre angulaire des opérations de renseignement des USA qu'est l'utilisation des « terroristes islamistes » comme instrument de déstabilisation et de destruction prévaut. L'interdiction d'entrée des musulmans aux USA a ainsi toute sa pertinence dans le programme de sécurité intérieure.

Il ne faut donc pas s'attendre à un tournant majeur sous l'administration Trump par rapport au programme militaire des USA au Moyen-Orient. Mondialisation.ca 26.01

- Retour possible de la torture aux USA : une pratique "inefficace" et "contre-productive", selon une ONG pour l'abolition - Franceinfo

- Mur: Trump envisage une taxe sur les produits mexicains - AFP

Le président des Etats-Unis Donald Trump envisage, entre autres possibilités, la mise en place d'une taxe sur les produits mexicains pour financer la construction d'un mur à la frontière qui a provoqué jeudi un pic de fièvre entre les deux voisins. AFP 26.01

- Etats-Unis: les militants anti-avortement défilent à Washington - AFP

Galvanisés par le président américain Donald Trump, les militants anti-avortement entendent faire une démonstration de force en défilant vendredi à Washington, dans un nouveau contexte politique qui leur est favorable. AFP 26.01

- Pour le stratège de Trump, les médias devraient «fermer leur gueule» - Slate.fr

Steve Bannon, le bras droit du président à la Maison-Blanche, a affirmé au New York Times que les médias, qui représentent «l'opposition», ont été humiliés par l'élection de Trump et devraient se taire. Slate.fr 26.01

En fait, ils visent les véritables opposants à l'oligarchie, ne comptez pas sur Slate qui en est le porte-parole pour l'avouer...

- Israël sous l'effet Trump annonce 2.500 logements de colonisation - AFP

Israël a annoncé mardi la construction de 2.500 logements de colonisation en Cisjordanie occupée, la plus importante annonce du genre depuis des années, exploitant de nouvelles réalités à Washington a priori plus favorables au gouvernement de Benjamin Netanyahu.

C'est la deuxième décision israélienne relative à la colonisation en deux jours, après le feu vert donné dimanche à la construction de 566 logements dans des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, partie majoritairement palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël.

Cette annonce reflète la volonté clairement affichée par le gouvernement israélien de profiter de la nouvelle donne créée selon lui par l'élection de Donald Trump, après les huit années passées à la Maison Blanche par Barack Obama, opposé à la colonisation.

"Nous construisons et nous continuerons à construire", a tweeté Benjamin Netanyahu.

Les colonies, c'est-à-dire les implantations civiles israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés, sont illégales au regard du droit international.

M. Netanyahu signalait encore lundi combien la situation avait changé avec l'investiture de M. Trump. Après huit années de "pressions énormes" au sujet de l'Iran et des colonies, "nous sommes en face d'une chance formidable pour la sécurité et l'avenir de l'Etat d'Israël", disait-il.

Le Premier ministre, à la tête de l'un des gouvernements les plus à droite d'Israël, est soumis à la surenchère des alliés de sa majorité, qui font le forcing sur la colonisation et même l'annexion d'une partie de la Cisjordanie.

Il a promis dimanche soir devant des ministres qu'il levait toutes les restrictions à la colonisation à Jérusalem-Est, ont rapporté différents médias dont les informations n'ont pas été démenties.

L'administration Trump n'a pour l'instant pas condamné l'annonce de colonisation faite dimanche.

Une centaine de logements verront par ailleurs le jour dans la colonie de Bet El, près de Ramallah, à l'importante signification historique pour le mouvement des colons.

Le quotidien israélien Haaretz a décrit Bet El comme "la colonie préférée de l'équipe Trump en Cisjordanie".

Celui que M. Trump a choisi pour devenir le prochain ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, est à la tête d'une organisation américaine qui verse chaque année des millions de dollars à Bet El, a affirmé le journal en précisant que les parents du gendre juif de M. Trump, Jared Kushner, et M. Trump lui-même ont versé des contributions à la colonie. AFP 23.01

### Ils osent tout

- Le Nobel de la Paix pour Chirac ? - LeFigaro.fr
- Primaire à gauche : Valls accuse Hamon «d'ambiguïtés » sur le communautarisme - LeParisien.fr
- Le président de la Haute autorité de la primaire de la gauche affirme que des cyberattaques ont ciblé le scrutin - Le Huffington Post
- Pour Bernard Kouchner, Emmanuel Macron incarne l'"espoir" - Reuters
- Conjoint de politique, c'est un (vrai) métier - Le Huffington Post
- Pourquoi des féministes dénoncent la modération de Facebook - Liberation.fr
- Cazeneuve appelle à agir face aux propos "inquiétants" de Trump - Reuters
- Enfin un accord sur le travail du dimanche à la Fnac ? - Boursier
- Être patron de son entreprise, un rêve pour les jeunes - Boursier

---

### ACTUALITE EN TITRES

#### Tous pourris et corrompus !

- Macron soupçonné d'avoir utilisé l'argent de Bercy pour sa campagne présidentielle - Franceinfo
- François Fillon : le Canard enchainé épingle sa femme, Penelope Fillon - Franceinfo
- Cazeneuve, Le Drian et Royal soupçonnés d'irrégularités budgétaires - AFP

---

### INFOS EN BREF

#### POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Son modèle : Reagan !

- "Mon conseil c'est coopérez, mais prenez garde" : Theresa May met en garde les Etats-Unis contre Poutine - francetvinfo.fr

La Première ministre britannique a mis en garde, jeudi 26 janvier, le pays contre Vladimir Poutine, lors d'un discours devant les républicains américains réunis à Philadelphie.

"Quand on parle de la Russie, il est sage comme souvent de prendre exemple sur le président (Ronald) Reagan qui, dans

ses négociations avec son homologue russe d'alors Mikhaïl Gorbatchev, avait l'habitude de suivre cet adage 'faites confiance, mais vérifiez'. Avec le président Poutine, mon conseil c'est 'coopérez, mais prenez garde"', a déclaré Theresa May.

Theresa May a aussi souligné l'importance des institutions internationales, dont les Nations unies et l'Otan, éreintées à maintes reprises par Donald Trump. "Les Nations unies ont besoin d'être réformées mais restent vitales", notamment dans la lutte contre le terrorisme ou le changement climatique, a affirmé Theresa May. Elle a également défendu le rôle de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et l'importance cruciale de l'Otan,

"L'Otan est la pierre angulaire de la défense de l'Occident."

## 2- Syrie

- Les négociations syriennes repoussées, la Russie s'impatiente - lefigaro.fr

La Russie est impatiente de régler le conflit syrien et accuse l'ONU et certains groupes rebelles de faire traîner les choses. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé vendredi matin le report des négociations de Genève, destinées à ébaucher une solution politique. Initialement prévus le 8 février, ces pourparlers sont repoussés à la fin du mois, a indiqué le chef de la diplomatie à l'occasion d'une rencontre avec un groupe d'opposants syriens, à Moscou. La Coalition nationale syrienne, proche de l'Arabie saoudite, et qui plaide en faveur d'un changement de régime à Damas, a annulé à la dernière minute sa participation à ces rencontres de Moscou, justement destinées à préparer les négociations de Genève. Cette décision a irrité Moscou.

«Le groupe de Ryad ne doit pas chercher des excuses pour faire trainer le processus», a lancé Sergueï Lavrov accusant cette branche de l'opposition - notamment soutenue par la France - «d'avancer sans arrêt de nouvelles exigences». lefigaro.fr 26.01

Une étude sur le marché de la publicité en France révèle quelque chose de terrifiant pour l'avenir des médias Business Insider.fr

Les Français regardent leur smartphone plus de 26 fois par jour. Souvent, quelques minutes après le réveil. Le mobile permet de communiquer, se divertir, s'informer.

Le mobile est donc un relais de croissance important pour les médias, en terme d'audience et de recettes publicitaires.

Mais les résultats du 17e Observatoire de l'e-pub du Syndicat des Régies Internet (SRI, publiés ce 26 janvier 2017, révèlent que les jeux sont déjà faits sur ce secteur porteur.

Comme le montre ce graphique du SRI, 92% de la publicité mobile passe par le search et les réseaux sociaux. Le search et les réseaux sociaux sont respectivement dominés par Google et Facebook, qui absorbent donc la quasi totalité des recettes publicitaires sur un support qui devait garantir l'avenir des médias.

En 2016, le mobile a représenté 41% des dépenses numériques, soit 1,264 milliard d'euros (+72%) sur un marché de la publicité numérique en France qui atteint 3,5 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2015. Business Insider.fr 26.01

---

## ECONOMIE

### France

- Une étude sur le marché de la publicité en France révèle quelque chose de terrifiant pour l'avenir des médias - Business Insider.fr

Les Français regardent leur smartphone plus de 26 fois par jour. Souvent, quelques minutes après le réveil. Le mobile permet de communiquer, se divertir, s'informer.

Le mobile est donc un relais de croissance important pour les médias, en terme d'audience et de recettes publicitaires.

Mais les résultats du 17e Observatoire de l'e-pub du Syndicat des Régies Internet (SRI, publiés ce 26 janvier 2017, révèlent que les jeux sont déjà faits sur ce secteur porteur.

Comme le montre ce graphique du SRI, 92% de la publicité mobile passe par le search et les réseaux sociaux. Le search et les réseaux sociaux sont respectivement dominés par Google et Facebook, qui absorbent donc la quasi totalité des

recettes publicitaires sur un support qui devait garantir l'avenir des médias.

En 2016, le mobile a représenté 41% des dépenses numériques, soit 1,264 milliard d'euros (+72%) sur un marché de la publicité numérique en France qui atteint 3,5 milliards d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2015. Business Insider.fr 26.01

[Haut de page ↗](#)

Le 28 janvier 2017

## CAUSERIE

L'attaque contre Fillon est étrange, adoubé par l'oligarchie anglo-saxonne du groupe Bilderberg, il était tout désigné pour devenir le prochain Président de la République jusqu'à cette affaire d'emplois fictifs, qui peut cependant être enterrée du jour au lendemain.

Maintenant on sait que leur spécialité est d'avoir toujours deux fers au feu des fois que l'un ferait défaut au dernier moment. Et en l'occurrence l'autre serait Macron adoubé à la fois par Rothschild et Rockefeller.

A mon avis ils n'ont aucun intérêt à propulser (immédiatement) Macron au détriment de Fillon, car celui-ci étant usé jusqu'à la corde à la fin d'un quinquennat, il serait utilement remplacé par son clone Macron. Et au cas où Macron serait élu, ils formeraient un gouvernement d'union nationale ou l'équivalent droite-gauche.

Or à ce stade on n'en voit pas l'intérêt, à moins que la situation soit plus détériorée que ce que je la perçois, je l'ignore. Douteraient-ils de la capacité de Fillon d'appliquer leur programme du fait que plusieurs clans s'affrontent au sein de LR, c'est une autre explication possible. Auraient-ils remis à plus tard de porter le coup de grâce au PS ou ont-ils désigné quelqu'un d'autre que Macron pour s'en charger, qui, Valls ? Si Macron était élu, il ne pourrait pas diriger en même temps En marche. Et puis à ce niveau-là les talents sont rares, ils en ont fait l'expérience avec Sarkozy ! A suivre.

Enquête réalisée en ligne du 24 au 26 janvier. L'enquête a été en partie réalisée avant les révélations du "Penelopegate". (L'Express. fr 27.01)

Emmanuel Macron obtient 42% d'opinions favorables  
Benôit Hamon se hisse à 35% d'opinions favorable  
François Fillon perd un point en un mois pour se situer à 30%.  
Jean-Luc Mélenchon a gagné 2 points pour se hisser à 28% de cote positive.  
Manuel Valls, qui recule de 2 points pour tomber à 21%  
Et le FN ?

## POID - Editorial de la Tribune des travailleurs du 25 janvier 2017

Ils travailleront jusqu'au dernier jour ? Mais à quoi ? par Daniel Gluckstein

« Nous travaillerons jusqu'au dernier jour », a déclaré le 17 janvier Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances. Jusqu'au dernier jour : mais à quoi ?

Présidée par ce ministre, l'Agence des participations de l'État n'a plus que quelques semaines devant elle pour achever sa grande braderie. Après avoir revendu 4 % du capital d'Engie, l'État envisage de céder des parts d'Orange et de Renault. Il est vrai qu'il lui reste de moins en moins de choses à vendre. En deux ans, le gouvernement Valls a cédé des parts du capital de Safran et des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice. Avant lui, le gouvernement Ayrault avait cédé des parts de Safran, d'EADS et d'Aéroports de Paris. Avant cela, le gouvernement Fillon avait bradé ses parts dans la branche gazière, et, avant lui, le gouvernement de Villepin avait privatisé des pans entiers des autoroutes du Nord, du Rhône et du Sud, de GDF, de la SNCF, d'EDF, d'Aéroports de Paris, de la DCNS. Et avant cela, le gouvernement Raffarin avait bradé des participations dans les autoroutes, à France Télécom, la SNECMA, la SAGEM, le Crédit lyonnais, Thomson. Et avant cela, etc.

Depuis trente ans, les gouvernements successifs, de droite et de gauche, vendent à bas prix les secteurs les plus rentables que les capitalistes acquièrent pour en tirer de substantiels profits. Au passage, les statuts des personnels, pour ceux qui relèvent d'entreprises publiques, sont remis en cause, ainsi que les effectifs, les garanties de salaire et les conditions de travail.

Et que font-ils, ces gouvernements de toutes couleurs politiques, des dizaines de milliards d'euros retirés de cette grande braderie (1) ? Ils renflouent les banques faillies et leur paient la dette et ses intérêts. Ils financent l'économie d'armement et



les budgets militaires pour livrer des guerres d'agression contre les peuples du monde entier. Ils subventionnent les patrons [avec le CICE (2), par exemple, accordé au nom de l'emploi et qui ne sert qu'à spéculer].

Dans un même mouvement, tous ces gouvernements capitalistes, de droite comme de gauche, réduisent les dépenses publiques : un plan de 200 000 suppressions d'emploi est en cours dans la fonction publique territoriale ! Sans parler des lits supprimés dans les hôpitaux et des postes d'enseignant dans les écoles, de la liquidation de La Poste publique. Tout cela en application des directives européennes et des exigences du capital financier.

Entre nationalisation et privatisation, il n'y a pas plus de compromis possible qu'entre l'eau et le feu.

Ou bien le gouvernement capitaliste qui privatise, démantèle le service public et l'ensemble des entreprises publiques au service de la finance, comme ce que font tous les gouvernements depuis trente ans.

Ou bien le gouvernement ouvrier qui bloque les privatisations, renationalise sans indemnités ni rachat, rétablit les monopoles de service public, ce qui impose la rupture avec les institutions de l'Union européenne et de la Ve République.

Pour le gouvernement ouvrier, pour les renationalisations, nous serons le 18 mars au mur des Fédérés.

(1) Plus de 112 milliards d'euros en trente ans.

(2) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Il manque encore l'appel au boycott de la farce électorale de mai et juin prochain qui aura pour fonction de légitimer les institutions de la Ve République, notamment.

Notons qu'à ce jour aucun parti ne se place au côté des travailleurs de plus en plus nombreux à refuser de cautionner cette cynique mascarade dont ils sont appelés à faire les frais.

On ne peut pas se compromettre en y participant d'un côté, et prétendre de l'autre proposer une issue politique sérieuse et cohérente qui pourrait inspirer confiance aux travailleurs, sans être fatalement réduit à l'impuissance et perdre à l'avance toute crédibilité.

### [En famille, ils osent tout.](#)

Le Huffington Post - À chaque primaire son soutien (très) gênant. De la même manière que François Fillon avait obtenu le soutien du groupe d'extrême droite "Riposte laïque" pendant l'entre-deux tours de la primaire de la droite, Benoît Hamon a récemment reçu les soutiens d'Alain Soral et Dieudonné, à quelques jours du second tour de la primaire de la gauche contre Manuel Valls.  
Le Huffington Post 27.01

### [Qui a dit la main sur le coeur?](#)

- "...mettre les intérêts des travailleurs ordinaires sur le devant de la scène".

- "Ces gens qui, vous savez, travaillent de longues heures. Ils font tout leur possible pour leurs familles et parfois ils se sentent juste lésés"

Réponse : La Première ministre Theresa May, qui avait fait l'éloge de Ronald Reagan quelques jours auparavant.

En guise de complément

- Trump loue l'alliance avec Londres et le "merveilleux" Brexit - AFP

Le nouveau président américain Donald Trump a affiché vendredi son enthousiasme pour le Brexit, "une chose merveilleuse", en recevant la Première ministre britannique Theresa May, avec laquelle il a vanté "la relation spéciale" entre Washington et Londres.

Mme May était le premier dirigeant étranger reçu par M. Trump depuis qu'il est arrivé à la Maison Blanche le 20 janvier.

Au cours d'une brève conférence de presse conjointe, M. Trump et Mme May se sont engagés à renforcer les liens entre Washington et Londres après les changements de cap majeurs intervenus dans leurs pays respectifs de chaque côté de l'Atlantique, mais ils sont restés évasifs sur le calendrier et les contours d'un futur accord commercial.

"Je pense que nous allons très bien nous entendre", a lancé M. Trump. "Je suis souvent capable de savoir très rapidement si je vais m'entendre avec quelqu'un", a-t-il ajouté, prédisant "une relation fantastique" avec son invitée du jour.

Le président républicain, qui a personnellement accueilli Mme May, toute de rouge vêtue, à son arrivée à la Maison Blanche, a accepté une invitation de la reine Elizabeth II à se rendre au Royaume-Uni dans l'année.

"L'une des choses que nous avons en commun est la volonté de donner la priorité aux intérêts des travailleurs ordinaires", a souligné Mme May, félicitant le magnat de l'immobilier septuagénaire pour sa victoire.

Image surprenante, qui a immédiatement fait la Une de nombreux journaux britanniques: les deux dirigeants se sont brièvement tenu la main en marchant ensemble sous la célèbre colonnade des jardins de la Maison Blanche.

"Vous allez pouvoir conclure des accords de libre-échange sans avoir quelqu'un qui vous surveille et regarde ce que vous faites", a lancé M. Trump en faisant l'éloge du Brexit et soulignant combien il avait eu, en tant qu'homme d'affaires, "une mauvaise expérience" de l'Union européenne.

Au moment où les relations transatlantiques traversent une période de tensions, la Première ministre britannique a pris soin de souligner que le nouveau président américain lui avait assuré qu'il était "à 100%" derrière l'Otan. AFP 27.01

### Faites tomber les masques. Trumperitude.

- Trump au Pentagone.

AFP - Le président américain a signé au Pentagone un décret ordonnant un audit de l'état opérationnel des forces américaines, et la préparation d'un amendement au budget 2017 pour commencer très rapidement à augmenter les dépenses militaires.

Il s'agit "d'entamer une grande reconstruction des forces armées des Etats-Unis, pour développer un plan pour de nouveaux avions, de nouveaux navires, de nouvelles ressources et de nouveaux outils pour nos hommes et femmes en uniforme", a-t-il dit. AFP 27.01

- Le vice-président des Etats-Unis se rend pour la première fois à une marche anti-avortement - Franceinfo

La lutte contre le droit à l'avortement vit un tournant "historique" aux Etats-Unis, a déclaré, vendredi, Mike Pence, en référence au nouveau rapport de force instauré par la victoire à la présidentielle de Donald Trump. Franceinfo 27.01

- L'Onu réagit prudemment aux propos de Trump sur la torture - Reuters

Les Nations unies ont réaffirmé vendredi que la torture était illégale et que les réfugiés avaient droit à une protection, sans critiquer directement de récentes remarques du nouveau président américain Donald Trump. Reuters 27.01

Et dire que des journalistes et autres intellectuels vont continuer de publier des centaines d'articles dans des portails ou blogs dits indépendants ou alternatifs dans lesquels en guise de conclusion ils vont en appeler à l'ONU qui refuse de condamner sans appel le recours à la torture contre des opposants politiques à l'impérialisme américain, autant dire que l'ONU le cautionne.

- La nouvelle représentante des USA à l'Onu promet des changements - Reuters

Le nouvelle ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, Nikki Haley, a promis que Washington oeuvrerait avec force et conviction, avec ses alliés, en vue d'atteindre ce but.

"Notre objectif est d'apporter des bénéfices à l'Onu, et pour ce faire nous ferons preuve de force, nous ferons entendre notre voix, nous obtiendrons le soutien de nos alliés et ferons en sorte qu'ils nous soutiennent aussi", a-t-elle dit à la presse avant de présenter ses lettres de créances au nouveau secrétaire général, Antonio Guterres.

"Quant à ceux qui n'ont pas notre soutien, nous les connaissons, nous nous assurerons de leur répondre comme il convient", a-t-elle ajouté.

- Syrie : Poutine "dé-Trumpé" ?

Trump annonce vouloir la création d'une zone sécurisée - PressTV - par Comité Valmy, jeudi 26 janvier 2017

Trump annonce vouloir la création d'une zone sécurisée.

La Russie se réveille après avoir trop espéré de Trump dans le dossier syrien.

Le colonel à la retraite et expert russe des questions internationales, Semyon Bagdasarov, estime que « le changement à la tête de l'administration américaine n'apportera aucune modification aux politiques de Washington en Syrie, car les États-Unis n'ont toujours pas accepté les réalités syriennes et n'abandonneront pas leurs intérêts en Syrie ».

Interrogé par Sputnik, l'expert voit à travers la visite en Syrie de la représentante démocrate, Tulsi Gabbard, et sa fameuse phrase « la paix est possible en Syrie » une démarche « personnelle » et sans effet.

« Certes, Mme Gabbard a conseillé aux autorités de Washington de renoncer à armer les terroristes et à préparer le terrain à l'avènement de la paix en Syrie. Gabbard a même révélé sur CNN les détails de ses entretiens avec le président Assad. Tout ceci est de bon augure, mais de là à y voir les signes d'un changement de cap américain en Syrie, il y a un pas à ne pas franchir », dit l'expert russe, qui dirige le Centre d'études russe pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Bagdasarov a dit douter de la sincérité des États-Unis de Trump quand ils affirment vouloir agir différemment qu'Obama en Syrie. « Gabbard s'est rendue en Syrie pour tâter le terrain, pour voir ce qui se passe dans des régions sous contrôle des forces gouvernementales. Mais je ne crois sincèrement pas que la visite de Gabbard change quoi que ce soit à la nature des relations entre les États-Unis et la Syrie. »

« L'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis causera peut-être de petits changements, mais il ne s'agira pas de grosses modifications. Trump pourrait coopérer sur certains points avec la Russie, mais les États-Unis ne seront jamais nos alliés. La réalité est que les États-Unis n'ont pas accepté les réalités syriennes. On vient d'apprendre l'ouverture d'une base militaire américaine dans le nord de la Syrie, où se seraient déployés quelque 800 soldats US, armés et équipés. Outre l'armée américaine, la CIA et les services de sécurité américains continuent à opérer en Syrie en suivant les ordres décidés en haut lieu. Que le locataire du bureau ovale soit Trump ou quelqu'un d'autre, cela ne changera rien au fond du problème.

En un mot, les États-Unis ne lâcheront pas la Syrie. » PressTV 26 janvier 2017

[Fillon le châtelain et le filon doré des ors de la République bananière.](#)

- Et maintenant, les enfants ! - LeParisien.fr

Jeudi soir sur TF 1, François Fillon a assuré que, lorsqu'il était sénateur, il avait parfois « rémunéré pour des missions précises deux de [s]es enfants qui étaient avocats, en raison de leurs compétences ». Las, ni sa fille ni son fils n'étaient encore officiellement avocats lors du passage de leur père au Sénat entre le 18 septembre 2005 et le 17 juin 2007. Marie Fillon a prêté serment le 14 novembre 2007 et son frère Charles le 29 juin 2011.

De quoi faire bondir certains parlementaires : « Le coup des enfants, c'est dévastateur ! Il donne l'impression de mentir devant des millions de téléspectateurs », enrage un député. Et de poursuivre : « Il a parlé de ses enfants parce qu'il a dû sentir que le prochain scoop dans la presse serait sur eux. Mais franchement... » LeParisien.fr 27.01

- Deux articles payés à prix d'or - LeParisien.fr

C'est l'autre versant de l'affaire Fillon. LeParisien.fr 27.01

[Ils osent tout.](#)

- Le moral des Français au plus haut depuis 2007! - Boursier

- Fillon s'appuie sur Philippe Séguin pour dénoncer la "médiacratie" - AFP

- Jean-Marie Le Pen vole au secours de Fillon - AFP

- Quand Mélenchon rêve d'un jeu vidéo pour servir sa campagne - AFP

- Ecologie: Nicolas Hulot salue la vision "lucide" et "exigeante" de Benoît Hamon - L'Express.fr

- Comité d'éthique de l'Académie de médecine : une nomination pas très saine - Liberation.fr

Ancienne sénatrice UMP, Marie-Thérèse Hermange a été mise en examen en 2013 dans l'affaire du Mediator.

- La visite de Nicolas Bay, secrétaire général du FN, provoque l'embarras en Israël - Le Huffington Post

- L'ONU lance une alerte à la famine au Yémen - euronews.com

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 janvier 2017

## CAUSERIE

Privé de représentation politique, privé de droits politiques, privé de droits sociaux, privé de tout avenir... tous les candidats à l'élection présidentielle ont déjà tous été ministre sous la Ve République, dans ces conditions, pour les travailleurs ils n'existent aucune issue politique par la voie des urnes ou institutionnelle, il faut se préparer à renverser le régime en place.

Seule la lutte à mort pour le pouvoir est à l'ordre du jour, pour un gouvernement ouvrier, une République sociale rompant avec le capital et ses institutions, tout le reste est du baratin ou chimère.

### Socialisme ou barbarie.

A l'échelle mondiale, il est devenu impossible d'envisager dans l'avenir le maintien ou la perspective d'un régime républicain (démocratique) bourgeois dans aucun pays, du fait de l'augmentation exponentielle ou continue de la population mondiale qui alimente un des pôles et qui caractérise la principale contradiction inhérente au capitalisme.

Pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme à l'origine de son pouvoir, l'oligarchie anglo-saxonne et internationale ne peut gérer cette contradiction amplifiée par la concentration toujours plus grande des richesses produites entre les mains d'une poignée d'oligarques, qu'en semant le chaos, la haine, la guerre civile ou la guerre à l'échelle planétaire en instaurant des dictatures civiles ou militaires, dans lesquelles les exploités n'ont aucun droit et ne disposent plus d'aucune représentation politique, l'ensemble des institutions des différents pays étant contrôlées par des partis ayant pour unique tâche d'appliquer le programme économique dicté par les besoins de l'oligarchie financière. A suivre.

### Quel était l'enjeu des primaires du PS ?

L'enjeu des primaires du PS n'était pas l'élection présidentielle, mais l'avenir du PS, accessoirement les législatives qui y sont liées.

S'ils avaient voulu que Valls soit leur candidat en mai prochain, il aurait dû démissionner du gouvernement beaucoup plus tôt de manière à avoir le temps de se démarquer de Hollande, si ses conseillers ont préféré qu'il attende le dernier moment, c'est qu'ils ne voulaient pas qu'il ait une chance de remporter la primaire.

Mais alors pourquoi avaient-ils intérêt à ce qu'il soit Hamon ou Montebourg qui l'emporte ? Pas pour empiéter sur l'électorat potentiel de Mélenchon, puisqu'il ne serait jamais en position d'être qualifié pour le second tour de la présidentielle. On peut en dire autant du candidat issu de la primaire du PS quel qu'il soit, puisqu'il était voué à être relayé derrière Le Pen et Fillon au soir du premier tour de la présidentielle.

C'est ce qui me fait dire que l'enjeu était ailleurs et visait uniquement l'avenir du PS ou plutôt la nature du régime qui est de plus en plus calqué sur celui des Etats-Unis. Dans ce cas de figure, si par la suite Hamon, Montebourg et Cie. devaient assurer la direction du PS, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui, le destin du PS serait alors scellé et il serait relayé au rang du PASOK aujourd'hui en Grèce par exemple, tandis que le parti de Macron prendrait sa place au sein des institutions au côté de LR une fois que les dirigeants actuels du PS ou ses courants les plus droitiers l'auraient rejoint.

A l'étape suivante, il n'y aurait plus qu'à dégonfler la baudruche du FN qui avait été conçue artificiellement à cet effet et devenu inutile dans ce nouveau contexte politique, il ne resterait plus dans la foulée qu'à modifier la Constitution pour instituer une dictature identique à celle qui existe aux Etats-Unis, scellant par avance le sort des élections à venir en écartant tous les autres partis des institutions, hormis celles à caractère local ou accessoires, de sorte que la stabilité du régime soit assurée dans l'avenir ou que la lutte de classes n'ait plus aucune influence ou emprise sur la politique du gouvernement en place quel que soit le parti dont il est issu et la boucle du néolibéralisme serait bouclée.

Ajoutons qu'assurer l'implantation du FN faisait partie de leur plan, dès lors qu'il présentera un programme social calqué sur celui du PG ou du FdG qui servira à rogner son électorat de manière à ce qu'aucun candidat ou parti à la gauche du PS ne puisse le supplanter ou ne parvienne à s'imposer comme concurrent du parti officiel de l'ordre ou de la droite, Fillon et LR.

Ainsi le FN aura été employé avec la complicité du PS et du FdG pour éliminer des institutions tous les partis qui se réclamaient à tort ou à raison (lequel ?) de la gauche, le coup était bien joué puisqu'il est en passe de réussir. Chacun aura pu constater que pour tous les médias il était acquis que le FN figurerait au second tour de l'élection présidentielle quoi qu'il arrive, ce qui de leur part ne mérite aucun commentaire puisqu'ils sont partie prenante de ce processus de confiscation du pouvoir politique par les oligarques, leurs propriétaires, donc tout est dans l'ordre des choses.

Ce constat étant dressé, chacun aura compris que les dés étaient pipés avant même la tenue de ces élections et qu'y participer reviendrait à cautionner le régime dictatorial qu'ils sont en train de mettre en place, disons qu'ils en sont rendu à la phase finale de leur plan que tous les partis dits ouvriers ont cautionné au fil des décennies antérieures comme s'ils n'avaient rien vu venir, partant de là on peut se demander à quoi ils servaient d'autres, non ?

Mais ce n'est pas encore suffisant pour qu'ils appellent au boycott de ces élections, ce qui témoigne de leur niveau de corruption ou qu'ils ne servent pas la cause des exploités ou du socialisme.

En titres

Comment ils ont achevé le PS.

- La Sofres donne Fillon et Macron au coude-à-coude - LePoint.fr

Selon la Sofres, Marine Le Pen creuse l'écart au premier tour (25 %). Macron (20 %) talonne dorénavant Fillon (21 %). LePoint.fr 29.01

- Hamon victorieux, la voie royale pour Macron ? - Yahoo Actu

Et si une victoire de Benoît Hamon était le scénario rêvé pour Emmanuel Macron ? Yahoo Actu 29.01

- Primaire de la gauche : en cas de défaite, les soutiens de Manuel Valls envisagent l'option Emmanuel Macron - Franceinfo

Manuel Valls l'a d'ailleurs dit vendredi sur BFMTV : s'il perd, il ne pourra pas défendre le programme de Benoit Hamon. Il "s'effacera". Ses troupes ne suivront pas non plus, et réfléchissent à se rallier à un autre candidat : Emmanuel Macron. Franceinfo 27.01

Le candidat de l'ombre.

- Primaire: Benoît Hamon sera le candidat du PS à la présidentielle - AFP

Benoît Hamon s'est imposé comme candidat socialiste à la présidentielle dimanche grâce à une très large victoire sur Manuel Valls au second tour de la primaire élargie du PS, se fixant désormais pour tâche de "rassembler" les socialistes et la gauche.

Le député des Yvelines, 49 ans, a réuni 58,72% des suffrages contre 41,28% pour l'ancien Premier ministre, 54 ans, selon des résultats quasi définitifs de ce scrutin qui marque aussi un large désaveu pour ceux qui ont exercé le pouvoir depuis 2012, François Hollande et Manuel Valls en tête.

Hamon Dans son discours de victoire, M. Hamon, qui s'entretiendra avec le Premier ministre Bernard Cazeneuve lundi après-midi à Matignon et avec François Hollande dans la semaine, a affirmé que la gauche "relevait la tête".

Il a dans la foulée annoncé qu'il proposerait "à tous les candidats de cette primaire" mais aussi à l'écologiste Yannick Jadot et au candidat de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, de construire une majorité gouvernementale.

Dans cette perspective, il pourra s'appuyer sur un premier sondage Kantar Sofres onepoint diffusé dimanche soir qui le place devant M. Mélenchon au premier tour de la présidentielle, avec entre 13 et 15% d'intentions de vote selon les configurations, contre 10% au candidat de la France insoumise.

Dans l'immédiat, si Jean-Luc Mélenchon a légèrement adouci son discours à l'égard de Benoît Hamon dimanche soir.



Alors que l'équipe de campagne de l'ancien Premier ministre se montrait très discrète dimanche soir, de nombreux militants vallsistes prévenaient déjà qu'ils étaient prêts à rejoindre Emmanuel Macron.

"Je ne crois pas à l'hémorragie, nous ne sommes pas à la veille de l'explosion du PS. C'est un moment que l'on retiendra dans notre histoire comme le prélude à la renaissance de la gauche française", a préféré positiver le député Christian Paul, chef de file des frondeurs, en se félicitant de la "dynamique" offerte par la participation. AFP 29.01

Comme nous l'avons dit au début de cette causerie, dorénavant il n'existe plus aucun espace pour la "renaissance de la gauche française", pour des réformes sociales, pour l'expression de la démocratie, tout ce bric-à-brac réformiste bourgeois est à remiser au musée de l'opportunisme, seule la lutte à mort pour le pouvoir est à l'ordre du jour, pour un gouvernement ouvrier, une République sociale rompant avec le capital et ses institutions.

En famille.

- Appel au rassemblement de Benoît Hamon : "On n'est jamais fermés à la discussion", réagit le camp Mélenchon - Franceinfo

Sur Facebook, Jean-Luc Mélenchon s'est félicité de la victoire de Benoît Hamon. "Que pour désigner son candidat, le PS ait préféré nos mots à ceux de son propre gouvernement est un fait qui donnera ses fruits le moment venu", écrit l'ancien sénateur.

Contacté par franceinfo, Manuel Bompard, le directeur de campagne du candidat de la France insoumise, renchérit : "On réagit très positivement à la victoire de Hamon, c'est la ligne gouvernementale qui a été chassée". Pour ce dernier, "les thématiques de Jean-Luc Mélenchon" ont été reprises par le député des Yvelines. (Alors que Hamon avait été ministre de Hollande, il n'a pas démissionné, il a été congédié... pour la bonne cause apparemment. - LVOG)

Le camp de Jean-Luc Mélenchon répondra-t-il favorablement à la main tendue du vainqueur de la primaire de la gauche ? "On va voir, on n'est pas fermés à la discussion, mais il faut que Benoît Hamon précise tout cela puisqu'il a dit que, quoi qu'il arrive, il y aura un bulletin de vote Hamon à la présidentielle", précise-t-il.

C'est une opération de communication de tendre la main à tout le monde. On a fait le choix de ne pas participer à la primaire, ce n'est pas pour se rallier au vainqueur. Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon

"On peut toujours se parler, mais il faut savoir sur quoi", conclut-il. Le rassemblement, ce n'est pas encore maintenant. Franceinfo 29.01

Pas encore, admirable, on en redemande !

### [Le déni permanent en guise d'information.](#)

Pourquoi vos dirigeants ne vous disent-ils pas (tout) ce qui se passe réellement ou plutôt, pourquoi et comment les choses se passent? Pardi, pour que vous ne soyez pas en mesure de comprendre ce qui se passe !

Réfléchissez un instant, c'est logique, car partant de là vous serez portés à leur faire confiance, à les écouter ou à les suivre aveuglément et ils pourront vous manipuler à leur guise, sinon pourquoi ou quel intérêt aurait-il à agir de la sorte?

A l'inverse, chaque fois que je propose aux lecteurs une interprétation, une analyse, une position, une théorie, que j'évoque un événement, je leur soumetts la totalité des éléments, faits et sources qui m'ont permis de réaliser mon argumentation ou ma démonstration, de sorte que je leur fournis tout le matériel leur permettant de réaliser le même travail que moi, éventuellement de vérifier par eux-mêmes que tout y était ou que rien n'y manquait ou encore que j'en avais fait un bon ou un mauvais usage, car ils sont libres de parvenir à un autre résultat ou à une autre conclusion.

Quand une personne vous fournit tous les éléments permettant de comprendre sa démarche ou son raisonnement intellectuel, vous serez en mesure de saisir comment il a construit sa démonstration, ce qui vous en facilitera la critique si nécessaire, tout en percevant ses réelles intentions pour peu qu'il ait pris soin de distinguer clairement les faits de ce qui relevait de son apport personnel ou subjectif, de ses interprétations.

Je ne suis pas un intellectuel à la base, mais j'essaie quand j'expose mes idées d'être le plus clair possible, ce qui n'est pas toujours facile, car il est plus facile de comprendre quelque chose que de l'énoncer clairement, il faut trouver les mots, le ton (niveau de langue), le rythme (syntaxe) juste ou qui convient et qui varieront en fonction d'un tas de facteurs, la nature des faits en eux-mêmes, le contexte, les lecteurs auxquels on s'adresse en particuliers, etc. en fait c'est terriblement compliqué et de nature à bien des quiproquos ou incompréhensions de part et d'autre.

Après avoir abordé durant toutes ces années sans a priori une multitude de sujets sur lesquels nous sommes revenus à de nombreuses reprises pour corriger des approximations ou des erreurs, sans aucun tabou, jamais je n'ai refusé d'aborder une question, jamais je n'ai renoncé à essayer de comprendre quelque chose que je ne connaissais pas en y mettant toujours la même énergie pour arriver à une conclusion satisfaisante, chacun peut en être témoin, c'est la raison pour laquelle je peux me permettre de m'exprimer librement et la conscience tranquille, et j'estime être en droit de revendiquer cette légitimité à ce titre.

Lu un commentaire dans la page Facebook du POID ou La Tribune des travailleurs.

Philippe Tribouillard : "*Que vient faire Soros ici ?*".

C'était à propos des manifestations qui ont eu lieu aux Etats-Unis trois jours après la prise de fonction de Trump, soi-disant en faveur des droits des femmes, en réalité contre le nouveau président ou plus exactement, pour semer le chaos aux Etats-Unis afin que Trump puisse prendre le relais d'Obama et appliquer le programme de l'oligarchie financière.

Démocrates et Républicains ont les mêmes objectifs, ils ne sont pas ennemis mais complémentaires tout comme les différents moyens qu'ils mettent en oeuvre pour les atteindre, leur opposition ou contradiction s'arrête là.

Pourquoi monsieur Tribouillard pose-t-il cette question ?

Parce que monsieur Tribouillard avait été maintenu dans l'ignorance que le milliardaire américain George Soros était derrière ces manifestations, par le POID qui lui a fourni une information tronquée ou fait également dans la désinformation.

Reprenons l'ordre chronologique des événements qui le prouve.

- Le 20 janvier D. Trump était officiellement investi 45e Président des Etats-Unis d'Amérique.
- Trois jours plus tard était organisé une "Marche des femmes" contre Trump.
- Le POID en rend compte ainsi le jour même. La Tribune des Travailleurs - 23 janvier

22 janvier 2017- Aux Etats-Unis, la Marche des femmes a rassemblé des opposants de tout bord à Trump : sur le National Mall dans le centre de Washington et dans les rues de New York, Los Angeles, Chicago ou Boston, Aux Etats-Unis et ailleurs, la Marche des femmes a rassemblé dans des défilés au total près de cinq millions de personnes. La Tribune des Travailleurs 23.01

Or, le jour même, le 23 janvier l'agence de presse russe Sputnik publiait en français un article fournissant des détails précis sur les liens qui existaient entre les organisateurs de cette Marche des femmes et George Soros, information qui ne sera pas relayée par les agences de presse occidentale évidemment, AP, Reuters, AFP et Euronews.

Question : Pourquoi le POID n'en a-t-il pas tenu compte ? Ignore-t-il l'existence de l'agence de presse russe ? Pourquoi s'est-il précipité pour reproduire la dépêche de l'Agence Française de Propagande (AFP) ? Je vous laisse deviner la réponse.

De tout temps ce courant politique n'a jamais tenu compte de la nature d'un mouvement social, pour ses dirigeants l'essentiels étaient ailleurs, hormis lors des "révolutions colorées" en Europe de l'Est au cours des années 90, et encore de manière tronquée, mais plus jamais par la suite, y compris en Ukraine ou lors du "printemps arabe", en Libye ou en Syrie.

Il passera sous silence la manière dont une large partie des masses avaient été manipulées via les mal nommés réseaux sociaux en Tunisie et en Egypte, tout cela parce que cela ne cadrerait pas exactement avec leur interprétation préformatée ou prête à l'emploi de la situation dans ces pays, avec leur théorie foireuse, confondant ou transformant des embryons de révoltes populaires en révolutions tout au long de la seconde moitié du XXe siècles au point de rendre inintelligible l'orientation du monde.

A force de nier l'existence d'un certains nombres de facteurs, d'institutions ou d'acteurs économiques au pouvoir politique considérable ou capables d'influer sur le cours du monde, on se condamne fatalement à jouer le rôle d'un commentateur impuissant à le changer.

A la source de l'opportunisme et du révisionnisme.

Œuvres - novembre 1938 - Karl Kautsky - Léon Trotsky

- Le côté révolutionnaire du marxisme s'était changé en une perspective indéfinie et en tout cas lointaine. C'était la lutte pour les réformes et la propagande qui étaient à l'ordre du jour. Kautsky s'occupait de commenter et de justifier la politique de réformes

du point de vue de la perspective révolutionnaire. Léon Trotsky

Les trotskystes ne firent rien d'autre tout au long de la seconde moitié du XXe siècle.

Extrait de la dépêche de presse de Sputnik du 23 janvier.

- Quel est le lien entre la « Marche des femmes sur Washington » et Georges Soros? - sputniknews.com 23.01

Nombreux sont les observateurs qui se demandent quel est le lien entre George Soros, l'un des plus importants donateurs d'Hillary Clinton, et cette vaste mobilisation contre le nouveau président des États-Unis Donald Trump qu'est la fameuse « Marche des femmes sur Washington ».

Les organisateurs de la marche font la promotion de leur travail avec des organisateurs « indépendants », mais on découvre bien des choses dans les documents du milliardaire George Soros et de sa philanthropie de l'Open Society.

Il s'avère notamment que, décrit par Wikileaks comme « l'architecte de chaque révolution et coup d'État des 25 dernières années », M. Soros a financé, ou a entretenu d'étroites relations avec au moins 56 « partenaires » de la marche. Il s'agit, entre autres, de Planned Parenthood et du Conseil national de défense des ressources, structures connues pour leur opposition intransigeante envers le nouveau président des États-Unis Donald Trump, ou de MoveOn.org, organisation « farouchement pro-Clinton », et le National Action Network, salué par l'ex-locataire de la Maison Blanche Barack Obama.

D'autres « boursiers » de M. Soros parmi les « partenaires » de la marche sont l'Union américaine des libertés civiles, le Centre pour les droits constitutionnels, Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Quoi qu'il en soit, la plupart des Américains savent bien que la marche n'est vraiment pas une « marche des femmes », mais une marche en faveur des femmes anti-Trump. On se souvient par ailleurs des propos tenus récemment devant les journalistes à Davos par le philanthrope idéologique et donateur politique George Soros sur Donald Trump, un « dictateur éventuel », selon lui.

Malheureusement, la marche a pris position et les « femmes » ont été utilisées pour une journée explicitement anti-Trump, constatent les observateurs. sputniknews.com 23.01

J'avais immédiatement reproduit cet article dans la causerie du 23 janvier, donc juste après en avoir pris connaissance afin d'informer le plus rapidement les lecteurs afin qu'ils n'interprètent pas faussement cette "marche des femmes" ou se fassent manipuler.

Cela me fait dire que c'est vraiment dommage que des militants n'aient pas voulu s'associer avec moi pour continuer d'actualiser quotidiennement ce portail.

Ne me reprochez pas de ne pas vous fournir certaines informations ou de le faire avec un certain délai, je fais ce que je peux et je ne suis plus si jeune !

En guise de complément

- La marche des femmes en faveur de la misogynie? par Mark Taliano - Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

La marche des femmes s'opposait-elle à Trump? Si c'est le cas, elle a été détournée. Hillary Clinton compte parmi les politiciens les plus misogynes qui soient à Washington. Elle soutient le wahhabisme, la charia, la mort et la destruction dans ses faits et gestes criminels en matière de politique étrangère.

Linda Sasour, une des organisatrices de la marche, a même feint d'appuyer la charia dans un tweet :

Vous savez que les principes de la charia s'appliquent lorsque vos prêts et vos cartes de crédit ne portent plus intérêt. Quelle bonne idée!

Cette interprétation erronée de la charia, une loi outrageusement misogyne, apparaît comme un geste de soutien nuancé à l'endroit des terroristes de l'OTAN en Syrie, qui imposent la charia sur les infortunés Syriens vivant dans les territoires qu'ils occupent.

Marwa Osman, une analyste politique et chargée de cours à l'Université internationale libanaise (LIU), a répondu ceci sur Facebook : « Qu'on l'attache à une des cargaisons du programme « d'aide » et qu'on la largue à Idlib. Elle va adorer la charia là-bas. » (Idlib est le foyer des terroristes coupeurs de tête mandatés par l'Occident en Syrie.) Pour sa part, l'artiste australienne Diane Mantzaris s'est interrogée :

Où étaient les manifestants de la #MarcheDesFemmes quand Obama et Hillary ont financé, formé et armé des terroristes qui ont brutalisé des femmes syriennes et irakiennes avant de les vendre comme esclaves sexuelles? Quand des femmes enceintes ont été éviscérées, leurs ventres ouverts à la pointe de l'épée et leurs enfants à naître arrachés de leurs entrailles puis pendus à des arbres?

La guerre sale de l'administration Obama en Syrie EST une guerre contre les femmes.

L'opposition féministe était donc contrôlée et approuvée par les médias et l'establishment. La CIA, de concert avec les oligarques formant l'establishment, ont clairement tenté de fomenter une opération de type « révolution de couleur ». La couleur prédominante était le rose (Révolution rose?). On a rapporté que les chapeaux roses avec des oreilles étaient la tendance mode du jour (les fameux « pussy hats »). Ce qui nous rappelle le groupe Pussy Riot, qui était probablement une opération de la CIA visant à diaboliser Vladimir Poutine. Il y a aussi des liens avec les Femen, dont au moins une a participé au massacre d'Odessa en Ukraine, à la suite du coup d'État néo-nazi illégal qui est en train de détruire l'Ukraine en ce moment, grâce en bonne partie à Victoria « Fucking the EU » Nuland. Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

L'auteur de cet article ignorait que Soros finançait également les Femen.

En complément à propos de Soros.

Wikipédia - Open Society Foundations (Open Society Institute) fondée en 1979 par le milliardaire américain George Soros.

Critiques et controverses

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. Votre aide est la bienvenue ! Wikipédia.org

A mon avis des contributeurs ont dû vouloir remplir cette rubrique, mais le comité de lecture de Wikipédia les a censurés.

On peut lire dans cette page Wikipédia

- Sur les 30 dernières années, la fondation a dépensé plus de 11 milliards de dollars américains, dont 873 millions en 2013.

- À titre d'exemple, en Ukraine notamment, la National Endowment for Democracy a ainsi financé de nombreuses structures associées aux Open Society Foundations comme le National Democratic Institute for International Affairs (NDI). La branche ukrainienne de l'Open Society Foundations est cofinancée par le National Endowment for Democracy (NED).

Et dans la page Wikipédia consacrée à la NED.

- Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis, fondée en 1983 sous le gouvernement de Ronald Reagan...

- Depuis sa création conjointement par les républicains et les démocrates, la NED est restée bipartite. Elle est dirigée par un conseil équilibré entre les deux partis et est soutenue par l'ensemble des formations politiques du Congrès, cependant l'orientation générale de ses actions est celle du mouvement néo-conservateur.

- L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ».

En 1991, un des fondateurs de la NED, Allen Weinstein, expliquait au Washington Post que « bien des choses qu'ils [à la NED] faisaient maintenant étaient faites clandestinement par la CIA 25 ans auparavant ».

- Le financement de la NED est voté par le Congrès et figure dans le chapitre du budget du ministère des Affaires étrangères consacré à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

La NED reçoit également des moyens de la part de sociétés multinationales américaines, telles que Chevron, Coca-Cola, Goldman Sachs, Google, Microsoft etc. Wikipédia.org

[Ils osent tout.](#)

- Primaire à gauche : Hamon, le vainqueur que personne n'attendait - LeParisien.fr

- Marine Le Pen juge le programme de F.Fillon "brutal" - AFP

Quand Fillon fait dans le rouge-brun des idéologues néoconservateurs d'extrême droite.

- Pour Fillon, il y a "quatre gauches en France": Mélenchon, le PS, Macron et le FN - AFP

François Fillon, candidat de la droite à la présidentielle, affirme qu'il a "quatre gauches en France", à savoir celle de Jean-Luc Mélenchon, celle du PS, celle d'Emmanuel Macron et celle du Front national, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"La première, c'est la gauche pure, dure, rouge. C'est Mélenchon, le Fidel Castro de YouTube", ironise-t-il avant de cibler "la deuxième", le PS, "l'équipage des naufragés du Titanic hollandais qui viennent de s'entredévorer sur le radeau de la Méduse de la primaire".

Vient ensuite "la gauche numéro trois", à savoir Emmanuel Macron. "Il fait croire qu'il est neuf, en réalité, c'est lui qui a fait le programme de Hollande. Toute l'équipe gouvernementale de Hollande est en train de le rejoindre. Macron, c'est le sortant, c'est l'héritier, c'est Hollande. C'est pour ça que ce sera très difficile pour lui", affirme M. Fillon.

Reste "la gauche numéro quatre" qu'incarne, selon lui, le Front national, avec la "sortie de l'euro", la "retraite à 60 ans", "l'augmentation du salaire minimum" ou encore le "recrutement illimité de fonctionnaires". "L'original, c'est Mélenchon, la copie, c'est Marine Le Pen", s'amuse-t-il. AFP 27.01

- Hollande incite l'Europe à faire bloc face à Trump - AFP

- Netanyahu salue la décision de Trump de construire un mur à la frontière avec le Mexique - AFP

- Présidence Trump : La grande peur des Démocrates - Atlantico.fr

- Theresa May parle commerce et Etat de droit avec Erdogan à Ankara - AFP

- Donald Trump: "Ensemble nous allons répandre l'amour et la tolérance à travers le monde" - Le Huffington Post

- 'Vanity Fair Mexique' crée la polémique en affichant en couverture Melania Trump en train de déguster des diamants - Franceinfo

## [Dossiers Syrie.](#)

- Le peuple syrien veut désespérément la paix. Par Rep Tulsi Gabbard (Parti démocrate - USA)  
- mondialisation.ca 27.01

Il est clair maintenant plus que jamais: cette guerre de changement de régime ne sert pas les intérêts de l'Amérique, et elle n'est certainement pas dans l'intérêt du peuple syrien.

J'ai traversé Damas et Alep, en écoutant des Syriens de différentes parties du pays. J'ai rencontré des familles déplacées de la partie orientale d'Alep, de Raqqah, de Zabadani, de Latakia et de la périphérie de Damas. J'ai rencontré des dirigeants de l'opposition syrienne qui ont conduit les manifestations en 2011, des veuves et des enfants d'hommes qui luttent pour le gouvernement et des veuves de ceux qui luttent contre le gouvernement. J'ai rencontré Aoun, le président nouvellement élu du Liban et Hariri, le Premier ministre, Elizabeth Richard, l'ambassadeur américain au Liban, le président syrien Assad, le grand Mufti Hassoun, Denys Antoine Chahda, l'archevêque de l'Église catholique syrienne d'Alep, des chefs religieux musulmans et chrétiens, des étudiants, des propriétaires de petites entreprises, et d'autres encore.

Leur message au peuple américain était puissant et cohérent: il n'y a aucune différence entre les rebelles « modérés » et al-Qaïda (al-Nusra) ou l'Etat islamique – ils sont tous les mêmes. Il s'agit d'une guerre entre, d'une part, des terroristes sous le commandement de groupes comme l'Etat islamique et al-Qaïda et, d'autre part, le gouvernement syrien. Ils supplient les États-Unis et d'autres pays d'arrêter de soutenir ceux qui détruisent la Syrie et son peuple.

J'ai entendu ce message encore et encore dans la bouche de ceux qui ont souffert, et survécu à des horreurs inexprimables. Ils m'ont demandé de faire entendre leur voix dans le monde; Des voix frustrées qui n'ont pas été entendues en raison des fausses informations et des informations biaisées, uniformément destinées à soutenir la guerre pour un changement de régime au dépens de la vie des Syriens.



J'ai entendu des témoignages sur la façon dont les manifestations pacifiques du début ont été rapidement infiltrées par des groupes de djihadistes wahhabites comme al-Qaïda (al-Nusra), financés et soutenus par l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar, les États-Unis et d'autres. Ils ont exploité les manifestants pacifiques, occupé leurs communautés, tué et torturé les Syriens qui ne voulaient pas coopérer pas à leur lutte pour renverser le gouvernement.

J'ai rencontré une jeune musulmane de Zabadani qui a été enlevée, régulièrement battue et violée en 2012, alors qu'elle n'avait que 14 ans, par des « groupes rebelles » qui étaient en colère contre son père, un éleveur de moutons, qui ne leur donnait pas d'argent. Elle a assisté, horrifiée, à l'assassinat de son père, dans leur salon, par des hommes cagoulés qui ont vidé un chargeur tout entier sur lui.

J'ai rencontré un garçon qui a été kidnappé en allant acheter du pain pour sa famille. Il a été torturé, il a subi le supplice de la noyade, il a été électrocuté, placé sur une croix et fouetté, tout cela parce qu'il avait refusé d'aider les « rebelles » – il leur avait dit qu'il voulait juste aller à l'école. C'est ainsi que les « rebelles » traitent les Syriens qui ne coopèrent pas avec eux ou dont ils n'acceptent pas la religion.

Bien qu'opposés au gouvernement Assad, l'opposition politique a affirmé avec vigueur qu'elle rejetait catégorique l'utilisation de la violence pour obtenir des réformes. Les opposants politiques du gouvernement affirment que si les djihadistes wahhabites, soutenus par des gouvernements étrangers, réussissent à renverser l'État syrien, ils détruiront la Syrie et sa longue histoire de société laïque et pluraliste, une société où les peuples de toutes les religions ont toujours vécu pacifiquement côte à côte. Bien que cette opposition politique continue à vouloir des réformes, elle répète avec insistance que, tant que les gouvernements étrangers mèneront une guerre de changement de régime contre la Syrie par groupes terroristes djihadistes interposés, elle se tiendra aux côtés de l'Etat syrien et luttera pacifiquement pour une Syrie plus forte pour tous les Syriens.

Je rentre à Washington, plus que jamais résolue à mettre fin à la guerre illégale que nous menons pour renverser le gouvernement syrien. De l'Irak à la Libye et maintenant en Syrie, les États-Unis ont mené des guerres de changement de régime qui ont entraîné partout des souffrances inimaginables, tué des quantités d'innocents, et renforcé des groupes comme Al-Qaïda et l'Etat islamique.

J'appelle le Congrès et la nouvelle Administration à ne pas rester indifférents aux souffrances du peuple syrien et à soutenir l'Acte pour interdire l'armement des terroristes. Nous devons arrêter de les soutenir directement et indirectement – en fournissant directement des armes, de l'entraînement et du soutien logistique aux groupes rebelles affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique ; et indirectement par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, des Etats du Golfe et de la Turquie. Nous devons mettre fin à notre guerre pour renverser le gouvernement syrien et nous concentrer sur la défaite d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique. Les États-Unis doivent cesser de soutenir les terroristes qui détruisent la Syrie et son peuple. Les États-Unis et les autres pays qui alimentent cette guerre doivent cesser immédiatement de le faire. Nous devons laisser le peuple syrien se relever de cette terrible guerre.

- Une nouvelle défaite pour les rebelles syriens près de Damas - AFP

L'armée syrienne a repris dimanche la région de Wadi Barada près de Damas qui lui échappait depuis 2012, une nouvelle défaite pour les rebelles qui subissent échec après échec dans cette guerre.

Après plus d'un mois de combats, le régime du président Bachar al-Assad s'est emparé de cette région cruciale pour l'approvisionnement en eau de la capitale et les insurgés ont commencé à quitter les lieux par centaines.

La capture de Wadi Barada, à 15 km au nord-ouest de la capitale privée d'eau potable depuis le 22 décembre, intervient plus d'un mois après la perte par les rebelles d'Alep (nord), deuxième ville de Syrie, leur plus importante défaite depuis le début de la guerre en 2011.

Les insurgés n'ont plus désormais de véritables fiefs que dans la Ghouta orientale, une région à l'est de Damas, dans la province d'Idlib au Nord-Ouest, et dans le Sud.

Samedi, l'armée était entrée pour la première fois dans la station de pompage d'Aïn al-Fijé, vitale pour l'alimentation en eau de Damas.

Le régime avait accusé les rebelles de sabotage ayant conduit aux pénuries d'eau. Les insurgés avaient rétorqué que les bombardements du régime avaient détruit les infrastructures.

Bachar al-Assad avait exclu Wadi Barada de la trêve en cours depuis le 30 décembre entre régime et rebelles.

Un accord de cessez-le-feu avait été conclu il y a quelques semaines pour permettre aux équipes techniques de rétablir l'approvisionnement en eau potable pour les 5,5 millions d'habitants de Damas, mais il avait échoué et les combats

avaient redoublé d'intensité jusqu'à vendredi.

Dimanche, les premiers travaux ont commencé dans la station, d'après le gouverneur de Damas, Ala Ibrahim. Il a affirmé que les "dégâts étaient importants", mais que le pompage d'eau devait reprendre "bientôt".

L'ONU avait dénoncé ces coupures d'eau comme un "crime de guerre".

En vertu de l'accord, les rebelles ont le choix: déposer les armes ou se rendre dans la province d'Idleb, frontalière de la Turquie.

"Le régime essaie de s'emparer de la totalité de la province de Damas (...) Pour les rebelles qui perdent territoire après territoire, c'est la fin du rêve d'entrer dans la capitale", estime Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Dimanche, des centaines d'insurgés ont commencé à quitter Wadi Barada en bus vers Idleb.

C'est dans cette région que des milliers de rebelles se sont installés, après avoir été chassés de plusieurs de leurs bastions en Syrie par le régime et ses alliés russes et iraniens notamment.

Idleb était jusque-là contrôlée par une alliance dénommée Armée de la Conquête, formée des jihadistes du Front Fateh al-Cham (ex-branche d'Al-Qaïda) et de plusieurs groupes rebelles.

Mais cette alliance semble avoir imposé depuis mardi, avec des affrontements inédits entre rebelles et Fateh al-Cham.

Furieux de voir des rebelles participer à des négociations au Kazakhstan, Fateh al-Cham, désigné comme groupe "terroriste" par Washington et Moscou, les a accusés d'avoir conclu un accord pour le combattre et "l'isoler".

Dès la fin des négociations mardi, Fateh al-Cham a attaqué une base d'un groupe rebelle dans la région d'Idleb et les combats se sont propagés dans cette province et dans celle voisine d'Alep.

Samedi, un nouveau bloc nommé Tahrir al-Cham, composé de groupes rebelles et du Front Fateh al-Cham, a vu le jour.

Deux blocs rivaux sont ainsi en train d'émerger dans la province d'Idleb: l'un emmené par Ahrar al-Cham, la plus puissante faction rebelle, et l'autre conduit par Fateh al-Cham.

Considéré par la rébellion comme une force efficace dans la lutte contre le régime, Fateh al-Cham était critiqué depuis quelques mois par l'opposition politique, qui lui reproche sa volonté hégémonique.

Le président américain Donald Trump, qui a décidé de fermer les frontières de son pays pendant plusieurs mois à tous les réfugiés et aux ressortissants de sept pays musulmans dont la Syrie, a évoqué le conflit syrien lors d'un entretien téléphonique dimanche avec le roi Salmane d'Arabie saoudite.

A la demande de M. Trump, les deux dirigeants se sont mis d'accord pour créer des "zones de sécurité" en Syrie, mais aussi au Yémen en guerre, et pour soutenir "d'autres idées pour aider les nombreux réfugiés déplacés par les conflits en cours", selon la Maison Blanche.

Cette question a également été évoquée lors d'un entretien téléphonique de M. Trump avec le prince héritier des Emirats arabes unis, Mohammed ben Zayed al-Nahyane, qui "a accepté de soutenir cette initiative", selon la présidence américaine.

Les modalités pratiques de la mise en place de ces "zones de sécurité" n'ont pas été détaillées. AFP 29.01

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Maroc

- Maroc: des milliers de personnes manifestent contre le gouvernement - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans le calme dimanche à Rabat, des militants dénonçant la "corruption" ou des enseignants stagiaires en lutte depuis des mois contre le gouvernement, a constaté un journaliste de l'AFP.

Un premier cortège a rassemblé en début de matinée un peu plus d'un millier de marcheurs: des membres de plusieurs syndicats de travailleurs --notamment l'Union marocaine du travail (UMT) et la Confédération démocratique du travail--, de partis de gauche et des militants associatifs.

Ils entendaient exprimer leur "ras-le-bol contre la corruption et la gabegie des deniers publics" par le gouvernement, selon l'un de leur représentant, un membre de l'UMT qui a requis l'anonymat.

Une seconde manifestation a eu lieu dans la foulée, toujours devant le Parlement, où deux à trois mille enseignants stagiaires sont venus défendre la cause de 150 d'entre eux récemment recalés à une épreuve d'admission dans la fonction publique.

Ce conflit avec le ministère de l'Education dure depuis mi-2015. Il concerne la fin de l'intégration automatique des professeurs stagiaires dans la fonction publique, et la réduction de leur bourse. Il avait été en partie résolu avec la signature d'un accord en avril avec le gouvernement.

"La mobilisation se poursuit contre les agissements successifs de l'Etat", pouvait-on lire sur l'une des banderoles.

"Les 150 profs ont été recalés pour des raisons politiques, la plupart sont des militants actifs de notre Coordination nationale des professeurs stagiaires", a affirmé à l'AFP Aoula, membre de cette organisation.

"Nous sommes ballotés, méprisés depuis des mois par l'Etat, notre avenir est incertain alors que nous sommes ceux qui formeront la jeunesse de notre pays", a-t-elle déploré.

"Liberté, dignité, justice sociale!", "Plutôt la mort que la soumission!", ont notamment scandé des manifestants, dont certains affichaient leur soutien à la cause amazigh (berbère), au Mouvement du 20 février, né dans le sillage du Printemps arabe, ou encore au mouvement islamiste Al Adl Wal Ihsane (Justice et dignité, interdit mais toléré).

Le ministère de l'Intérieur n'a donné aucune estimation chiffrée sur les deux rassemblements, qui se sont déroulés sans incident.

Les manifestations sont quasi-quotidiennes devant le Parlement à Rabat mais ne rassemblent généralement que quelques dizaines, au mieux quelques centaines de marcheurs. AFP 29.01

[Haut de page ↗](#)

---

[Haut de page ↗](#)

---

[Haut de page ↗](#)

---

[Haut de page ↗](#)

---

[Haut de page ↗](#)

---

[Haut de page ↗](#)